

Université catholique de Louvain



Faculté de Médecine

Ecole de santé publique

**Recherche en systèmes de santé
Health systems research**

Unités

SESA – CIES Socioéconomie de la santé

Pr MC Closon, Pr V Lorant,

RESO - Education pour la santé – Education du patient

Pr A Deccache

HOSP - Sciences hospitalières et médicosociales

Pr E Darras, Pr W D'Hoore

INFM – Informatique médicale

Pr F Roger France

PVD – Pays en développement

Pr M Malengreau

Unisol rapportlocal EMMSAD.doc

Projet UNISOL – UCL (Partie I)

Favoriser la résilience de l'enfant migrant primo-arrivant et de sa famille ...

Rapport de recherche
DOCUMENT DE TRAVAIL

Juin 2005

Emmanuelle Martin, Marc Steyaert, Alain Deccache

Projet soutenu par l'Université catholique de Louvain et le Fonds Houtman

Et avec la collaboration du Centre de santé, PSE (Dr. K Levie)

UNITE RESO – EDUCATION POUR LA SANTE – EDUCATION DU PATIENT

Centre collaborateur O.M.S. - documentation Service agréé Ministère de la santé - CFB Agréé formation permanente
Adresse postale : RESO 5070, Centre Faculté -1, Av. Mounier 50, 1200 Bruxelles, Belgique EMail: joris@reso.ucl.ac.be
Tél: +32 (0)27645070 - RESOdoc: +32 (0)27645037 - Fax/Télécopie: +32 (0)27645074 - www.md.ucl.ac.be/entites/esp/reso

INTRODUCTION

Le cadre de la recherche-action : le projet UNISOL « université-solidarité » a pour mission de mettre la science au service des plus démunis et des plus vulnérables que sont la plupart des nouveaux arrivants en Belgique. Ainsi la recherche action entend-t-elle ici se mettre au service des enfants et de leurs familles, de l'école et des associations pour favoriser une remise en question des pratiques existantes afin de chercher à améliorer celles-ci.

La question de recherche se trouve être simple mais très globale, comme l'indique le titre de notre rapport de recherche.

Ce rapport de recherche concernant l'UCL s'est basé sur un cadre théorique intégrant le modèle écosystémique de la résilience et le modèle de la casita de Vanistendael. Une revue de littérature nous a permis d'identifier quels étaient les facteurs intervenant aux différents niveaux et d'établir un guide d'entretien pour des familles primo-arrivantes afin d'explorer chacun de ces facteurs, leur interrelation et l'influence qu'elle avait sur les personnes. Dans ce cadre, nous avons rencontré 12 familles, sélectionnées sur base de la langue que nous parlions afin de pouvoir dialoguer avec les familles sans traducteur.

Cette première partie de la recherche action se voulait centrée sur le point de vue de la famille avant le point de vue du professionnel. Des actions d'accompagnement des familles dans leur environnement ont été entreprises afin de mieux cerner ce qui favorisait ou défavorisait la résilience familiale : l'école, l'avocat, le CPAS, la police, l'Office des étrangers, l'hôpital, les association d'aide (nourriture, alphabétisation, ...).

Toujours dans l'optique d'explorer l'influence des facteurs appartenant au différents systèmes entourant l'enfant et sa famille, nous avons cherché à interviewer quelques acteurs professionnels appartenant à ces niveaux exosystémiques : des professionnels scolaires, des professionnels de l'alphabétisation pour adultes primo-arrivants, des professionnels sociaux. La question à ce niveau était spécifique : quels sont les qualités d'un professionnel qui permettent la création d'un lien favorisant la résilience chez un enfant ou un adulte primo-arrivant. Les résultats sont présentés dans une deuxième partie de la recherche.

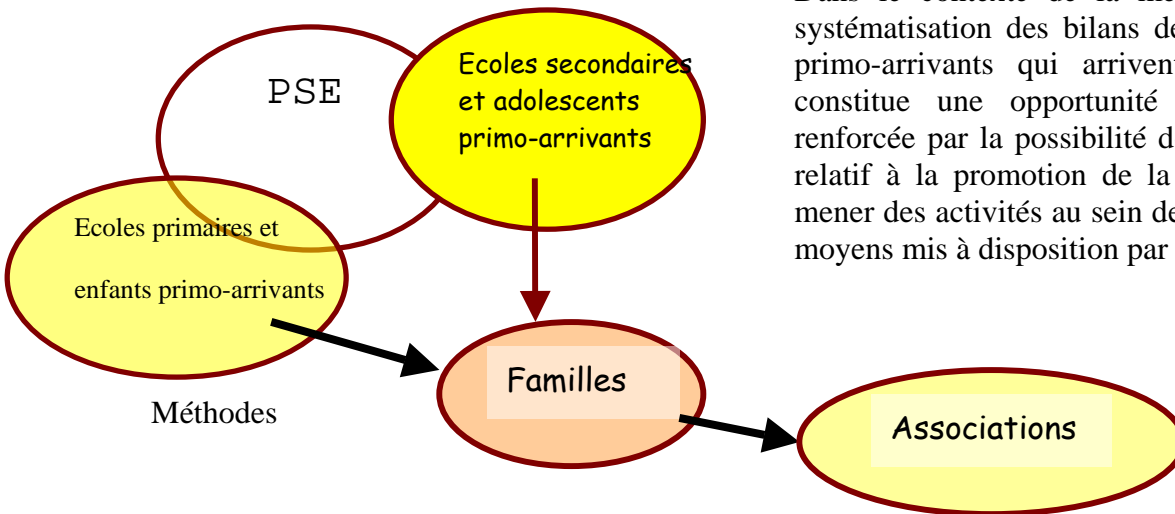
La façon dont nous avons présenté les résultats de la recherche est celle-ci : nous avons confronté les données de la littérature à ce que nos familles ou à ce que les professionnels nous apprenaient et parfois pu aller plus loin encore dans l'explication de certains facteurs, parfois constaté les mêmes choses, parfois mis des nuances. Nous avons en fin de compte, à partir de la littérature et de nos interviews, refait un modèle de la résilience plus complet.

Les paroles des personnes interviewées sont écrites en italique telles qu'elles ont été dites afin d'être plus proches de la réalité du terrain.

Notre approche de la résilience n'est pas une approche scientifique telle qu'on l'entend habituellement, mais plutôt, un va et vient entre les données de la littérature scientifique et le terrain, pour créer de nouvelles hypothèses. La résilience n'est pas selon nous une réalité scientifique à mesurer, mais une réalité humaine à observer, sans la déformer par une vision trop scientifique.

CADRE CONTEXTUEL DE LA RECHERCHE- ACTION

La médecine scolaire et l'école



Dans le contexte de la médecine scolaire, la systématisation des bilans de santé des enfants primo-arrivants qui arrivent dans les écoles constitue une opportunité d'action, qui est renforcée par la possibilité donnée par le décret relatif à la promotion de la santé à l'école de mener des activités au sein des classes, et par les moyens mis à disposition par le projet Unisol.

Les populations primo-arrivantes confrontent les professionnels médico-sociaux à un paradoxe, puisqu'il s'agit d'un public très spécifique nécessitant une prise en charge adaptée, mais que par ailleurs ce public est trop peu nombreux pour véritablement susciter la mobilisation des acteurs.

Les familles parlant l'Arabe, le Swahili et/ou le Français,¹ sont sélectionnées sur base de la liste des élèves primo arrivants des 6 écoles primaires de Schaerbeek dont le PSE a la charge.

Parmi celles-ci les critères de priorité se basent sur la demande des médecins scolaires du PSE qui, dans la population sélectionnée ont détecté des problèmes de santé. Ainsi jusqu'ici trois familles ont été rencontrées plusieurs fois chacune afin de mener les entretiens mais aussi d'intervenir pour résoudre les problèmes de santé et autre problèmes de la famille.

- Des **rencontres avec les familles** ont été étalées sur le temps de la recherche-action afin de recueillir auprès des familles quels étaient les facteurs de risque et de protection, et cela sur base d'entretiens à partir d'un guide d'entretien recueillant les éléments propres à l'histoire de la migration, à la santé, l'école et les ressources utilisées pour faire face aux problèmes rencontrés, les attentes envers les associations.

- Des contacts ont ainsi été pris avec des **associations** de Schaerbeek que les parents fréquentaient mais aussi avec des associations de communes proches ayant des structures d'accueil spécifiques pour les primo-arrivants². Un premier questionnaire spécifique pour chaque type d'association (association spécialisée pour l'accueil des primo-arrivants, associations de santé, associations d'alphabétisation, associations ethniques...) a été réalisé afin de déterminer les différents éléments qui entrent en jeu, les obstacles rencontrés, les solutions trouvées. Les représentations qu'ont les professionnels côtoyant des adultes primo-arrivants ont été recueillies.

- Un guide d'entretien a été élaboré spécifiquement pour **chacun des acteurs scolaires** : les directeurs d'école, éducateurs, médiateurs et enseignants afin de voir comment l'école met-elle en place les éléments d'accueil des primo arrivants. Les représentations qu'ont les professionnels scolaires des parents primo-arrivants ont été recueillies.

¹ langues parlées par le chercheur pour la facilité des entretiens avec les familles

² EXIL, SIREAS, CIRE, D'ICI et D'ailleurs, OCIV, COMPAS, MEDICAL STEUNPUNT, CBAR, ...

CADRE IDEOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

Il n'est pas possible aujourd'hui d'entamer une recherche sans avoir un impact sur le réel, sur les représentations, sur la vision du monde. En effet, la science a parfois un impact qui dépasse ses prérogatives en amenant sans s'en rendre compte des valeurs qui vont parfois à l'encontre du respect de la personne. C'est pourquoi il est important de toujours expliciter sa vision et ses valeurs en entamant une recherche, afin d'être clair sur ce que l'on avance.

Pendant plusieurs décades de recherche sur la prévention et l'éducation, on s'est focalisé sur le risque. Cette approche exclusive par le risque a mené à des pratiques éducatives limitées qui aboutissaient à diminuer l'espoir ancré dans tout être humain peu importe son vécu traumatique, en le stéréotypant, en le marquant, le dépistant, et parfois en l'expulsant par des pratiques énergiques d'ordre public. Cette approche du «risque» ou du «déficit» a encouragé des professeurs et des professionnels de terrain à voir, identifier, des enfants et des familles étiquetés uniquement par leur «déficit». Dans les programmes de santé, les conséquences sont que sous couvert de vouloir faire du bien à des familles, en ciblant les familles à risque, on en vient à faire une grille des caractéristiques et des risques, et à ne voir ces personnes que par cet aspect.

Cette perspective du « verre à moitié plein » nous empêche de voir les capacités et la force de la personne entière et d'entendre sa "véritable histoire," en créant par là des stéréotypes ou une histoire mythique au sujet de cette personne. Comme un éducateur signale, "*quand nous ne savons pas les histoires de chacun, nous substituons notre propre mythe au sujet de la personne. Quand nous opérons avec seulement un mythe, la vérité de cette personne ne nous sera jamais connue, et nous la blesserons, la plupart du temps sans jamais le vouloir réellement*"

Tandis que notre bon sens et notre sagesse nous avertissent certainement du danger de cette approche, nous observons maintenant dans les recherches scientifiques les plus rigoureuses sur le développement humain - les études longitudinales - qui nous devrions mettre de côté cette préoccupation du risque une fois pour toutes ! La recherche sur la résilience montre certainement le manque de puissance prédictive des facteurs de risque - à moins que nous créions des étiquettes basées sur ceux-ci. Elle situe également le risque dans les politiques sociales, et pas uniquement chez les enfants, les jeunes, les familles, et les cultures. Le plus important pour les éducateurs et ceux qui veulent faire de la prévention, c'est cependant que la recherche sur la résilience offre une réponse à la question "que pouvons nous faire pour favoriser cette résilience ?"

Le concept de résilience est né grâce à Emmy Werner³ qui a suivi pendant 30 ans une cohorte de 700 enfants nés à Hawaï dont 200 à l'âge de 2 ans présentaient tout ce qui présage un futur de délinquance : ils n'avaient pas de famille, et vivaient dans une grande misère, exposés aux maladies, à la violence. Au bout de tout ce temps, 70 de ces enfants devenus adultes (30%) savaient lire et écrire, avaient appris un métier, fondé un foyer.⁴

Pour Emmy Werner il fallait avoir une famille un peu moins perturbée que les autres, être scolarisé un minimum et surtout avoir eu la chance de trouver un adulte membre de sa famille proche ou lointaine, ou simplement un ami, avec qui il était possible de nouer une relation constructive. C'est ce que Boris Cyrulnik a appelé les tuteurs de résilience, autour desquels l'enfant pourra tisser activement sa résilience. Boris Cyrulnik a montré qu'il faut insister sur l'importance des facteurs environnementaux plutôt que sur les caractéristiques intrinsèques de l'individu, comme le font d'habitude les recherches américaines. Quand on ignore

³ Werner, E. E., and Smith, R. S. (1982). *Vulnerable but invincible: A longitudinal study of resilient children and youth*. New York: McGraw-Hill.

⁴ Boris Cyrulnik -- *Un merveilleux malheur*, Éditions Odile Jacob, 1999:

l'environnement dans la construction de la résilience on peut en arriver à supprimer toute politique sociale avec comme argument : « A quoi bon dépenser de l'argent pour les pauvres, les bons, les résilients s'en sortent sans nous, les autres les moins résilients sont intrinsèquement mauvais et ne méritent pas nos efforts. ». C'est un danger qu'ont dénoncé tous les théoriciens de la résilience.

Au contraire, les études sur la résilience montrent que ces personnes, une fois dépassés les traumatismes, sont capables de la construction d'une société plus juste et plus humaine, d'altruisme hors du commun. Nous pensons à Maggy Barankitse, cette burundaise qui a reçu le docteur honoris causa de l'UCL pour la paix en 2004, et qui après le génocide, a aujourd'hui fondé dans son pays un village où des dizaines de milliers d'enfants orphelins de toutes ethnies apprennent à vivre ensemble et reconstruisent une société où la vie est possible et belle. On remarque que les coups durs, les malheurs, les souffrances causées par la maladie ou par des conditions extérieures –catastrophes naturelles ou guerre –, font apparaître des ressources inconnues et illimitées en réveillant la résilience chez les victimes. Dans les camps de réfugiés, par exemple, il y a moins de suicides que chez les bien-nantis occidentaux. Qu'est-ce que cette aptitude à encaisser? D'où provient-elle? Comment apparaît et se développe la résilience? Où et comment ont-ils construit leur résilience ?

LA RESILIENCE : CADRE THEORIQUE

Beaucoup d'auteurs⁵ distinguent deux sens à la résilience

La résilience dans un sens restreint ou résilience stricto sensu, qui ne peut être qu'un processus individuel permettant à quelqu'un de faire preuve de capacités hors du commun, capacités qui semblent se révéler, s'accroître, se développer, du fait même de la traversée des épreuves.

La résilience dans un sens large, assimilée à un processus de croissance, consistant en capacités présentes potentiellement en chacun d'entre nous et comme telles susceptibles d'être partagées au sein d'un groupe, d'une communauté, d'une famille.

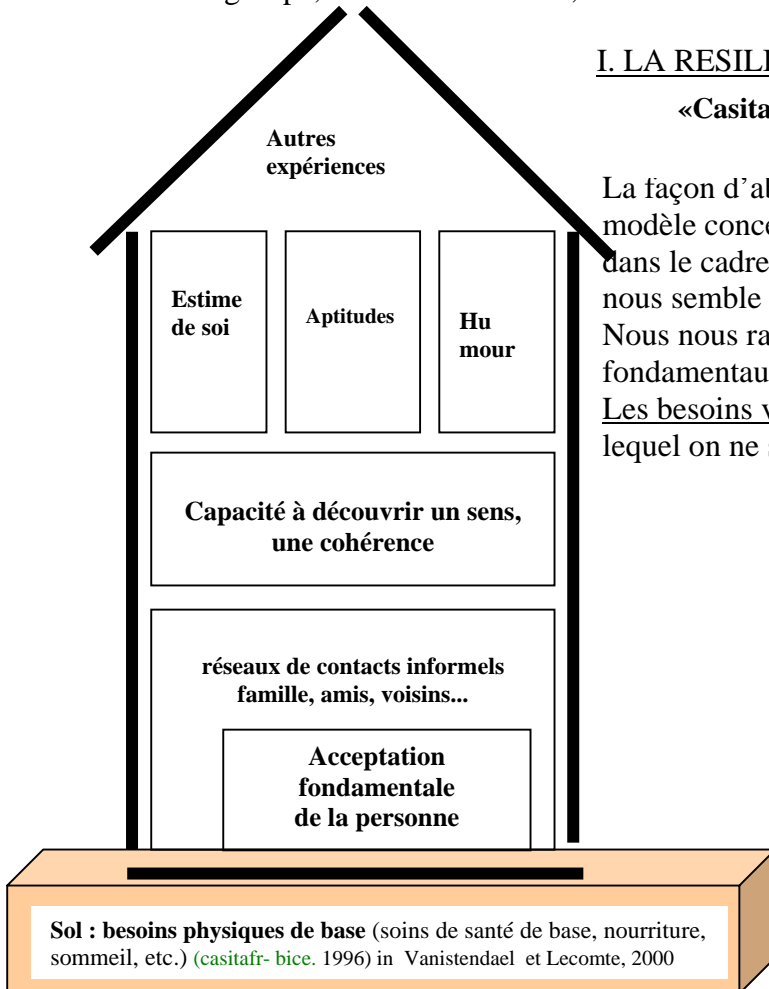
I. LA RESILIENCE

«Casita» : la construction de la résilience

La façon d'aborder la résilience de Stefan Vanistendael à travers le modèle conceptuel de « casita de la résilience » qu'il a développé dans le cadre de ses programmes du BICE nous sert de base car elle nous semble très juste dans sa lecture de l'être humain.

Nous nous rapprochons du concept de la hiérarchie des besoins fondamentaux de Maslow

Les besoins vitaux du corps correspondent au sol de la casita sans lequel on ne sait commencer à construire la résilience



- Respirer
- manger, boire
- faire ses besoins
- s'abriter des intempéries par un logement
- vêtements
- soins de base
- dormir

LES BESOINS DE BASE

Qu'elle soit strictement individuelle ou collective la résilience se développe à la condition que les besoins physiques de base soient satisfaits c'est à dire les soins de santé de base, la nourriture, le logement. S. Vanistendael cite les paroles d'une directrice d'un programme qui expliquait que « *les enfants de la rue arrivaient dans un état d'épuisement physique et psychique total. Leur besoin le plus urgent était de dormir, dormir, dormir, pendant des heures, des journées entières s'il le fallait. Ils se levaient pour manger un peu puis retournaient dormir. C'est seulement après*

⁵ Hanus M., la résilience , à quel prix ? Paris , ed. Maloine (2001)

cette phase de récupération physique que pouvait vraiment commencer le lent travail de réhabilitation psychologique. »

L'ACCEPTATION FONDAMENTALE

Mais la satisfaction des besoins matériels ne suffit donc pas à elle seule pour permettre la résilience face à un traumatisme qui touche la psyché ou l'esprit. Elle n'est que le fondement.

Vanistendael considère que c'est « l'acceptation fondamentale de la personne (et non nécessairement de son comportement) » qui est une condition fondamentale pour mettre en route le processus de résilience. Certains enfants privés d'affection construisent leur identité autour de moments où on a bien voulu les aimer. Plusieurs termes sont utilisés par les auteurs pour qualifier cette notion *d'acceptation fondamentale*.

La théorie de l'attachement souligne l'importance pour le développement ultérieur de l'individu et son épanouissement, de l'acquisition d'une *sécurité interne* construite sur la base des interactions précoces de l'enfant avec son environnement familial. Delage développe autour de ce terme la notion *d'enveloppe psychique*. Son hypothèse est que chaque fois qu'un individu rencontre la détresse, que sa vie elle-même est mise en jeu, le système d'attachement qui avait cours au début du développement est réactivé, la base de sécurité interne revisitée; et ce que l'individu ne peut contenir dans sa vie psychique doit être « traité » avec son environnement grâce à la qualité de sa vie relationnelle. Quant à Cyrulnik (2003) il parle de *bulle sensorielle* fournie par l'entourage familial, qui si elle est bien structurée par des routines affectives et comportementales, permet à l'enfant de se développer le long de ces structures sensorielles. Quand ces routines ne se mettent pas en place au cours des premiers mois, l'enfant ne peut pas s'organiser et ne peut rien développer. Il faut donc intentionnellement les disposer plus tard autour de l'enfant, désorganisé par la désorganisation de son milieu, pour observer une reprise de développement. Il remet en cause l'idée si répandue selon laquelle l'expérience précoce a un effet disproportionné sur le développement ultérieur.

LA CAPACITE A DECOUVRIR UN SENS

Beaucoup d'auteurs s'accordent également en ce qui concerne cette dimension de la résilience. On ne peut parler de traumatisme que s'il y a une effraction, si la surprise cataclysmique ou parfois insidieuse submerge le sujet et l'embarque dans un torrent, dans une direction où il aurait voulu ne pas aller. Il faut donner un sens à l'effraction pour ne pas rester dans cet état confus où l'on ne peut pas décider parce qu'on ne comprend rien. Pour amorcer un travail de résilience nous devons à nouveau éclairer le monde et lui redonner cohérence.

Les enfants qui sont parvenus à devenir des adultes résilients sont ceux qu'on a aidés à donner sens à leurs blessures- Le travail de résilience a consisté à se souvenir des coups pour en faire une représentation d'images, d'actions, de mots, afin d'interpréter la déchirure
Que disent les autres auteurs de la résilience ?

Voici la vision anglosaxonne de la résilience qui insiste sur les facteurs individuels⁶ et qui met en avant les caractéristiques des individus résilients.

• **intelligence :** •talents

•**tempérament facile**

•flexibilité et sens de l'humour

• Introspection

•genre et âge

•sentiment d'utilité

•**locus de contrôle interne**

habilités de résolution de problèmes

estime de soi

•maturité

•autonomie

•bon sens de l'identité

ility and resilience, Social science medicine, vol. 43, no. 5, 1996

esilience, J. child psychiatry, vol. 35, no. 2, 1994

Selon Stanislaw Tomkiewicz (2002⁷), la recherche de facteurs qui caractérisent les sujets résilients et qui permettent la résilience vient en réalité introduire des risques de confusion entre manifestations ou signes de résilience et facteurs causaux de résilience. Nous voudrions chercher à éclairer les différents aspects mentionnés ici en tentant de donner un schéma conceptuel à la résilience à partir de différentes visions de la résilience existantes, pour distinguer ce qui favorise la résilience de ce qui caractérise la résilience.

NOTRE VISION DE LA RESILIENCE

Nous pensons qu'il est nécessaire pour aborder la résilience d'avoir une vision holistique de la personne humaine et pour la décrire, nous avons fait le choix de la vision qu'avaient déjà les philosophes grecs d'antan, vision de l'être humain que nous ne pouvons dénigrer : la résilience se réalise selon nous à tous les niveaux de la personne humaine que sont l'esprit, la psyché et le corps, car ceux-ci sont intimement liés, épousés, avec une hiérarchie d'importance qui va selon nous du corps à l'esprit en passant par la psyché. La philosophie, la théologie, la psychologie et la médecine physique sont des sciences qui ne peuvent plus se permettre de travailler en parallèle, mais qui doivent venir s'éclairer mutuellement.

« *C'est notre culture scientifique qui morcelle le savoir pour mieux le maîtriser* » dit Cyrulnik ; Un enfant réel n'est pas fragmentable , c'est « *un être total dont l'amélioration corporelle s'associe au progrès du langage et dont l'intelligence s'allie à l'affectivité* » (Cyrulnik, 2003) .

Les auteurs disent s'entremêler dans la distinction des facteurs causaux de la résilience et les manifestations de la résilience . Nous distinguerons les **conditions fondamentales** de la résilience qui sont simplement la « **nourriture** » dont le corps, la psyché et l'esprit humain ont besoin pour subsister. Si elles sont réunies ces conditions permettent à leur tour le développement de **capacités du corps, de la psyché et de l'esprit** , capacités qui sont les « maçons » construisant la résilience de la personne c'est à dire la capacité de dépasser un traumatisme.

Les 3 dimensions de la personne sont intimement liées : le corps permet la relation, la relation permet de trouver le sens dont l'être humain a besoin.

Ainsi il faut une série d'étapes selon nous et les facteurs énoncés par les chercheurs américains sont souvent à placer dans les capacités et non les conditions fondamentales. La « nourriture » qui permet la construction de la résilience vient de l'environnement et celui-ci est primordial.

Les besoins fondamentaux de la psyché comportent : le besoin d'être accepté fondamentalement tel qu'on est (besoins que l'on peut traduire par besoin « d'amour », d'affection, d'attachement sécurisant.

Ce besoin est satisfait grâce à un environnement relationnel « aimant, sécurisant » et permet à son tour de satisfaire le besoin d'estime de soi (qui peut se traduire par « amour de soi ») et le besoin « d'aimer » à travers la relation à d'autres. La satisfaction de ces besoins fondamentaux d'être aimé et d'aimer, permet de croire en soi-même (autonomie, locus of control interne) et de croire en d'autres pour entrer en relation avec eux (altruisme, sociabilité).. Si le locus of control interne est important, le locus of control externe tourné vers l'autre l'est tout autant car on ne peut tout maîtriser et on ne peut construire une relation vraie sans croire en une autre personne, en un soutien de sa personne.

⁷ Stanislaw Tomkiewicz , l'émergence du concept, in : « Résiliences en question », *Le furet*, revue de la petite enfance et de l'intégration., N° 38, 2002, pp.20-26

Les besoins fondamentaux de l'esprit comportent : le besoin de comprendre, de se projeter dans l'avenir (espérance) et de trouver un sens à la vie.

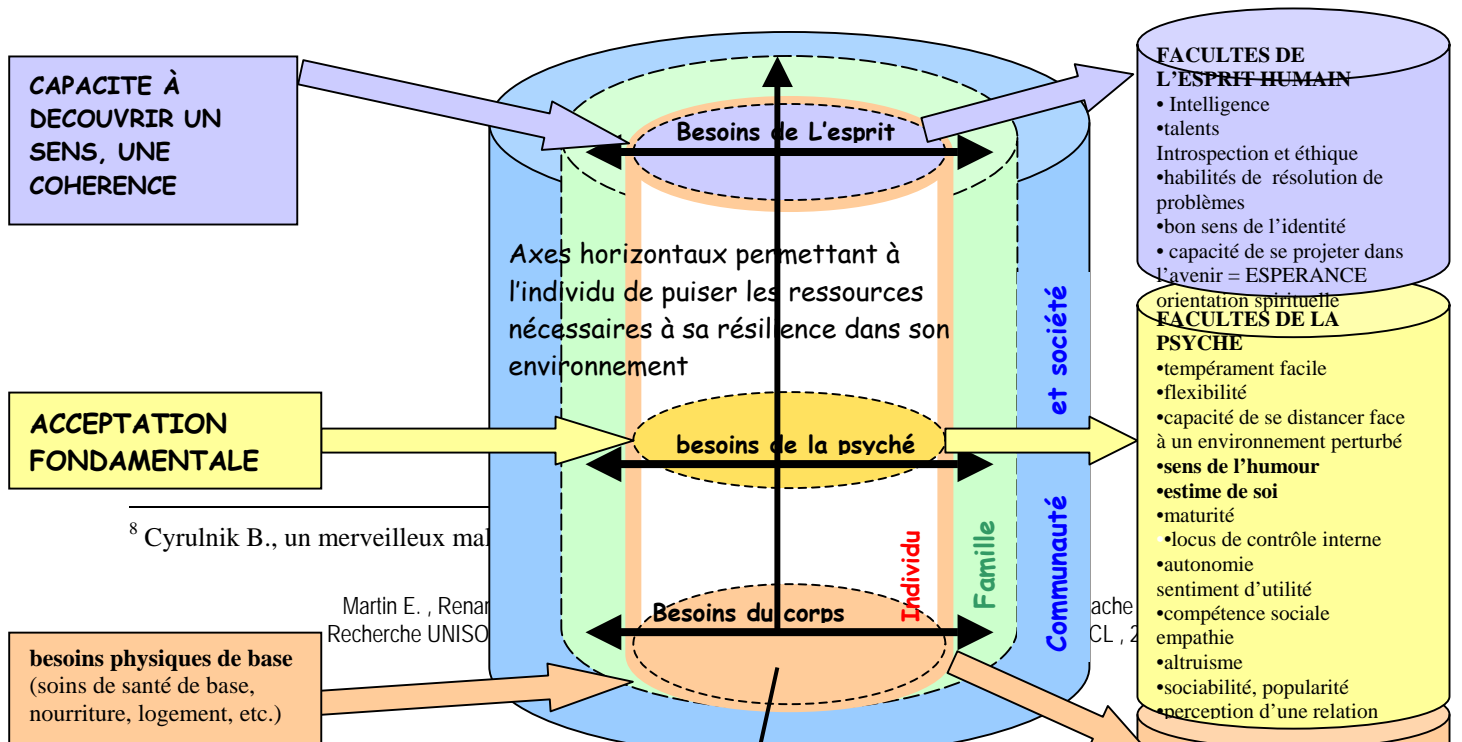
Ces besoins sont satisfaits d'une part grâce aux facultés de l'esprit humain que sont l'intelligence éclairée de l'homme (à laquelle conscience et la liberté sont liées), la capacité de se distancer d'un environnement perturbé, le sens de l'humour, la résolution de problèmes, la capacité de se projeter dans l'avenir, de s'orienter spirituellement.

La satisfaction des besoins de la psyché et de l'esprit permettent à leur tour la satisfaction du besoin d'accomplissement personnel de Maslow = aptitudes et expériences de don de soi. C'est pourquoi Vanistendael les place tout en haut de la casita. Ils sont les conséquences de la construction du reste

II. L'ENVIRONNEMENT QUI PERMET LA RESILIENCE

Tous les auteurs s'accordent pour souligner que les capacités du monde interne propre à l'individu résilient ne peuvent se développer que grâce aux apports de l'environnement et au tissage des liens individu-environnement (Cyrułnik B., 1999)⁸.

Ce n'est qu'après une suffisante satisfaction de ses besoins de proximité et de tendresse, que la victime d'un traumatisme peut ensuite s'approprier ou se réapproprier sa propre histoire, et retrouver un sens au sein d'un sentiment d'appartenance renforcé. Nous voulons insister sur cette notion de la famille comme ensemble susceptible de développer chez l'enfant et de maintenir chez l'adulte, la confiance de base, l'estime de soi, le sentiment d'identité. La famille est cet espace intermédiaire entre réalité externe propre à tous et réalité interne propre à chacun, espace de rencontre sur lequel les individus peuvent compter. Ensuite pour donner sens au traumatisme, le monde intime du traumatisé dépend aussi du monde intime de la personne à qui il se confie et de la charge affective que le discours social attribue à l'événement traumatisant. Ce qui veut dire que la manière dont tout le monde parle du trauma participe au traumatisme, le panse ou l'ulcère (Cyrułnik, 2003). Ici encore le rôle de la famille est primordial ; de la même manière que l'attitude des parents a pu moduler les états affectifs de l'enfant pour donner sens à sa vie intérieure, *Il existe un apport dans la résilience qui vient de l'attitude mentale, morale de la famille devant les coups du sort. Le comportement de l'entourage est le premier modèle pour l'enfant : «Mon père savait encaisser; ma mère riait beaucoup et ne se plaignait jamais; mes parents étaient pauvres mais heureux; ils embrassaient bien la vie».*(H. Laberge) On peut donc imaginer l'impact de la désorganisation familiale sur un enfant, suite à une série de traumatismes.



⁸ Cyrułnik B., un merveilleux ma...

Martin E., Renar
Recherche UNISO

ache
CL, 2

Facteurs de risque et facteurs de protection

Les *facteurs de risque* sont définis comme les facteurs dont la présence accroît la possibilité qu'un enfant ait des difficultés d'adaptation et d'apprentissage si on le compare avec un enfant d'une population « tout venant ». A l'inverse, les *facteurs de protection* sont définis comme des caractéristiques des individus et de l'environnement susceptibles de contrer ou de limiter les effets des facteurs de risque. L'étude des facteurs de protection implique donc que l'enfant soit confronté à des conditions défavorables.



Cette figure illustre simplement la conceptualisation de la relation entre le risque et les facteurs de protection. La pluie qui tombe symbolise l'adversité (le risque ou le traumatisme) à laquelle une personne est exposée au cours de sa vie. Quant au parapluie, il abrite entre autre les valeurs personnelles et sociales, l'attachement, l'estime de soi, la satisfaction des besoins de base, etc...

Sous cet aspect, la personne qui réussit à déployer son parapluie pour s'opposer aux effets nuisibles des facteurs de risque peut être perçue comme une résiliente. Ces facteurs de risque et de protection peuvent donc toucher les 3 dimensions de la casita : les besoins fondamentaux, les besoins d'attachement, les besoins de sens...

Sous cet angle, la résilience est, au delà d'une simple résistance, une notion dynamique, un processus, un travail toujours remis sur le chantier, une régulation complexe entre des zones de force et des zones de vulnérabilité mobilisées ensemble lors d'une agression et après, laissant du même coup une trace douloureuse, parfois enfouie et inconsciente, mais toujours susceptible d'être réveillée par un événement à la signification particulière chez un individu donné.

Hélène Laberge⁹ nous fait judicieusement remarquer que l'épreuve ou le traumatisme peut exiger un autre type de résilience suivant la partie de l'être humain qu'elle atteint :

- lorsque l'épreuve est matérielle, qu'elle concerne les conditions extérieures de la vie: la perte d'un emploi, un conflit de travail, une diminution de revenus, etc., la personne qui en est victime n'est pas touchée jusqu'au fond d'elle-même. Elle peut avoir la capacité de retourner une situation en sa faveur par des mesures relevant du bon sens et de l'à propos. Car il existe dans la plupart des cas une solution à ce niveau, fût-elle étatique ;

- lorsque l'épreuve est physique, comme la maladie ou une infirmité, ou morale, comme la mort d'un proche ou la mort d'un amour, c'est l'âme elle-même qui est touchée. C'est seulement en descendant en soi-même, en approfondissant le sens de la vie, de sa vie, en puisant dans ce que

⁹ Hélène Laberge, la résilience morale, *L'Agora*, vol 7, no 1, 1999.

http://agora.qc.ca/reftext.nsf/Documents/Resilience--La_resilience_morale_par_Helene_Laberge

les saints, les sages ou un proche ont pensé de la douleur humaine qu'on peut trouver une renaissance dans un état supérieur de conscience et de confiance. C'est ici que la spiritualité a une importance fondamentale¹⁰. La résilience à ce niveau serait le pouvoir de rebondir mais aussi celui d'accepter.

«Une âme saine dans un corps sain, cela est beau, mais encore borné et commun. Ce qu'il y a dans l'homme de plus vaste, de plus ouvert, de plus héroïque, de plus subtil, de plus délicatement noble et vibrant, c'est une âme saine dans un corps malade. Une âme qui résiste à la contagion de la détresse vitale et dont la santé, sans cesse conquise à la pointe de l'épée, est le fruit tendre et saignant d'une victoire.»¹¹

Nous voyons alors qu'il existe dans la résilience une dimension horizontale environnementale : La résilience d'une personne est comme soutenue par celle de sa famille, elle-même soutenue par celle de sa communauté et de la société. (Vanistendael, 2000)¹² Ce sont comme des enveloppes protectrices successives (Delage M., 2002)¹³ où la perte a un impact plus traumatisant quand elle concerne une enveloppe plus proche de l'individu.

et une dimension verticale de la résilience, c'est le modèle de la casita : cette dimension verticale élève la personne : d'abord concernée par les aspects des besoins du corps, elle s'élargit à une dimension affective et ensuite spirituelle : celle de son esprit et de son intelligence qui cherche un sens, dimension qui permet à la personne de trouver les capacités d'une résilience qu'on a appelé comme Hélène Laberge la « résilience morale ».

¹⁰ Pour approfondir : S. Vanistendael, "Résilience et spiritualité. Le réalisme de la foi", Bice, Genève, 2002

¹¹ Gustave Thibon, , *L'Échelle de Jacob L'Agora*, vol 5, no 3, mai/juin 1998, cité par H. Laberge

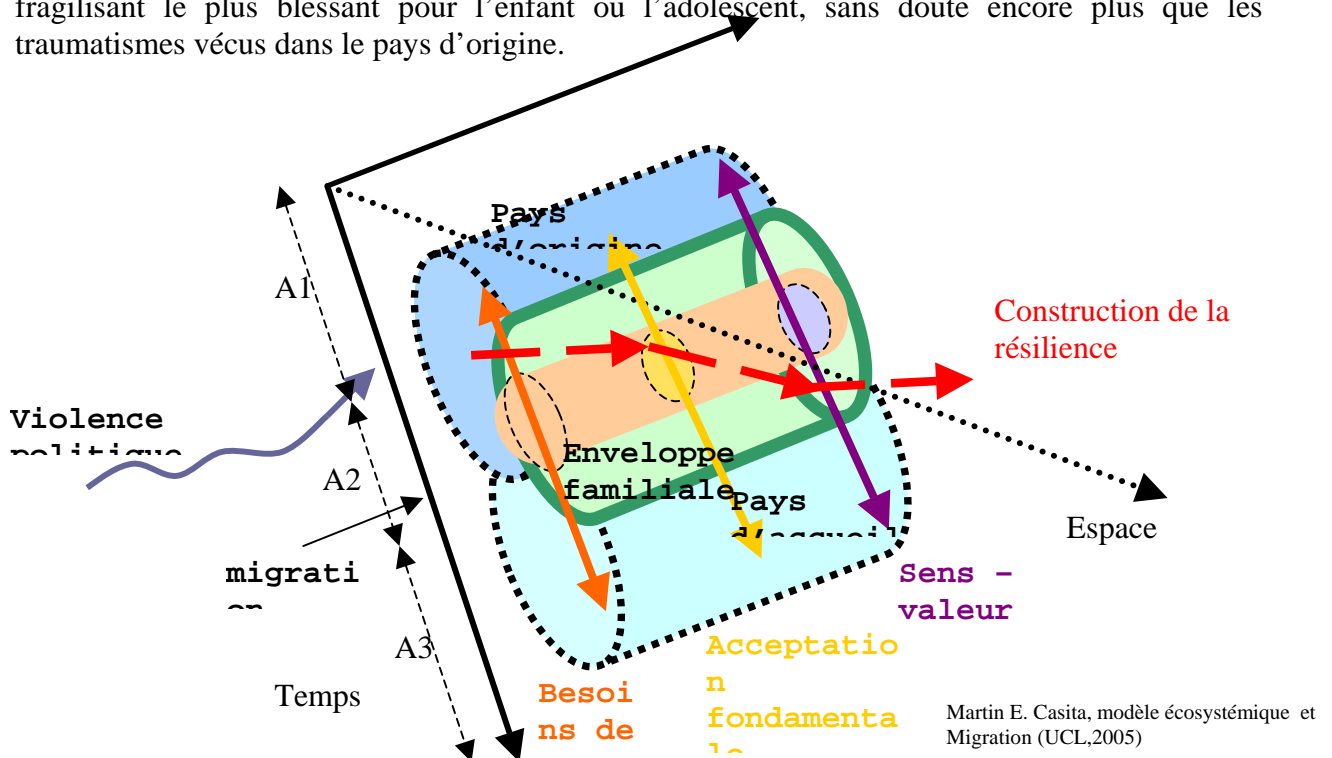
¹² Vanistendael, S., Lecomte J., (2000) Le bonheur est toujours possible. Construire la résilience.

¹³ Delage M., Aide à la résilience familiale dans les situations traumatiques, in « Thérapie familiale », Genève, Vol 23, N°3, pp.269-287

CHAPITRE 1. LA RESILIENCE ET LA MIGRATION

Ce cadre conceptuel est une construction que nous avons faite à partir de la vision de la résilience exposée ci-dessus et la littérature sur la migration. C'est dans le cadre conceptuel que nous ajouterons au fur et à mesure, nos propres résultats de recherche, les hypothèses générées et les compléments trouvés.

La dimension du temps est très importante dans le vécu du primo-arrivant, puisque c'est dans le temps que s'inscrit son histoire, les changements qu'il est amené à vivre au niveau des différentes dimensions de la « casita », et enfin c'est dans le temps que se fera le deuil de son passé et que la résilience se construira ou se déconstruira suivant l'exposition à des facteurs de risque supplémentaires ou au contraire à des facteurs de protection. La famille est l'enveloppe protectrice qui permet de sauvegarder à l'enfant ou l'adolescent une acceptation fondamentale, sa place dans la famille, et des valeurs culturelles permettant de trouver un sens à ce qu'il vit de difficile. Une migration qui se fera sans cette enveloppe protectrice est l'un des facteurs fragilisant le plus blessant pour l'enfant ou l'adolescent, sans doute encore plus que les traumatismes vécus dans le pays d'origine.



S'inspirant de Barudy (1989)¹⁴, nous distinguerons trois phases dans l'histoire du migrant dont le vécu respectif influence sur la résilience du migrant :

- A.1. l'état d'équilibre avant le traumatisme (avant le traumatisme de la violence politique et avant la migration dans le pays en guerre pour le réfugié- avant la migration pour le migrant économique)
- A.2. le ou les traumatisme(s) de la violence politique suivi de l'exil ou de la migration = période de deuil et de changements
- A.3. la phase d'adaptation ou d'acculturation.

¹⁴ Barudy J., L'utilisation de l'approche systémique lors de thérapies avec des familles de réfugiés politiques. In thérapie familiale, Genève, 1989, vol10, N°1, pp.15-31

Nous verrons ensuite que cette phase d'adaptation se divise elle-même en trois phases : une phase dite « touristique » où tout semble aller pour le mieux, et puis une phase de déception et de deuil, et enfin la phase d'adaptation par excellence.

Dans chacune de ces phases inscrites dans le temps, des facteurs vont jouer dans la force résiliente de la famille ; on peut classer ces facteurs dans chacune des 3 dimensions de la casita.

A.1. L'état d'équilibre avant les traumatismes

Al Badalwi (2002) découpe le temps en trois autres périodes d'où il distingue différents facteurs qui influencent la santé mentale des migrants :

les facteurs pré-migratoires, la période transitoire, et les facteurs post migratoires

Parmi les facteurs pré-migratoires, il distingue :

- le niveau d'éducation et l'âge de la migration
- la classe sociale et le type d'emploi dans le pays d'origine
- la situation socio-économique
- les connaissances et la tolérance envers d'autres cultures
- le passé culturel
- le passé politique = un migrant ou un exilé (y a-t'il traumatisme supplémentaire avant la migration)

Reprenons chacun de ces facteurs nommés que nous allons, à présent, approfondir séparément en tenant compte d'autres auteurs, des résultats de notre recherche et des hypothèses supplémentaires qui sont nées à partir de celle-ci.

Barudy lui, insiste sur un autre facteur pré-migratoire que Al Badawi ne cite pas : l'état d'équilibre familial avant le traumatisme, mais nous éclairerons aussi un autre aspect non mentionné mais qui influe tout le reste : l'état d'équilibre sociétal avant le traumatisme et /ou la migration. Ce facteur peut être rangé sous le même aspect que « passé culturel et passé politique ».

A.1.1. Le niveau d'éducation, la situation économique et l'âge de la migration

Il est bien évident que la perception de soi et des projets qu'on peut concevoir lors de la migration est lié à l'éducation d'une part et à l'âge des primo-arrivants d'autre part.

Des personnes primo-arrivantes ayant vécu un haut standing de vie et ayant un niveau d'éducation élevé, sont souvent des réfugiés et non des migrants économiques. Le niveau de vie qu'elles sont obligées de supporter dans un premier temps en Belgique rend le vécu plus difficile :

« Auparavant on voyageait beaucoup, mais on habitait en Irak et on y était bien. Mon mari était pilote d'avion. L'asile en Belgique est une nécessité, mais on attend les papiers depuis 3 ans et cela m'empêche de vivre une vie normale. Je ne sais même pas louer un DVD avec la carte orange. J'ai peur de sortir d'ici, je reste souvent à l'intérieur de ma maison. Je me sens en Belgique comme dans une vaste prison car j'aimerais pouvoir voyager et aller voir ma mère en Jordanie. »

Parce qu'ils ont un passé plus long dans le pays d'origine, les adultes entretiennent plus longtemps que les enfants des comportements et des représentations de migrants ainsi que des attentes de retour, l'idéalisation et la nostalgie du pays d'origine. Ainsi cette même mère irakienne que son fils convainc de rester parce que lui connaît le danger que représente le retour dans le pays en guerre où a été assassiné son frère : « Il y a une semaine, je n'en pouvais plus de la

situation d'incertitude en Belgique, alors j'ai dit tout haut devant mon fils de 7 ans que j'aurais aimé rentrer en Irak... et il m'a répondu tout de suite : « Non maman, si toi tu retournes, moi je reste car sinon on va me tuer ». Et c'est réel, s'il retourne on le tuera aussi comme son frère. C'est pourquoi, maintenant, je n'ai plus qu'à accepter de rester ici. »

A.1.2. L'état d'équilibre sociétal avant les traumatismes

La famille du migrant ou du réfugié, avant d'être bouleversée par les événements répressifs, vivait dans un contexte déterminé. Ce contexte était celui de son pays d'origine, son appartenance socio-culturelle, sa culture familiale.

Dans ses relations avec le milieu social, la famille établissait de multiples relations avec d'autres systèmes, par exemple, la famille «élargie», les voisins, les compagnons de travail, etc.

Tous ces échanges d'informations et d'énergie qui constituent un vrai réseau de relations interpersonnelles sont influencés à leur tour par l'environnement, la culture et l'organisation socio-politique de la société.(Barudy, 1989)

Lorsqu'on a en face de soi un enfant primo-arrivant, il est bon de se poser la question de ses ressources. Parmi celles-ci il y a certainement la nécessité de se poser la question « la société dans laquelle vivait cette famille était-elle un société résiliente » ? Si c'est non, l'enfant est certainement plus vulnérable. Or bien souvent cela a été le cas s'il vient d'un pays en guerre. Nous allons entrer ici dans une discussion approfondie sur ce qu'est la résilience d'une société, à partir de la littérature, mais aussi surtout à partir des interviews de nos primo-arrivants sur l'état de délabrement de leur société d'origine qui les a poussé à quitter. Cela est important de se demander ce que l'on peut faire pour changer les choses à la base et ne pas toujours faire des pansements à une hémorragie qui durera longtemps si on ne l'arrête pas...

Ce long paragraphe doit aussi faire réfléchir ceux qui, trop vite, jugent que les réfugiés économiques de ces pays africains sont de trop chez nous. Il faut savoir regarder notre propre responsabilité dans le désordre mondial que doivent subir les populations les plus pauvres de la planète.

A.1.2.1. La communauté et la société résiliente

Les travaux de Garbarino (1992)¹⁵ décrivent les attributs caractéristiques d'une communauté résiliente. Son étude comparative d'enfants élevés dans divers ghettos de Chicago révèle qu'une collectivité caractérisée par une richesse sociale, une implication communautaire, un réseau de soutien informel avec des liens serrés et un climat scolaire ouvert et soutenant, présente un tableau de pratiques parentales positives d'éducation et moins d'abus et de négligences qu'une communauté socialement appauvrie. Examinons ensemble ce que la littérature ¹⁶donne comme facteurs de résilience sociétale et communautaire :

Facteurs de résilience communautaire	Facteurs de résilience sociétale
<ul style="list-style-type: none"> •opportunités de s'impliquer •attentes élevées •taux de criminalité bas •solidarité •sources diversifiées de support et de ressources •taux de chômage bas •haut niveaux des installations de santé, de formation, de logement, de garde, de loisirs et de transport 	<ul style="list-style-type: none"> •attentes élevées •opportunités •messages soutenus de non-violence dans les médias et autres •valeurs d'entraide et de tolérance sociales •contrôle légal des armes strict •contrôle légal des drogues et de l'alcool strict •normes sociales et politiques combattant la pauvreté

¹⁵ Garbarino, J.; Dubrow, N.; Kostelny, K.; Pardo, C. (1992). Children in Danger : Coping with the Consequences of Community Violence. Josey-Bass Inc. Publishers, San Francisco, CA, xiv, 262 pp.

¹⁶ Fonagy et al, The theory and practice of resilience, J. child psychiatry, vol. 35, no. 2, 1994

Reprenons le modèle de la casita pour voir aux trois niveaux ce qui favorise la résilience d'une cité et d'une société. Nous allons remarquer au fur et à mesure que ces 3 niveaux sont forcément imbriqués et s'influencent fortement les uns les autres !

A.1.2.1. a La résilience de base d'une société :

1) La satisfaction des besoins de base et le bon fonctionnement d'une certaine sécurité sociale donnera lieu à une résilience sociétale basée sur les revenus, et aura pour conséquence un taux plus élevé d'éducation des individus, une meilleure santé, un taux d'espérance de vie plus élevé... Notre société belge en est un bon exemple. Mais la satisfaction des besoins de base ne suffit pas à la résilience, elle n'en est que le fondement.

On peut se douter que beaucoup de pays d'Afrique noire n'ont pas ce niveau de vie, mais cela ne veut pourtant pas dire que ces sociétés africaines ne sont pas résilientes. Elles ont développé une résilience plus forte à d'autres niveaux qui peuvent parfois donner lieu à une plus grande force résiliente à condition d'avoir cependant accès à un minimum vital pour survivre.

Dans le cadre de la migration, les besoins physiques de base ont une grande importance, que ce soit avant la migration lorsque c'est le cas de réfugiés de guerre qui perdent toute sécurité de logement et de nourriture, ou après la migration, lorsque dans le pays d'accueil les conditions sont difficiles tant que le permis de séjour n'est pas obtenu. Dans le cas d'une guerre, c'est l'ensemble d'une société qui voit ses capacités résilientes mises au défi car pour beaucoup la satisfaction des besoins matériels a été perdue. Le risque peut donc se trouver dans l'incapacité à se nourrir, à se vêtir, à payer les frais scolaires...

« L'eau si elle vient dans votre quartier c'est aujourd'hui que vous devez en profiter.

Il n'y a pas d'argent, pendant un an on ne te paie pas. Aujourd'hui avec la guerre, les enfants ne vont plus à l'école comme au début. Les enfants qui va leur donner l'école ? Les profs ils ne gagnent pas d'argent, comment ils vont enseigner ? En Afrique les enfants aiment bien l'école, surtout au Congo Brazza, à l'âge de 3 ans ils parlaient déjà français à l'école. On leur dit toujours « il faut aller à l'école ». Aujourd'hui ça ne veut plus rien dire, papa ne gagne plus rien. La fille dit « qu'est ce que je vais faire ? Donc tu imagines déjà. Il y en a d'autres qui deviennent des voleurs, d'autres des tueurs. Le problème est gros »

Le niveau de vie dans les pays africains est tellement plus bas que chez nous qu'il est toujours satisfaisant de venir habiter en Belgique, même quand on n'y perçoit que le CPAS.

Le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la RDC figurent tous parmi les 20 pays les plus pauvres au monde

Revenu national brut par habitant et par an en 2002 :

Burundi	->	100 \$
Ouganda	->	280 \$
Rwanda	->	220 \$
RDC	->	150 \$ en 1995
Afrique subsaharienne (moyenne)	->	470 \$
France	->	22.690 \$
Belgique	->	23.340 \$

A.1.2.1. b La résilience relationnelle d'une société :

La capacité relationnelle d'une société est signe de sa résilience et aura un effet sur celle de ses familles et de leurs enfants. Ici nous pensons pouvoir affirmer que sur ce point les sociétés dont sont issues nos primo-arrivants sont plus riches que nous.

L'attachement procuré à un enfant peut varier en fonction de la culture et de la nation

- On dit en Afrique qu'il faut tout un village pour éduquer un enfant et cela s'applique aux villages mais aussi vraisemblablement aux grandes cités lorsque les adultes interviennent sur la rue pour empêcher les écarts de conduite, pour surveiller les étrangers du quartier, ou pour couper court aux batailles de rue. Le parent affairé à la maison pendant que son enfant s'amuse au soleil demeurera serein. On peut se poser la question de ce que deviendra l'environnement sociétal de ce primo-arrivant lorsqu'il atterrit chez nous ?

- En occident, la solidarité des quartiers pauvres du début du siècle s'est éteinte avec la mobilité géographique, l'hétérogénéité culturelle et l'exode des petites élites, des commerçants et des propriétaires, ainsi qu'avec la disparition des paroisses et des églises qui formaient l'échine de l'organisation sociale. Désormais, chacun est confronté à son propre sort. Le voisin n'est plus un complice dans la misère mais le miroir de notre malheur. La fréquentation des enfants du voisinage par ses propres enfants risquerait de polluer ces derniers. (Toussignant,1998)¹⁷

C'est dans cette perspective que l'on peut se demander comment une société est capable de pourvoir un attachement suffisant pour permettre à l'enfant d'être résilient en cas de traumatisme. Aux Etats-Unis 40 % et en France 50 % des enfants âgés de 1 à 3 ans sont gardés ailleurs que dans leur famille. Comme le fait remarquer Boris Cyrulnik¹⁸, « à une époque où on n'a jamais si bien compris la petite enfance, nos enfants n'ont jamais été si sains physiquement, leur intelligence ne s'est jamais si bien développée et, pour la grande majorité d'entre eux, on ne les a jamais autant respectés. Mais, d'un autre côté, en dehors des agressions trop fréquentes, on constate, après, que beaucoup d'enfants deviennent très malheureux et que les suicides d'adolescents sont en augmentation inquiétante. Peut-être, dit-il, avons-nous perdu dans nos relations avec les enfants quelque chose de fondamental... »

- Mais la guerre peut changer la situation si riche en solidarité traditionnelle que vivait l'Afrique avant l'arrivée de dictatures et de systèmes où l'importance est mise sur le profit à tout prix : Boris Cyrulnik¹⁹ rapporte qu'au Rwanda où il travaille avec *Médecins du monde*, la structure traditionnelle du village protégeait les enfants en les accueillant dans un univers d'une grande tolérance. Depuis la guerre, le séisme a été tel que tous les repères culturels ont volé en éclats, et on voit des milliers d'enfants errer sans aucun lien pour se raccrocher. Tombés dans un flot de meurtrissures, ils n'ont plus la force nécessaire pour ne pas se laisser entraîner par la pente des traumatismes. Les mains tendues offrant une ressource externe ont disparu et une partie de la population adulte va jusqu'à considérer ces enfants comme des sorciers que la police doit enfermer. Tous les facteurs de résilience ont été annulés.

Certains travaux montrent que la résilience d'une collectivité dépend de la nature de l'adversité à laquelle elle fait face. Plus l'adversité touche ses membres dans leur intimité et en les isolant, plus il serait difficile pour le groupe de développer une résilience commune. Par exemple, les groupes d'exilés ayant survécu à la torture dans un régime politique répressif seraient démoralisés et paralysés par la violence étatique infligée à un niveau individuel. Le but des

¹⁷ Toussignant M., Ehrensaft E., L'écologie humaine et sociale de la résilience, 66^{ème} congrès de l'ACFAS, Canada, 1998. <http://perso.wanadoo.fr/resscom/ACTU/semin-div/24-11-00tousignant.htm>

¹⁸

¹⁹ Entretien avec Boris Cyrulnik in : « Le monde de l'éducation », mai 2001, N° 292. <http://www.lemonde.fr/mde/ete2001/cyruulnik.html>

techniques de répression politique telles que la torture et l'exil, est d'isoler, d'affaiblir et de responsabiliser l'individu et de lui enlever ainsi un sens d'appartenance collective.

D'un autre côté, certains groupes luttent et souffrent collectivement contre un ennemi identifiable, tel que des prisonniers de camps de concentration ou des résidents d'un quartier qui luttent ensemble contre la violence des gangs de rue dans les ghettos. Il est vraisemblable que ces groupes qui partagent une souffrance collective ont une vision plus solidaire de leur situation et par conséquent, une plus grande capacité de résilience collective. (Tousignant, 1998)

Les écrits sur les groupes qui affrontent une violence collective décrivent une interaction complexe entre la résilience individuelle et collective d'où la nécessité, tel que proposé par Vanistendael (1996) d'analyser simultanément la résilience de l'enfant et celle des divers systèmes qui l'entourent.

La migration étant une autre perte d'une ou plusieurs enveloppes protectrices relationnelles, est en soi une perte de facteurs protecteurs qui permettaient la résilience. Elle ne sera reconstruite qu'à la condition que ces enveloppes protectrices soient recréées.

A.1.2.1. c La résilience morale d'une société

Les valeurs sociétales, la culture, l'orientation spirituelle de la masse de la population donnent un sens à la vie, règlent la vie de la société et permet une résilience sociale. La perte de valeurs amène à la désintégration sociale.

Concernant l'Occident, nous laissons à Michel Manciaux l'analyse de la société occidentale en regard de la résilience ²⁰.

Quant à la situation de l'Afrique, la résilience morale est mise à mal :

*« Dans les traditions africaines anciennes tout le monde savait où allait l'argent: quand tu travaillais pour le pouvoir tu n'avais pas le droit de voler. Avant personne ne volait, il y avait la peur de faire le mal. Aujourd'hui **la corruption** ça tue le pays. « Par exemple tu te dis je vais aller investir. Tu déposes l'argent et tu dis « vous allez construire l'école », mais quand tu viens ici, la personne elle a mis l'argent dans sa poche pour aller voir les femmes, elle n'a pas construit l'école. **C'est fini l'honnêteté en Afrique aujourd'hui. Etre honnête en Afrique c'est très difficile.** »*

Il faut le reconnaître qu'aujourd'hui en Afrique, les valeurs sont mises à mal avec la mise en place de régimes dictatoriaux qui favorisent la pauvreté et finissent par amener la guerre.

Au Congo Brazza, après 11 ans de dictature tout a changé. Maintenant les dictateurs africains s'émulent en disant : « moi j'ai 250 milliards en banque », « et moi j'en ai autant » ; Et le peuple crève. Là bas tu vas voir que au poste de ministre c'est le neveu d'un tel qui n'a pas le diplôme pour être diplomate. Il y a toujours la magouille ça tue le pays.

*Et puis il y a **la division ethnique** et ça aussi ça tue le pays. Si tout le monde pouvait travailler pourquoi on prendrait une arme pour aller tuer les autres ? Ce qu'il faut faire aussi c'est enlever de la tête des gens le problème ethnique. Que ça revienne comme avant, qu'ils puissent revivre ensemble, les gens du nord et du sud habitaient ensemble. C'est les politiciens qui sont venus changer tout ça ! On peut envoyer des messages et créer des sociétés où le salaire donne la possibilité de vivre. L'Africain n'a pas besoin de 10000 euros. Tu lui donne juste à manger et la télé. »*

En Afrique, dans les pays où la guerre sévit les relations sont transformées, les familles divisées par les deuils, les jeunes n'ont plus les mêmes exigences de valeur pour la vie de couple : viols et prostitution sont courants :

*« Il y a aujourd'hui **la prostitution**. Dans le temps je me rappelle pour draguer une fille il fallait un mois ou deux mois, et tu es là à courir derrière, tu dois draguer à fond la caisse et puis après deux ans il faut faire des enfants sinon les parents sont derrière, parce que chez nous les enfants c'est précieux, ça nous remonte le moral.*

²⁰ Michel Manciaux, Société, santé, résilience et Foi, <http://www.cef.fr/catho/endit/sante/santemanciaux.PDF>

Mais aujourd'hui c'est le plus facile, c'est l'argent, avec un enfant de 13 ans ou 15 ans. Et quand tu viens d'Europe tu as deux euros tu emmènes la petite. Il y a des gens qui utilisent ces enfants. »

Mais n'oublions pas le rôle de l'Occident dans cet état de fait....De plusieurs façons : par le soutien des régimes dictatoriaux d'une part, par le système économique qui enrichit les plus riches au dépend des plus pauvres de la planète, par la vente des armes à ces pays...

« Moi à Kisingani j'ai toujours été élevée avec des rwandais, on vivait presque en osmose avec ces gens là et du jour au lendemain, ils sont devenus des ennemis et cela je n'ai jamais compris. Les armes qui tuent les congolais sont fabriquées ici en Belgique, à la fabrique FN à Liège. Et il faut qu'on réagisse et que l'on fasse prendre conscience à l'occident : est ce qu'ils souhaitent que l'Afrique se développe ou bien est ce qu'ils veulent faire de l'Afrique une réserve et qu'ils meurent tous. A un niveau international, à quoi sert l'Afrique, est ce un peuple qui a le droit de vivre ou bien un peuple appelé à être décimé ? »

« En occident, les banques, ils acceptent que beaucoup d'argent viennent de l'Afrique, ils ne savent même pas d'où. Et bien cet argent il vient il le dépose chez lui et il accepte. Mais putain il n'a pas le droit d'accepter. Il devrait lui dire « d'où ça vient tout cet argent ? » Même si tu es président, l'argent doit rester là-bas, ça tourne. C'est comme si l'argent d'ici, les gens qui travaillent ici, le roi prenait tout l'argent et le déposait en Afrique et l'Afrique va se développer et ici tout le monde va crever. Donc je trouve que c'est injuste. »

Si on se demande la raison de la migration de ces nombreux africains, elle se trouve bien là :

« Il n'y plus d'emploi, plus de société, plus de paix ni de sécurité. Tu ne peux pas te plaindre car celui qui est au pouvoir, il l'a pris par la force, et peut-être qu'il va envoyer quelqu'un pour me tuer ; donc chacun se bat pour sortir, une fois sorti il se dit « je suis libre ». Tous les moyens sont bons pour quitter l'Afrique, il y a des gens qui ne font que monter tous les pays d'Afrique vers le Nord et puis prennent le bateau ; il faut avoir au moins un million de francs CFA (1500 euros) pour aller jusqu'au bout. Avec cet argent là tu peux vivre 5 mois.

Moi si je vais au Congo, ce n'est pas pour m'y installer mais pour revenir ; ce n'est pas possible, j'ai vu la situation. Parce que tu arrives de l'Europe, tout le monde vient chez toi, donc tu es obligé de donner, tu viens d'Europe tu as l'argent. C'est que tu as le ticket pour payer pour aller là-bas. Parce que eux ils n'ont pas l'argent pour payer le ticket pour venir ici. Les africains qui sont ici ce ne sont pas les plus riches, ce sont les africains qui se sont battus dans les commerces, dans les petits trucs et qui ont mis de coté pour partir un jour. Là-bas pour économiser 1000 euros ce n'est pas facile, il faut 2 ans, ici tu peux le faire en 4 mois.

Mais même quand la résilience sociale a disparu, les valeurs et l'orientation spirituelle d'une famille ou d'un individu sont un facteur de protection face à la désorganisation.

Ayant 9 familles africaines sur 12 dans notre échantillon (75%), nous désirons nous pencher sur le continent africain, et après questionnement à nos familles, nous avons essayé de comprendre ce qui faisait la force de leur culture africaine et puis ce qui en faisait le risque aujourd'hui.

Voici ce que nous ont dit nos familles à la simple question : « qu'est ce qui fait la force de l'africain ? » « En Afrique ? On cherche d'abord à savoir voir ce qui va bien » **Ce qui fait la force de l'Afrique ?** « **Les enfants !** » « **La musique ...** » « **la foi en Dieu !** » « **la famille** » ; « **la solidarité** » « Ce qui compte en Afrique, c'est le vouloir vivre, la capacité de l'homme africain de dépasser, de surmonter les difficultés avec le sourire. » « L'africain refuse de désespérer, malgré la dictature, la guerre et les difficultés de toutes sortes... »

En effet, il faut reconnaître que lorsque l'on va dans ces pays africains, où la guerre sévit, où la famine s'installe, on trouve toujours ces personnes qui, face à la misère et à la désolation, à l'insécurité aussi bien politique que sociale, sont dans la joie, dansent et chantent. N'est ce pas là la preuve d'une grande force de résilience et de résistance ? Bon nombre d'exemples sont là pour nous redire la force de l'Afrique ; mais malheureusement, les médias ne voient souvent que les déchirures et les échecs car c'est le catastrophisme qui fait vendre la presse. Finalement, on ne voit pas l'Afrique. On parle d'une Afrique qu'on ne connaît pas.

Qu'est donc notre Occident en regard de l'Afrique aujourd'hui au point de vue de la résilience sociale ?

Non seulement les valeurs et les attitudes de la culture influencent le degré de résilience, mais le concept de résilience en soi serait déterminé par la culture. Toute culture a sa propre forme singulière d'exprimer et de traiter les métaphores de détresse, de même que toute culture a sa façon d'exprimer ce qui fait son bonheur.

Maggy Barankitse disait lors de son allocution à l'UCL à l'occasion de sa nomination comme docteur Honoris Causa de la paix : « *vous dites qu'on est pauvres ? Non, on est plus riches que vous ! Riches en sourires, en joie de vivre, en frères et sœurs !* » Ce qui est intéressant de voir ici, c'est que si l'accent est mis en Occident sur la richesse matérielle, en Afrique, l'accent est mis sur la richesse humaine.

Dans leur exploration du rôle de la culture dans le développement, l'ajustement et la psychopathologie, Cohler et ses collègues (1995) avancent que la résilience, telle que définie en Occident, est un construit qui ne s'applique pas nécessairement à d'autres cultures. La résilience serait fondée sur les valeurs de l'autonomie, de la capacité à affronter seul l'adversité et de résoudre ses difficultés sans le soutien des autres.

Les racines culturelles de ces valeurs deviennent évidentes lorsqu'on considère que d'autres capacités sont valorisées dans d'autres cultures. Par exemple, les cultures asiatiques mettent en priorité la capacité de l'individu à vivre en harmonie avec les collectifs familiaux et sociétaux. Il est donc possible que l'on retrouve une définition alternative de la résilience dans de telles cultures ou l'on met la valeur sur l'interdépendance, l'harmonie et la vie collective.

« L'identité africaine se construit sur la collectivité alors que l'identité européenne se construit sur la liberté individuelle impliquant aussi des devoirs individuels: « débrouille-toi, apprends le néerlandais, fais des formations » dit-on aux africains qui débarquent ici. Or c'est un apprentissage neuf pour eux: ils avaient l'habitude de s'appuyer sur les solidarités familiales élargies. Mais ils sont bien obligés de faire cet apprentissage et nous les aidons à comprendre les éléments de la culture belge qu'ils ne peuvent pas se permettre de mépriser sous peine de ne jamais s'adapter ici. Ainsi, les mots « bonjour, SVP, merci... » ne sont pas usuels par certains hommes africains envers des femmes par exemple. On leur apprend que leurs enfants ont ici des droits. »

A.1. 3. L'état d'équilibre familial avant les traumatismes

Avant la migration ou la répression, la famille avait une organisation familiale où chaque membre avait son rôle attribué, ses tâches et fonctions, de façon à assurer la sauvegarde de tous, ainsi que la croissance et l'épanouissement de chacun. Le sentiment d'appartenance à une famille spécifique, certains auteurs l'appellent « le mythe familial ». Il est une construction collective dont la transmission va commencer à la naissance du premier enfant. Il sera composé à la fois du mythe familial de chacun des membres du couple et d'une composante plus récente propre à la nouvelle famille.

La structure d'une famille est toujours sujette à des fluctuations provoquées par des exigences d'ajustement provenant de l'intérieur de la famille elle-même (naissance des enfants, adolescence, vieillissement, etc.) et/ou des ajustements à des changements provenant de l'environnement extérieur (changement de domicile, de travail, etc.) .

Chez une famille qui, déjà dans des périodes d'équilibre, présente des symptômes qui signalaient différents degrés de dysfonctionnement familial. Dans ce cas, les événements qui viennent rompre l'équilibre ne font qu'aggraver ces symptômes.

Or après la persécution ou la migration une réaction appropriée des parents ainsi qu'une absence de psychopathologie suite à ces événements joue un rôle important dans la prévention de symptômes de détresse chez l'enfant. Donc une famille déjà fragilisée avant le traumatisme de la migration et la persécution, aura donc plus de difficultés à mettre en place une résilience familiale.

A.1.3.1. La notion de résilience familiale après un traumatisme

Selon Delage (2000), la famille comme système nous paraît susceptible d'être concernée de deux manières dans le traumatisme :

- Ou bien elle est victime indirecte, et nous avons à considérer les répercussions familiales d'un grave dommage subi par l'un des siens. Deux risques peuvent apparaître : soit la focalisation sur la victime, au détriment d'autres préoccupations, soit à l'inverse le rejet de la victime, désormais seule à gérer sa souffrance.
- Ou bien la famille dans son ensemble peut être considérée comme victime parce qu'elle est submergée par l'intensité émotionnelle qui se développent en son sein, et/ou parce qu'elle est toute entière impliquée dans un accident, une catastrophe, un deuil traumatique et dans notre cas dans la persécution, la guerre, la migration.

La confrontation à une situation traumatique plonge un ensemble familial *dans* une situation de souffrance et de crise dont les effets doivent être considérées et à court terme d'une part, à moyen terme d'autre part. Les troubles à long terme, susceptibles de revêtir une dimension transgénérationnelle, se nourrissent en partie des échecs du travail de crise engendré par le traumatisme. **C'est dire l'importance des interventions dans ce temps de la crise, spécialement dans les familles avec enfants. Nous verrons dans le cadre de l'enfant réfugié de guerre, qu'il est essentiel de tenir compte et de prévenir cet aspect transgénérationnel.**

La résilience familiale est alors la capacité développée au sein d'une famille elle-même éprouvée, à soutenir et aider un ou plusieurs de ses membres victimes de circonstances difficiles, ou à construire une vie riche et épanouissante pour chacun de ses membres malgré un environnement difficile ou des facteurs de risque auxquels l'ensemble de la famille est soumis.

Il existe un nombre croissant d'écrits sur la résilience de la famille. Son utilité dans ce contexte découle du fait que l'adversité frappe souvent des membres de la famille prise dans son ensemble, suscitant des réactions qui peuvent être constructives ou destructives selon l'interaction de divers facteurs psychologiques, culturels et socio-économiques.

A.1.3.2. Facteurs de risque et de protection de la résilience familiale

De plus, il existe une preuve certaine de l'existence d'un mécanisme de rétroaction dans lequel les processus de risque et de protection à l'échelle personnelle influencent la résilience de la famille et l'inverse. Ainsi, alors qu'un conflit familial augmente, la probabilité de conséquences négatives sur les enfants augmente également. Des auteurs comme Richardson et Hawks (1995)²¹ croient que la résilience individuelle est en elle-même un précurseur de la résilience familiale : *« si une personne a développé certains aspects de la résilience, la résilience interpersonnelle peut être améliorée à l'échelle du couple, des partenaires et des parents »*

En appliquant le concept et les cadres élaborés dans une recherche traitant des réactions individuelles à un traumatisme, des spécialistes de la résilience familiale ont identifié un certain nombre de facteurs de protection qui améliorent la capacité d'une famille à se relever rapidement d'une adversité. Elle inclut d'une part ce que McCubbin, McCubbin, Thompson, Han et Allen (1997)²² appellent « les facteurs de protection de la famille », notamment les comportements et les valeurs qui resserrent la solidarité et un but précis commun parmi les membres de la famille.

Des exemples de ces facteurs de protection comprennent les célébrations, la routine quotidienne et les traditions. D'autre part, des « facteurs généraux de résilience familiale » concernent les

²¹ Richardson, G. et S. Hawks (1995). A practical approach for enhancing resiliency within families. *Family Perspective*. 29 (3). 235-250.

²² McCubbin, H., M. McCubbin, A. Thompson, S. Han et C. Allen (1997). Families under stress: What makes them resilient. *Journal of Family and Consumer Sciences*, 89(3), 2-11.

caractéristiques qui encouragent l'adaptation et la souplesse. Ce sont l'espoir, une bonne santé, l'égalité dans les relations entre conjoints, l'existence de réseaux de soutien moral (assurés par des amis et par la famille élargie), habiletés de résolution de problèmes et les aptitudes à communiquer, la fidélité et un solide fondement spirituel. Les facteurs de protection de l'enfant les plus fréquemment identifiés dans les études empiriques et cliniques sont la présence d'au moins un parent soutenant et chaleureux ainsi que la cohésion entre les membres de la famille (Garmezy, 1993)²³. D'autres auteurs²⁴ soulignent encore le rôle de l'absence de violence dans les familles d'origine, les habiletés à faire face à l'imprévu, la non-possessivité, le fait de percevoir l'enfant comme une ressource ayant de l'avenir, le partage de valeurs, l'absence de séparation en bas âge, la présence d'une figure paternelle, la justice intra-familiale, une situation financière stable, l'âge des parents, un nombre d'enfants inférieur à 5, l'espace entre les naissances, des attentes parentales élevées, support et affection, discipline, opportunités de participation, espace physique suffisant, communication efficace, interactions chaleureuses positives.

On peut souligner les facteurs de risque associés à une hausse du danger de conflits et de l'éclatement de la famille. Les spécialistes font également référence à d'autres problèmes comme l'isolement, la condamnation d'un parent-substitut ou une histoire familiale de troubles mentaux, de violence ou d'abus d'alcool ou d'autres drogues.

Grâce à leur interaction avec des facteurs de protection, ces risques modèlent les réactions de la famille lors de situations stressantes, incitant ses membres à s'engager dans des stratégies d'adaptation qui rapprochent les familles ou les éloignent. De plus, il faut souligner que les familles, tout comme les personnes, évoluent et changent avec le temps, ce qui influence leur capacité à affronter des facteurs de risque comme la mort d'un enfant ou la perte d'un emploi. A cet égard, les familles monoparentales peuvent être perçues particulièrement à risque puisqu'elles manquent fréquemment du tissu d'appuis sociaux, disponibles lorsque les deux parents sont présents.

C'est ainsi que nous pouvons avoir une idée précise de tout risque supplémentaire venu fragiliser la famille, peut-être déjà avant la migration. Si la violence politique peut ne toucher que le père ou la mère, parfois les deux ou toute la famille, par contre la migration est un facteur de risque qui touchera l'ensemble de la famille par les bouleversements qu'elle signifiera à tous les niveaux.

A.1.3.3. Un exemple pris de notre échantillon : la situation familiale avant et après la migration : effet de la migration et des séparations forcées sur les liens de couple

Le couple doit vivre de nombreuses crises suite à une migration. En premier lieu, il y a souvent une séparation forcée de quelques années suivie des retrouvailles. Ensuite il y a souvent, dans le cas des réfugiés, une dévalorisation professionnelle du père par rapport à ce qu'il était au pays, ce qui amène une crise du couple. La façon dont ces crises apparaissent et les causes et conséquences seront traitées ultérieurement, mais ici nous voulons montrer que pour des familles dont la fragilisation existait déjà avant la migration, la crise entraîne bien souvent le divorce.

Ainsi la femme qui me parle de ce fait me dit-elle : *« il y a une crise de valeurs au niveau du couple. Je ne suis pas d'accord sur le discours de l'égalité entre hommes et femmes car ils sont différents. Mais par contre tout est question de participation équilibrée de l'un et de l'autre jusqu'à trouver un compromis par la négociation et la communication. C'est la seule chose qui puisse sauver le couple dans une situation de migration. Lorsque le couple vivait harmonieusement au pays, ils arrivent en général à trouver cet équilibre»*

²³ Garmezy, N. (1993) Vulnerability and resilience. Dans Studying Lives Through Time: Personality and Development. Ed. D.C. Funder et al., American Psychological Association.

²⁴ Engle et al, Child development: vulnerability and resilience, Social science medicine, vol. 43, no. 5, 1996 et Fonagy et al, The theory and practice of resilience, J. child psychiatry, vol. 35, no. 2, 1994

Situation familiale	ORIENT		AFRIQUE			
Avant la migration	Plusieurs mariages : 1 famille	Un mariage : 2 familles		Mères célibataire : 2 mères avec 1 enfant chacune	Concubinage : 1 famille avec 1 enfant	Mariage : 3 fam de 2 enf 2 fam de 4 enf 1 fam de 6 enf
Après la migration	divorce	1 divorce	1 en couple	2 mères toujours célibataires avec chacune un enfant en plus né en Belgique	Père seul avec 1 enfant (séparé par la migration et décision de ne plus l'attendre)	- 5 familles en couple après + de 3 ans de séparation <u>avec 1 enfant en +</u> - un père + 1 enfant attend sa femme et le 2 ^{ème} enf depuis 3 ans
conclusion	2 divorces et la 3 ^{ème} famille doit résister de toutes ses forces à une pression du milieu (voir étude de cas famille palestinienne)			Fragilité encore augmentée	Fragilité	Solidité et fidélité

On peut dire que le système socioculturel de valeurs d'un pays peut être un facteur de protection ou de risque suivant les cas. Nous voudrions montrer ce que peuvent être ces différences de systèmes socio-culturel et les conséquences en terme d'acculturation ici en Belgique.

Face à la crise du couple, si nous essayons de voir la différence entre la résilience familiale d'une culture traditionnelle africaine et celle d'une culture traditionnelle de type arabo-musulmane face aux changements que suscite la migration d'une part et la persécution d'autre part pour la famille, nous pouvons dire avec l'observation de nos familles, que les familles africaines sont favorisées à plusieurs niveaux dans l'adaptation : elles ont la même religion judéo chrétienne que l'Occident pour la plupart des familles africaines , donc des valeurs communes d'égalité homme-femme , elles ont en plus une société qui favorise toujours la fidélité du couple (la religion musulmane permet le divorce et le mariage avec plusieurs femmes) , elles ont pour beaucoup de pays d'Afrique la facilité de connaître le français et donc de s'adapter plus facilement aux changements à tous points de vue.

Si on veut dans le tableau qui suit situer les ressources de résilience familiale dans notre Occident par rapport aux ressources de résilience familiale de l'Afrique ou d'autres pays vivant dans une société plus traditionnelle et moins basée sur les valeurs économiques, nous pouvons dire que la force de l'Afrique est qu'elle conserve dans ses valeurs l'encouragement à la cohésion des couples malgré l'adversité économique tandis que l'Occident favorise le divorce et l'éclatement familial *« Aujourd'hui on ne veut pas épingle la problématique du divorce qui amène les enfants et les couples à se fragiliser psychologiquement et retomber dans la pauvreté. Il y en a beaucoup qui retombent dans la pauvreté après un divorce. Quand on examine les procédures de divorce et toutes les irrégularités qui ont entouré la procédure, longue procédure truffée de magouilles, c'est une poule aux œufs d'or pour les avocats. Ce n'est pas moi qui le dis, j'ai des statistiques. Je suis passée par là aussi, c'est pourquoi je le sais. Mais c'est un problème de société : sur 5 mariages, 4 sont soldés par le divorce. A l'école un enfant dont les parents sont unis est marginal. »*

CASITA MODEL	Facteurs de protection familiale			Conséquences en terme de d'habiletés familiales = signes de résilience familiale	Facteurs sociétaux correspondants
Besoins de base	situation financière stable une bonne santé âge des parents →			Habilité à acquérir un espace d'habitat suffisant, à se soigner, se nourrir et se vêtir, à payer l'éducation des enfants	- taux de chômage bas - haut niveaux des installations de santé, de logement, de garde, de loisirs, de transport, d'éducation
Attachement	- absence de séparation en bas âge - présence d'une figure paternelle	Interactions familiales chaleureuses positives. -célébrations routine quotidienne et traditions.	l'existence de réseaux de soutien moral (amis et famille élargie), →	Estime de soi et Empathie des membres de la famille - habiletés de résolution de problèmes - aptitudes à communiquer Sociabilité et ouverture multiculturelle	opportunités de s'impliquer solidarité traditions, folklores absence de guerre évitant les deuils et séparations
Valeurs et sens	- la fidélité - un solide fondement spirituel. - l'égalité dans les relations entre conjoints, - le partage de valeurs - <u>la justice intra-familiale</u> - la non-possessivité, - discipline, opportunités de participation		→	- l'espoir, habileté à percevoir l'enfant comme une ressource ayant de l'avenir, - attentes parentales élevées - cohésion familiale, faible risque de séparation du couple - l'absence de violence dans les familles	- Société dont la culture ou la religion favorise la solidarité, le respect des traditions, l'égalité entre conjoints, la fidélité du couple - messages soutenus de non-violence dans les médias - contrôle légal des armes et des drogues
E. Martin, modèle de la casita et facteurs de protection familiaux et sociétaux					

A.2. Les traumatismes vécus dans leur pays (persécution...) et celui de la migration

Les facteurs importants qui influencent la résilience familiale et qui sont liés d'une manière ou d'une autre à la migration sont :

- **la raison de la migration** : l'existence d'un projet migratoire détermine s'il y a cohérence dans le vécu de la migration (voir casita de la résilience), le sentiment de vouloir rester ou de désirer retourner au pays (mythe du retour), la façon dont le migrant s'inscrit dans le temps (projet d'avenir possible ou impossible, désiré ou non désiré), la culpabilité ou non de laisser des parents ou enfants en danger derrière soi....
- **Les circonstances durant le voyage** : certains viennent avec des passeurs qu'ils paient très cher en vendant tout leurs biens et il arrive qu'ils soient floués par ceux-ci.
- **Le stress et la longue attente dans leur résidence temporaire** (qui peut être une prison de l'aéroport ou un centre d'accueil pour demandeurs d'asile) en attente de leur permis de séjour

A.2.1. La raison de la migration : existence ou non d'un projet migratoire

La raison de la migration va jouer un rôle important chez le primo-arrivant. Si c'est un migrant qui vient pour améliorer ses conditions socioéconomiques avec l'idée de rentrer ensuite, le vécu sera par contre différent pour un réfugié à qui le retour est dangereux et la non certitude de l'obtention des papiers un poids supplémentaire d'angoisses....

A.2.1.1. Le mythe du retour et projet migratoire

Le projet migratoire vise souvent dès le départ, dans le cas des migrants économiques, le retour à court terme. L'environnement d'origine du migrant, qu'il soit réfugié ou migrant économique, constitue un cadre de référence constant, souvent même idéalisé.

« Moi par exemple quand je suis venue ici il y a 27 ans il était hors de question de rester ici. Je disais toujours « je retourne chez moi » et quand je suis retournée c'était la période où il y avait l'instabilité au Congo, alors je me suis dit « je reste ici, c'est la sécurité et voilà », mais au départ je n'avais pas l'intention de rester ici puisque j'ai la plupart de ma famille là-bas à Kjsangani. »

Les familles préfèrent tout miser sur le retour, sur un futur lointain, tandis que le présent est fait d'épargne et de sacrifices. Le mythe du retour aux lieux d'origine peut expliquer la faible préoccupation d'assimiler la culture du pays d'accueil et l'investissement minimum de l'espace actuel qui caractérise certaines familles. Parfois cela met du temps avant de se rendre compte que le retour ne se fera pas. C'est le cas des ex-étudiants africains il y a quelques années.

A.2.1.2. Le cas des ex-étudiants africains

Les congolais, burundais et rwandais sont aujourd'hui au constat qu'ils sont devenus des immigrés alors qu'ils sont arrivés pour la plupart comme étudiants et ont dû renoncer à repartir pour préserver leur vie : *« je connais des dizaines de personnes rien que dans ma famille, qui avaient reçu une bourse de l'AGCD pour étudier ici et repartis au pays ont été assassinés : c'est l'intelligentsia que l'on élimine d'abord dans un régime totalitaire ».*

« A un moment donné tous les gens qui sont restés, ils se sont forgés leur place rapidement : les italiens, les marocains et autres. Tandis que l'africain lui, il n'y a pas longtemps qu'il s'est rendu compte qu'il est là et qu'il

a terminé ses études il y a 20 ans et il est toujours là, donc il aurait mieux fait de préparer sa vie depuis le début, car tu ne sais jamais où tu vas terminer ta course. C'est la façon de voir les choses. Non seulement il y a la guerre mais il y a instabilité de toute sorte, le salaire n'équivaut pas à ce qu'il pourrait gagner. Il y en a qui ont fait leurs études ici mais aussi là-bas et qui sont venus ici en tant que diplomates ou boursiers ».

A.2.1.3. Les migrants dits « économiques »

Communément les migrants sont censés avoir choisi de partir vivre pour des raisons économiques ou par un esprit d'aventure et le souci d'améliorer leurs conditions de vie ou de satisfaire des aspirations professionnelles. Même si ce choix est restreint (le choix économique reste t'il face à la famine ?), il les disposerait plus favorablement pour adapter leurs comportements à la nouvelle société. L'émigré peut sauvegarder une cohérence dans son projet qui est une démarche valorisante : dans la société de ce siècle, celui qui part travailler reçoit la bénédiction collective car il permet l'évolution sociale de tous. Son départ est organisé par lui et les siens, il représente une provision de prestige et d'acceptation par rapport à sa place dans le village et la famille.

A.2.1.4. Loyauté familiale et délégation = inscription dans le projet migratoire

La cohésion des familles est élevée par cette adhésion de chacun de ses membres au projet familial. C'est comme si les forces centripètes conditionnaient l'unité émotionnelle et intellectuelle des membres de la famille. Ce qui est en jeu c'est le réseau de *loyautés familiales* qui se traduit par un processus de délégation, liant parents et enfants aux autres membres de la famille restés au pays d'origine. (Serrano, 1989)²⁵

Les migrants de la première génération, délégués par leurs familles d'origine pour s'accomplir à l'étranger, délèguent à leur tour à leurs propres enfants la mission de réaliser leurs rêves.

C'est sans doute la raison pour laquelle on voit de nombreux adolescents primo-arrivants quitter les bancs de l'école après une année de classe passerelle, et qu'on n'arrive plus à suivre leur trace puisque le dossier scolaire n'est pas demandé, ce que nous signalent les directions d'école. Au moins pendant les premières années après leur installation, les adolescents primo-arrivants croient fortement en la possibilité d'améliorer leur sort par leurs efforts personnels, au travers d'un surinvestissement scolaire pour certains ou d'une surcharge de travail qui permet parfois l'accumulation d'un petit capital.²⁶ ...

Le migrant conserve un passeport et une ambassade. Il peut retourner dans son pays.

La migration de ce type attire deux types de personnalité : ceux qui sont les mieux adaptés à leur société mais qui au vu des contraintes de la société d'origine ne peuvent exprimer pleinement leurs potentialités, et ceux qui sont les plus mal adaptés à leur société d'origine, qui fuient la vie ethnique ou ils ont parfois transgressé des coutumes et cherchent ailleurs d'autres organisations sociales en adéquation avec leur marginalité. (Bertrand, 1998)

²⁵ Serrano J.A, la Thérapie avec des familles de migrants, in Thérapie familiale, Genève, 1989, Vol 10, N°4, pp. 311-321

²⁶ Claire SCHIFF, Les jeunes primo-migrants : Un rapport à la société distinct de celui des minorités ethniques. In : *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n° 131, décembre 2002

A.2.1.5. La famille D. et la construction d'une résilience familiale pour une migration économique – Étude de cas

La porte d'entrée : une demande des médecins scolaires

Les enfants nous sont signalés par un des médecins scolaires du PSE qui a diagnostiqué des problèmes dermatologiques contagieux chez les deux enfants D, (un petit garçon de 8 ans ½ et sa sœur de 5 ans) et nécessitant une mise à l'écart de l'école tant qu'un dermatologue n'est pas intervenu pour un traitement. La directrice de l'école où vont les enfants ne sait pas quoi faire parce que ces enfants primo-arrivants n'ont pas les moyens de se payer une consultation chez un médecin. C'est ainsi que la porte nous est ouverte pour rencontrer la famille et intervenir dans l'urgence pour permettre un retour normal à l'école.

Nous emmenons à la clinique Saint Pierre les enfants pleins de vie et accompagnés de leur mère qui ne cesse de mettre des limites à leurs exubérances avec un ton qui ne souffre pas de désobéissance. « *Un enfant peut grandira avec une double fidélité : à un code d'honneur indiscutable et à un total respect de la volonté maternelle . .* »²⁷ La famille D. est guinéenne, de la tribu des peuls. Les peuls («fulla» ou «fulani» en anglais) sont les nomades les plus répandus de l'Afrique (16 millions de personnes réparties dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest).

Un macrosystème complètement différent

C'est près de la gare du Nord que ces nomades, dont la religion est l'Islam et la culture est peul, sont venus atterrir. Dans le quartier, en face même déjà de leur maison, des prostituées sont derrière des vitres où brillent des néons mauves et roses.... Le père de famille est arrivé seul il y a 8 ans, alors qu'il était marié depuis quelques mois et que sa femme était enceinte du premier. Les enfants aînés sont nés là-bas, le premier avant le départ de son père et la deuxième après un voyage du père en guinée, rendu possible après sa régularisation en l'an 2000. Aujourd'hui la mère est enceinte de 6 mois. Les enfants et elle sont arrivés en novembre 2003 et ont été inscrits à l'école la plus proche.

Un vécu différent de la migration pour les membres de la famille

Mr D. explique rapidement en quelques mots qu'il était en prison dans son pays pour raisons politiques et que quand il en est sorti son frère l'a aidé en le mettant sur un bateau. Il était dans la cale et la seule personne qui le voyait était le cuisinier qui venait jeter les poubelles. Il s'est retrouvé à Anvers où un africain lui a conseillé de prendre le train et de sortir à la gare du Nord... « ça me fait mal de parler de tout cela, je veux oublier. »

Quant à sa femme, une jeune et belle femme de 25 ans, elle dit ne pas savoir pourquoi il est parti: »Moi je ne comprends rien, il ne m'a rien dit.« Elle a survécu là-bas pendant 8 ans en vendant des oranges et des bananes et en recevant de l'aide de son mari qui lui envoyait de Belgique de l'argent. Elle a quant à elle élaboré son propre raisonnement du pourquoi elle est venue rejoindre son mari il y a peu. Tout ce raisonnement conditionne son vécu de femme et la façon dont elle va construire ses stratégies de survie. Car pour l'instant c'est de la survie et l'hypothèse du retour est présente dans son esprit. « *Moi je viens parce que à Conakry mon papa il n'est pas rien, mon maman il n'est pas rien. Moi je travaillais pour mon famille. Il n'y a pas de loi, ce n'est pas comme ici* ».

Les raisons les plus importantes qui lui font désirer rester en Belgique sont la scolarité de ses enfants car en Guinée il n'est pas possible pour eux d'aller à l'école vu leurs conditions économiques « *Moi si je reste ici c'est parce que je suis enceinte et pour les enfants. Sinon je ne reste pas ici* ».

Un isolement social très marqué

²⁷ Theodore Monod, 1991, préface à « Amkoullele, l'enfant peul » de Amadou Ampaté Ba.

Mais les côtés les plus désagréables de son séjour en Belgique sont le fait qu'elle est analphabète, isolée, malade. Le mot « rien » revient bien une vingtaine de fois quand elle exprime ses souffrances. Pour une femme, analphabète, musulmane et africaine elle cumule les fragilités *« Moi je ne comprend ici rien. Si moi je comprend le français je vais travailler un peu un peu Moi je n'ai pas de travailler, moi c'est enceinte, moi c'est malade.... Moi je reste toute la journée à la maison. Je n'ai pas rien. Mon mari il parti toute la journée.. Je n'ai pas la langue. Avec ici moi il n'y a rien, avec appeler mon papa et ma maman , il y a rien.»*

La mère a fait la démarche de s'inscrire à une école d'alphabétisation pour femmes juste en face de l'école de ses enfants. Son fils de 9 ans déclare *« là-bas, c'est l'école des mamans !»*. Mais il n'y aura de la place qu'en septembre ; or elle est enceinte de 6 mois et n'aura pas de crèche. Elle s'inquiète et me demande de vérifier sur le suivi de la grossesse combien il lui reste de mois avant la naissance.

Ainsi on retrouve présents ici réunis tous les éléments qui sont les facteurs de risque dans la possibilité de construire la résilience parce qu'ils représentent la non satisfaction des besoins physiques fondamentaux : la nourriture , les soins, le travail, et puis les besoins relationnels et le besoin de reconnaissance sociale non satisfaits parce qu'ils impliquent la nécessité de connaître la langue et de pouvoir travailler pour cette mère qui a vécu 8 ans seule avec ses enfants et a déjà subvenu à ses besoins dans son pays.

Un exosystème différent et des conflits de pratiques éducatives

Les enfants n'ont aucun jouet à part une peluche et passent leur temps devant la télévision, la première chose avec le GSM qu'acquièrent un guinéen qui travaille... Quand je demande s'il passe du temps avec ses enfants, le père me répond : *« oui je les emmène parfois au métro »* (le métro est gratuit pour les enfants et le père a un abonnement mensuel payé par son employeur). La mère me dit que le père ne s'occupe pas de ses enfants, que c'est elle qui va les amener et les rechercher. De plus elle s'inquiète pour leur suivi *« Moi je ne connais pas rien, les enfants ne connaît pas rien, est ce que ça c'est bon ? »* Les enfants me disent qu'ils font leurs devoirs seuls. Or le petit Youssouf qui est en 2^{ème} primaire aurait vraiment besoin d'aide pour ses devoirs car ses parents ne savent ni lire ni écrire en français et il n'a pas la possibilité d'être inscrit dans un classe passerelle.. Il connaît par cœur tous ses cahiers, mais est perdu lorsqu'on lui demande de lire un mot différent. Or toutes les écoles de devoirs du quartier sont pleines...

A Conakry, les parents de Mr D. l'avaient inscrits à l'école islamique et non à «l'école française» pour des raisons financières (gratuité) mais surtout religieuses d'après lui. Il me fait savoir plus tard que ce conflit continue d'exister en rapport avec ses enfants qui apprennent le français : *« les gens qui ont fait l'école française ils se croient plus importants que ceux qui ont fait l'école islamique. Mais l'éducation c'est l'éducation ! »*. Ainsi, pour notre société Mr et Mme D. sont analphabètes, mais Mr D., me montre bien qu'il sait lire le Coran ... Mr D. me fait savoir que les pratiques éducatives vont à l'encontre de ses convictions et *«s'ils refusent de taper les enfants, ceux qui vont souffrir après c'est nous , ce n'est pas l'école»*. Ainsi Mr D. demande t'il la dignité d'être reconnu dans ses capacités parentales et dans l'éducation qu'il a reçue, même si elle diffère de la nôtre....

Des besoins de base non satisfaits

Quand je demande à Monsieur D. d'exprimer ce qu'il vit de difficile, il nous dit dans un meilleur français *« ma femme pleure parce qu'elle n'a pas à manger . Je sais pas nourrir sa famille parce que son travail n'est qu'à mi temps comme commis de cuisine . Je gagne 596 euros par mois et le loyer ici coûte 450 euros. La propriétaire turque veut nous mettre dehors. »* Mr D. cherche tous les matins un travail à temps plein, il nous demande de l'aider à en trouver. *«Aidez-moi, Madame »*. En effet la situation de la famille est très précaire et la santé de la mère est en danger car elle est enceinte. *« moi je ne mange pas. Je ne peux pas manger tout ça là, parce que je suis enceinte . Si j'ai de l'argent moi je vais prendre orange ou bien ...*

moi je n'ai pas de l'argent. Moi je mange pas tout ça là. Je mange un peu de pain avec ... (elle me montre la mayonnaise)» La nourriture de base n'étant pas assurée(ils mangent du riz blanc ou du pain), elle est tombée d'inanition dans la rue et a dû être emmenée en ambulance à l'hôpital Saint Pierre où les données du médecin confirment par la prise de sang qu'elle n'a pas suffisamment à manger et que sa grossesse est à surveiller... C'est alors que nous mettons la mère en contact avec une association qui distribue des repas deux rues plus loin et que deux jours plus tard à l'interview suivant les enfants viennent me remercier parce qu'ils ont des friandises...

Monsieur Diallo m'explique qu'avant de partir il avait un travail mais il l'a perdu parce qu'il est resté plus longtemps que prévu pour chercher sa famille en Guinée. Il a reçu un C4 de son ancien employeur pour faute grave et en conséquence le CPAS a refusé de l'aider car me dit l'assistante sociale plus tard «*lorsque la personne se met en situation de ne plus travailler volontairement il n'a pas droit à l'aide sociale*». Je lui demande si elle s'est renseigné chez l'employeur pour savoir quelle faute grave était-ce, elle me répond que non. Elle me dit qu'il doit connaître la loi qui dit qu'il ne faut pas quitter plus longtemps que prévu. Or chez un africain «*analphabète de notre langue et de notre culture*», la notion du temps et de la loi est différente «*Mais si j'avais su que ça allait se passer comme ça, je n'aurais pas été les chercher*» m'a-t-il confié presque en colère contre le CPAS et toute la Belgique par surcroît.

L' Assistante sociale du CAPS semble persuadée que ce monsieur ne veut que profiter du système. Mais quand elle apprend qu'il a entre temps trouvé un mi-temps, elle me dit qu'il peut alors venir réclamer un surplus de 200 euros parce qu'il prouve par là qu'il cherche un travail...C'est qu'elle ne connaît pas la dignité du peuple peul : «*Un peul est un vrai peul quand il est autosuffisant et qu'il ne s'appuie que sur très peu de possessions personnelles ou de confort.*»²⁸

Lorsque l'on a pu ainsi débloquer la situation du CPAS, le mari expliquait cela devant moi à sa femme et avait l'air d'être soulagé de pouvoir lui annoncer cette nouvelle. Car l'image qu'elle avait de lui était : «*il dit qu'il n'a pas d'argent mais il travaille, c'est pas normal*»...Ainsi cela augmentait –il encore le manque de compréhension dans le couple. Plus tard nous nous apercevrons en effet que l'entente dans le couple est très mauvaise , que le père a battu sa femme il y a peu, «*moi je ne parle pas avec mon mari, il m'a frappée à la tête et il frappe les enfants*». Cela empêche la mise en place d'une cohérence dans le vécu de la migration et dans l'éducation des enfants. Cet élément vient encore fragiliser la famille qui ne sait pas comment se situer dans l'avenir au point que la mère parle de temps en temps de repartir si la situation reste telle quelle.

La famille D. a les papiers mais il semble que même dans ce cas la précarité est leur lot.

A.2.1.6. La distinction entre le réfugié et le migrant économique au niveau des traumatismes

S'il ne faut sous estimer le traumatismes important qu'est le choc culturel que vivent toutes les familles primo-arrivantes dans notre pays, on doit reconnaître qu'il y a des différences dans le vécu traumatique du réfugié de guerre par rapport au migrant économique.

1. Le traumatisme a débuté dans le pays d'origine et il provoque une situation où chaque membre de la famille et l'ensemble du système sociétal vit un état de déséquilibre et de confusion, comme cela a pu être exposé dans le paragraphe sur l'état d'équilibre sociétal avant le traumatisme.

Même quand la persécution n'a pas été directe, la désintégration d'une société en guerre marque les familles et les enfants. Les relations d'attachement sont atteintes de diverses manières :

²⁸ David J. Phillips , International Journal of frontiers Missions, Vol 17 :3, Fall 200. «*theFulbe/ Fulani who they are?*»

séparations, deuils possibles ou impossibles...La persécution, la torture, le viol viennent fragiliser encore les familles.

Ainsi encore la petite N. (12 ans et qui a rejoint sa tante réfugiée en Belgique) a perdu d'abord sa mère lorsqu'elle avait 5 ans, morte de maladie. Ensuite 2 ans après, son père a disparu. « *Il était parti pour conduire un colonel de l'armée dans une région où la guerre civile régnait. On n'a plus de nouvelles de lui. Il est probablement mort mais l'espoir reste pour la famille qui ne sait pas faire le deuil. La jeune enfant qui n'a pas été mise au courant, espère toujours que son père reviendra un jour* »

2. Contrairement aux migrants économiques, pour les réfugiés la migration n'est en général pas une promotion. On en a parlé dans les facteurs pré-migratoires : Les réfugiés qui ont dû abandonner leurs biens, ont perdu des membres de leur famille, connaissent bien souvent une perte de statut économique et social. C'est un autre aspect du phénomène de déclassification professionnelle déjà mentionné plus haut et qui sera approfondi plus bas également.

« *Quand on voit où on habite maintenant avec ces moisissures sur les murs, et qu'on se rappelle notre belle maison au pays, on est triste...* »

3. Le réfugié ne maîtrise pas les événements et n'a pas eu de projet migratoire.

On ne peut parler de traumatisme que s'il y a une effraction, si la surprise cataclysmique ou parfois insidieuse submerge le sujet et l'embarque dans un torrent, dans une direction où il aurait voulu ne pas aller.

Les exilés ont été forcés de quitter leur pays tandis que les immigrés ont choisi de partir pour résoudre une situation économique très difficile. Même s'il y a des situations limites où il devient impossible de préciser pourquoi une personne est amenée à quitter son pays, c'est la cause de départ qui distingue l'exil de la migration économique, dans le sens que. Dans l'un ou l'autre cas, les personnes agissent différemment et conçoivent des projets également différents. En deuxième lieu, les exilés souffrent d'une interdiction de retour tandis que les immigrés, eux, disposent toujours de la possibilité virtuelle de rentrer dans leur pays. Il est bien évident que la plupart des immigrés n'ont pas les moyens pour ce voyage mais il n'y a aucune interdiction légale pour qu'ils le fassent. Le fait de pouvoir ou de ne pas pouvoir rentrer, même si on ne le fera pas dans l'immédiat conditionne la perception de soi et aussi du pays, du point de vue de la personne, ses attentes et ses projets se plaçant sous des axes différents. (Vasquez, 1997)²⁹

Dans quelle mesure a-t-il eu le choix de partir ? Comment estimer ses capacités d'acteur ? Pour le réfugié le choix est plus urgent, le pouvoir de décision plus réduit car souvent il se situe entre la vie et la mort, entre la fuite ou la prison et la torture. Lorsqu'il est parti contre sa volonté, il ne peut dans un premier temps, pris dans un processus de deuil et de perte, réellement penser à se bâtir un futur et s'abandonne plus facilement aux soins réparateurs prodigués par les volontaires des camps et puis par le pays d'accueil. (Bertrand D., 1998)

Si l'on compare des exilés de différents pays, on peut constater que les causes ayant motivé leur départ (toujours dans la cadre de la persécution) contribuent aussi à entretenir des perceptions différentes de soi et de la situation d'exil, si bien que l'on peut supposer que la situation de persécution sous une dictature n'entraîne pas les mêmes expériences que les situations de guerre ou de génocide.

Enfin, à l'intérieur d'un groupe précis d'exilés, on retrouve des spécificités liées au groupe d'appartenance, liées à l'âge, liées au sexe, comme cela a été discuté dans les facteurs pré-migratoires.

²⁹ VAZQUEZ A., XAXIER DE BRITO A. La situation d'exil : essai de généralisation fondé sur l'exemple des réfugiés latino-américains, 1994, MIGRATIONS SANTE, 78, pp. 89-104

De nombreuses familles ont vécu des traumatismes liés à la guerre ou à la violation de leurs droits individuels ou collectifs en raison de la religion, la nationalité, les opinions politiques, l'appartenance à une ethnie particulière. Certaines familles ont été séparées ou disséminées. Des hommes, des femmes et des enfants ont connu la torture, le harcèlement ou l'agression sexuelle ou psychologique aux mains de gouvernements ou d'autres groupes qui exercent sur eux un pouvoir. La migration a été souvent leur seule chance de survie. Dans notre échantillon, les familles qui ont vécu la persécution directe et la torture d'un des leurs se trouvent toutes être d'origine africaine, c'est pourquoi nous nous pencherons sur ce continent et ce qui s'y vit.

A.2.1.7. Traumatismes vécus par les familles de l'échantillon

La sélection de nos 12 familles s'est faite sur base de la langue³⁰, et nous avons été étonnés du nombre de réfugiés qui en faisaient partie. Sur 12 familles 11 ont fui un pays en guerre et 9 sur 12 ont vécu une persécution directe sur la famille, dont 4 la torture du père et dans une famille le viol de la mère.

Familles	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10	11	12
Raison de la migration	économique	Réfugié	Réfugié	Réfugié	Réfugié	Fuit la guerre civile	Réfugié	Réfugié	Réfugié	Réfugié	Réfugié	Fuit la zone de guerre
persécution		Oui	oui	oui	oui	Non	oui	oui	oui	oui	oui	non
Vécu de torture (père)	Non	Oui	Oui	Oui	non	Non	oui	Non	non	Non	non	Non
Pays d'origine	Guinée	Sierra Leone	Togo	Congo Kin	Angola	Congo Brazza	Rwanda	Palest	Rwanda	Togo	Irak	Liban

Il est intéressant de remarquer que l'Afrique est le continent qui comprend actuellement le plus grand nombre de pays en guerre (voir figure page suivante)

³⁰ Les interviews se sont faites soit en arabe, soit en français, soit en swahili, soit en Anglais



Note: Conflicts on this map had at least 1,000 deaths in any one year in the 1990s. There is no authoritative count of the dead in the recent campaign by Laurent Kabila in the Democratic Republic of Congo (Zaire). UN authorities suspect that more than 200,000 Rwandan refugees missing in Central Africa died in the campaign.

Sources: Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook: Armaments, Disarmament and International Security*, 1991 to 1997 editions (New York: Oxford University Press: 1991-1997); Ruth Leger Sivard, *World Military and Social Expenditures 1996* (Washington, DC: World Priorities, 1996); "Were 200,000 Slaughtered?" *Foreign Report*, No. 2459, August 7, 1997; Amy Shiratori, "Ogata Urges Japan To Accept Refugees, Spare ODA Budget," *Asahi News Service*, July 23, 1997.

« Il y a aujourd'hui une nouvelle vague de congolais, depuis 1998, la guerre et la torture, le viol, il y a plus de 5 millions de morts au Congo depuis. De même d'autres nationalités africaines, Togo, Congo Brazza, Angola, tous ces pays sont en train de saigner et personne ne le sait, il faut parler de cela aux médias. Au Congo on trouve les armes qui viennent du monde entier. Les viols c'est devenu une arme de guerre, les soldats transmettent le sida pour tuer avec le sida, et le bébé qui naît n'y échappe pas. »

Le continent africain n'est pas monolithique, comme on le pense aujourd'hui. C'est dommage qu'on ne parle pas de cette diversité de l'Afrique qui peut constituer une de ses forces et qui est un élément de sa beauté, de sa fascination et de son apport à la culture mondiale. Le respect de leur dignité passe d'abord par cette réaffirmation des originalités constitutives de l'Afrique d'aujourd'hui. Ainsi on peut distinguer, dans notre échantillon de familles africaines, deux sous cultures radicalement différentes, celle des familles peules venant du désert, musulmanes et analphabètes, et celles des familles venant d'Afrique Centrale, plus érudites, chrétiennes pour la plupart. L'adaptation qu'elles vont faire à notre pays devra bien sûr se faire à partir de ce qu'ils étaient dans leur pays.

Sierra Leone

Un réfugié peul du Sierra Leone nous raconte : « Mes enfants ont vu des gens à qui on a coupé les mains, les pieds. Moi, ils ne m'ont pas vu souffrir. Je ne leur ai jamais dit, non. Ça leur donnerait beaucoup de

problèmes. Quand je suis venu ici, ils n'ont pas su que je quittais le pays. Ils ont pu croire que j'étais mort comme l'un des innombrables personnes : chaque jour on entendait que 200 ou 500 personnes sont mortes. Ce que j'ai vécu, C'est une longue histoire, j'ai difficile à parler de cela. Je ne veux pas me rappeler de tous ces souvenirs car ça me fait mal. Jusque maintenant je suis en bonne santé (pourtant il n'arrête pas de bégayer)... Regarde (il me montre ses jambes qu'on a liées et dont les liens ont laissé des traces) c'est dans la forêt, ceux qui ne voulaient pas aller à la guerre. Non, je ne voulais pas tuer des gens. Pendant un an j'ai vécu cela. Ceux qui refusent on les mutile, on leur coupe les pieds, les mains... et même parfois les oreilles. Beaucoup des soldats sont drogués, regarde sur CNN ils en parlent. Je me suis enfui par le Libéria d'abord, sur un bateau tout petit, une pirogue par la mer. Je me suis enfui et la police du Libéria a voulu me refouler comme les nombreux autres : « pourquoi vous venez ici ? ». Ils doivent nous refouler. Alors j'ai dit : « non, je ne retournerai pas, sinon je mourrai. Je préfère mourir ici dans le port. » Alors ils m'ont laissé passer ; Je suis venu ensuite par bateau, dans les cales, et je suis arrivé par hasard en Belgique. »

Congo

Le Congo a eu 4 millions de morts depuis 1998, et ce « génocide silencieux » se fait dans l'indifférence la plus totale de l'Occident. « Parce que j'étais un intellectuel j'étais en droit d'exercer des protestations, je suis allé me faire membre d'une ONG de défense des droits de l'homme. Je suis chrétien protestant, je travaillais dans une église, je faisais des rapports sur les violences et exactions commises et je dénonçais. On était arrêtés, battus. Comme j'étais déterminé j'ai commencé tout seul à faire un mouvement de sensibilisation des jeunes à travers l'Eglise, pour empêcher que les jeunes enfants acceptent d'être enrôlés, dès l'âge de 9 ans, recrutés, drogués, pour tuer, violer. Je faisais ces activités et eux, l'ethnie qui faisait ces exactions, ils ont commencé à se rendre compte qu'il y avait un mouvement grandissant de résistance des jeunes enfants. Ils m'ont emprisonné. Tandis que j'étais en prison, des soldats ont pris mon épouse pour la violer à 7 en face des enfants et ils voulaient la tuer. C'est un ami qui les a aidé à évacuer vers Kampala, par des passeurs et de là vers la Belgique. En prison ils m'ont torturé à mort. Je devais être exécuté deux jours plus tard. J'ai fait 4 jours sans manger ni boire. C'est un oncle commandant qui m'a vu et m'a sauvé la vie. Aujourd'hui, dans on pays, ils ont écrit un article dans le journal comme quoi je suis recherché et qu'on ne sait toujours pas où j'ai disparu »

Ceux qui fuient la dictature du Togo

Le Togo est un petit pays qui vit une dictature depuis de très nombreuses années. Nombreux sont les togolais persécutés pour avoir tenté de s'opposer au régime de EYADEMA

« Pourquoi la France laisse faire ? Ils ne disent rien. Alors que nous, les gens du sud, on souffre parce que ce sont les gens du nord qui viennent même sans diplômes nous prendre toutes les places de travail ; on en a assez, on préfère la guerre comme ça au moins ça va terminer un jour ! Là c'est son fils qui va reprendre le pouvoir et on ne sait pas quand ça va finir. Il a tué tous ceux qui ont essayé de faire des coups d'état. Même les personnes qui portent le même nom de famille que ses opposants il les tue ! » Ainsi un autre réfugié togolais me confie t'il : « J'ai été emprisonné parce que j'ai écrit un article dans un journal pour protester sur la manière dont le dictateur a agi envers ma sœur enceinte : elle a été battue à mort parce qu'elle traversait la rue au moment où une voiture de soldats passait. Tout ce que j'ai vécu pendant la détention c'est ce qui a provoqué mes maladies après : on nous enduisait d'huile de moteur et on nous mettait au soleil en nous obligeant à ouvrir les yeux et regarder le soleil. J'ai presque perdu ma vue. Je devais normalement être exécuté ou alors jeté dans un container dans la mer comme de nombreux autres compagnons. Il y a un ami lieutenant qui m'a reconnu, il m'a vu, il est reparti en faisant semblant. Je ne savais pas s'il allait revenir mais je n'ai pas bougé pour ne pas me faire remarquer ; il est revenu la nuit me chercher avec deux personnes, il m'a aidé avec des moyens financiers et des vêtements. »

Angola

L'Angola vit aussi la guerre civile. C'est ainsi que des familles se retrouvent ici « *En Angola aussi j'ai été menacée et j'ai dû fuir aussi ; j'étais recherchée par la police qui est venue déjà deux fois me visiter chez moi* » on m'a tabassée et on me filait ». Un homme m'a dit : *fuis l'Angola on tue les gens facilement, si on commence à te poursuivre, méfie toi, c'est qu'après ils vont te tuer* »

Rwanda

« *En 1994, j'ai moi-même assisté à l'assassinat de mes parents et de mes frères plus âgés (j'étais caché dans la toilette et j'ai vu les soldats les tuer au fusil) Je me suis enfui et j'ai vécu ailleurs chez ma tante. Je me suis marié plus tard. Un jour il y a eu dans la capitale le meurtre d'un soldat qui a occasionné l'encerclement du quartier et l'emprisonnement de tous les garçons qui avaient un type plutôt hutu. Moi je suis de mère tutsi et de père hutu et j'ai été pris ainsi que mon frère. Nous sommes les seuls rescapés de ces 10 hommes emprisonnés qui ont tous été tués. La police s'en est pris à ma femme après ma fuite essayant ainsi de faire pression sur moi. Elle a dû fuir en Tanzanie mais elle n'arrivait pas à vivre avec l'argent que je lui envoyais, alors elle a été vivre en Ouganda où la vie est moins chère... elle y est toujours avec mon 2^{ème} fils»*

Congo Brazzaville

Il y a une famille monoparentale du Congo Brazza dans notre échantillon, le père musicien est arrivé lorsqu'il y a eu un coup d'état sanglant à la capitale. La migration a été volontaire. : «*Ma fille ne connaît rien de la guerre. Elle est née à Pointe Noire. J'habitais déjà avec ma femme. Quand la guerre est arrivée c'était comme une blague : des coups de feu. On s'est enfui après trois jours car ils n'ont pas arrêté ; on a entendu dire que l'on voulait faire un coup d'état au président SASSOU NGESSO. Je ne peux pas dire qu'il y a eu quelque chose contre moi en particulier, mais on s'est enfui car toute la ville s'embrasait On a les yeux sur l'Irak mais L'Afrique est en train de mourir à fond : il y a une maman, on a tué ses 7 enfants devant elle. Parfois quelqu'un tombe à côté de toi, ça tire dans tous les sens. C'était de la folie. Le lendemain le pain avait monté jusqu'à 15 euros. Chaque matin on allait au bord du fleuve et on voyait les corps qui flottaient ... On a dû fuir ma femme et moi vers Kin sur un train de marchandises car les trains normaux étaient tellement bondés que les gens sont morts suffoqués !»*

De nombreuses personnes primo-arrivantes, pères et mères de ces enfants que l'on voit venir à l'école chaque jour, continuent de subir les répercussions émotives et psychologiques des traumatismes subis, surtout quand ils savent que des membres de leur famille sont encore en danger. Toutes ces expériences ont un profond impact sur la façon dont les particuliers et les familles réagissent à leur nouvel environnement. Surtout lorsque les persécutions subies ne sont pas reconnues comme véritables par l'office des étrangers.

A.2.2. Les conditions de la migration

Parfois les conditions de la migration sont telles qu'elles génèrent une plus grande fragilité des familles. C'est la raison pour laquelle bien souvent le père cherche à venir en premier pour préparer la route à sa famille, afin que celle-ci puisse venir de façon plus normale, par regroupement familial et en avion.

Parmi les 12 familles, seule une famille est venue ensemble, c'est le cas aussi des mères célibataires. Pour les autres, le père est venu à l'avance et a fait venir le reste de sa famille par regroupement familial après quelques années.

Le voyage du père s'est fait dans les cales d'un bateau pour deux pères de Guinée et du Sierra Leone, et par avion pour leurs épouses et enfants quelques années plus tard.

« Je me suis enfui par le Libéria d'abord, sur un bateau tout petit, une pirogue par la mer. Je me suis enfui et la police du Libéria a voulu me refouler comme les nombreux autres : « pourquoi vous venez ici ». Ils doivent nous refouler. Alors j'ai dit : « non, je ne retournerai pas, sinon je mourrai. Je préfère mourir ici dans le port. Je suis venu ensuite par bateau vers la Belgique. »

« On m'a dit sur le bateau qu'on ne pouvait pas le garder là. Je suis sorti sur le quai et j'ai rencontré un noir et je lui ai demandé quoi faire : » Il m'a dit « prends le train sur Bruxelles et quand tu vas entendre « Bruxelles nord » tu sors ». C'est ce que j'ai fait et là encore j'ai demandé quoi faire à un autre noir. C'est ainsi que je suis arrivé à faire la demande de réfugié politique et je me suis retrouvé au petit château. »

La plupart des réfugiés ont payé un passeur pour venir. Certains ne savaient pas où les passeurs les menaient

« On a pris l'avion. Aujourd'hui je ne me rappelle même pas où je suis arrivé, à quel aéroport, je sais que j'ai mis une demi heure en train pour arriver ensuite à Bruxelles. Je suis venu seul avec un monsieur qui est un passeur, c'est l'oncle de ma femme qui s'est chargé de tout. »

« Il y a des gens qui m'ont aidé à partir. Le monsieur qui m'a aidé m'a dit : « je vais te donner à mon frère » (le passeur); je l'ai payé 2000 euros en vendant tout ce que j'avais, Il m'a fait passer pour sa femme et il m'a dit que je devais simplement dire que j'étais sa femme. De toute façon je n'avais plus le choix; moi je dis seulement que c'est Dieu qui m'a sauvé. Je ne le connaissais pas, et je ne savais pas où elle allait m'emmener exactement en Europe, c'était prévu au départ la Hollande. »

A.2.3. Le pourquoi du choix de la Belgique

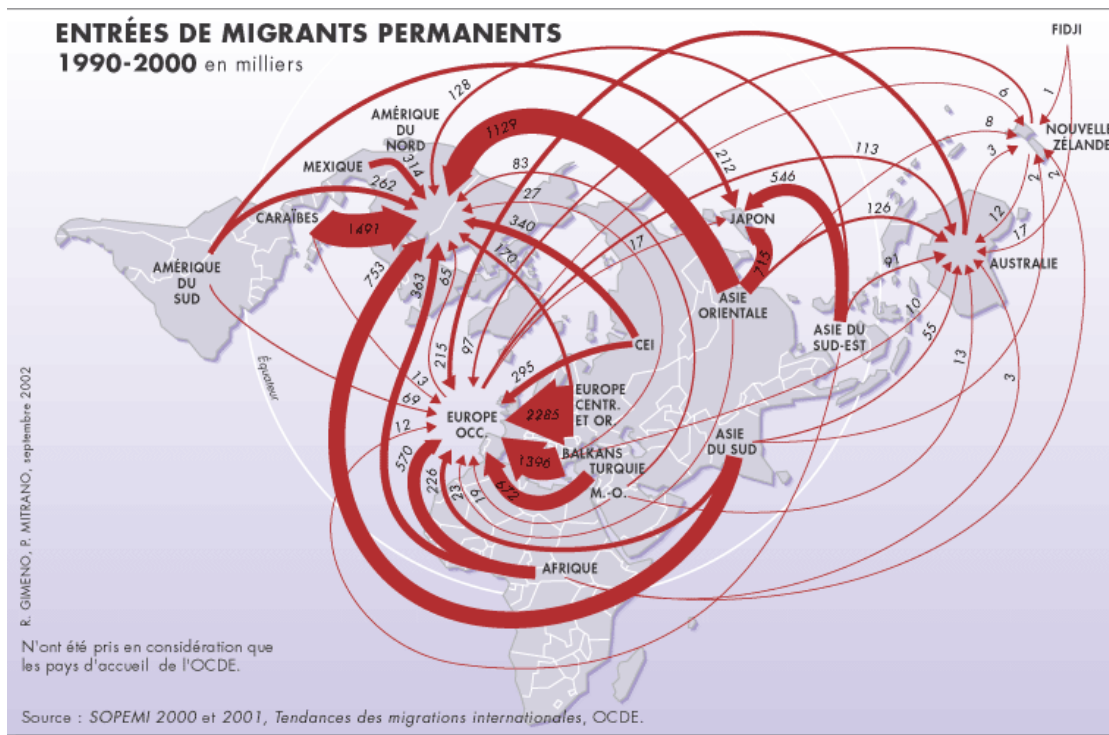
Lorsqu'on demande aux familles pourquoi elles ont choisi de migrer en Belgique plutôt qu'ailleurs, plusieurs raisons sont données :

- ceux qui viennent d'Orient ont entendu parler de l'accueil que pourrait leur réserver la Belgique :

« Nous avons pensé à l'Amérique et puis nous avons choisi la Belgique parce que l'image que l'on en donnait en Jordanie était très bonne : pays accueillant. Il s'était renseigné dans les agences de voyage en Jordanie. Mais aujourd'hui nous regrettons : on aurait dû aller directement en Amérique car à ce moment là l'histoire de Ben Laden n'existait pas encore. La Belgique, ils en sont complètement déçus ! Ils ne veulent pas de nous ici, ils auraient pu me le dire dès que je suis arrivé, nous avons attendu 6 ans pour rien».

« Parce que disent-ils en Belgique les gens sont gentils et accueillants, ce n'est pas comme en Allemagne où il y a du racisme. La Belgique et l'Italie d'après eux sont les deux pays où les gens sont les plus accueillants (ils voyageaient beaucoup et avaient visité beaucoup de pays d'Europe auparavant) »)

Pour d'autres c'est la présence de nombreuses personnes de leur pays d'origine et la facilité pour les rencontrer dans ce petit pays : *« En Belgique il y a cette facilité de se rencontrer avec les gens du pays à cause de la proximité de tout, que ce soit à Bruxelles ou ailleurs. A Londres, il faut 2h30 pour traverser la ville et aller voir un ami. »*



Pour d'autres encore c'est le hasard qui a fait les choses, même si l'ancienne colonie est parfois rejetée pour ses positions politiques : « *Je n'avais pas envisagé la Belgique ! Mon projet était l'Allemagne car il y a là beaucoup de togolais (ancienne colonie avant la 2^{ème} guerre mondiale, ensuite la France) Je savais que j'allais vite réapprendre l'allemand.* » « *J'ai choisi la Belgique parce que la France est de connivence avec le régime du Togo.* »

Enfin il y en a qui avaient de la famille ici : « *Je suis venu en Belgique car ma mère est mariée à un belge et j'ai deux sœurs ici.* »

A.2.4. L'accueil réservé en Belgique

L'accueil qu'ils ont reçu à leur arrivée ou dans les centres d'accueil est primordial. Certains réfugiés se souviennent de personnes qui les ont vraiment aidés :

« *Arrivé ici, j'ai eu beaucoup de problèmes de peau, les yeux ne voyaient plus suite aux tortures qu'on a subies dans la prison au Togo. J'ai été accueilli dans un centre pour réfugiés pendant 3 mois. Je pensais que j'allais souffrir ici à l'étranger ; je me disais : »quel sera mon état dans ce pays où je ne connais personne. Et grâce à dieu j'ai été bien accueilli.* »

Certaines associations aident les familles dans le cas de regroupement familial :

« *Pendant 4 ans je n'ai pas vu ma famille, je ne savais pas s'ils étaient vivants ou pas. J'ai été à Caritas et je leur ai raconté mon histoire. Ils ont fait venir ma famille ; ils ont fait les documents, ont envoyé à l'ambassade de cote d'ivoire à Abidjan et ça a pris deux ans. Moi je ne pouvais pas aller les chercher moi-même au Sierra Leone car je risquais la mort. Ils sont bons comme toi à Caritas. Ils m'ont aidé.* »

Parfois c'est dans les centres d'accueil qu'ils ont rencontré les personnes soucieuses de leur avenir :

« *Je ne savais pas ces choses sur la régularisation. J'étais au centre de la croix rouge de Alsenberg pendant 6 mois lorsque je suis arrivé. Le directeur de cette place est très bon, il m'a aidé à trouver un logement ici avec le CPAS. Ensuite au moment de la régularisation, il m'a envoyé une lettre pour me dire qu'il voulait me voir. Il m'a dit alors que je devais me régulariser. Il savait que c'était important. Il savait que je ne suis pas allé à*

l'école et que je ne saurais pas que ça existe. Il m'a aidé à remplir le formulaire. J'ai payé un avocat aussi. Quand ma famille est venue Caritas m'a dit d'aller les inscrire à la commune. Certaines personnes sont bonnes, certaines personnes sont mauvaises, tu comprends ? Et ce directeur est un homme très bon ; il a aussi appelé quelqu'un et m'a trouvé un travail dans une fabrique de papier à Huizingen. »

Certaines familles de réfugiés ont la chance de trouver quelqu'un de leur famille à leur arrivée comme cette femme réfugiée d'Angola : *« J'avais ma propre tante qui habitait déjà la Belgique depuis 20 ans et qui est belge, mais celle-ci n'était même pas au courant de ma venue. J'ai été accueillie chez elle pendant quatre mois, le temps de recevoir le CPAS. Je suis arrivée sans rien ici ».*

L'accueil des demandeurs d'asile à la sortie des centres d'accueil, n'est pas toujours très bon, au niveau du personnel des CPAS , que ce soit au niveau humain, ou au niveau organisationnel

« Ce que je trouve qui est important c'est que les gens puissent donner : ils me disent l'humiliation d'être toujours la main tendue pour demander. Ce qui les guérit ici c'est cela absolument c'est de donner, de créer des liens, d'être en relation avec des belges et des autochtones. Liens de réciprocité = égalitaire. Ils demandent qu'on leur permette de s'insérer, qu'on leur donne le sentiment qu'ils ont droit à la parole, qu'ils ont une place. » Au CPAS on n'est que donneur et en plus c'est de l'argent que l'on donne. Il n'y a donc pas de relation de réciprocité. Pour la résilience les gens ont besoin de ressentir cette réciprocité »

De plus l'associatif et le CPAS n'ont pas de tâches définies clairement. Il n'y a pas d'articulation, il existe beaucoup de rivalités, de la vengeance. Très peu de collaboration, sauf quelques assistants sociaux très sensibles, il n'y a pas d'articulation légale sur papier.

Un ex : le CPAS ne donne pas de garantie locative, ils nous envoient tous les gens ici pour avoir une garantie locative avec un prêt sans intérêt. ... Cela devrait être la première chose que d'assurer le logement aux personnes et donc la garantie locative !

Tous les CPAS de Belgique, Flandre et Wallonie nous envoient ceux qui quittent les centres d'accueil fédéraux. Ceux de Bruxelles on ne leur attribue pas de primo arrivants car on les considère trop chargés.

Même lorsque l'on essaie que les réfugiés vivent dans les villes aux alentours des centres CPAS où ils reçoivent l'aide, ça ne marche pas. D'ailleurs dans les villages on ne trouve pas plus de logement qu'à Bruxelles. »

Nos réfugiés nous ont confié ne pas toujours pouvoir parler de leurs souffrances, de peur d'être mal compris :

« Depuis 5 ans que je suis ici, personne ne s'est intéressé à ma situation. Personne ne m'a demandé comment j'allais. Tu sais quand tu m'as téléphoné pour la 2^{ème} fois, j'ai eu peur de te dire oui car je sentais que tu ne saurais rien faire pour moi tellement ma situation est inextricable. Mais ça me fait tellement du bien de pouvoir tout te dire et ça me fait plaisir que tu m'as répondu que tu ne sauras pas faire grand-chose pour moi si ce n'est téléphoner à l'Office des étrangers et voir où en est le dossier, me conseiller sur certaines procédures etc. Même ce peu là, Dieu pourra faire beaucoup avec. »³¹

« Je crois en Dieu, Il m'a aidé. En Belgique je ne parle pas de mes problèmes à beaucoup de gens car ils ne me croiraient pas, ils n'ont pas vu tout cela, ils ne me croient pas »

³¹ 1^{ère} entrevue en mars, je retéléphone 2 semaines plus tard pour le voir une 2^{ème} fois mais il ne veut pas. Je n'insiste pas et fais silence jusqu'en juillet. Là il accepte à nouveau et se confie entièrement

A. 3. La phase d'adaptation et d'acculturation de la famille primo-arrivante

Les facteurs dans le pays d'accueil qui influent sur la résilience des familles :

Tout comme dans la phase pré-migratoire nous avons distingué, à partir du modèle de la casita, les effets des facteurs touchant les différents niveaux

Au niveau des facteurs touchant les besoins de base :

- la qualité du logement et du voisinage
- les possibilités de travailler et de subvenir à ses ressources
- les problèmes de santé éventuels et les possibilités de soins (l'acculturation est en elle-même une source de stress tel qu'elle génère de nombreuses maladies, y compris un risque accru de maladie chronique tel le diabète ou l'hypertension)

Au niveau des facteurs touchant les besoins d'attachement :

- le fait d'avoir été séparé par la migration de personnes auxquelles ils sont fort liés affectivement, joue un rôle dans l'adaptation de l'enfant et de l'adolescent.
- l'existence d'un réseau familial, social et d'amis
- l'existence d'une masse ethnique de leur pays d'origine
- le fait de connaître la langue du pays hôte

Au niveau des facteurs touchant les besoins de sens :

- la longueur prévue dans le nouveau pays et donc le projet migratoire, le fait que la migration soit volontaire ou non (déjà discuté plus haut)
- l'accomplissement des attentes
- l'obtention des papiers
- la façon dont on est traité dans les institutions officielles
- les attitudes du pays d'accueil envers le groupe ethnique du migrant : elles influent, à leur tour, sur la façon dont ce groupe particulier sera accueilli et pourra entamer un processus d'intégration

Nous ajoutons ici les valeurs culturelles, politiques, et religieuses des familles, facteur que Al Badawi ne cite pas.

A.3.1. Les facteurs de risque et de protection concernant les besoins physiques de base

Avant la migration, la création du « mythe familial » qui nourrissait les relations familiales, se prolongeait dans le temps mais aussi dans l'espace dans un lieu particulier : le foyer familial. Ce concept a été élaboré par le philosophe tchèque Jan PATOCKA³² La migration implique obligatoirement une perte de foyer, au moins temporaire.

La migration a donné lieu aux pertes de ce foyer sécurisant, mais plus encore à la création de nouveaux foyers. Il y a des gens qui fondent un foyer partout où ils se trouvent, dans le sens fort du terme. Néanmoins, nombreux sont les migrants qui n'ont pas à leur disposition des « possibilités de foyer » et qui existent, souvent avec leurs enfants, à un niveau abaissé à l'immédiat. (Eva Hemon, 1995)

L'espace habité garde l'empreinte de la culture du pays d'origine. Les pratiques alimentaires, l'aménagement de l'espace habité et l'habillement sont des indices de changements dans les modes de vie. Le vêtement semble être plus touché que l'alimentation et l'habitation. On se donne à voir par son apparence, par son habit, d'où le souci des primo-arrivants d'adapter leurs habitudes vestimentaires à leur milieu d'accueil pour ne pas être jugés "étranges" par leur entourage. Ainsi une mère africaine nous confie t'elle avoir mis du parfum à sa fillette pendant un an car on lui disait à l'école qu'elle « puait » ; une mère guinéenne se met en pantalon pour sortir chercher ses enfants à l'école alors qu'elle est en pagne dans sa maison. Ainsi encore les mères arabes mettent-elles le voile dès qu'un étranger sonne à la porte ou dès qu'il leur faut sortir. Les habitudes alimentaires changent, mais souvent pour des raisons économiques. L'alimentation du pays d'origine est plus chère et n'est utilisée que de temps en temps.

Les primo-arrivants maintiennent une distance subjective à l'espace habité. Tout en considérant la cité comme un « petit paradis » au regard de la violence qu'ils ont connue dans leur pays d'origine, ils mettent en œuvre des stratégies d'évitement des autres habitants. Leurs allées et venues ont le plus souvent pour objet l'accomplissement de tâches précises, notamment administratives, et d'obligations communautaires et familiales. *« Je ne veux pas que mes enfants deviennent des petits voyous, c'est pourquoi je leur interdis de sortir. Parfois je vais jouer avec eux dans le parc »*

A.3.1.1. La qualité du logement

On remarque que les familles primo-arrivantes changent souvent de logement, car bien souvent le logement trouvé est insalubre. Il n'est pas rare de rencontrer une famille de 4 ou même de 6 enfants dans 3 pièces exigües. Les murs sont souvent couverts de tâches d'humidité. Lors de la recherche action, nous avons entrepris d'aider une famille à faire les démarches pour trouver un logement et j'ai eu l'impression de ne pas entrevoir de solution à ce problème. Leur logement était exigü (2 pièces !) pour une famille de 6 personnes . Il sent le renfermé, et suite à mon conseil d'ouvrir un peu la fenêtre , le père me répondit « *j'essaie d'ouvrir chaque jour 20 minutes mais ma femme a froid* ».

Il se situait dans le quartier de Saint Josse, dans ce qu'on appelle les habitations de marchands de sommeil. Tout l'immeuble était loué par des africains de l'Ouest (pour la plupart guinéens ou du Sierra Leone). Le père avait habité seul dans ces deux pièces pendant les 4 ans qu'il avait mis à attendre que sa famille le rejoigne grâce à l'aide de la Caritas. Il payait jusque là 150 euros par

³² Patocka J. (1936) : Le monde naturel comme un problème philosophique. Trad. Danek J., Declève M. (1976), Martinus Nijhoff, The Hague. Cité par Eva Hemon, (1995)

mois, mais depuis que sa famille l'avait rejoint le propriétaire lui demandait de payer 350 euros. Il lui a en outre donné 3 mois pour trouver un autre logement. J'ai rencontré le propriétaire dans les couloirs et il m'a dit d'un ton arrogant : « *tout l'immeuble va être rénové, c'est pourquoi tout le monde doit partir* ».

Nous avons téléphoné à plusieurs institutions d'aide au logement pour essayer de trouver une solution, et cela m'a permis de saisir un peu la problématique. ... « *quand je téléphone à une annonce, on me dit « désolé c'est déjà loué* ». Ceci est presque systématiquement répondu aux africains reconnus par leur voix ou à qui on demande explicitement leur nationalité avant de répondre par exemple : « *excusez moi mais ma femme avait déjà trouvé quelqu'un d'autre...* » Ils font d'autre part tous une demande d'inscription aux logements sociaux, mais là on dit « *qu'ils ne se fassent pas d'illusions, la liste d'attente est telle qu'il faut attendre parfois jusqu'à 8 ans pour réunir tous les points de préférence nécessaires et avoir des logements libres.* » Les prix sont anormalement élevés pour ce que sont ces logements ; les propriétaires des familles de l'échantillon à Schaerbeek et Saint Josse sont exclusivement turcs ou marocains.

L'insécurité économique est un facteur de risque d'autant plus élevé que les familles ont connu une situation bien plus aisée dans leur pays d'origine. « *Quand on se rappelle la belle maison qu'on a laissée au pays et qu'on voit où l'on vit maintenant, on est tristes aussi ! Regarde, il y a des moisissures sur les murs, le propriétaire n'allume le chauffage que de temps en temps ; il n'y a pas de place pour nos 6 enfants. On veut chercher ailleurs, mais cela est si dur de trouver un logement pour nous les africains !* » Ainsi deux familles du Moyen-Orient m'ont-elles confié avoir vécu dans des villas dans leur pays d'origine et voyagé beaucoup en Europe avant le nécessaire exil. Ces familles, si elles pouvaient retourner, le feraient immédiatement, tellement cette situation, couplée à l'incertitude des papiers est un poids pour eux. « *je ne sais pas louer un DVD avec la carte orange. J'ai peur de sortir d'ici, je reste souvent à l'intérieur de ma maison.* »

Le primo-arrivant cherche à s'ancrer dans des certitudes matérielles, tangibles. L'acquisition d'un logement plus décent est un des projets constants des familles rencontrées.

Les familles n'ont que le strict nécessaire, le temps de mettre de côté et d'acquérir en premier lieu une télévision... Nous sommes en présence d'un culte ascétique, d'un art de vivre, qui s'accompagne de dures privations sur le plan du confort le plus élémentaire. Parfois la misère est telle que la santé se dégrade : ainsi deux enfants passés à la visite médicale ont été diagnostiqués pour malnutrition. Ils ne mangeaient que du riz, deux fois par jour ! « *Moi je ne mange pas. Je ne peux pas manger tout ça là, parce que je suis enceinte. Si j'ai de l'argent moi je veux prendre orange ou bien ... moi je n'ai pas de l'argent.* ... » Ces familles ont été orientées vers des associations de banque alimentaire.

A.3.1.2. La possibilité de subvenir à ses besoins

A.3.1.2. a. la déclassification professionnelle du père

Al Badawi (2002), avait donné comme facteurs prémigratoires influençant l'adaptation de la famille migrante :

- le niveau d'éducation et l'âge de la migration
- la classe sociale et le type d'emploi dans le pays d'origine
- la situation socio-économique

C'est ici que nous utilisons ces données, car contrairement à ce que l'on pourrait imaginer à première vue, ce n'est pas parce qu'on avait une bonne situation au pays d'origine que l'on s'adapte le mieux en Belgique. Au contraire, les pères de famille sont souvent amenés à vivre

une dévalorisation par le fait de dépendre du CPAS, de ne pouvoir trouver un travail, ou d'en trouver un loin d'être semblable à ce qu'il était.

D'après notre observation, ce sont les familles de classes socio-économiques moyennes et faibles qui trouvent facilement un travail correspondant à ce qu'ils étaient au pays, qui ne vivent pas cette perte d'estime de soi (en tout cas à ce niveau et s'ils trouvent du travail).

Nous avons remarqué la fierté des familles peules à subvenir à leurs besoins. Cela est culturel chez eux.

Trouver un travail n'est pas évident lorsqu'on est africain : *« Ça n'a pas été facile de trouver ce travail. Mais une fois que tu es accepté, ça passe vite, surtout si tu es quelqu'un qui sait vivre dans la société. Je priais, et je comprenais les gens facilement. L'image qu'ils voulaient voir, celles qu'ils ont sur les noirs, ce n'est pas celle que je donnais. Je les comprends, je suis le seul noir au boulot. Je me suis bien intégré à tel point qu'ils ne voulaient pas que je m'absente. Je fais mon travail avec mon cœur c'est pourquoi je continue à être aimé là-bas. Ils m'ont même donné un témoignage pour obtenir ma régularisation. J'étais très étonné, je ne savais pas... ».*

Parmi nos familles, deux pères de familles, réfugiés d'Irak et de Palestine, avaient une situation économique très élevée (pilote d'avion / capitaine à l'armée), ils sont aujourd'hui au CPAS. La troisième famille orientale vivait très précairement dans les montagnes libanaises à la frontière avec Israël.

Parmi les familles africaines :

- deux professeurs dans le secondaire, un conducteur de bus, deux femmes engagées dans la politique, un artiste musicien sont soit au chômage, soit au CPAS ;
- deux commerçants et un comptable travaillent.

Le problème de déclassification professionnelle est réel et fréquent chez les migrants en général. Beaucoup de pères doivent lorsqu'ils trouvent un travail se contenter d'accepter un emploi en dessous des qualifications exigées pour leur dernier emploi avant de migrer.

« L'insertion des hommes est plus difficile que celle des femmes car ils ont un fameux changement de statut à vivre : perte de prestige social, dans leur culture faire la cuisine est proscrit pour un homme, et sans travail ils se trouvent dans un changement identitaire terrible. On organise des groupes de parole entre hommes, et ils peuvent en parler. Ce qui est le plus dur disent-ils, c'est qu'on marque sur la carte d'identité « sans profession » alors qu'ils sont médecins ou autres, mais qu'ils ne peuvent pas exercer en Belgique malgré des années d'expérience dans leur pays... Un médecin directeur au ministère de la santé au Burundi, on lui dit de recommencer depuis la 1^{ère} candi ! »

Ceux qui étaient dans leur pays d'origine agriculteurs, manœuvres ou propriétaires d'un petit commerce sans importance, ne peuvent descendre de statut et vivent la migration de manière plus valorisante. Mais en ce qui concerne les primo-migrants, bien souvent, c'est la dépendance au CPAS qui est la norme en Belgique.

« On voit des anciens ministres dépendre du CPAS ici en Belgique : ils ne sont plus rien et cela est un coup... »

D'après une professionnelle de l'insertion ce sont les ex-étudiants africains qui sont dans une situation plus difficile encore :

« Ceux qui sont en attente ont le droit de travailler. Il y a tout un effort qui est fait pour retourner vers les primo arrivants, il y a tout un système mis en place par le ministère de l'emploi pour mettre en emploi ces personnes là. Si ta demande est recevable, on te donne la carte orange, tu peux avoir un permis, tu peux travailler sans problème. Mais ceux qui sont arrivés avant, qui sont régularisés, qui ont leur diplômes, bien qu'étant régularisés, ils ont perdu leur droits, ils n'ont pas droit au chômage, pas droit au CPAS, parce que parmi eux, il y a des femmes qui travaillent surtout comme aide soignante, d'où ils ne peuvent pas aider le conjoint au CPAS. La femme garde son travail, elle gagne 50000FB avec les allocations des enfants, et le

monsieur est sacrifié. Ils sont zappeurs de télévision, ils font le deuil de leurs diplômes et voilà à un moment donné ils n'ont plus la force de se battre, de sortir de leur spirale d'isolement »

Il arrive souvent des situations parmi les réfugiés africains où c'est la femme qui trouve facilement un petit boulot de ménage permettant à la famille de survivre. Lorsqu'elle rentre à la maison son mari n'a pas touché aux tâches ménagères parce que cela n'est pas habituel et même une cause de scandale dans leur culture.

Une association à Bruxelles, fondée par une congolaise cherche à aider ces pères ex-étudiants africains : *« moi je peux me battre pour eux parce que je n'ai pas leur niveau, je ne suis pas complexée. Tandis que quelqu'un qui a 5 diplômes de doctorat, c'est plus difficile. J'ai toute une farde avec une centaine de dossiers de pères dans ce cas qui sont inscrits chez moi, qui habitent un peu partout en Belgique. On essaie d'abord de les informer, on leur dit qu'il y a toujours de l'espoir, qu'il faut chercher. Il y a des outils qui sont mis en place pour vous aider à trouver du boulot, même si vous n'arrivez pas à avoir dans votre domaine, ils suffisent de vous réorienter, de compléter votre connaissance de base avec autre chose, notamment l'informatique ou apprentissage de la langue, et alors à partir de ce moment là, une fois qu'on est entré dans le système de l'emploi, c'est plus facile de faire valoir ses connaissances de base. Et c'est cette stratégie là qu'ils ont difficile à adopter et à accepter, que nous sommes dans une société qui privilégie ceux qui acceptent de recommencer à zéro et de remonter le système. Il y a beaucoup de choses pour qu'un patron puisse te prendre : tu dois être inventif, tu dois travailler en groupe, C'est toute cette mentalité là pour laquelle on essaie de faire une éducation permanente afin de changer les mentalités. »*

Parfois ces africains arrivent à trouver du travail dans un autre pays africain que le leur :

« Il y a deux trois ans, à l'époque de Boetmans, ils ont fait un projet de coopération belge en envoyant des africains diplômés d'ici en Afrique. Ils vont redémarrer le projet mais autrement parce que ce n'est pas ce n'est pas évident : cela faisait 15 à 20 ans qu'ils n'avaient pas travaillé, donc ils sont déconnectés du monde réel. Il faudrait au préalable une remise à niveau. Là-bas ils sont perdus, ils ne connaissent plus le terrain là-bas. » Parmi les ex-étudiants africains, il arrive pourtant que le père retourne travailler dans son pays d'origine parce qu'il y trouve un emploi intéressant et que le couple décide pour la sécurité des enfants et la continuité du parcours scolaire, les enfants et la mère restent ici. Mais dans ce cas il est très rare que le père envoie de l'argent à sa famille car son salaire ne suffirait pas. La mère fait alors des petits boulots ou parfois un emploi si elle a fait la démarche de refaire une année d'études supplémentaires pour que ses compétences soient reconnues en Belgique.

A.3.1.2. b. Le CPAS

L'argent est une autre police d'assurance contre l'insécurité psychologique. Mais l'allocation du CPAS est aussi incertaine que l'attente des papiers. Les mères célibataires disent que l'incertitude qui pèse sur l'octroi de cette allocation les mets dans une angoisse et plusieurs d'entre elles cherchent à se former et à trouver un travail *« si au moins je trouvais un travail, je serais tranquille, le CPAS, on n'est pas certain que ça va rester »*. 9 familles sur les 12 rencontrées ont l'allocation du CPAS ou du chômage en attendant de trouver un boulot. Cela est mentionné par les pères qui la vivent comme une situation qu'ils espèrent temporaire, ou qui fait suite à la perte d'un travail. Lorsque ces familles en parlent c'est avec beaucoup de pudeur et de dignité. Certains d'entre eux ont aussi perdu le statut que leur conféraient leurs compétences. Anciennement respectés dans leur pays d'origine, ils sont obligés de faire de petits boulots. Souvent cette allocation ou même le travail à temps partiel qu'ont certains, ne suffit pas pour payer les charges, le loyer, les frais scolaires, etc.

Les femmes qui dépendent dorénavant de leur conjoint alors qu'elles travaillaient dans leur pays d'origine perdent aussi leur statut au sein de la famille *« Mon mari ne me donne rien, quand je lui demande de l'argent il me dit « pas d'argent, je n'ai pas d'argent, et pourtant il travaille alors pourquoi il n'a pas d'argent »* Plusieurs mères nous demandent de les aider à trouver un travail.

Les enfants nés en Belgique ont droit aux allocations familiales de 74 euros pour le premier enfant. L'allocation du CPAS est de 793 euros ; Or le loyer en moyenne dans les familles coûte entre 300 et 450 euros pour les quelques pièces (entre 2 et 4 pièces) dans Schaerbeek ou Saint Josse. Pour des familles qui ont entre 2 et 6 enfants, les dépenses sont difficiles à régler, que ce soit pour les charges, les frais scolaires, les bus, la nourriture, etc. Les dettes s'accumulent... les femmes et enfants sont victimes de malnutrition dans deux des familles peules rencontrées.

7 familles sur 12 reçoivent le CPAS et deux le chômage. 3 pères de famille travaillent. Lorsqu'ils sont au CPAS, ils disent que c'est pour un temps et qu'ils espèrent trouver un travail. Un père de famille nous a expliqué que s'il ne travaillait pas c'était parce que sa santé mentale ne le lui permettait pas. Il prenait encore des antidépresseurs depuis son arrivée. Il avait subi la torture dans son pays et ses enfants encore au pays étaient source d'inquiétude pour lui.

« Je pourrais travailler comme conducteur de camion ou de bus, mais mon moral n'est pas tranquille. Je sais quelles conditions sont nécessaires pour prendre cette responsabilité de conduire. J'ai travaillé, mais je ne travaille plus Je reçois le CPAS et les allocations. Je ne prétends pas rester longtemps au CPAS. A la STIB j'ai envoyé mon CV, j'ai raté un examen, je vais relancer la demande. »

On peut dire que les familles d'origine peule ont une fierté à ne pas dépendre du CPAS, qu'ils soient réfugiés politiques ou migrants économiques.

« J'ai été au CPAS pendant seulement 3 ou 4 mois et puis j'ai eu le travail. Depuis 2 ans et demi maintenant je n'ai pas reçu de CPAS. (Il me dit cela d'un ton fier). »

Ceux qui ont reçu un ordre de quitter le territoire ne peuvent plus dépendre du CPAS

« Le CPAS c'est strict : s'ils te demandent quelque chose, il faut présenter des attestations. Si tu es régulier ça va. Si tu vis dans le désordre ça ne va pas. Mon CPAS était à Charleroi il m'a été assigné par l'Office des étrangers. Je l'ai eu de 1999 à 2001 et là j'ai eu un travail car j'ai eu un OQT, à partir de ce moment là tu es obligé de trouver un travail. »

Une mère célibataire d'origine guinéenne nous confiait la difficulté qu'elle a eu avec l'assistante sociale de son CPAS : *« Oui mon CPAS est en Flandre, l'AS est vraiment « méchante », ce n'est pas bien ! On est des êtres humains quand même, pas des bêtes. C'est son pays d'accord, mais si elle venait dans mon pays, je l'accueillerais autrement : je dormirais par terre pour qu'elle puisse avoir le lit, c'est comme ça chez nous en Afrique ! »*

Un plus par rapport aux CPAS : les associations sans but lucratif³³ : subvenir à ses besoins dans la dignité

A.3.1. 3.un besoin de base : une bonne santé

A.3.1.3. a Les problèmes de santé et ceux dus à l'acculturation

Le fléchissement durable ou passager du tonus psychique et un dérèglement de l'humeur s'accompagnent de céphalées qui sont un des symptômes les plus souvent avancés par les réfugiés. S'il ne faut pas exagérer le caractère pathogène des manifestations, plus inquiétant sont les changements de comportements qui sont eux-mêmes dévalorisés dans la société traditionnelle. (Bertrand, 2000)

Des symptômes comme l'anxiété, le stress, l'humeur dépressive, une tension musculaire accrue, une hypersensibilité, une irritabilité, des difficultés de concentration, des insomnies, des cauchemars, des attaques de panique. Associées au stress d'autres symptômes psychosomatiques peuvent apparaître : désordres menstruels, hypertension, fibromyalgie primaire, maux de tête, troubles de l'estomac et de la digestion, constipation/diarrhées etc. Ces symptômes liés à la migration apparaissent chez tous ceux qui ont quitté leur pays d'origine, d'une manière ou d'une

³³ Interview avec la responsable de l'ASBL CONVIVIAL pour les réfugiés www.convivial.be -

autre, et avec des intensités et combinaisons différentes. Ce sont les manifestations qui peuvent être reconnues comme une réaction naturelle à la perte et au changement inhérents au processus de migration.

Le stress dans cette situation peut être reconnu comme une auto-défense et d'une certaine façon une réaction saine et naturelle qui aide le migrant à survivre aux changements et à tous les défis qu'il rencontre dans son nouvel environnement. Pour des personnes qui auront vécu déjà un traumatisme avant la migration comme les réfugiés de guerre, la migration vient exacerber cette crise. Malheureusement, le manque de méthodes pour identifier ces réactions conduit beaucoup d'institutions sociales et médicales à interpréter les problèmes des migrants comme une condition pathologique et induit un processus de traitement long et coûteux qui peut retarder leur intégration (Al Baldawi R., 2002).

Dans les 6 écoles primaires de Schaerbeek participant à la recherche-action de l'UCL, les directions d'écoles ont donné, au début de l'année scolaire 2003-2004, une liste de 159 enfants primo-arrivants, avec leur date d'entrée en Belgique, leur nationalité, leur âge et leur sexe. Au PSE de Woluwé, il est établi depuis quelques années une anamnèse parentale pour tous les élèves, via un questionnaire adressé aux parents avant la visite médicale. Elle détecte un problème de santé éventuel et les données de la situation familiale. Cette anamnèse est encore en français, et seules 48% des anamnèses ont été remplies par les parents des 159 enfants primo-arrivants soit 79 réponses. Parmi elles, chez 44 d'entre eux les parents citent spontanément un problème de santé qui peut traduire ce mal-être des enfants (maux de tête, maux de ventre, fatigue, problèmes d'alimentation, des vomissements, bronchites répétées, troubles du langage, manque de concentration, cauchemars et troubles du sommeil, énurésie, tristesse, anxiété, agitation). Il est à remarquer que lorsque que le père est absent (séparation, divorce ou décès), les problèmes de comportement ou de santé mentale sont présents chez l'enfant dans 63% des cas. Les problèmes de santé des primo-migrants dans une vision plus globale de la santé des migrants ont été étudiés de façon approfondie en Suisse³⁴ et au Canada³⁵. Concernant les problèmes de santé physique de l'enfant primo-arrivant, un chapitre spécial y est consacré plus bas.

A.3.1.3. b Maternité et santé des femmes primo-arrivantes

A.3.1.3. b.1 Circonstances migratoires et vulnérabilité en période périnatale

Une étude faite à Montréal³⁶ a analysé la conséquence des circonstances migratoires sur la vulnérabilité des mères migrantes. Trois classes de femmes se distinguent tout particulièrement selon leur vulnérabilité apparente. Ces classes traduisent une typologie de la vulnérabilité des mères immigrantes selon leurs expériences migratoires et leurs conditions parentales.

Il apparaît que le fait d'être une personne réfugiée, ou en attente de Statut, et d'avoir eu des enfants avant d'émigrer représente les principaux indices de vulnérabilité. Mais ce qui importe avant tout est de s'attarder aux caractéristiques associées à ce statut, lequel étant aussi susceptible de ne représenter qu'une réalité administrative. Ces caractéristiques gravitent autour de deux points fondamentaux : les conditions prémigratoires et le fait de vivre l'expérience migratoire comme une rupture dans le cours normal de sa vie. Or, ces deux points sont étroitement associés

³⁴ Milena Chimienti, Denise Efonayi, Stefano Losa, Caractéristiques épidémiologiques des étrangers en Suisse, Discussion Paper 8 / mars 2001, Forum suisse pour l'étude des migrations, in : www.unine.ch/fsm/publicat/dp/008.pdf

³⁵ Document de travail - Immigration et santé L'acculturation et l'effet de l'immigrant en bonne santé <http://www.hc-sc.gc.ca/iacob-dgiac/arad-draa/francais/dgdr/wpapers/fimigrant03.html>

³⁶ **Hélène Stork**, « Aspects socioculturels des techniques de maternage » in *Migrations Santé* N°60, 1989.

à la séparation familiale (enfant, conjoint), à un âge plus avancé de la personne immigrante (30-35 ans), à la parité (avoir eu un enfant avant de quitter), avoir été victime de répression et ne parler aucune langue du pays d'accueil. Ces facteurs sont autant d'indices d'une plus grande vulnérabilité durant la période périnatale, puisque chaque fois qu'ils sont apparus au cours des analyses il a été possible d'en observer l'impact sur les conditions parentales : état émotif (grande anxiété), isolement, faiblesse extrême des réseaux potentiels de soutien, absence de soutien instrumental, difficultés socioéconomiques et risque de choc post-traumatique. A cet effet, il importe de penser en terme de combinaisons de facteurs pour documenter la vulnérabilité des mères immigrantes, et surtout aller au-delà du simple statut migratoire.

Le fait d'être femme, pauvre, immigrant, scolarisé ou non expose l'individu à des difficultés plus ou moins stressantes. Cependant, les facteurs de risque immédiats relèvent plutôt de la vie quotidienne que du statut social, même si ce dernier facteur conditionne largement le premier. Il est donc fondamental de tenir compte des circonstances migratoires et sociales les plus souvent associées aux problèmes de santé : l'immigration vécue comme une rupture, une séparation de la famille, une réunification familiale difficile, une adaptation culturelle ardue, un contact involontaire avec la société d'accueil. Ces circonstances s'insèrent dans le vécu quotidien, tel le fait de se retrouver seul sans soutien familial, d'être victime de racisme ou de discrimination, d'avoir de mauvaises conditions de travail ou un logement pitoyable affectant les conditions de vie. Ces considérations constituent des facteurs de risque et ce bien souvent de façon indépendante des associations que l'on peut établir avec des sous groupes sociaux considérés à risque. Aussi les circonstances migratoires peuvent-elles être abordées comme déterminants de la santé et devenir un sujet d'étude privilégié.

Un des aspects les plus importants de la mère à son enfant en situation de migration, est la rupture importante que celle-ci connaît par rapport à la situation dans son pays d'origine. Au village la mère était complètement prise en charge par l'entourage familial et son savoir faire futur dépendait en grande partie de l'observation des soins que l'entourage donnait à l'enfant. Coupée de ce savoir en situation de migration, isolée de fait par la méconnaissance de la langue, la jeune femme peut connaître une grave dépression. (Minassian, 1997)³⁷ Toutes les techniques du corps, de protection de l'enfant, tous les actes de la vie quotidienne, le recours au soins, elles ne savent pas les faire seules. Elles vivent dans une insécurité permanente puisque le groupe n'est pas présent pour les rassurer.

« Moi je n'ai pas de travailler, moi c'est enceinte, moi c'est malade.... Moi je reste toute la journée à la maison. Je n'ai pas rien. Mon mari il parti toute la journée. Je n'ai pas la langue. »

Au-delà de la taille des réseaux, la façon dont une femme primo-arrivante se situe dans un groupe, dans un réseau, détermine largement son accès à des ressources et à du soutien. Cela est d'autant plus déterminant durant la période périnatale, période au cours de laquelle les besoins aux plans matériel, social et moral sont grandissants alors que les mères voient leur mobilité réduite et leur isolement s'accroître, surtout celles qui ont déjà un enfant.

A.3.1.3. b.2. Accès aux services de santé des femmes primo-arrivantes

L'une des réponses que trouvent les mères à leur isolement réside dans l'utilisation des services publics, notamment les services de santé, qui offrent un soutien qu'elles auraient obtenu autrement dans leur pays d'origine. Cette isolement explique un recours fréquent aux urgences hospitalières pour des problèmes pédiatriques que le savoir faire familial peut régler normalement. Une mère dont l'enfant est régulièrement malade confiait : *« Moi quand mon enfant*

³⁷ Minassian M., Santé et petite enfance au sein de la population immigrée turque –in : *Le Furet*, 1997, N° 24, p. 35

est malade, je téléphone à l'ambulance et c'est elle qui décide vers quel hôpital aller. Je ne sais pas comment faire ici, à qui m'adresser... Je n'ai pas de médecin traitant- Il voit sans cesse d'autres médecins »

En d'autres termes, la migration transforme profondément leur rapport aux soutiens en période périnatale, puisque les mères passent d'un soutien informel (famille, amis, etc.) à un réseau formel de soutien, avec les avantages et les inconvénients que cela comporte (Battaglini, 2002).

La situation de migration est déjà un chemin de perte, de renoncement, mais pour elles, comment faire le tri ? Quelles priorités donner ? Pourquoi privilégier l'une plutôt qu'une autre ? Il s'ensuit une ambivalence, une tristesse par rapport à cette situation complexe (Moro, 2002).

A.3.1.3. c. Quels sont les enjeux pour les services de protection maternelle et infantile ?

D'après la constatation de pédiatres de PMI en France, une dépression est engendrée chez nombres de mères migrantes par le déracinement et l'isolement et par une acculturation trop rapide (il faut plutôt parler alors de déculturation) qui peuvent entraîner des pathologies chez les enfants. Le sentiment de dévalorisation et les doutes susceptibles de découler de conflits de maternage, peuvent également pousser à l'imitation de conduites prestigieuses des aspects les moins intéressants de notre puériculture et à un appauvrissement du maternage.³⁸

C'est pourquoi plusieurs auteurs soutiennent que la variété des pratiques de soins infantiles dans différentes sociétés humaines est importante à connaître pour tous ceux qui dans leur pratique quotidienne sont confrontés à un grand nombre de familles migrantes, dans un souci de respecter les pratiques bénéfiques au bon développement du jeune enfant et d'éviter aux mères l'anxiété qui pourrait résulter des conflits de maternage.

La recherche effectuée par Smeralda Ruspoli³⁹ montre que 30 % des familles interrogées ont mentionné rencontrer des difficultés liées à l'ignorance qu'ont les intervenants sociosanitaires de leurs conceptions et pratiques, moqueries bon enfant mais mal perçues, remarques désobligeantes sur certaines pratiques, conseils mal ciblés. Les intervenants en question se montraient pourtant particulièrement ouverts mais pas toujours informés. Les mères étaient quant à elles à l'unanimité favorables à l'idée d'une information donnée aux intervenants sur leurs conceptions et pratiques, convaincues qu'elles seraient mieux comprises. Cet auteur soutient que non seulement les services de protection maternelle et infantile devraient prévenir le sentiment de dévalorisation et la perte de repères des mères migrantes, mais aussi s'ouvrir à un échange équilibré et valorisant permettant à celles-ci de faire profiter de leur savoir dans certains domaines.

³⁸ L. Gillot , « le maternage déraciné » in : « *Enfant D'abord* », novembre 1992.

³⁹ Smeralda Ruspoli, « Phénomènes d'acculturation dans les pratiques de maternage- Quels enjeux dans la relation famille- institution ? », in : *Le Furet*, 1997, N°24, pp. 28-31

A.3.2. Les facteurs de risque et de protection concernant les besoins d'attachement

Au niveau des facteurs touchant les besoins d'attachement :

- Le fait d'avoir été séparé par la migration de personnes auxquelles ils sont fort liés affectivement, joue un rôle dans l'adaptation de l'enfant et de l'adolescent.
- l'existence d'un réseau familial, social et d'amis
- l'existence d'une masse ethnique de leur pays d'origine
- le fait de connaître la langue du pays hôte

Lorsqu'elles émigrent, les familles perdent leur domicile et leur parenté, leur langue, leur communauté et leur statut au sein de celle-ci.

En outre, il leur arrive souvent de subir d'importants traumatismes pendant le voyage et un choc culturel à leur arrivée .

On appelle « choc culturel » la détresse physique et émotionnelle qu'occasionne le fait d'être soustrait à son environnement familial et plongé dans un milieu dont les repères sont totalement différents. La plupart des personnes qui s'intègrent à une nouvelle culture éprouvent un choc culturel. *« Ici ce qui nous a bousculé c'est la façon dont les gens vivent, les gens ne se connaissent pas ! Tu es à l'arrêt du bus, tu dis bonjour, il ne te répondent pas ou alors lorsque tu viens t'asseoir dans le bus , la personne va protéger son sac ou se déplacer , c'est tellement humiliant de vivre cela,... »*

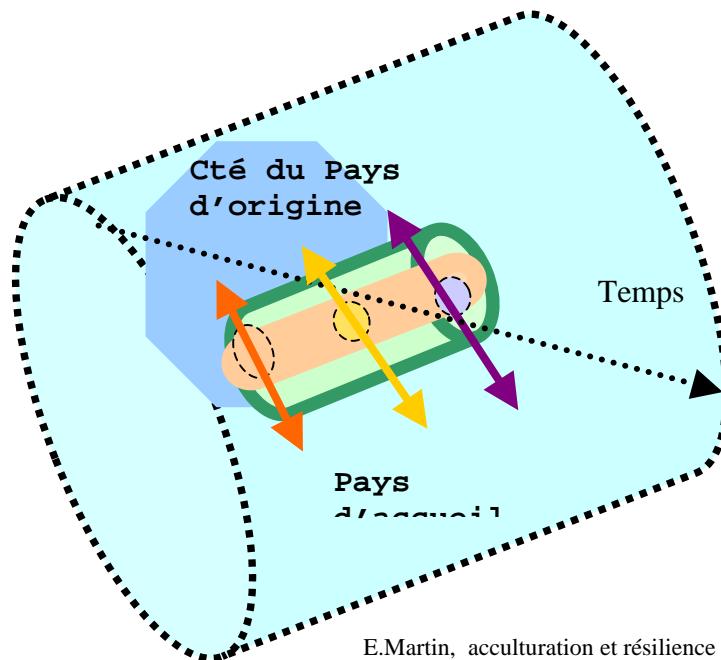
Tous ces facteurs, en plus du processus d'acculturation qui accompagne l'adaptation à leur nouvelle vie, ont d'importantes répercussions sur la santé mentale des parents et des enfants, et, par conséquent, compliquent leurs liens d'attachement.

A.3.2.1. Attachement et résilience familiale

Le fonctionnement même de la famille, l'équilibre qu'elle avait au pays d'origine et les ressources relationnelles, culturelles et religieuses que les familles avaient et apportent avec elles et qu'elles ont ou non la possibilité de conserver, cela sera primordial pour permettre la résilience familiale face à la migration et l'exil.

Pour certains, la famille nucléaire représente la seule continuité dans une trajectoire découpée par des départs successifs et des pertes autant économiques que psycho-sociales. Pour d'autres, la famille représente un ressourcement et un support redécouverts dans la migration : là encore, dans des trajectoires en ruptures géographiques et sociales, le repli sur la famille devient une modalité de survie pour ses membres. Une fois la famille stabilisée dans son nouveau milieu de vie, ses membres pourront alors se rouvrir vers d'autres groupes d'appartenance et de référence, mais ce grâce au passage migratoire qu'elle aura permis, sorte de passerelle entre deux mondes souvent fort différents et parfois même contradictoires (Michèle Vatz Laaroussi, 1999) ⁴⁰.

⁴⁰ Vatz Laaroussi M., Immigrer : une affaire de famille ,1999, *Agenda Interculturel*, 178, pp. 22-26



A.3.2.2. Les séparations inévitables qui fragilisent l'attachement

Famille étendue

Le système de sécurité traditionnel est ébranlé par la migration. La famille qui a pris la décision d'émigrer, doit faire face au deuil, à la perte de certains liens avec la famille élargie (Bullrich, Schwartz, 1992)⁴¹. Les frontières sont soudain clairement définies : on laissera derrière les oncles, les grands - parents, les frères et les sœurs et aussi les amis et les collègues de travail et le foyer familial. La famille migrante arrivera dans le pays d'accueil "nue", exposée aux contacts avec la société, sans le réseau protecteur de la vie d'avant.

Le déracinement provoque la perte de ce tissu structurant de relations que constitue la famille étendue. En effet, la famille étendue signifie une source importante de satisfactions affectives profondes: elle procure des éléments d'appartenance et de solidarité, apporte son rôle instrumental d'aide et de soutien devant les difficultés de l'existence, favorise l'ancrage du sujet à son milieu. Appartenir à une famille, c'est assumer les normes et modèles d'interactions de celle-ci. Participer aux différents sous-systèmes et utiliser cette appartenance comme repère pour s'insérer dans l'espace extrafamilial, c'est acquérir un sentiment d'identité différent.⁴²

La plupart des parents interrogés viennent de sociétés africaines et orientales qui accordent beaucoup de valeur aux rapports avec la famille étendue et les autres membres de la communauté. Ils ressentent donc la perte de ces personnes, même si tous les membres de la famille immédiate arrivent et demeurent ensemble. « *Je pense beaucoup à ma famille ; je n'ai plus vu ma famille depuis 4 ans. Je n'ai plus leur numéro de téléphone parce que maintenant ils sont en Angola. Ma tante qui est belge va partir sur place et me donnera des nouvelles.* »

Des recherches interculturelles sur les pratiques d'attachement ont montré que les nouveau-nés pouvaient adopter des comportements d'attachement à plus d'un fournisseur de soins. Ils peuvent développer des liens d'attachement à trois ou quatre personnes distinctes, dont le père. Ils

⁴¹ Bullrich S., Schwartz A. (1992) : "Immigration et maladie mentale : un équilibre fragile" *Thérapie Familiale*, 13(2), pp. 127 - 141.

⁴² Serrano J.A, La thérapie familiale avec les familles de migrants, in *Thérapie familiale* , Genève, 1989, Vol 10, N°4, pp.311-321

peuvent aussi être entourés de nombreux fournisseurs de soins et créer leur principal lien d'attachement auprès d'une personne (à qui s'adressent le plus souvent leurs comportements d'attachement). Il s'agit habituellement de la mère, même si d'autres membres de la famille ou de la communauté peuvent jouer un rôle important dans l'attachement. Lors du processus de migration, la perte des rapports avec ces personnes peut considérablement influencer le développement de l'enfant. Certains enfants de notre échantillon parlent beaucoup à leurs parents de ceux qu'ils ont laissé derrière eux : *« Elle parle sans cesse de ma petite sœur, sa tante restée au pays, qu'elle considère comme sa mère, déjà au pays elle l'appelait « maman » alors que j'étais toujours avec elle »*
« On pense sans cesse à ma mère et il parle sans cesse de sa grand mère : « maman quand est ce que grand-maman va venir nous voir ? ». Il ne l'a pas vue depuis 3 ans. Ma maman m'envoie des choses de là-bas, des épices, des aliments. »

Dans notre culture, l'importance du pouvoir façonnant des enfants entre eux a été sous-estimée.
« Ici mon fils est assez seul et en classe il est content de voir ses amis alors il a envie de jouer car il a ce manque de la relation avec son frère qui est resté au pays » Dans la culture africaine les grands frères et les grandes sœurs peuvent participer au développement des plus petits ; c'est ce que nous avons constaté dans les familles nombreuses, où l'ordre et le calme régnaient, les plus grands s'occupant des plus petits *« mon propriétaire est étonné de voir qu'avec mes 6 enfants, il n'y a aucune trace sur les murs, mes enfants sont très sages et les grands aident les petits »*

Famille proche

Des familles perdent des membres pendant le processus de migration. Ces derniers sont victimes de guerre, de violence politique ou bien se retrouvent séparés de la famille durant l'évasion du pays d'origine.

Dans notre étude, les trois seules familles arrivées ensemble en Belgique (parents et enfants) sont toutes orientales mais deux d'entre elles ont vécu un divorce après la migration, 2 pères de famille africains attendent toujours leur épouse depuis plus de 3 ans, 2 femmes sont arrivées comme mères célibataires et le sont toujours, et 5 familles africaines ont vécu des retrouvailles après 3 ou 4 ans pour la plupart.

Pour l'une de ces familles, c'est après quelques mois qu'ils ont vécu ces retrouvailles-surprise, comme un soulagement immense à leur souffrance : le père avait été emprisonné au Congo pour engagement politique et la mère de son côté avait fui suite à un viol devant ses 6 enfants, représailles que les soldats lui ont fait vivre suite à la fuite de prison de son mari. Elle est arrivée en Belgique avec ses 6 enfants, tous traumatisés par ce qu'ils avaient vécu. C'est grâce à l'administration belge qu'ils se sont retrouvés !

« Je ne savais pas que si ma femme était vivante ou pas, et elle de son côté ne savait pas non plus si j'étais vivant. Moi j'ai été accueilli dans un centre d'accueil en Flandre et ma femme à Yvoir. C'est la Belgique qui s'est rendu compte par les données, que nous étions mari et femme et qui nous ont réuni. Ils ont vérifié à nouveau le nom que je donnais de ma femme et de mes enfants avec les dates de naissance, et le nom qu'elle donnait des enfants et de moi, et ils nous ont fait nous retrouver. Je pense que Dieu ne pouvait permettre que je disparaisse et que je laisse ma femme seule avec tous ces enfants. Elle est encore si jeune ! C'est depuis que l'on s'est retrouvés grâce à Dieu en Belgique que cela va mieux pour eux. Car c'est la main de Dieu qui nous a sauvé la vie à tous les deux et les a fait se retrouver tous sains et saufs ici ».

Cette famille ressent réellement la Belgique comme un pays d'accueil et de protection... et elle la remercie de cela.

De nombreux réfugiés ont été séparés quelques années de leur épouse avant que celle-ci ne vienne les rejoindre. Certains pères n'ont pas encore revu leur épouse depuis longtemps. Parfois les enfants viennent et attendent en vain que leur mère ne les rejoigne... Ce genre de séparation a non seulement des répercussions sur les enfants laissés derrière, mais aussi sur la capacité des

parents de répondre aux besoins (et donc de favoriser un sentiment d'attachement sécurisant) des enfants qui les ont accompagnés. De nombreux parents ont dû laisser des enfants derrière au moment de s'échapper. Ils trouvent cela très difficile: « *Là-bas ma famille est contente du fait que j'ai pu échapper à tout ce que j'ai vécu. Il ne reste plus grand-chose comme famille, beaucoup sont morts. Il reste la mère de ma femme qui s'occupe de mes deux enfants de 5 ans et 3 ans. C'est ce qui est insupportable pour moi maintenant. Quand leur maman était avec eux c'était mieux (elle est arrivée il y a quelques mois avec deux de ses autres enfants); je n'arrive pas à dormir quand je pense à eux et ma femme me reproche de l'avoir fait venir sans eux; mais que puis-je faire* »

Un père a fait venir sa fille mais n'a pas su faire venir sa femme. Ce qui arrive souvent c'est que les parents n'expliquent pas à leur enfant pour quoi ils doivent vivre cette séparation d'un de leurs parents et cela a des conséquences néfastes sur l'enfant. Nous reparlerons de cet aspect dans le chapitre sur l'école car c'est une des constatations que font les directions d'école.

« ma femme n'est pas là; j'ai essayé d'obtenir son visa via l'ambassade mais juste au moment où on l'avait obtenu elle est tombée gravement malade: on l'a ensorcelé par jalousie parce qu'elle parlait de partir en Europe. Depuis qu'on n'en parle plus elle n'est plus jamais malade. Je n'essaie plus de la faire venir. Ma fille habite chez ma mère; elle a beaucoup de problèmes à l'école, elle est très nerveuse. Ma fille ici, elle se demande pourquoi sa maman n'est pas là... on le lui a pas expliqué On croit toujours en Afrique que nos enfants, il ne faut pas leur dire tout»

La perte de son chez-soi et de son sentiment d'appartenance a un grand impact sur la relation parent enfants. Si les parents ne se sentent pas entourés ou en sécurité, il leur est difficile de sécuriser leurs enfants. En plus de devoir eux aussi composer avec la perte de leur chez-soi, les enfants ressentent la souffrance de leurs parents et leur incapacité à les sécuriser et à leur procurer soutien et sentiment d'appartenance. La situation est encore plus difficile pour des familles de réfugiés ayant vécu des traumatismes de guerre, mais cet aspect sera discuté dans le chapitre « enfants réfugiés de guerre » vers la fin de ce rapport. Mais souvent nous voyons qu'en dépit des nombreux défis auxquels ils font face, bien des primo-arrivants font preuve d'une grande résilience et arrivent à favoriser un sentiment d'attachement sécurisant chez leurs enfants.

A.3.2.3 . Naissance d'un enfant en Belgique après la migration

Un père africain répondait à la question « qu'est ce qui fait votre force en Afrique face à l'adversité ? » *« Notre force en Afrique ? Ce sont les enfants et la musique ! »*

Lorsqu'il y a une nouvelle naissance dans la famille après les retrouvailles (c'est le cas de trois des familles de notre échantillon), nous avons constaté une joie de vivre retrouvée pour toute la famille, ces nouveaux-nés devenant source de résilience pour les parents *« Nous venons d'avoir un bébé et c'est une grande joie pour nous ! Regarde elle est belge comme toi ! »*

A.3.2.4. Monoparentalité et attachement

Les difficultés rencontrées en situation de monoparentalité vont se poser avec plus d'acuité chez les femmes immigrées en fonction des facteurs de précarité propres à chacune et en fonction du profil personnel de chaque femme. L'isolement social, le maintien dans la sphère privée, et la méconnaissance d'un tissu social dont elles ont été tenues à l'écart, la méconnaissance de la langue française, la rupture avec la famille d'origine, l'absence d'expérience et de qualification professionnelle, la difficulté à assurer des fonctions parentales traditionnellement réservées aux hommes, la difficulté à obtenir un statut juridique stable, la méconnaissance des voies juridiques, la dégradation d'une image de soi par l'humiliation du rejet sont autant de facteurs de risques

pour les familles monoparentales immigrées. Combinées, celles-ci peuvent placer la femme et ses enfants dans une précarité durable.⁴³

Les mères célibataires de notre échantillon ont toutes eu un deuxième enfant lors de la migration, et même si c'est difficile, cet attachement nouveau est source de résilience « *depuis que j'ai une petite fille, je ne me sens plus seule* ».

Pour les femmes qui ne s'entendent pas nécessairement qui ont divorcé suite à la migration, cela est encore plus difficile à vivre parce qu'un deuil a dû se vivre en situation de migration : elles ont quitté leur famille élargie et leurs parents, très importante source de protection.

Le manque de possibilité de socialisation est d'autant plus difficile à vivre pour ces femmes orientales de notre échantillon qu'elles ne sont pas facilement autorisées par leur religion à établir des liens à l'extérieur, si ce n'est avec d'autres femmes de la même culture. Or dans notre échantillon, ce sont celles qui cumulent tous ces désavantages : divorce, non connaissance de la langue, nationalité peu représentée et donc très peu d'«amies sur qui compter» : « *Moi je n'ai que ma grande sœur avec qui je suis arrivée d'Irak pour la même raison ; elle est comme ma mère, je me confie à elle pour tout ; c'est elle qui m'a enseigné à m'appuyer sur mon Dieu pour tenir le coup, elle vit comme une « cloîtrée » et nous avons décidé ensemble de mettre le voile car il n'y a plus que Dieu qui compte, on a tout perdu* »

A.3.2.5. La langue et l'attachement

L'incapacité de communiquer au sein de la communauté de vie dans sa langue maternelle a un impact sur l'attachement. Certaines mères ont fait part de leur difficulté à s'exprimer en français, et des sentiments de frustration, de solitude et de dépression que cela entraîne.

« *Moi je ne connais pas rien, les enfants ne connaît pas rien, est ce que ça c'est bon. Moi je ne comprends ici rien. Si moi je comprend le français je vais travailler un peu un peu ...* »

A.3.2.6. Vécu du couple après la migration et attachement

Lors de la migration, les «familles» sont réduites, restreintes a une conjugalité forcée, jusque là fort peut habituelle, voire prohibée. Les relations inter-individuelles ne peuvent plus bénéficier ni des secours ni des médiations - non plus que des compensations- du groupe familial de même sexe. Les parents, comme époux et épouse, sont ici affrontés dans une relation nouvelle, réduite à une dualité, toujours difficile à assumer en l'absence d'idéologie de couple, de représentation et projet d'une famille conjugale.

A.3.2.7. Impact de la déclassification professionnelle sur l'attachement

Les pères, par leur qualité, leur autorité et leur responsabilité de chefs de famille, se trouvent influencer l'avenir de la famille tout entière, selon le comportement qu'ils peuvent adopter face au stress migratoire. Plusieurs comportements réactionnels des pères à la situation de stress qu'entraîne la migration et la déclassification professionnelle sont possibles:

- une crispation paternelle sur les valeurs et comportements représentés comme «traditionnels», parfois alors exacerbés, sous forme d'excès d'autoritarisme et de violence ; nous avons vu ainsi une femme du Moyen-Orient refuser de chercher un travail nécessaire pour maintenir son droit au CPAS et donc préférer perdre l'aide financière afin de ne pas faire vivre cette humiliation à son mari qui n'avait pas le droit de travailler. Celui-ci enfermait sa femme et ses enfants dans la maison lorsqu'il sortait.

⁴³ MOKHLES R., Séparation et monoparentalité en immigration: des difficultés et des solutions particulières, 2002, OSMOSES, 22, pp. 23-26

- une démission paternelle qui entraîne le discrédit et la perte définitive de l'autorité paternelle ;

- ou au mieux une adaptation du père aux changements. Bien que l'origine culturelle influence la façon dont les conjoints s'impliquent dans la maison en général, les circonstances migratoires sont telles qu'en modifiant la structure familiale elles incitent les hommes à modifier leurs comportements et leur rôle. C'est le cas de la plupart des pères africains de notre échantillon : ils adoptent des comportements qui ne correspondent que partiellement aux normes de leur pays d'origine, sans toutefois se mouler entièrement à celles de leur pays d'accueil. De façon générale, les circonstances qui prévalent depuis leur arrivée amènent les conjoints non seulement à accroître et à diversifier leur implication parentale, mais aussi à devenir des confidents. Les obstacles dits culturels étant absents, tout comme la parenté, ces derniers ont plus d'espace pour participer à la vie familiale sans risquer de s'exposer aux jugements de valeur des pairs. Ainsi un père africain explique t'il tout le changement qu'il a dû accepter de faire pour s'adapter à la situation où sa femme travaillait à l'extérieur : « *Moi au pays si je venais dans la cuisine, ma mère me chassait ! je suis arrivé ici et je ne savais pas cuisiner ! C'est une question d'honneur et du « qu'en dira t'on » social : si une famille visite une autre famille et voit le père cuisiner, il sera la risée de tous et on ne l'invitera même plus à boire un verre » Mais ce « qu'en dira t'on » disparaît ici en Belgique , sauf dans certains couples, par adaptation aux circonstances qui forcent les pères à se mettre à la tâche. Aujourd'hui, on s'est adapté aux circonstances et on a appris... »*

Il y a une crise de valeurs au niveau du couple et cela peut mener au divorce parfois avec tout le cortège de souffrances que cela entraîne chez les uns et les autres, y compris l'enfant. Le comportement paternel s'avère donc tout à fait déterminant quand aux possibilités d'adaptation aux changements, ou à l'inverse, au possible développement de problèmes psychosociaux et familiaux. Il est nécessaire que l'on pense à donner la possibilité à ces pères de conserver une estime de soi en leur permettant de travailler et de subvenir aux besoins de leur famille.

Conséquences sur les enfants primo-arrivants

Les fonctions de la famille, y compris la socialisation, sont étroitement dépendantes de la place que la famille occupe dans l'organisation sociale et dans l'économie (Serrano, 1989). Si la fonction du père s'affaiblit c'est la représentation de l'univers social tout entier qui se trouve menacée. Le rôle d'enfant « parentifié » devient complémentaire à la perte d'autorité des parents. Une des conséquences des bouleversements économiques et culturels subies par les familles est sans contredit la *responsabilité accrue des enfants* à la fois pour appuyer matériellement les parents et pour leur servir de soutien émotif dans les moments difficiles. Beaucoup de ces enfants rapportent d'une à deux journées d'absence scolaire par mois afin de guider un parent dans les dédales des services administratifs ou de santé. Leurs talents de traducteur sont mis à contribution dans des situations parfois délicates.

Ces épreuves peuvent assurément conduire à un sentiment de fierté, de compétence et de débrouillardise. Plus tard, certains de ces enfants seront plus entreprenants, sauront qu'ils sont bien en mesure de compter sur eux-mêmes et ne s'attarderont pas trop dans la dépendance de l'adolescence. Mais il faut aussi prendre note que la demande dépasse souvent les capacités et peut conduire à des états d'anxiété et de dépression. L'autre versant du renversement est la difficulté pour les parents de conserver leur ascendant sur les enfants.

L'impact sur l'enfant ne se fait pas sentir si le père est déclassifié ou non, mais bien s'il a ou pas un travail. Le taux de psychopathologie trouvé par Tousignant (1995) au Québec chez les enfants est beaucoup plus élevé si le père n'avait pas d'emploi, ou s'il avait été absent du marché du travail pendant plus de six mois depuis son arrivée. Dans son échantillon, 37 % des pères avaient déjà vécu une inactivité de plus de six mois, et les enfants avec un tel père avaient 80 % plus de probabilités d'avoir une mauvaise santé mentale que lorsque le père n'a pas eu cette expérience.

A.3.2.8. Attachement et importance de la présence d'une communauté culturelle d'appartenance

Les relations de travail et/ou de voisinage ici en Belgique ne parviennent pas à compenser la carence de la famille étendue.

Le vécu culturel et religieux de la famille et la représentativité ethnique dans le pays d'accueil favorisent un microcosme semblable à ce qu'ils connaissaient auparavant et permet de rompre l'isolement dans un premier temps.

Les familles congolaises par contre sont sans cesse entre elles et ce dans des associations ethniques ou dans des associations religieuses, ou encore par des amitiés et des connaissances.
« Le réseau social des africains noirs est d'abord fondé sur les gens qui les aident et les écoutent ; déjà ils arrivent ici ils sont perdus. Si c'est des congolais ils ne voient plus l'ethnie, ce n'est qu'après quand ils ont plus leurs racines ici qu'ils vont rechercher « qui a connu mon père là-bas », mais sinon c'est entre congolais qu'ils se retrouvent. Les congolais sont forts pour se rencontrer et parler du pays d'origine et voir comment faire pour agir, mais on appelle ça les « cancans de salon » où finalement l'action ne suit pas. C'est cela le problème. Ils 'arrivent pas à agir. Nous n'avons pas la culture des arabes de la violence, nous avons la culture de la négociation ».

La tendance des groupes ethniques ou nationaux à se concentrer dans certains espaces privilégiés, sans remplacer la famille étendue, assure partiellement le maintien de l'identité culturelle. Les familles de tribu peule, guinéennes ou du Sierra Leone, sont de plus en plus représentées et se retrouvent beaucoup entre elles, surtout en ce qui concerne les hommes. Malheureusement, nous avons remarqué que ceux-ci interdisent souvent à leurs épouses de voir des personnes à l'extérieur ; peut être cela est-il lié à leur culture musulmane. Les familles peules rencontrées sont très fières de leur origine et sont de plus en plus nombreux à Bruxelles. Il parlent de leur langue avec beaucoup de fierté : *« c'est le « peul » ou « foulla » ; d'ailleurs on commence à l'enseigner ici aussi... »*. *« Les peuls sont les « nomades de l'Afrique ».*⁴⁴

La communication et l'interaction humaine sont facilitées par l'existence d'une culture commune. Lorsque cet accès à une masse critique de personnes de son groupe ethnique est assurée à une famille primo-arrivante, elle exerce un effet salutaire sur la santé mentale des familles primo-arrivantes.

Des familles dont la représentativité ethnique est faible (dans notre cas les familles palestinienne, irakienne et libanaise) ont beaucoup moins de contacts sociaux que les familles africaines ; de plus souvent les familles réfugiées venant de pays en guerre ont parfois des raisons d'éviter de fréquenter des personnes de leur pays d'origine pour raison de sécurité.

« Nous n'avons confiance en personne, même les quelques palestiniens que nous connaissons, nous nous en méfions »

De même, les familles togolaises s'évitent aussi, mais cette attitude est due à la dictature dans leur pays d'origine et à la méfiance ethnique installée depuis des années au Togo : *« je n'aime pas côtoyer les togolais. Depuis le pays 'est comme ça : on est divisés ! Tout le monde se méfie de tout le monde. On est depuis 40 ans avec « le vieux » (le dictateur) Moi je préfère être avec le turc qui est juste au dessus de moi, des amies rwandaises de l'école ... ».*

⁴⁴ Appelés « *fulani* » par les anglais, et « *fellah* » par les arabes, les peuls sont le peuple nomade le plus nombreux au monde (au moins 16 millions) et se retrouvent dans plusieurs pays d'Afrique : Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée, Guinée-bissau, Sierra Leone, Liberia, Mali, Burkina Faso, Togo, Bénin, Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun, république centre Africaine... Leur langue peut être écrite avec les caractères arabes ou latins. Il comprennent actuellement un grand nombre de peuples qui sont devenus peuls lors de l'islamisation.

A.3.3. Sens de la migration, acculturation et résilience familiale

Si la famille primo-arrivante trouve un sens à sa migration, elle saura dépasser les vicissitudes matérielles, mais si elle ne le trouve pas, elle risque de basculer dans un fonctionnement défensif qui aura des conséquences néfastes pour l'enfant également.

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à donner un sens à la migration ?

Reprenons les facteurs cités par Al Badawi (2002)

- la longueur prévue dans le nouveau pays et donc le projet migratoire, le fait que la migration soit volontaire ou non
- l'accomplissement des attentes
- l'obtention des papiers
- la façon dont on est traité dans les institutions officielles
- les attitudes du pays d'accueil envers le groupe ethnique du migrant : elles influent, à leur tour, sur la façon dont ce groupe particulier sera accueilli et pourra entamer un processus d'intégration

Nous y ajoutons un facteur primordial : les valeurs culturelles et religieuses déjà présentes avant la migration et que nous avons citées en facteur pré-migratoire, mais celles-ci prennent une importance énorme après la migration. Même dans la société laïque qu'est la société belge, les familles primo-arrivantes puisent dans leurs convictions et leurs valeurs la force et le sens pour porter les grandes difficultés auxquelles ils doivent faire face. Ces valeurs se retrouvent d'ailleurs être parfois source de conflit lorsqu'elles entrent en contact avec les valeurs de la culture occidentale. Ce point a déjà été discuté en partie dans la première partie de ce rapport avec le paragraphe « équilibre familial avant les traumatismes » en ce qui concernait le couple et le divorce. Nous discuterons ici d'autres conflits de valeurs qui ont beaucoup plus d'influence sur le sens de leur migration : elle révèle les questions que des parents primo-arrivants se posent après le choc de la réalité que représente le pays idéal auquel ils s'attendaient : Ces questions sont celles des parents qui sont arrivés dans l'année « pourquoi sommes-nous venus ? » « Avons-nous bien fait d'amener ici nos enfants ? » « Comment conserver notre propre culture dans ce pays ? », « comment aider ceux que nous avons laissé dans notre pays en guerre ? » C'est tout l'engagement politique, culturel et religieux qui va motiver le sens de l'engagement social de certaines familles plus que d'autres, puisque certaines d'entre elles, réfugiées, avaient cet engagement politique et religieux déjà avant la migration, engagement qui leur a coûté la persécution et la fuite.

Mais la question principale des parents primo-arrivants qui sont en Belgique depuis 2 ou 3 ans, voire même après des années, se trouve être celle de l'obtention des papiers. Elle conditionne le deuil définitif du retour au pays, et l'inscription dans le pays d'accueil.

L'inscription dans le temps lors de l'acculturation est ici fondamentale pour comprendre tous les conflits qui peuvent parfois durer des années lorsque cette attente se fait trop longue. Plus cette attente dure, plus la santé mentale des familles se fragilise. Une enquête faite par FEDASIL sur la santé mentale des réfugiés dans les centres d'accueil en témoigne⁴⁵.

A.3.3.1. Le processus d'acculturation : la santé mentale est fragilisée

Comme nous l'avons dit, dans le pays d'accueil, le système familial est confronté à une écologie, à un nouveau contexte qui, dans la plupart des cas, lui sont inconnus. Cette confrontation fait sentir, parfois pour la première fois, la discontinuité de son histoire qui le confronte, lui et sa famille, à l'expérience du déracinement. De plus, ce changement de contexte crée des confusions

⁴⁵ <http://www.fedasil.be/home/attachment/i/2693>

au niveau des règles et codes qui donnent un sens aux relations interpersonnelles. Les comportements et messages habituels n'ont plus maintenant les mêmes significations et ne définissent plus les mêmes types de contextes parce que le «contexte de contextes» a changé. A partir de cela, le danger d'apparition d'un «syndrome transcontextuel» est grand (Barudy, 1989). Différentes phases scandent la réinstallation dans le pays d'asile, elles traduisent l'évolution à la fois psychologique, sociologique et économique qui caractérise les modes d'intégration.

1^{ère} étape : phase euphorique et de soulagement

Dans un premier temps les primo-arrivants expérimentent des sentiments positifs d'espoir et d'attentes qui améliorent leur état émotionnel. Cette période se continue de différentes façons suivant différents facteurs. C'est la période euphorique. Pour les réfugiés le fait d'avoir eu la vie sauve et de retrouver les membres de sa famille est une étape de grand espoir : *« C'est depuis que l'on s'est retrouvés grâce à Dieu en Belgique que cela va mieux pour eux. Car c'est la main de Dieu qui nous a sauvé la vie à tous les deux et les a fait se retrouver tous sains et saufs ici ».*

Tous les réfugiés disent leur soulagement d'avoir la vie sauve, et ils l'attribuent tous à Dieu. Ils gardent ce sentiment positif même quand ils attendent depuis plusieurs années d'avoir les papiers : *« Ici en Belgique c'est la sécurité. En Afrique il n'y a pas de justice. Si quelqu'un donne de l'argent, en deux minutes tu pars. On peut t'empoisonner pour rien, même pour un motif de jalousie. Ici cette peur là est partie. C'est Dieu qui me donne cette assurance que je suis en sécurité. »*

La réinstallation est un événement positif car c'est le moment où elles vont revivre avant que ne s'installe un relatif équilibre. Les familles arrivent éprouvées par une série d'expériences plus ou moins traumatisantes et puis dans un pays en paix, elles peuvent reconstruire des projets et recommencer une vie nouvelle mais cela représente une source de stress non négligeable.

2^{ème} étape : deuil des séparations familiales et deuil culturel

Mais la période euphorique ne dure pas. Le temps qui passe marque l'expérience affective de séparation de la famille, du terroir et de la mise en jeu des projets personnels. Au début de son expérience de la migration, en tant qu'elle est un arrachement à la familiarité, elle oriente l'investissement identitaire des individus vers le passé et vers le futur. Le passé est fait de nostalgie ou de remords.

Les conditions matérielles imposent en général au primo-arrivant une frustration précoce, les gratifications immédiates sont différées, le présent mis entre parenthèses au profit d'un investissement dans des projets de mobilité sociale ou dans le travail nécessaire au soutien des parents demeurés au pays.

« Au départ, je venais en Belgique juste en tournée pour le boulot. C'était un lieu de travail. Là bas, on n'a pas envie de venir vivre en Europe quand tout va bien ! On est attachés à notre pays ! Mais c'est l'insécurité qui pousse tout le monde à fuir »

Lorsque ce soutien des parents restés au pays n'est pas possible parce que le père de famille ne peut pas travailler dignement tant que les papiers de réfugiés ne sont pas accordés, le sens de la migration est remis en question : *« Mon frère est décédé parce que je n'ai pas pu payer l'opération nécessaire à sa survie, qu'est ce que je fais ici en Belgique si je ne sais même pas gagner ma vie pour payer ces 600 euros qui auraient pu sauver la vie de mon frère ? »*

C'est ainsi que l'exil sans retour est unimaginable, ce serait une double défaite, comme si les exilés accordaient le triomphe définitif à ceux qui les avaient bannis.

C'est notamment l'idéalisation du pays et de ses symboles, processus qui survit pratiquement pendant toute la durée de l'exil et qui est différent de la nostalgie qu'éprouvent également d'autres groupes de personnes qui doivent rester longtemps à l'étranger.

« On souffre beaucoup de la part des personnels de l'école, de la façon dont ils traitent mon fils, ils le mettent dans un coin durant la classe et il ne peut pas bouger ; même en Irak, qui est un pays du tiers monde on ne traite pas les enfants ainsi. Je le sais car mon travail concernait les enfants dans les écoles. »

Puisqu'il ne vit pas psychologiquement ici et maintenant, le migrant économique conçoit le temps que durera son séjour hors du pays comme une étape entre parenthèses, une sorte de vie provisoire, en attendant de pouvoir revenir à la vraie vie, celle qui se déroule au pays.

« Auparavant on voyageait beaucoup, mais on habitait en Irak, et on y était bien. L'asile en Belgique est une nécessité, mais l'attente des papiers se fait toujours longue (depuis 3 ans) et cela m'empêche de vivre une vie normale. Exemple, je ne sais pas louer un DVD avec la carte orange. J'ai peur de sortir d'ici, je reste souvent à l'intérieur de ma maison. Je me sens en Belgique comme dans une vaste prison car j'aimerais pouvoir voyager en Jordanie et aller voir ma mère. »

Ceci paralyse toute activité constructive, d'autant plus que le migrant a très souvent des difficultés à renoncer à d'anciens objets d'amour.

« Oh oui on pense sans cesse à ma mère et mon fils parle sans cesse de sa grand-mère. Il chatte avec elle sur internet. « Maman quand est ce que grand maman va venir nous voir ? » demande t'il sans cesse. Il ne l'a pas vue depuis 3 ans. Ma maman m'envoie des choses de là-bas, des épices, des aliments. »

Seuls mais aussi en groupe, il leur faudra accomplir le travail d'élaboration du deuil. Le travail de deuil se caractérise par le manque d'intérêt pour le monde extérieur, il passe par un détachement nécessaire des souvenirs pour rompre les liens avec l'objet anéanti ou disparu.

Cette période est le début d'une période de deuil plus ou moins longue. La perte d'une enveloppe culturelle et affective peut se vivre sur différents modes de déni, de dénégation, de refus et des mécanismes d'accommodation par temporisation réflexive : « je ne peux pas revenir car j'ai peur », dominée par des sentiments de culpabilité et de désespoir.

« Il y a une semaine, je n'en pouvais plus de la situation d'incertitude en Belgique et j'ai dit tout haut devant mon fils que j'aurais bien aimé retourner en Irak... « Non maman, si toi tu retournes, moi je reste car sinon on va me tuer ». Et c'est réel, s'il retourne on le tuera aussi comme son frère. C'est pourquoi, maintenant, je n'ai plus qu'à accepter de rester ici. »

Sentiments de culpabilité pour ceux de la famille et des amis qui sont toujours dans le pays d'origine, dans des conditions économiques et politiques très difficiles.

Ainsi pour Monsieur H. du Rwanda, la vie au pays n'était pas facile à cause de la situation de guerre et du fait que monsieur est de mère tutsi et de père hutu et que ses parents ont été tués en 94. Il a dû prendre en charge ses frères survivants. Ils ont dû déménager souvent. Et ensuite après sa fuite de la prison, sa femme a été poursuivie et a dû s'enfuir en Tanzanie puis en Ouganda où elle est toujours depuis 4 ans avec un de leurs enfants « il pleure sans cesse au téléphone : « papa pourquoi tu nous as abandonné maman et moi ? » Si je n'avais pas la foi, je me serais suicidé depuis longtemps. C'est trop dur pour moi ! » Son autre fils est avec lui en Belgique : « Ce que je crains pour lui c'est sa demande constante : » quand est ce que maman va venir ? » Un fois je lui ai dit : « elle viendra le 22 décembre », et il a compté les mois et un an après, le 22 décembre il me dit « alors maman va venir aujourd'hui ? » Je ne sais pas comment lui expliquer. Je veux lui donner l'espoir. Mais lui il n'oublie pas !!! »

Ces types de réactions sont particulièrement fréquents parmi les réfugiés politiques soumis à des situations traumatisantes aiguës. Sous l'emprise d'une culpabilité oppressante d'avoir laissé sa famille là-bas, et à cause des événements qui ont précédé son départ et les conditions qui l'ont

entouré, l'exilé s'interdit de vivre au présent, la souffrance de ses proches là-bas au pays est beaucoup plus « présente » que le présent ici. (Vasquez, 1994)⁴⁶.

Plus le temps passe, plus le réfugié ressent une obstruction du futur qui paralyse son activité, multipliant ses difficultés d'intégration ou remettant en cause des situations déjà acquises, et ceci d'autant plus intensément que l'attente des papiers se fait longue.

« Moi mon projet c'est que je veux être stable ; quand tu as la stabilité tu peux envisager quelque chose, préparer l'avenir des enfants comme un homme mûre. Nous avons eu un passé, mais ce que nous faisons maintenant c'est pour notre avenir et celui de la famille. Je projette beaucoup de choses mais je n'arrive pas à les réaliser parce que je n'ai pas de papiers. J'ai beaucoup de projets. J'aime travailler, développer des choses. J'ai la volonté mais je n'ai pas le pouvoir. Je sens que je suis bloqué. »

Si la nation appartient au cœur du réfugié et de ses représentations, parfois elle le considère comme un traître à la patrie. Le pays du réfugié devient imaginaire car son gouvernement ne le reconnaît plus comme citoyen. Certains pays interdisent le retour à leurs ressortissants qui avaient fui et sont déchus de leur nationalité. Le réfugié n'est plus une personne civique. Parfois il rejette son pays d'origine pour pouvoir illusoirement s'assimiler et s'intégrer dans le pays d'accueil. Mais tant qu'il n'a pas reçu les papiers, c'est une situation impossible à vivre.

Les sentiments de désespoir concernent leur futur et les nombreux défis à surpasser. C'est une période à risque pour le primo-arrivant, car il vit dans un état d'anxiété et de stress, se manifestant de différentes façons, et parfois par des manifestations psychosomatiques.⁴⁷

Des mécanismes de compensation sont mis en jeu pour éviter la perte d'objets d'amour anciens, plus ou moins mis en cause par la pression du milieu. Ils tendent à préserver l'identité, soit à travers une idéalisations du passé, soit par le refus d'accepter la réalité actuelle, soit enfin par le rejet massif de la société d'accueil. (Serrano 1977)⁴⁸

Alors que les conflits internes des pensées et des sentiments et des souhaits semblent insolubles, s'exprime une hyperémotivité : pleurs, colère, rires.

Les modes de communication sont bloqués par les processus de défense et d'évitement et de non-dit, des formes de communication paradoxale peuvent s'installer, accompagnées de violence, qui sont une répétition du trauma. L'on peut ainsi noter une rigidité des rôles familiaux et une agressivité les uns envers les autres dans la famille. (Bertrand, 2000)

Les souvenirs sont ravivés lors des conflits dans la famille qui prennent une tournure persécutrice avec le sentiment confus de rester sans aide, la constitution d'une vision duelle du monde avec des bons et des méchants.

Une des familles de notre échantillon a développé de façon massive un tel mécanisme de défense familiale face à l'ensemble des barrières qui se sont dressées devant eux. Elle est présentée en étude de cas dans le paragraphe A.3.3.8.

3^{ème} étape : la transculturation

Dans la mesure où le temps passe, inéluctablement le deuil s'élabore et le primo-arrivant commence à atterrir psychologiquement dans son pays d'accueil.

Le temps chronologique, assignant des données précises, situe le migrant dans un cadre matériel strict. Ce temps comporte, par exemple, l'organisation systématique du processus d'intégration

⁴⁶ VAZQUEZ A., XAXIER DE BRITO A. La situation d'exil : essai de généralisation fondé sur l'exemple des réfugiés latino-américains, 1994, MIGRATIONS SANTE, 78, pp. 89-104

⁴⁷ Ces manifestations seront développées dans le paragraphe suivant : les conséquences du deuil culturel sur la santé physique des primo-arrivants.

⁴⁸ J.A. Serrano, Espace, temps et identité chez le migrant. In : *Acta psychiatrica Belgica*, 1977, 77, 623-638

administrative. Le migrant doit adapter son comportement aux prescriptions administratives concernant le permis de travail, la régularisation du séjour, la carte d'identité, le délai maladie-invalidité. Le migrant venant en général des zones rurales a plus de difficultés à s'adapter à la rigide chronologie du travail industriel. Les nouveaux comportements provoquent des changements profonds des pratiques culturelles ancestrales. La notion du temps est vécue différemment de leur pays d'origine, souvent elle les met dans des situations difficiles.

Ainsi un père analphabète guinéen, n'avait-il pas compris que s'il restait au pays trop longtemps pour aller chercher sa famille, lorsqu'il revenait, il n'avait plus droit au chômage.

« Mais si j'avais su que ça allait se passer comme ça et que j'allais perdre mon travail et ne plus recevoir d'aide du CPAS je n'aurais pas été les chercher »

Acquérir une nouvelle culture tout en ayant été socialisé dans une culture autre suppose des conflits avec soi-même, car il ne s'agit pas seulement d'une adoption d'habitudes et de comportements visibles, mais de la mise à l'épreuve des différentes images de soi et des normes qui structurent la personne. C'est un processus imperceptible, dont les racines s'enfoncent dans l'étape précédente, et qui soudain apparaît dans toute son ampleur.

Cette étape est commune à l'ensemble des personnes déplacées, car toute personne qui doit vivre pendant un laps de temps prolongé en dehors de la culture où elle a été socialisée développe un processus de transculturation. Ce processus est inévitable, de nombreux exilés qui ont décidé de rentrer dès que cela leur sera possible et qui ne finissent pas psychologiquement d'atterrir en exil, entament ce processus malgré eux, sans s'en rendre compte.

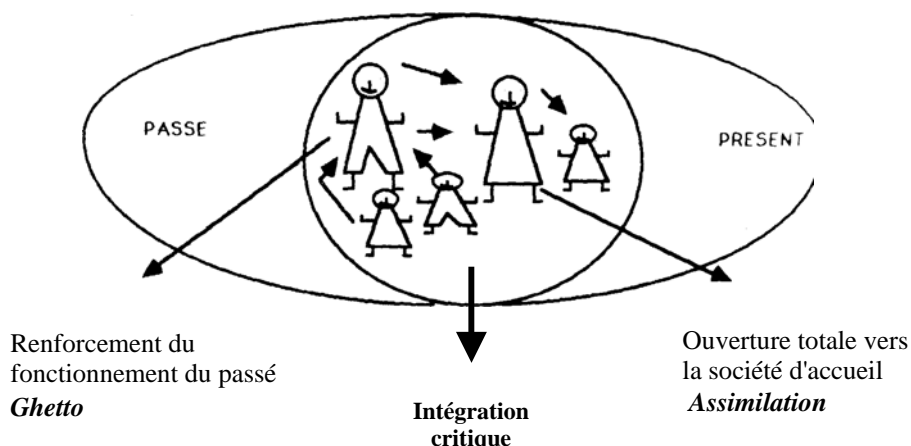
A.3.3.2. Types d'acculturation des familles

Dans ses contacts avec la société d'accueil, le migrant se comporte selon les référents de son univers socio-culturel. L'apprentissage des modes alternatifs d'interaction se fait progressivement en fonction de la proximité interculturelle et de la capacité du groupe familial à intégrer des nouveaux « patterns » de comportement. (Serrano, 1989)

Le groupe familial s'enrichit dans cet échange. Les nouveaux arrivants doivent concilier et combiner leur culture ancestrale et celle du pays hôte, créant ainsi des schémas d'acculturation divers, dont certains posent probablement des risques pour la santé alors que d'autres pourraient exercer un effet protecteur.

D'après Barudy (1989) un ensemble de mécanismes sont déclenchés dans la famille pour trouver une situation d'équilibre qui s'effectue à partir de deux forces :

- le renforcement et le maintien de la structure familiale telle qu'elle existait antérieurement
- l'utilisation de la tendance au changement



Certaines familles et groupes de primo-migrants ou réfugiés activent surtout leurs tendances à renforcer les fonctionnements préexistants, de leur pays d'origine. D'autres activent totalement leur tendance au changement, s'ouvrant exagérément à la société d'accueil.

Le premier cas est peut-être nécessaire et salutaire dans un premier temps, dans la mesure où il permet un renforcement de l'identité socioculturelle de la famille et en conséquence une possibilité de défense face à la menace de désintégration que le nouveau milieu ambiant implique.

Toutefois, paradoxalement, si cela se maintient, une rigidification peut se produire dans la structure familiale, bloquant les possibilités d'échanges avec le nouvel entourage. Liées à cet état de pétrification, de la souffrance et des manifestations psychologiques peuvent apparaître.

Dans le cas d'une perméabilité excessive des frontières familiales, une fonction chaotique peut s'instaurer, laissant chez les membres de la famille, spécialement chez les enfants et les adolescents, un sentiment de non-appartenance qui pourra aboutir à des troubles graves de l'identité.

Une adaptation adéquate serait d'une part, une équilibration permettant le renforcement des structures et du fonctionnement familial d'origine, de façon à conserver et utiliser le bagage expérientiel et culturel de la famille pour faire face à la crise et, d'autre part, une perméabilité des frontières familiales et individuelles de façon à utiliser les énergies, informations et apports de la société qui accueille les réfugiés.

Le résultat de ce processus, Barudy (1989) l'a appelé «Intégration critique» et correspond à ce que les auteurs de l'approche systémique appellent l'adaptation fonctionnelle de la famille.

Nous avons remarqué que dans notre échantillon les premières familles étaient surtout représentées par les familles d'origine orientale. Ce sont des familles qui ont une représentation très faible de leur communauté d'origine, mais surtout qui ont une religion et des valeurs culturelles très différentes de la société à tradition judéo-chrétienne que nous sommes. Les familles africaines de religion chrétienne par contre ont une forte représentation de leur communauté d'origine d'une part, et peuvent se permettre en parallèle de s'ouvrir plus à la société belge avec laquelle ils partagent aussi beaucoup de valeurs.

Dans la crise du couple survenant après la migration, ces familles sont favorisées pour l'adaptation à la nécessité que la femme travaille par exemple. Alors que dans les familles arabomusulmanes cela semble souvent impossible à imaginer.

A.3.3.3. Stratégies d'acculturation des familles

Vatz Laaroussi parle de stratégies familiales d'insertion portées par les divers membres des familles immigrantes et actualisées différemment selon les contextes et situations. Ancrées dans l'histoire familiale, enracinées dans l'expérience migratoire et colorées à la fois par le pays d'origine et la société d'accueil, les stratégies familiales représentent ainsi un moteur du système familial dans ses rapports avec ses environnements réels et symboliques et ont pour fonction, dans la trajectoire de migration, de permettre au groupe familial et à ses membres de vivre au mieux le changement (Vatz, 1999)⁴⁹

Elle distingue quatre grandes stratégies familiales qui visent toutes le changement et l'insertion et qui sont pour nous différentes manières de trouver un sens à la migration :

- les stratégies de compétition
- les stratégies de réseaux
- les stratégies de promotion des différences
- et les stratégies collectivistes.

⁴⁹ Michèle Vaatz Laaroussi, Immigrer une affaire de famille, in : [0] Agenda Interculturel, 178, pp. 22-26, [0] université de Sherbrooke, Québec 1999

Voici un résumé de la manière dont l'auteur définit les différentes stratégies familiales :

- **Les stratégies de compétition** : Ce sont les plus utilisées pour les familles rencontrées. Elles consistent à se mettre dans une position de compétition avec l'extérieur de la famille, le milieu local et la société d'accueil. Toute action est posée comme une confrontation à gagner dans le libre marché féroce. Ces familles mettent aussi en compétition leurs deux sociétés en les comparant sur le plan de l'efficacité sociale. Par contre il est notable que la compétition se transporte rarement dans le domaine des valeurs, ces familles étant plutôt relativistes sur ce plan et, en ce sens, extérieures à la société d'accueil qu'elles veulent tant intégrer sur le plan socio-économique. Si le statut, à l'arrivée, n'en est pas un facteur déterminant, le rapport symbolique fort aux valeurs de la communauté d'origine, que celle-ci soit réellement ou non investie, en est une marque importante. Le rapport à la famille élargie est fort et constitutif d'un enracinement social qui permet d'entrer symboliquement dans la compétition avec les pays riches occidentaux.

- **Les stratégies de réseaux** : Elles viennent au deuxième rang pour les familles rencontrées. Cette fois-ci ce sont les relations de réseaux qui sont favorisées pour définir et viser l'insertion sociale. Le "faire sa place" est ici dépendant des gens qu'on connaît, de la variété des réseaux qu'on peut mobiliser, de l'ancrage de ces derniers dans l'espace local, de la visibilité qu'ils ont, de l'influence qu'ils peuvent avoir, etc. On n'hésite pas à aller voir le maire ou le député, on côtoie les parents des amis des enfants, les voisins, les propriétaires. La communauté d'origine peut aussi rentrer dans ces réseaux et ce, à deux titres: elle peut être utile à l'insertion fonctionnelle mais elle peut aussi assurer les relations socio-affectives. D'autre part, elles s'instaurent aussi bien dans les familles à faibles revenus qu'à revenus plus élevés.

- **Les stratégies de promotion des différences** : Il s'agit des familles qui tant à l'intérieur qu'à l'extérieur valorisent les différences comme moyen de se connaître, de se reconnaître et de "faire sa place". Loin de tenter de se fondre au milieu local, ces familles revendiquent leurs différences surtout au niveau des valeurs, mais aussi sur le plan des formations et des expertises. C'est avec ce qu'elles considèrent comme «le plus de la différence qu'elles vont entrer en contact avec la société d'accueil, la ville et la région d'implantation. On insistera sur l'apprentissage de la langue d'origine par les enfants, on portera des costumes traditionnels, on célébrera ostensiblement les fêtes religieuses et nationales du pays d'origine, on expliquera en quoi un diplôme étranger apporte un plus à l'entreprise locale, etc. Elles se développent davantage dans les familles aux revenus plus élevés. Il faut sans doute avoir une certaine sécurité économique et sociale pour jouer positivement de sa différence.

- **Les stratégies collectivistes** : Dans ces stratégies, la famille, la communauté d'origine et la société locale sont perçues comme des collectifs ayant chacun leur propre fonctionnement, se frottant et se confrontant jusqu'à une éventuelle imbrication. L'individu y est peu présent si ce n'est comme membre d'un de ces collectifs et c'est toujours par le collectif qu'il tente le changement, l'adaptation et l'insertion. Ce collectif est à la fois lieu de repli, de ressourcement, d'identité, d'appartenance et moteur d'insertion. Lorsqu'on y parle d'autonomie, de développement, d'intérêt, ce sont de ceux de la famille et de la communauté d'origine qu'il est question. C'est là que sont les références, les compétences et les connaissances sur lesquelles on va baser les processus de contact avec l'extérieur et les tactiques d'insertion fonctionnelle. C'est là aussi que se trouvent les principaux référents identitaires. Ce sont très majoritairement des familles, immigrantes de la guerre, aux faibles revenus, qui sont porteuses de ce type de stratégies. Ces stratégies sont ainsi déterminées par l'histoire collective d'un peuple et par l'évolution des rapports internationaux entre les pays plus que par des choix ou des projets individuels ou familiaux.

Nous constatons d'emblée que ces stratégies mettent de l'importance sur l'une ou l'autre des conditions fondamentales de la résilience : soit sur les besoins fondamentaux et donc matériels (compétition), soit sur le niveau relationnel et socio-affectif (réseaux), soit sur les valeurs (promotion des différences) et enfin sur la résilience communautaire comme ressource fondamentale (collectivistes). On peut donc faire l'hypothèse que ce sont des types de résilience choisis en fonction des projets migratoires, des ressources possibles, des valeurs culturelles des pays d'origine et des traumatismes vécus. On s'intéressera principalement aux stratégies collectivistes qui selon l'auteur sont le fait des pays d'ex-yougoslavie, et du parallèle que la littérature peut donner en disant que c'est par l'endossement d'une mémoire collective d'événements traumatiques que l'on peut guérir des souvenirs, par un sens porté par toute une communauté. Est-ce que ces stratégies sont les mêmes pour tous les réfugiés, quelque soit leur origine ? Il semble que non. Dans notre cas par exemple les personnes originaires du Togo, alors qu'elles vivent la même dictature depuis 30 ans, s'évitent un maximum pour raison de sécurité parce qu'elles ont appris à se craindre, et ce déjà au Togo. On peut donc se dire que ces stratégies sont vécues par des groupes ethniques plus que par groupes nationaux dans le cas de conflits de guerre, et ce à condition que déjà au pays, les liens soient forts dans la communauté.

A.3.3.4. Les valeurs culturelles, le sens de la migration et l'éducation parentale

Vu les nombreuses pertes qu'ils ont essuyées, beaucoup concentrent toutes leurs énergies sur la création d'un avenir « meilleur » pour leurs enfants, libre des souffrances et difficultés qu'ils ont eux-mêmes connues. Les primo- arrivants sacrifient souvent leur propre bien-être pour donner à leurs enfants un avenir meilleur.

Ainsi à la question « Qu'attendez vous de l'avenir de votre enfant », beaucoup de parents africains répondent avec des superlatifs et lient les attentes à la réussite scolaire mais aussi à l'éducation de valeurs « *qu'elle soit merveilleuse* », « *la réussite totale* », « *bonheur, santé et réussite sociale dans sa vie présente et future* », « *qu'elle soit respectueuse, travailleuse, qu'elle fasse preuve d'une éducation sans reproche* », « *que leur avenir soit laborieux et glorieux, pour cela ils doivent tous étudier jusqu'au bout* »

Pour cela, les parents doivent évaluer leurs propres croyances et valeurs, ainsi que celles de leur société d'adoption, pour tenter de déterminer ce qui sera « le mieux » pour leurs enfants.

Certains parents ont peur que leurs enfants perdent les valeurs qui sont importantes pour eux : « *Une chose qui nous scandalise c'est le quartier de la gare du nord avec la prostitution ; avec les enfants qu'on a amené ici, avec des choses pareilles on se demande ce qu'ils deviendront ; chez nous en Afrique il y a des coutumes qu'on doit sauvegarder ; on a eu peur et on s'est demandé si on a bien fait de les amener ici* »

Les mères primo-migrantes sont dans une situation paradoxale : elles doivent d'une part élever leur enfant, et d'autre part le présenter ici au monde, mais ce monde est un monde nouveau qu'elles ne connaissent pas par elles-mêmes. Elles doivent donc à la fois transmettre leur identité culturelle et s'approprier une autre identité culturelle. Elles sont dans un grand désarroi d'autant plus qu'elles sont seules, sans groupe contenant qui porte habituellement la mère pour l'aider à porter son enfant. (Moro,2002)⁵⁰ C'est par l'exercice même de leur tâches quotidiennes que les femmes vont entamer une réflexion sur leur identité. Elles continuent à exercer les tâches féminines pour lesquelles elles ont été socialisées – nourrir, vêtir, soigner, éduquer les enfants. (Vasquez A., 1994)

De nombreux parents s'efforcent de transmettre à leurs enfants les valeurs du pays d'origine mais sont parfois déçus que leurs enfants soient en décalage avec celles-ci : « *Les enfants n'ont pas vraiment l'occasion de côtoyer des gens de leur pays car j'essaie d'éviter les togolais, je me méfie à cause de la*

⁵⁰ Moro M-R., C. J. Delpy, *A la rencontre d'une démarche thérapeutique*. in «Le Furet», 2002, N°38, pp.32-34

dictature, on ne se parle pas. Mais quand à la télévision je vois sur TV5 une émission avec des africains je lui dis : « viens voir tes frères ! » Chez nous en Afrique tous les africains sont nos frères, pas que les togolais ; mais lui il me répond : « non, mes frères ce sont un tel et un tel, ses copains de l'école » et cela me déçoit qu'il ne considère pas les choses comme moi »

Un des pères de notre étude disait éviter d'envoyer trop souvent son fils jouer avec des enfants de la même origine car ceux-ci avaient déjà perdu la bonne éducation du pays : *« Mon fils voit aussi souvent les enfants de ceux qui prient avec moi à l'Eglise. Ce sont souvent aussi des personnes du pays. Mais j'essaie d'éviter qu'il ne les voie trop longtemps de peur qu'il perde la bonne éducation que je lui donne ici. Car, même ces enfants là sont mal éduqués, ils n'obéissent pas et font la tête quand on leur demande quelque chose. »*

A.3.3.5. Langue maternelle et perte de culture des enfants primo-arrivants

C'est parfois tant bien que mal que des parents peuvent faire conserver leur langue maternelle à leurs enfants, surtout quand eux-mêmes connaissent très bien le français, et que l'enfant prend l'habitude de répondre en français.

Lorsque je demande à un enfant rwandais de 7 ans arrivé il y a un an de quel pays il est , il me dit qu'il ne sait pas. Son père lui dit « du Rwanda ! ». L'enfant comprend le kinyarwanda mais il commence à l'oublier, il répond en français à son papa qui lui parle en kinyarwanda. *« Je ne sais pas comment il va faire avec son frère quand il arrivera de l'Ouganda où il ne parle que l'anglais et le kinyarwanda ! »*

Certaines associations ethniques prennent pour objectif de transmettre cette langue ou d'encourager les parents dans ce sens. *« Ici ce que fait cette association concerne les besoins des enfants d'origine africaine à avoir une référence identitaire. Beaucoup d'enfants ne savent pas qui ils sont jusqu'au moment où un petit belge leur renvoie leur couleur « tu es noir »... et ils rentrent à la maison poser la question à leurs parents « je suis noir ? »... ainsi une fillette de 8 ans accompagnant son père en Afrique dit-elle à son papa : « papa , ici il y a trop de noirs »...*

Ce qui est important c'est que les enfants sachent que leurs parents ont une autre langue qu'eux, d'autres coutumes, d'autres vêtements... S'il existe des images négatives de leur pays véhiculées par la TV, il faut leur rendre la dignité de leur identité de noirs, et ceci est la responsabilité des parents mais aussi de l'école !

Un père guinéen me dit assez rapidement le conflit de représentations qui se joue en lui sur les valeurs éducatives mais aussi sur sa situation d'analphabète pour notre langue : *« les gens qui ont fait « l'école française », après ils se croient plus important que les autres. Mais l'éducation c'est l'éducation, peu importe la langue ! ». On parlait de son pays d'origine et de l'école ici, de l'école islamique qu'il a faite... Son fils souriait quand je demandais au papa s'il pouvait aider son fils à faire ses devoirs après l'école ne sachant pas encore qu'il ne savait pas lire les caractères latins... Le père était mal de se sentir ainsi discrédité face à son fils, alors j'ai parlé au fils devant le père qui jubilait en disant : « papa il sait lire en arabe et toi tu apprends à lire en français. ».*

A.3.3.6 . Les ressources culturelles, religieuses et les revendications politiques

A.3.3.6. a Les associations ethniques et le sens de la migration

Une association ethnique aide surtout les personnes originaires d'une même région à trouver un sens à leur migration et à préserver un sentiment identitaire et leur culture. En cela ils favorisent grandement la résilience des familles primo-arrivantes. Ils les aident à se situer dans les différences d'identité et dans les valeurs minimales à respecter si l'on veut s'adapter

Dans ces associations, les personnes se retrouvent pour des activités, pour s'entraider dans les mêmes difficultés qu'ils rencontrent, ainsi que dans les mêmes revendications politiques concernant l'aide à leurs pays d'origine. Ces revendications participent aussi du sens de la migration de ceux qui aimeraient retourner dans leur pays mais qui ne le peuvent pas du fait de la guerre ou de l'insécurité économique qui y règne.

Lorsque ces associations désirent préserver ce sentiment identitaire et cette culture ils se retrouvent pour des activités entre personnes du même pays, car disent-ils, c'est le pays qui fait l'identité. Pourtant ces associations ont des membres africains de différentes nationalités : Cameroun, Togo, Nigeria, Sénégal, Rwanda, Burundi, Congo...et ils s'entraident dans les mêmes difficultés qu'ils rencontrent, ainsi que dans les mêmes revendications politiques concernant l'aide à leurs pays d'origine : ils veulent que la Belgique agisse fermement pour arrêter la guerre dans les pays des Grand-Lacs, et cela ils le revendiquent comme priorité avant de réaliser une action de coopération bilatérale. Action qui, selon eux, se fait souvent de telle façon que des millions se perdent inutilement et ne vont pas profiter à la population locale mais bien plutôt aux européens qui y sont envoyés ou à quelques africains qui dilapident le tout sans grande intelligence.

Dans cette association qui veut prévenir pour des adolescents africains les problèmes psychologiques des jeunes de 2^{ème} génération, que l'on entend cependant :

« Ce sont les jeunes qui commencent à développer maintenant des problèmes mentaux parce que le fait de société crée en eux un choc. Quand ils sont jeunes, le racisme au quotidien, ils ne peuvent pas aller là où d'autres jeunes vont, à un moment donné ils se sentent exclus. Et certains deviennent schizophrènes. Ils ne veulent plus aller à l'école, ils ont des comportements asociaux, la consommation de drogue excessive, la violence au sein de leur famille. Et puis le délire et là ça devient soit la psychiatrie soit la prison s'ils n'ont pas de chance. Quand c'est la prison c'est beaucoup plus néfaste car c'est la honte et la famille les abandonne. Alors il y a trois semaines un jeune s'est suicidé en prison car ses parents l'ont abandonné. Mais la psychiatrie c'est différent. On leur donne des médicaments pour atténuer les hallucinations. »

Leur association a voulu éviter les problèmes signalés dans les années 80 par les immigrés du Maghreb qui faisaient état de problèmes identitaires des enfants de 2^{ème} génération. *« Nous avons voulu éviter ces problèmes en communiquant à nos enfants un référent culturel solide par des rencontres concernant les mêmes activités quotidiennes qui rythment une famille africaine, mais que nous vivons ensemble : deuil, fêtes, danses... mais pas avec le modèle associatif européen, à la manière africaine ! »*

Ainsi les locaux de l'association servent-ils très souvent à des deuils d'africains d'origines diverses qui n'ont pas suffisamment de place chez eux que pour accueillir tout le monde « chez nous lors d'un deuil, même les ennemis de la famille sont invités ! »

A.3.3.6. b Le cas particulier des réfugiés : comment retrouver un sens après ces traumatismes ?

Dans son analyse de l'impact de la culture sur la réaction aux traumatismes de guerre, Eldebour (1993) identifie plusieurs facteurs déterminants :

- la présence d'une communauté culturelle d'appartenance,
- l'idéologie politique
- les croyances religieuses
- les attitudes envers la violence.

Par le fait même qu'elles influent sa famille, les attitudes culturelles envers la violence pourraient également jouer un rôle potentiel dans la réaction de l'enfant face à l'adversité extrême, tels que les traumatismes de guerre ou la maltraitance.

En particulier lorsqu'ils appartiennent à des groupes ayant subi des persécutions, les jeunes nouvellement arrivés, qui ont souvent été en partie élevés par leurs grands-parents ou leurs tantes avant de rejoindre leurs parents, ont une connaissance de la mémoire familiale et une conscience de leur appartenance ethnoculturelle que l'exil a tendance à réaffirmer. (Claire Schiff, 2002). Enfin, quelques chercheurs soulignent le rôle protecteur de la mémoire collective dans la résilience face aux traumatismes. Selon Lambek (1995)⁵¹, la remémoration d'événements selon un récit endossé collectivement servirait à maintenir une appartenance à une collectivité et à bénéficier du soutien affectif et instrumental de ses membres. La mémoire collective émerge comme un élément primordial dans le développement du sens et de la résilience face aux traumatismes de génocide et de guerre chez les adolescents réfugiés rwandais (Tousignant et Ehrensaft, 2000⁵²).

Cette mémoire collective, elle peut être vécue à travers une association ethnique ou aussi à travers une association religieuse. Nous illustrerons le second cas par la famille H. du Rwanda.

A.3.3.6.c. La foi source de résilience grâce à l'attachement et le sens qu'elle procure

La spiritualité est le fait d'être relié, en relation avec La Réalité. La spiritualité peut être un accès à plus d'autonomie et d'indépendance sociale, et à plus de paix dans nos vies quotidiennes. Plus on est relié, plus fort est le lien, plus la résilience est mobilisée lors d'une crise. Plusieurs études indiquent que les significations collectives influent sur l'ajustement psychologique. Par exemple, Emmy werner a montré que la présence d'un système de croyance chez l'enfant à risque est identifié comme une source de protection contre la psychopathologie à l'âge adulte (Werner & co, 1971⁵³). Dans la même veine, l'appartenance et la foi religieuse en un pouvoir tout-puissant sont des facteurs de protection chez diverses populations à risque (Pergament, 1987)⁵⁴. Les liens entre psychologie et religion sont analysés par plusieurs auteurs⁵⁵, mais nous n'approfondirons pas ce sujet dans le cadre de ce rapport. Nous préférons livrer tel quel l'entretien avec un des pères primo-arrivants rencontré, pour laisser mesurer l'importance que la foi peut avoir dans la résilience de certains réfugiés par exemple.

⁵¹ Lambek, M. (1996). The past imperfect : Remembering as moral practice. Dans P. Anzette et M. Lambek (Eds.), *Tense Past : Cultural Essays in Trauma and Memory*, pp 235-254.

⁵² Ehrensaft, E. et Tousignant, M. L'expérience des traumas individuels et collectifs La résilience par la reconstruction du sens. Les Éditions de la Fondation pour l'Enfance, Paris, France (2000)..

⁵³ Werner, E. Bierman, J. & French, F. (1971). *The Children of Kauai : A Longitudinal Study from the Prenatal Period to Age Ten*. Honolulu : University Press of Hawaii

⁵⁴ Pergament (1997) *The psychology of Religion and Coping*

⁵⁵ LINARD DE GUERTECHIN, *Attitudes religieuses et Psychologie*,

<http://www.unifr.ch/pastoral/archives%20fr/Script-Linard.pdf>

Michel Manciaux, Société, santé, résilience et Foi, <http://www.cef.fr/catho/endit/sante/santemanciaux.PDF>

CRAIG STEVEN TITUS, Résilience et Vertus Chrétiennes, l'apport des sciences psychosociales pour le renouvellement de la théologie de la force de st thomas d'Aquin et des vertus qui lui sont associées 2004, http://www.unifr.ch/tmf/article.php3?id_article=89

Nous remarquons que la religion des familles primo-arrivantes peut jouer ici un rôle fondamental, parce qu'elle peut enfermer la famille dans une structure défensive ou au contraire l'amener à pardonner aux agresseurs. Pour beaucoup de parents primo-arrivants interviewés le recours à leur foi est primordial pour surmonter les épreuves. Or bien souvent ils disent ne pas se sentir respectés dans leurs croyances. Ces ressources religieuses sont méprisées par des professionnels belges, soit parce qu'ils n'ont pas la même foi, soit parce qu'ils sont soucieux, au nom d'une « pluralité », de refuser toute mention de la religion ou à Dieu.

« La directrice du lieu de formation en insertion socio professionnelle nous a entendu parler de Dieu et elle nous a interdit en criant : « non, je ne rois pas en Dieu, vous n'avez pas le droit de parler de Dieu ici ! » et nous avons parlé à notre professeur ensemble après en lui disant de transmettre à la directrice qu'elle n'avait pas le droit de nous interdire de parler de Dieu lors des pauses ; et si elle ne croit pas en Dieu c'est son affaire, mais elle doit nous respecter si on croit en Dieu »

Les familles primo-arrivantes se distinguent par la façon dont elles accordent plus ou moins d'importance à leur identité religieuse et à leur ethnie. Tandis que pour certains c'est la religion qui prime, pour d'autres c'est l'ethnie qui prime et les institutions religieuses sont surtout utilisées comme un moyen de préserver les liens ethniques.

Certains parents très religieux emmènent leurs enfants à l'Eglise car il est pour eux primordial que leurs enfants ne perdent pas la foi : *« Nous emmenons nos enfants à un groupe de prière congolais avec d'autres familles congolaises et là ils ont l'occasion de voir l'importance des valeurs et de la foi chrétienne et que d'autres jeunes comme eux vivent aussi »*

Dans notre échantillon de 12 familles, 5 familles sont musulmanes (3 familles arabes d'Irak , de Palestine, et du Liban, et 2 familles peules de Guinée et du Sierra Leone) , 4 familles africaines sont protestantes (Togo, Rwanda, RDC, Centre Afrique) et 3 familles sont catholiques (RDC, Rwanda, Angola).

Parfois c'est la migration et le stress qui l'accompagne qui pousse des personnes à reprendre la pratique religieuse, comme c'est le cas pour cette famille musulmane issue de la noblesse irakienne : *« Depuis notre arrivée et depuis le divorce d'avec mon mari et la fugue de ma nièce, ma sœur et moi-même avons décidé de remettre notre sort en Dieu. Nous avons décidé de porter voile : c'est le désespoir qui nous a poussé à agir ainsi, maintenant il n'y a plus rien d'autre comme aide que Dieu. Ma grande sœur elle a décidé de sortir très peu, elle vit un peu comme un cloîtrée et elle joue le rôle de ma mère ; c'est la seule confidente que j'ai »* Cette femme disait tout son désappointement face à la perte du sentiment religieux des personnes rencontrées dans son pays d'accueil *« pourquoi les gens ici ne sont pas conscients de l'existence de Dieu ? »* Cette jeune femme qui par ailleurs refusa d'avoir un avocat à l'office des étrangers, clamant calmement que son avocat était Dieu lui-même, raconta comment en Irak musulmans et chrétiens étaient proches avant la guerre et comment sa meilleure amie , qui l'avait aidée à fuir, était chrétienne. *« Dans le Coran, les personnages que je préfère sont Issa (Jésus) et Mariam (Marie) : en effet Issa est issu directement de l'Esprit de Dieu, donc Il est de Dieu !! Mariam, la Vierge, elle a fait beaucoup de miracles dans notre famille et chez nos proches en Irak ; c'est grâce à elle que je suis ici, j'ai fait un rêve 7 jours avant mon départ de Jordanie où elle me disait qu'il me restait 7 jours avant d'obtenir la permission de partir »*. Elle termina par cette phrase : *« Nous aimerions pouvoir entrer dans l'église du quartier et allumer un cierge à la Vierge Mariam comme on le faisait en Irak, mais j'ai peur que les gens nous prennent mal à cause du voile que je porte. »* Nous fîmes la démarche de l'accompagner dans l'église pour enlever cette crainte, et elle obtint même de la paroisse un petit travail ALE ... ce qu'elle espérait afin de sortir de son isolement.

Un des pères guinéens à chaque fois que je suis revenu dans leur famille, suite au fait que nous l'avions revalorisé face à son fils en disant *« papa il sait lire l'arabe et toi tu sais lire le français »* ; avait

désormais à chaque fois son Coran dans la main et il le lisait tout haut en essayant de me convaincre de sa religion. Après un partage sur sa foi et la mienne, il me dit cette phrase : « moi je ne suis pas un prophète comme Mohammed ou Issa (Jésus) pour te raconter ma vie et que tu en sortes un enseignement. »

A.3.3. 6.d Etude de cas : Mr H. du Rwanda est réfugié : la résilience par la foi et le pardon

Il raconte comment sa foi l'a aidé à dépasser toutes les souffrances vécues et à retrouver du sens dans chacun des événements de sa vie, y compris sa relation aux belges dans le travail... Cet homme a beaucoup souffert, mais sa souffrance d'aujourd'hui se trouve être dans le fait que sa femme et son fils aîné sont toujours en Ouganda, il ne les a pas vus depuis des années et n'a pas obtenu les papiers. Ainsi on peut voir dans ce cas-ci comment la gestion de la non obtention des papiers se fait plus aisément grâce à la foi que par la famille

« J'ai assisté à l'assassinat de mes parents et de mes frères plus âgés lors du génocide en 94, j'étais caché dans la toilette et j'ai vu les soldats les tuer au fusil. Je me suis enfui et j'ai été vivre chez ma tante dans une autre ville. Plus tard je me suis marié. Si je suis ici c'est parce que quelques années après, il a eu un meurtre d'un soldat dans la capitale Kigali, et cela a occasionné l'encerclement du quartier et l'emprisonnement de tous les hommes qui avaient une type plutôt hutu. Moi j'ai un père hutu et une mère tutsi, et donc j'ai été pris ainsi que mon frère. Ils sont les seuls rescapés de ces 10 hommes emprisonnés qui ont tous été tués. Ensuite la police s'en est pris à sa femme pendant qu'il était en prison, essayant ainsi de faire pression sur moi.

Aujourd'hui, ma femme est en Ouganda. Je ne l'ai pas vue depuis que je suis arrivé en Belgique. Heureusement un de mes fils est enfin ici depuis un an et demi. Il a 7 ans. Ma femme est restée là-bas avec le plus grand. Il pleure sans cesse au téléphone : »papa pourquoi tu nous as abandonné maman et moi ? « Si je n'avais pas la foi, je me serais suicidé depuis longtemps. C'est trop dur pour moi !

Même le génocide au Rwanda, tout ce qui est arrivé si ce n'était pas le diable personne n'aurait tué tant de personnes. Tu peux tuer 1 personne mais pas 2, ou 4 personnes sans être possédé par le diable.

Qui suis-je pour que ma vie soit épargnée ? Ce n'est que Dieu qui m'a protégé. On était 10, l'un passe et l'autre reste, moi je suis incapable de définir cette protection.

La mort de mes parents c'était plus difficile à vivre : tu vois toutes les années où tu dépendais de tes parents. Mais quand tout cela s'est passé, j'ai compris qu'une nouvelle vie commençait : je me suis dit « je suis maintenant responsable, pour manger, pour m'habiller, c'est moi qui doit pourvoir. » Il y a une maturité qui est arrivée d'un coup. Je regardais mon frère et ma sœur et je me suis dit : »je deviens papa, je vais reproduire ce que papa a fait de bien pour faire comme lui et accomplir le reste de ma vie ce que Dieu attend de nous «

Ce que je pensais faire, ce n'est pas ce que j'ai fait : »je suis incapable de les nourrir, de les faire venir etc. J'ai l'envie mais je n'ai pas le pouvoir. Dans la vie c'est « sauve qui peut ». Je les ai mis dans la main de Dieu ; Il y a quelqu'un qui les a créés, qui savait comment il les ferait vivre. Je Lui ai dit « Seigneur garde les moi, je suis au bout de mes forces ; Tu contrôles la terre, Tu veilles sur nous, moi je ne sais pas tout contrôler, c'est Toi qui sais tout, qui voit tout ». Je me suis retrouvé ici, incapable de les faire venir, incapable de les nourrir de leur téléphoner car je les ai perdu de vue. La vie c'est comme une roue : aujourd'hui tu es en haut et demain en bas.

Ce qui m'a aidé à vivre l'incertitude c'est que je me suis remis dans la main de Dieu. Tu sais avec tout ce que j'ai vécu j'aurais dû craquer et être traumatisé, mais j'ai eu cette grâce de connaître Dieu.

Vu les problèmes que j'ai vécu, vu la situation, je suis arrivé facilement à pardonner, à accepter toutes les situations. Je sais qu'il y a quelqu'un qui peut faire au-delà de ce que je peux espérer. Je sais que quand Il ouvre personne ne peut fermer, je peux avoir des arguments et des motifs mais si Dieu ne veut pas rien ne se passe.

Je peux avoir cette paix qui m'aide à faire oublier. Ce problème de l'avocat, je suis arrivé à lui pardonner, je ne voulais pas le signaler en justice comme on me l'a conseillé. Je sentais comme si ce n'était pas lui qui a fait cela mais qu'il s'est laissé posséder par un esprit mauvais qui me veut du mal. Je lui ai demandé : »pourquoi tu as fait cela ? «, Il ne savait pas dire pourquoi.

Je me rappelle de l'OQT ; je ne savais pas aller chez l'avocat. J'ai prié « Seigneur aide-moi ! » Alors j'ai fait des démarches et on m'a donné une chance de recours au conseil d'Etat. L'avocat m'a dit « ce n'est pas normal ». Tu vois Dieu trouve aussi d'autres voies. Il peut aussi travailler à travers toi. Toi tu ne peux pas envisager les choses seul. J'ai le papier du conseil d'Etat qui dit que le dossier est en cours. Oui parallèlement au Conseil d'état j'ai demandé une régularisation par le biais de la commune ; j'ai contacté l'échevin ici. Mais j'attends toujours la réponse.

Je n'ai jamais été arrêté par la police. A part d'aller au travail ou à l'Eglise je ne bouge pas d'ici. J'aime rester chez moi et prier. Je sors rarement. Il y a des amis qui viennent ou qui téléphonent.

Mon fils voit aussi souvent les enfants de ceux qui prient avec moi à l'Eglise. Ce sont souvent aussi des personnes du pays. Parfois je le laisse 2-3 jours chez les amis et puis il revient, mais je n'aime pas le laisser trop car les enfants de son âge j'ai vu qu'ils ne sont pas bien éduqués. La réputation de la famille tu la fais et tu la découvres dans l'éducation des enfants.

Lorsque je demande au fils de quel pays il est, il me dit qu'il ne sait pas. Son père lui dit « du Rwanda ! ». L'enfant comprend le kinyarwanda mais il commence à l'oublier après un an, il répond en français à son papa qui lui parle en kinyarwanda. « Je ne sais pas comment il va faire avec son frère quand il arrivera de l'Ouganda où il ne parle que l'anglais et le kinyarwanda !

Ce que je crains pour lui c'est sa demande constante : » quand est ce que maman va venir ? » Un fois je lui ai dit : « elle viendra le 22 décembre », et il a compté les mois et un an après, le 22 décembre il me dit « alors maman va venir aujourd'hui ? »

Je ne sais pas comment lui expliquer. Je veux lui donner l'espoir. Mais lui il n'oublie pas !!!

« Pour moi, les personnes les plus proches aujourd'hui sont mon fils, mon pasteur, ma cousine, les amis qui prient. Quant à ma femme elle connaît des gens qui prient avec elle aussi. C'est cela qui l'aide »

Il semble que pour lui le choix des personnes qu'il fréquente ne se fasse pas en terme de belge ou non belge. Voici ce qu'il me dit : » les gens que je n'aime pas ce sont ceux qui peuvent parler dans mon dos. Au boulot, quelqu'un peut parler en mal de toi et tu te regardes « qu'est ce que j'ai fait ? ». Dans la vie on a des ennemis et on ne les a pas nécessairement cherché. Il y a des gens qui sont jaloux de moi. Au Rwanda, vu tout ce qui se passe avec la guerre les gens sont devenus méchants. La haine est extraordinaire. Là-bas quand tu es riche tu n'as pas la paix car d'un moment à l'autre tu peux être tué. Ceux qui étaient riches sont devenus pauvres et l'inverse. Ceux qui étaient des domestiques ont un magasin et ils t'ignorent. Les riches parce qu'ils ont de l'argent peuvent corrompre les militaires pour te faire tuer. Il ya ce problème de l'ethnie qui est la racine de tout mal.

Je ne vais pas dans une association rwandaise ou burundaise. Non, j'ai préféré le monde de l'Eglise. Là-bas dans leur association on va se souvenir sans cesse de ce qui est arrivé. Or on vit avec ce que l'on entend. C'est comme ça que les gens se vengent et attrapent des traumatismes inutiles car tout le temps on ressasse les mêmes choses. On ne permet pas à la mémoire d'oublier et de guérir.

Dans l'Eglise, ce n'est pas comme dans une association du monde où il y a une réunion. Dans l'Eglise, on arrive facilement à se comprendre, à se pardonner. Vous vivez sous la même tente, vous recevez la même nourriture, c'est facile. Dans notre église, il y a des rwandais, burundais, congolais, quelques blancs. Ce sont des protestants évangéliques.

Ça n'a pas été facile de trouver ce travail. Mais une fois que tu es accepté, ça passe vite, surtout si tu es quelqu'un qui sait vivre dans la société. Je priais, et je comprenais les gens facilement. L'image qu'ils voulaient voir, celles qu'ils ont sur les noirs, ce n'est pas celle que je donnais. Je les comprends, je suis le seul noir au boulot. Je me suis bien intégré à tel point qu'ils ne voulaient pas que je m'absente. Je fais mon travail avec mon cœur c'est pourquoi je continue à être aimé là-bas. Ils m'ont même donné un témoignage pour obtenir ma régularisation. J'étais très étonné, je ne savais pas. ...

J'essaie de comprendre les gens de cette société où je vis. J'aimerais leur faire connaître Dieu.

Tu sens que chez les flamands c'est plus difficile de digérer les noirs. Quand je travaille c'est souvent une dame flamande qui me fait des problèmes. Souvent les autres clients prennent ma défense. Moi je garde le sourire, je leur parle normalement et donc ceux qui étaient mes ennemis sont devenus mes amis. Ils m'aiment plus que les autres. A ma caisse il y a une longue file et tout le monde veut aller chez moi. Ton ennemi devient ton ami, c'est

l'œuvre de Dieu, je me dis » Seigneur Tu es merveilleux, tu changes les cœurs », Tu sais tu peux m'insulter et moi je souris, et toi ça te fais du mal. Et tu ne sais pas comment réagir. »

A.3.3. 7. Les revendications politiques : nécessité d'un ordre moral mondial : La complicité de l'occident dans les dictatures et guerres :

Les familles africaines demandent toutes que la Belgique fasse quelque chose, de concert avec l'Europe, pour faire sauter les dictatures en Afrique qui durent depuis des décennies :

« L'Europe a le pouvoir de mettre la démocratie en Afrique car c'est l'Europe qui dirige l'Afrique ; si l'Europe dit « je ne veux pas ce président », elle l'enlève. Ça s'est passé comme ça au Congo Brazza. La France a aidé les opposants à faire le coup d'Etat, des armes, des armées... Pourquoi ils n'agissent pas dans les autres pays ? Parce qu'ils trouvent qu'ils sont bien là. »

Souvent, lorsque leur vie est sauve, les réfugiés ne sont pas en paix tant qu'ils n'ont pas fait quelque chose pour leur pays, c'est le cas d'un togolais : *« Nous qui sommes hors du pays, on crie pour qu'ils nous écoutent parce qu'ici on peut crier mais personne n'entend. Ils s'en foutent de nous. Si on crie ils doivent au moins s'intéresser à nous ? Ils luttent pour avoir les biens de l'Afrique, mais la population aussi existe. Ça ne va pas d'accepter tous ces gens qui viennent ici, la solution c'est d'agir pour que les gens aillent mieux là-bas. Je connais 3 personnes qui se sont pendues de désespoir au Togo. C'est parce que c'est trop ! La France est de connivence avec le régime du Togo. Mais ici en Belgique aussi les togolais opposants au régime sont en danger. Un togolais opposant au régime a été assassiné et coupé en morceaux et son corps a été retrouvé dans un sac poubelle parce qu'il disait la vérité - aucune enquête n'a été faite. La Belgique est au courant, elle voit tout mais elle néglige. Pourquoi elle tolère que la France appuie le régime du dictateur ? C'est l'injustice, nous n'avons pas la force, même si tu cries, qui t'écoutes ? L'Europe néglige l'Afrique. »*

L'un de nos pères de famille est musicien depuis son pays d'origine et il a décidé de chanter des chants pour demander la paix dans son pays : *« Ce qu'il faut faire aussi c'est enlever de la tête des gens le problème ethnique. Que ça revienne comme avant, qu'ils puissent revivre ensemble, les gens du nord et du sud habitaient ensemble. C'est les politiciens qui sont venus changer tout ça ! »*

La complicité de l'Occident se ferait, pour les interviewés, autant par les ventes d'armes que par l'acceptation de la mise en banque des fortunes de dictateurs africains :

« En occident, les banques, ils acceptent que beaucoup d'argent viennent de l'Afrique, ils ne savent même pas d'où. Et bien cet argent il vient il le dépose chez lui et il accepte. Mais putain il n'a pas le droit d'accepter. Il devrait lui dire « d'où ça vient tout cet argent ? » Même si tu es président, l'argent doit rester là-bas, ça tourne. C'est comme si l'argent d'ici, les gens qui travaillent ici, le roi prenait tout l'argent et le déposait en Afrique et l'Afrique va se développer et ici tout le monde va crever. Donc je trouve que c'est injuste. »

A.3.3.8. L'obtention ou non des papiers

Ce qui conditionne leur vie en Belgique et leurs projets d'avenir, leur sens de la migration et leur adaptation c'est bien entendu l'obtention d'une régularisation, que ce soit par la demande d'asile, ou d'autres moyens. Lorsqu'ils ne l'ont pas obtenu, la plupart font des recours, qui durent encore des années. La souffrance s'installe dans le temps. Nous allons présenter dans ce chapitre le cas d'une famille qui est entrée dans un mode défensif à partir de la façon dont a été accueillie leur demande d'asile en Belgique.

Plusieurs professionnels parlent du système de demande d'asile qui engendre des dysfonctionnements à plusieurs niveaux :

« Les primo arrivants qui viennent de bidonvilles africains, je me demande comment ils ont réussi à venir ici. Car si tu es régulier avec tous tes documents en Europe, on va t'en faire voir ; mais ces gens qui ont commencé à faire des faux depuis là-bas, ces gens là ils passent comme une lettre à la poste. Mais arrivés ici eux ils ont atteint le paradis, parce que leur histoire était bonne, c'était recevable, et un autre vient avec sa vraie histoire, et elle n'est pas recevable. Alors est ce qu'on encourage la venue d'une certaine catégorie de gens ? La misère économique de Kin ajoutée aux viols, etc est parfois recevable, mais je dois plaider pour deux pôles, les personnes qui disent la vérité et celles qui mentent. C'est l'office des étrangers qui regardent les critères de recevabilité d'une demande. Ils contrôlent, ils vont jusqu'au Congo pour voir si ce que tu as dit est vrai. »

Selon une professionnelle d'une ASBL, ce système a un impact sur la motivation des professionnels sociaux dans différents domaines et entre autre les CPAS, qui finissent par acquiescer un certain rejet des personnes demandeuses d'asile :

« Parce qu'il y a certaines personnes qui à cause de la situation économique demandent l'asile, on les traite de menteurs, de gens qui racontent des histoires. Mais c'est le système qui est fait ainsi : ils ne savent pas survivre s'ils ne demandent pas l'asile... Mais la réponse fondamentale est que la plupart des personnes ont peur du changement qui s'opère chez nous et du fait qu'il nous faudra nous adapter à vivre avec des étrangers... »

Certaines familles quant à elles, ne comprennent pas ces refus et ce système : *« Il y a quelque chose que je ne comprends pas : quelqu'un qui a fui son pays, il a droit à l'asile ; si la personne a fui c'est que c'était nécessaire, c'est difficile de quitter ta famille et de venir souffrir ici. Ça fait 4 ans que je renouvelle chaque trois mois. Je me demande comment les européens trouvent l'avenir de l'Europe avec les africains ? La solution c'est qu'ils nous aident à avoir la paix dans notre pays. »*

Nous avons rencontré quelques familles qui se sont plaintes de leur avocat, ou du traducteur de l'office des étrangers ⁵⁶: *« Ce qui a empêché tout c'est que quand j'ai présenté la demande à l'office des étrangers, j'ai tout de suite été déclaré recevable. Mais ensuite au CGRA, ils ont refusé parce qu'ils ont dit que mes déclarations étaient contradictoires. Moi je sais que c'était le traducteur qui a changé le nom des villes où habitait ma mère. Il est parti avec les papiers et a dit qu'il a donné tout au personnel. Ensuite après j'avais 30 jours pour établir un recours et à ce moment là j'ai pris comme avocat un belge qui était responsable de mon club de football. Mais il a laissé passer les 30 jours et donc ma demande d'asile a été définitivement refusée. »*

Une avocate nous a alors confirmé que cette pratique de certains avocats existait :

« Concernant la régularisation, je sais qu'ici nous sommes dans un pays de procédures, et même si parfois on est en droit on ne va pas vous donner tout de suite ce que vous désirez. Quand ils portent plainte, les avocats changent parfois et transforment les données des dossiers pour rendre irrecevables les personnes. Exemple : « et ce avec l'accord de son épouse » alors que c'est « ce sans l'accord de son épouse ». Il y a beaucoup d'avocats qui font cela. Vous connaissez cette anecdote d'un avocat qui passe à son fils son bureau et celui-ci trouve une pile de dossiers pleins de poussière : « vite il faut régler tous ces dossiers de 2000 ». Et puis à un moment donné ils se

⁵⁶ Selon l'Office des étrangers cette plainte de tout remettre sur le traducteur est souvent la même, et ils ne semblent pas lui donner de l'importance – nous leur avons demandé dans quelle mesure ils se fiaient entièrement à un traducteur par exemple rwandais d'ethnie tutsi ou hutu qui traduit pour une personne de l'ethnie opposée, sans systématiquement enregistrer les interviews et avoir une seconde traduction pour protéger le demandeur d'asile.

retrouve sans travail suffisant, il a besoin de sous, il va retrouver ses dossiers enfouis, c'est une pratique des avocats ici pour gagner de l'argent d'aller à l'encontre de l'intérêt des personnes réfugiées, soit retarder soit faire des erreurs délibérées (mais le ne diront jamais) et cela permet de gagner des sous.

En fait cela fait partie de leurs consignes internes de faire laisser passer le délai des 30 jours où il y a possibilité de recours pour le réfugié afin que celui-ci ne sache plus avoir de possibilité.

Ces avocats ils doivent vivre et ils doivent tous les mois payer leurs locaux. Si l'affaire se termine en un jour, ça ne va pas. C'est l'exploitation d'êtres humains car ils font payer plus cher les gens plus pauvres en utilisant leurs malheurs. C'est comme si on faisait travailler un enfant, parce que le peu d'argent que ces gens reçoivent du CPAS ils partagent avec l'avocat parce qu'il a peur et on lui fait croire que ça s'arrangera alors qu'il n'y a pas d'issue. Si c'est une affaire qui dérange, le corporatisme fait que si tu passes chez un autre avocat, il te demande toujours quel avocat tu avais avant. « Est ce que tu as honoré les honoraires ? Sinon le bâtonnier m'a dit de ne pas intervenir. Si c'est une affaire qui dérange, qu'il y a des hautes personnalités impliquées dedans il y a blocage. Et si c'est un simple problème il y a des avocats qui aident réellement.

C'est cela le problème ici, quand ces nouveaux arrivants arrivent ici avec l'image qu'ils ont de l'Europe comme un pays démocratique ils tombent des nues avec ce genre de manœuvres. Mais il y a quand même des avocats qui aident les gens ! »

Dans notre échantillon, nous avons 4 familles qui ont reçu un ordre de quitter le territoire, dont trois familles monoparentales pour qui la situation est très difficile à vivre, 5 familles déclarées recevables par l'Office des étrangers mais en attente depuis 1 à 3 ans, deux familles dont les pères ont été régularisés en l'an 2000 et qui ont ensuite fait venir leur épouse et enfants il y a 2 ans, et enfin une personne qui a la nationalité belge obtenue par sa mère mariée à un belge.

Lorsque l'attente est trop longue et que les réfugiés attendent depuis trop longtemps leurs enfants et leur épouse, ils décident de prendre d'autres moyens pour les faire venir. *« J'ai fait une demande déclarée recevable depuis 2000 ; depuis lors je n'ai plus aucune convocation. J'ai demandé deux fois l'accélération. J'ai la carte orange et avec ça le regroupement familial n'est pas possible. Je suis entrain d'introduire l'article 9.3 pour le regroupement familial. Cela fait trois ans que je n'ai aucune réponse à ma demande d'asile. C'est pour cela que je ne sais pas demander de faire venir mes enfants. »*

Le vécu de l'OQT est quelque chose de très difficile :

Je suis arrivée et j'avais fait directement la demande d'asile : quand j'ai demandé l'asile, pendant 3 ans on ne m'a pas convoqué. Après 3 ans, j'ai reçu l'ordre de quitter le territoire « votre pays n'est plus en guerre » m'a-t-on dit. Je n'ai pas été arrêtée par la police ; lorsque j'ai reçu ce papier de l'OQT j'ai eu un choc, c'était dur, lorsque tu reçois cela tu peux mourir. Je pensais à mille choses : « je dois retourner, on va me tuer, où je vais aller ? » Quand tu es refusée ici tu ne peux pas aller dans les 13 pays de l'Europe parce qu'ils sont tous au courant, quand on arrive on te met le bras dans un ordinateur pour prendre l'empreinte de la paume de ta main» Après cela j'ai fait un recours avec un avocat. Je paie depuis 3 ans la somme de 3 euros par mois pour prolonger mon papier qui me donne droit au CPAS. Je connais une fille, elle a attendu longtemps d'avoir les papiers, elle était enceinte, et elle est morte juste après avoir reçu ses papiers et avant d'accoucher. »

A.3.3.9. Illustration de résilience ou de non résilience familiale

Etude de cas : la famille H. de Palestine :
 Comment un mode défensif peut s'installer dans une famille réfugiée lorsque les papiers lui sont refusés

(Texte brut à commenter)

Situation pré-migratoire

Mr et Mme H. se sont mariés et avaient un fils de 3 ans en arrivant en Belgique, il n'a pas vécu directement de persécution, ni même vu ses parents persécutés.

La petite fille est née ici . Mr travaillait et avait un bon poste à l'OLP en Palestine où il travaillait pour Yasser Arafat depuis le Koweït où il a vécu longtemps, le Liban , la Palestine. Mr et Mme ont fait les études secondaires . Leurs revenus étaient satisfaisants : ils avaient une villa. Mais ils ont connu une destruction de domicile à la suite d'un incendie criminel qui les a fait décider à partir.

Ils ont pensé fuir en Amérique et puis ont choisi la Belgique parce que l'image que l'on en donnait en Jordanie était très bonne : pays accueillant. Il s'était renseigné dans les agences de voyage en Jordanie. Ils sont venus en avion en passant par la Jordanie .

Ils étaient suffisamment riches à ce moment là pour payer simplement le ticket de toute la famille. Ils sont venus tous ensemble. Ils ne connaissaient personne ici. Encore aujourd'hui rares sont leurs connaissances.

Ils sont arrivés en Belgique et ont directement introduit une demande d'être reconnus comme réfugiés. Ils ont même été logés par l'Office dans un hôtel pendant quelques mois parce qu'il n'y avait pas de place dans les centres d'accueil. Monsieur a eu tout un temps le permis C qui lui aurait permis de trouver un travail. Mais il semble qu'il n'en ai jamais trouvé réellement même s'il a cherché.

La famille est dans une situation très précaire au niveau de l'installation en Belgique. En effet, le père n'a pas été accepté comme réfugié tandis que sa femme et ses enfants oui. Ils sont toujours prêts à partir et ne font pas le deuil de leur désir de trouver une terre qui donne l'accueil à toute la famille. Cette division de la famille est très difficile à vivre

Mais aujourd'hui ils regrettent le choix de la Belgique : on aurait dû aller directement en Amérique car à ce moment là l'histoire de Ben Laden n'existait pas encore. La Belgique, ils en sont complètement déçus ! « Ils ne veulent pas de moi ici, ils auraient pu me le dire dès que je suis arrivé, j'ai attendu 6 ans pour rien ». Mr répète toujours que s'ils sont venus en Belgique c'est pour demander l'asile politique et que si la Belgique ne sait pas le leur offrir ils iront le chercher ailleurs. Et c'est le cas : ils font la demande en Suisse. En ne donnant le statut de réfugié qu'à l'épouse et aux enfants, parce que l'on considère le mari comme dangereux, il leur semble que l'on veuille les séparer . La raison mentionnée sur l'OQT est que Mr est soupçonné d'avoir fait de la torture sur des prisonniers en tant que responsable de l'OLP. Il n'y a pourtant pas de preuve.

Mr est persuadé que l'office des étrangers communique avec le CPAS à son sujet et qu'ils sont au courant de la raison pour laquelle il a été refusé et que ceux-ci sont les premiers à avoir découragé les employeurs qui voulaient l'engager. Aujourd'hui il a reçu un OQT et on lui a retiré son identité : il ne peut plus avoir droit à travailler. Il dit qu'il ne fait pas de noir pour ne pas être mal vu par la police. Il dit qu'on lui a dit de se tenir tranquille et il se sait surveillé par la police.

Mr n'a pas droit à travailler alors qu'on encourage ou on oblige Mme à chercher du travail pour avoir droit au CPAS. Elle refuse disant que c'est le rôle de son mari de subvenir aux besoins de la famille et non le sien. Le statut de réfugié étant refusé au mari la vie familiale et le respect des rôles est compromis mais la femme prend le parti de son mari et est révoltée de ce qu'on lui propose comme solution : *» divorce d'avec ton mari et tu auras plus d'argent du CPAS »*. Elle me dit *« j'en ai marre, on veut sans cesse me séparer de mon mari »*. Elle a le CPAS régulièrement coupé parce qu'elle refuse de travailler. J'ai dû intervenir pour que le CPAS reprenne l'aide en insistant auprès d'elle pour qu'elle vienne aux séances d'information sur le travail et qu'elle suive correctement ses cours de néerlandais sinon la situation recommencerait.

Mais le mari a une attitude qui ennuie le CPAS car il vient sans cesse avec sa femme et fait comme si c'est lui qui décidait de la situation. Le CPAS lui rétorque que devant la loi et pour eux, il n'a pas ses papiers et donc il n'existe pas et que la position du CPAS est déjà très laxiste en donnant à la madame le revenu de personne seule avec enfants, revenu qui est le même que si elle cohabitait avec quelqu'un de belge (750 euros). En faisant ainsi disent-ils ils permettent à mr de vivre aussi.

Le jeune garçon qui a 8 ans aujourd'hui et aujourd'hui il ne se rappelle de rien sur la Palestine. Il demande souvent à son père ce qu'il faisait là et celui-ci lui répond qu'il avait un commerce (il ne désire pas lui dire la vérité sur son travail réel). Pourtant chaque jour lors des interviews, il parle devant son fils de la situation pour laquelle on lui refuse le statut de réfugié ... L'enfant comprend la vérité même si on veut la lui cacher. Il ressent que les parents préfèrent qu'ils n'écoutent pas et fait semblant de ne pas écouter.

Le fils de 9 ans est lui aussi dans une situation difficile, ses parents le changent constamment d'école. Il me parle en disant aussi qu'il est victime des directeurs et des élèves qui tapent sur lui. Il a l'air aussi solide que ses parents pour se défendre et pour prendre le rôle de la victime. L'enfant prend cependant sur lui tout ce qui lui arrive à l'école comme une persécution à son encontre. La famille est entrée dans une sorte de paranoïa collective où tout le monde est de concert contre eux.

Il semble que la famille n'ait plus beaucoup de liens avec la famille restée au Koweït ou en Jordanie. Mais le frère de Mr est décédé parce qu'il n'a pas pu payer l'opération nécessaire à sa survie et Mr dit : *» qu'est ce que je fais ici en Belgique si je ne sais même pas gagner ma vie pour payer ces 600 euros qui auraient pu sauver la vie de mon frère ? »* Il semble que la migration ici soit considérée comme un échec car elle ne permet pas de travailler dignement puisque les papiers de réfugiés ne seront pas accordés.

Mr me dit clairement qu'ici la situation est tout de même meilleure que ce qu'elle était en Palestine et au Koweït et que malgré les problèmes vécus, le manque de papiers et la non possibilité de travailler, cela est préférable à ce qu'ils ont vécu là-bas. Or là-bas la situation économique était meilleure qu'ici, mais la situation politique et l'insécurité sur la famille était trop insupportable. Il s'en suit que Mr préfère être en sécurité même précaire ici que riche et en danger là-bas.

Devant l'ensemble des problèmes les membres de cette famille se solidarisent de plus en plus les uns les autres. Ceci est flagrant pour la femme qui se tient avec son mari et résiste aux pressions extérieures faites par la Belgique pour les séparer : *« depuis le début ils veulent me séparer de mon mari : ils me donnent les papiers et à lui pas, ils écrivent dans les papiers de la commune qu'on s'est marié avec 10 ans d'écart, ils disent qu'on n'est pas arrivés à la même date alors que c'est faux; et maintenant c'est au CPAS qu'on me conseille de divorcer de mon mari. J'en ai marre ! »*

L'adaptation ici à l'incertitude s'est faite en décidant de chercher ailleurs l'asile politique. L'estime de soi est sauvegardée en agissant de telle sorte car accepter une autre issue (ex : régularisation via l'article 9.3 par sa femme qui est reconnue réfugiée) serait donner raison à la Belgique dans sa décision de ne pas l'accepter comme réfugié. On lui reproche quelque chose de grave que l'on n'a pas prouvé. Il n'est pas d'accord. Mr sauvegarde ainsi son estime de soi, mais en même temps ne donne pas l'impression de vouloir rester en Belgique et d'apprendre une langue. Il dit : *« au début j'ai appris le néerlandais, mais depuis que tous ces problèmes se sont accumulés et qu'ils veulent que je parte, alors je n'ai plus la tête à cela. S'ils ne veulent pas de moi, ils me l'ont encore confirmé à l'office des étrangers, je pars de la Belgique. Ils auraient pu me le dire plus tôt que de me faire attendre 6 ans. Si ce n'était que j'avais une femme et des enfants, j'aurais quitté la Belgique depuis longtemps. Ah si toute la Belgique était comme toi ! Mais tu es la seule mon avocate qui avez un cœur et à qui je fais confiance. Non, je ne puis faire confiance à ces gens de l'office des étrangers. Ils m'ont dit en arrivant que ma femme serait nationalisée en 3 ans après avoir été reconnue comme réfugiée, pourquoi cela traîne t'il encore alors que ça fait 6 ans qu'on est là ? Ils ne veulent pas de nous et ils nous laissent comme ça vivre dans l'incertitude et l'interdiction de vivre. Je ne peux pas travailler, je ne peux rien faire. Ce n'est pas une vie. Qu'est j'ai fait de mal pour qu'ils me considèrent comme dangereux ? Je connais des tas de gens ici à Saint Josse qui ont les papiers très facilement alors qu'ils sont venus faire des trafics de drogue ou autre chose. Il y en a ici dans l'immeuble qui sont inscrits au CPAS et perçoivent l'argent alors qu'ils ne vivent plus ici. Mais moi je suis clean, je ne fais rien de tout cela et pourtant on me refuse une vie digne et normale ».*

Depuis 1 an il a fait la demande au consulat de suisse pour être accepté comme réfugié en Suisse : *« c'est pour être reconnu réfugié que je suis venu en Belgique, ils ne me donnent pas ce que je veux alors je pars ailleurs. »* Il dit que s'il rentre dans son pays il est en danger car c'est comme un soldat qui a fui l'armée. Cela fait 6 ans qu'il est parti, et il dit que où qu'il rentre, au Koweït, en Jordanie ou en Palestine, il sera mis en prison.

Plusieurs tentatives ont été faites par l'avocate et moi-même pour le dissuader de demander l'asile en Suisse et de plutôt demander le 9.3, mais Mr dit que cela est un piège pour prouver à l'Etat qu'il n'est pas dans son droit d'obtenir le statut de réfugié.

Cette famille a un mode défensif clair. D'ailleurs le directeur d'école qui m'a donné leur adresse m'a dit « surtout n'allez pas les voir, ils sont impossible d'accès, le père a failli me taper dessus »

Ici c'est le sens de la migration qui est en cause : on refuse le statut de réfugié à quelqu'un qui estime qu'il y a droit et qui estime qu'on l'accuse injustement. Il se place donc en victime et fait tout pour y demeurer. Il ne veut pas trouver une solution de conciliation qui puisse lui donner le droit de rester pour une autre raison.

Le fait qu'il ne puisse pas travailler (pas de permis C puisque OQT) ici est un facteur de dévalorisation supplémentaire pour cet homme qui déjà se sent soupçonné d'avoir commis de la torture ».

Son fonctionnement de défense est d'adopter une crispation sur les valeurs traditionnelles et d'empêcher sa femme de quitter la maison. Celle-ci appuie son mari dans sa façon d'agir. Elle accuse l'état belge de faire tout pour les séparer (par les papiers administratifs de la commune qui mettent des dates de mariage différentes, par des paroles de professionnels du CPAS qui l'encouragent à divorcer, par le refus de statut de réfugié à son mari alors qu'elle l'obtient) elle vit cela comme une infraction de l'Etat contre sa famille et son couple et se solidarise des crispations et de la révolte de son mari. Les enfants sont priés également d'entrer dans ce schème défensif. Le ton de la révolte est donné.

A.3.3.3.10 Le rôle du pays d'accueil

Le monde intime des familles qui ont vécu des traumatismes dépend aussi du monde intime des personnes à qui elles se confieront et de la charge affective que le discours social attribue à ce qu'elles ont vécu (Cyrulnik, 2000).

La façon dont on a écouté leur histoire à l'office des étrangers, ou dont on les regarde en tant que professionnels a une influence sur leur résilience. Un exemple est cette jeune fille irakienne, nièce d'une des familles de notre échantillon dont voici l'histoire :

« Avant on voyait la Belgique comme un pays accueillant, mais on est déçus ! Les gens ici sont loin d'être ce que l'on croyait. Ma sœur a eu sa fille violée en prison en Irak parce qu'ils voulaient faire pression sur elle pour qu'elle revienne. Lorsqu'elle sont arrivées ici en Belgique après avoir réussi à la faire sortir de prison, l'interview de l'office des étrangers a choqué sa fille. La façon dont on l'a écoutée raconter ce viol comme si c'était une banalité, elle a dit «maman tu m'avais dit qu'ici les gens étaient civilisés et mieux qu'en Irak, que s'ils s'occupaient du droit des animaux, alors sûrement ils s'occuperaient de nos droits, mais tu m'as menti ». Alors cette jeune fille de 16 ans s'est enfuie de la maison et on n'a plus de nouvelles d'elle depuis 3 ans. Mais ma sœur refuse que la police mette des photos d'elle dans la rue car chez nous c'est ne honte qu'une jeune fille s'enfuit du domicile. Des amis de grande Bretagne cherchent après elle car avant l'exil, on voyageait beaucoup en Europe et peut-être est-elle allée en Angleterre. »

Les habitants du pays d'accueil élaborent des représentations sur un certain groupe d'étrangers, ce qui influe, à son tour, sur la façon dont ce groupe particulier sera accueilli et y pourra entamer un processus de résilience. La phrase d'un professionnel d'origine marocaine de l'association « Union des Locataires » parlant des guinéens, est très significative à ce sujet : *« Il y a ces temps-ci un afflux de guinéens partout à Bruxelles, qui vivent dans des conditions de logement misérables, car étant noirs africains, ils s'entendent dire «je suis désolé, c'est déjà loué». Ils sont d'un niveau culturel très bas, très peu ont fait des études. Ils viennent pour la plupart des fins fonds des villages et alors, caractéristique qui les démarque des autres africains, ils sont musulmans et très fermés sur leur milieu ; rien à voir avec les congolais. Par contre, et ça vous ne trouvez nulle part ailleurs, ils ont une solidarité incroyable. Les nouvelles se répandent comme une traînée de poudre chez eux. Par exemple ici on en a logé 6 familles, eh bien le lendemain ils étaient 80 personnes le matin, en file indienne jusqu'en dans la rue... ça n'existe plus chez nous une telle solidarité ! »*

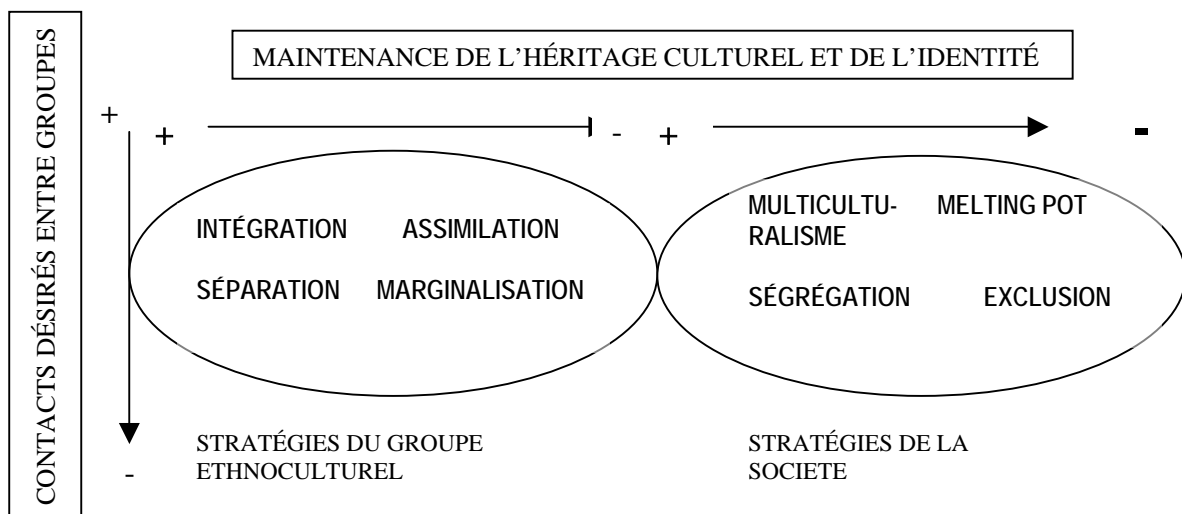
La société environnante ne reconnaît souvent chez un migrant économique que sa force de travail. Le statut de réfugié comporte par contre une connotation de victimisation ou de dépossession de l'individu. Les réfugiés sont confrontés au paradoxe que pour pouvoir avoir accès au service qui leur sont destinés, ils doivent continuer à paraître humbles et démunis, alors que dans le même temps, on les encourage à être indépendants et on les suspecte de vouloir profiter de l'assistance. (Bertrand, 2000)

« C'est cela le problème ici, quand ces nouveaux arrivants arrivent ici avec l'image qu'ils ont de l'Europe comme un pays démocratique ils tombent des nues avec ce genre de manœuvres. Mais il y a quand même des avocats qui aident les gens ! »

Dans le cadre scolaire, les mêmes représentations peuvent exister chez les enseignants et avoir un impact sur les enfants. Lors de notre recherche, nous avons remarqué que les représentations que les enseignants ont des parents primo-arrivants sont beaucoup plus stéréotypées que celles des professionnels de terrain ayant un réel contact avec ces familles. (Voir annexes II)

A.3.3.10. a Le rôle de la société d'accueil dans l'acculturation

Il a été prouvé par de nombreuses recherches que la meilleure acculturation possible du nouvel arrivant était l' « intégration » par opposition à l' « assimilation » du migrant à la culture du pays hôte (Berry, 1997). Le modèle de l'intégration, où tout en gardant son identité culturelle le groupe désire faire partie intégrante de la société d'accueil, est basé sur l'hypothèse que les immigrants sont libres de choisir comment ils veulent engager leurs relations interculturelles. Mais ceci n'est pas toujours le cas. L'intégration ne peut se réaliser que si la société d'accueil est ouverte à la diversité culturelle, donc multiculturelle (faible niveau de racisme et d'injustice, un sens de l'attachement à la culture de société par tous les individus). Donc une accommodation mutuelle est nécessaire à l'acculturation, incluant l'acceptation par les deux groupes du droit de vivre culturellement différents. L'intégration ne peut se réaliser aussi que quand le groupe ethnoculturel a le désir de maintenir un héritage socioculturel de son pays d'origine. Quand l'assimilation est imposée par le groupe dominant elle devient un melting pot, quand la séparation est imposée elle devient de la ségrégation, quand la marginalisation est imposée elle est appelée exclusion.



« On a fait un document de travail, la cohésion sociale, et on s'est retrouvé avec politiciens belges, lors de la constitution du gouvernement. Je dis aux politiciens que s'ils veulent que les congolais votent pour eux, qu'ils viennent les rencontrer dans les cafés, les fêtes de baptême, etc. Parce que les belges qui connaissaient les congolais et leur culture sont tous morts maintenant. Tandis que maintenant nous voulons que les gens qui vont nous gouverner nous connaissent et agissent pour le Congo. »

« Ce que je trouve qui est important c'est que les gens puissent donner: ils me disent l'humiliation d'être toujours la main tendue pour demander. Ce qui les guérit ici c'est cela absolument c'est de donner, de créer des liens, d'être en relation avec des belges et des autochtones. Liens de réciprocité = égalitaire. Ils demandent qu'on leur permette de s'insérer, qu'on leur donne le sentiment qu'ils ont droit à la parole, qu'ils ont une place. »

A.3.3.10 b. Professionnels / primo-arrivants : quels liens possibles pour permettre la résilience ?

Nos réfugiés nous ont confié ne pas toujours pouvoir parler de leurs souffrances, de peur d'être mal compris :

« Depuis 5 ans que je suis ici, personne ne s'est intéressé à ma situation. Personne ne m'a demandé comment j'allais. Tu sais quand tu m'as téléphoné pour la 2^{ème} fois, j'ai eu peur de te dire oui car je sentais que tu ne saurais rien faire pour moi tellement ma situation est inextricable. Mais ça me fait tellement du bien de pouvoir tout te dire et ça me fait plaisir que tu m'as répondu que tu ne sauras pas faire grand-chose pour moi si ce n'est téléphoner à l'Office des étrangers et voir où en est le dossier, me conseiller sur certaines procédures etc. Même ce peu là, Dieu pourra faire beaucoup avec. »⁵⁷

« Je crois en Dieu, Il m'a aidé. En Belgique je ne parle pas de mes problèmes à beaucoup de gens car ils ne me croiraient pas, ils n'ont pas vu tout cela, ils ne me croient pas »

Nous avons interviewé une dizaine de professionnels rencontrant chaque jour des primo-arrivants dans le cadre de leur travail d'alphabétisation ou d'insertion socio-professionnelle et voici ce qu'ils nous disent des primo-arrivants et des relations qui s'établissent entre eux :

« Nous avons rencontré à plusieurs reprises des personnes étrangères un peu perdues, ayant peut d'entrer en contact avec les autochtones. Elles se sentent un peu épiées. Elles s'accrochent à leur histoire et des fois s'enferment dans cette histoire qui par ailleurs devient presque un refuge. Pour les faire sortir de ce cercle vicieux, il faut de la patience et une dose très élevée de confiance pour que ces personnes commencent à casser la coquille et sortir petit à petit de leur histoire qui est parfois trop lourde à remémorer et à porter. Ces personnes ont besoin d'être écoutées, comprises et prises au sérieux. Croire à l'authenticité de leur histoire est un signe d'espérance pour elles et de sécurité pour l'avenir proche. »

« Les personnes qui viennent d'arriver sont souvent repliées sur elles-mêmes. Il est plus difficile de créer une vraie relation. Elles souffrent terriblement de l'isolement. C'est pourquoi nous tentons de les aider à travailler solidairement. (Travaux en sous groupes) et à aller à la rencontrer des autochtones (visites de la ville, exercices pratiques dans les commerces, visites d'expositions, etc.) »

« On ressent chez eux une profonde détresse face à leur nouveau pays d'accueil. Détresse face à la langue, aux institutions, aux coutumes, etc. Un immigré de longue date a déjà travaillé ces problèmes. Un primo arrivant y est confronté au quotidien ; Cette détresse provoque souvent du repli et la peur de l'autochtone qu'on ne comprend pas. Je consacre donc naturellement plus de temps à briser la glace, à instaurer un vrai échange, dans une confiance réciproque, avec ces personnes qu'avec nos autres stagiaires (pas au dépend de ces derniers bien sûr !) »

« Beaucoup sont las de leur parcours mais persèverent pour être admis définitivement dans cette ultime terre d'accueil. Ils se confient généralement brièvement, au début du cours, concernant leur situation globale. La relation s'établit progressivement dans un climat de confiance. Je constate pour ces gens volontaires que ces cours sont non seulement une valorisation, un espoir pour être admis dans notre société mais aussi un répit, par rapport à leurs problèmes et leur groupe social et ethnique. Il est à remarquer que ces personnes se regroupent après les cours par nationalités et occultent le français aussi bien dans leur groupe que dans leur famille. »

« Il y a des possibilités d'établir une relation d'attachement, mais seulement après avoir créé un climat de confiance réciproque. Cela prend du temps. Une personne ne se livre pas dès la première rencontre. De plus la

⁵⁷ 1^{ère} entrevue en mars, je retéléphone 2 semaines plus tard pour le voir une 2^{ème} fois mais il ne veut pas. Je n'insiste pas et fais silence jusqu'en juillet. Là il accepte à nouveau et se confie entièrement

barrière de la langue est un obstacle supplémentaire. A l'issue de leur formation qui dure 10 mois, on constate souvent des liens très forts qui se tissent entre les formateurs et leurs stagiaires.

Il arrive qu'elles se confient à nous, mais il n'est pas possible de généraliser. Certaines personnes gardent une réserve sur leurs traumatismes, d'autres en parlent plus facilement. Cela dépend bien sûr de plusieurs facteurs (caractère de la personne, gravité des traumatismes vécus). D'un point de vue strictement professionnel j'éprouve une énorme satisfaction quand un de mes apprenants ose se livrer (peu m'importe alors la correction de sa parole, il s'ouvre et c'est bien l'essentiel). D'un point de vue humain c'est souvent très dur d'entendre des récits aussi forts et de tourner la page « comme si de rien n'était ».

« Il ne faut pas que notre démarche de les écouter relève de la curiosité malsaine. Leur vécu étant dur et souvent triste et lourd, il leur faut un certain temps d'apprivoisement et de confiance pour que ces personnes puissent parler de leur souffrance morale et physique. Leurs valeurs culturelles, religieuses et morales leur permettent de continuer d'espérer et de croire en la vie. Dans le cas où nous parvenons à créer un climat de confiance et d'écoute, il est parfois difficile et déstabilisant d'écouter le récit de leur vécu dramatique. Mais il nous faut du calme et un peu de tact pour arriver à gérer et comprendre cette situation difficile. »

Les difficultés et besoins des primo-arrivants recensés par les intervenants

- Problèmes financiers importants : demande d'échelonnement de paiements, etc...
- Problèmes de logement : aide à la recherche et de l'intervention des aides ADEL
- Problèmes de violence domestique et d'inadéquation entre l'évolution de la représentation des droits des femmes et certains schèmes culturels traditionnels. : sollicitation d'un service approprié pour l'hébergement des femmes (refuge des femmes battues), promotion de son émancipation par des formations en OISP
- Problèmes de l'absence de droits liés aux OQT (ordres de quitter le territoire) : intervention des avocats du centre d'égalité des chances ou pro deo.
- Problèmes de séparation de famille : orientation vers le service d'ethnopsychiatrie de D. Schurmans
- Problèmes de logopédie avec certains élèves. Le service de logopédie de la faculté de Psycho de l'Ulg a détaché une élève stagiaire de dernière année pour construire un outil spécifique à la résolution des troubles de langage détectés.
- Problème de difficultés d'intégration des enfants dans le milieu scolaire et des conséquences : intervention vers les directions des écoles pour obtenir des facilités....
- En ce qui concerne les jeunes et les enfants une grande difficulté à l'adaptation aux programmes scolaires très différents du pays d'origine. Pour qu'ils puissent vivre une certaine harmonie scolaire il leur faut des cours de remise à niveau.
- Problèmes pour les achats : orientation vers les services d'Oxfam, Terre, Armée du Salut,

« Curieusement, les problèmes les plus sensibles ont concerné des femmes d'origine étrangère mariées récemment à un Belge (un Belge, « bien belge »). Elles n'ont généralement pas de droit à une allocation et sont donc complètement en dehors du marché du travail (pour ne parler que de ça), de plus, elles sont peu au courant de leurs droits, très isolées tant au niveau de la culture de leur pays d'adoption (dont l'image donnée par la belle-famille est parfois assez archaïque...) que de leur pays d'origine.

Exemple d'une Bulgare, universitaire, cadre dans son pays, que le mari et la belle famille tentaient de persuader de ne pas viser des postes trop qualifiés, parce qu'une Bulgare en Belgique doit commencer au bas de l'échelle et ensuite faire ses preuves (à leurs yeux, elle devait, en tant qu'économiste commencer par faire le ménage là où elle aimerait travailler ensuite...).

« Nombreuses sont les personnes qui ont vécus des situations particulièrement traumatisantes, elles font des cauchemars, et ont beaucoup de difficultés à se débarrasser de leurs visions d'horreur.

Plusieurs jeunes femmes ont été violées, certaines ont réussi à suractiver mais pour d'autres une thérapie très longue sera nécessaire. Une de nos jeunes femmes, veuve ayant perdu son enfant, s'est mariée avec un belge et veut absolument tout rebâtir et réussir son insertion dans la société belge avec acharnement. »

« Ayant au cours de français des personnes du Rwanda et d'Irak, j'ai pu constater des facteurs communs de la souffrance de la guerre : la peur, la tristesse, la perte des repères. A cela viennent s'ajouter le ou les décès des membres de la famille mais aussi les différents handicaps physiques. On ne peut mobiliser ces ressources qu'en les aidant, en les encourageant et qu'ils trouvent déjà, au sein d'une classe de cours, les prémices d'une nouvelle vie. »

La force des primo-arrivants selon les professionnels

« Le courage dont ils font preuve pour recommencer à zéro est remarquable. Je n'ai donc pas à travailler leur motivation car elle est là ! Le problème se situe le plus souvent au niveau de l'adaptation ; On a beau être résolu, l'adaptation au nouveau pays, aux nouvelles valeurs est bien souvent difficile. J'essaie par des débats sur les problèmes de société, par la lecture de journaux, par la découverte d'autres cultures (reportages vidéo), de favoriser leurs capacités à s'adapter à différentes situations. »

« Leur force vient du fait qu'elles ont confiance en l'avenir et qu'ils créent un réseau de solidarité et culturel entre les primo-arrivants de même origine. Ces personnes se sentent réconfortés par la tranquillité retrouvée au pays d'accueil et espèrent que leur enfants vont avoir plus de chances qu'elles et échapper au drame vécu par les parents/ »

« La force de ces personnes, réside dans la sauvegarde de leur famille et dans le fait qu'ils veuillent se convaincre qu'ils ont droit eux aussi à l'épanouissement de leur vie dans la paix et la liberté en s'intégrant chez nous. »

Multiculturalité – pluralisme et relations entre professionnels et primo-arrivants

« Il s'avère nécessaire de développer dès le départ des cours, la notion de groupe en tant qu'adultes et que la classe est un microcosme de la société où les obligations qui y sont fixées doivent être respectées dans l'intérêt de tous en tenant compte de la liberté d'expression de chacun. L'attitude du formateur est déterminante dans ce domaine mais ils y adhèrent assez vite. La pluralité du formateur, dans les conversations ou débats, est très importante vis-à-vis de cette population hétérogène du point de vue de la nationalité, religion, culture.

Les 1ères conversations dans les thèmes de communication, sont déterminantes pour cette attitude plurale et facilitent le climat de confiance, évitant ainsi des polémiques qui font ressurgir des rivalités, des histoires pénibles et situations mal vécues. Il faut à tout prix éviter la discrimination où l'on devra adapter le fonctionnement du cours par rapport au mode de vie de l'une ou de l'autre nationalité présente. »

Quelles réactions prônent-ils face à un fonctionnement défensif d'un primo-arrivant ?

« C'est bien souvent l'ignorance qui crée ce mode défensif et ce rejet. J'essaie de me mettre dans la peau de l'autre et de comprendre son point de vue. Il m'est alors plus facile de parler de mes valeurs et de les confronter à celles des autres. Je n'essaie aucunement de le convaincre, mais de lui faire entendre, comprendre que nous n'avons pas les mêmes valeurs. Il est essentiel également de lui expliquer que je ne suis aucunement responsable du sort que lui réservent les autorités et que je ne suis pas solidaires des maltraitements administratifs dont il fait l'objet. »

« Un cas difficile s'est avéré pour un problème médical. La personne prenant à partie l'Etat belge et le corps médical pour leur incompétence et leur abandon. L'intéressé était déjà connu de tous les autres services pour ses propos. Je l'ai écouté, je lui ai conseillé la patience mais aussi la modération de ses propos pour le pays d'accueil.

Son comportement fut répétitif et tellement véhément au sein de la classe qu'il fallut l'écarter du cours eu égard aux autres élèves. »

« Il faut avec tact faire comprendre à ces personnes qu'il faut cesser de se positionner sans cesse en victime. « Se faire assister toute sa vie n'est pas une solution viable à long terme » Il faut arriver à se prendre en charge et se donner les moyens d'en sortir « ex: suivre une psychothérapie »

Lorsqu'une personne se sent incomprise et que quelque part dans son subconscient elle nous considère comme coresponsables de son malheur et du rejet vécu. Pour arriver à bout de ce problème, il faut adopter une attitude responsable et chercher des solutions efficaces qui peuvent permettre à la personne de s'en sortir. Surtout éviter le sentiment de culpabilité et de pitié envers ces personnes. »

Les difficultés administratives

« Les questions inhérentes à leur vie quotidienne s'insèrent souvent dans les actes de communication et dialogues pendant les cours. Bien sûr, ils posent souvent des questions plus précises au sujet des procédures de régularisation, obtention de la nationalité et sociales. Tout en les écoutant il m'apparaît de rester prudent quant aux réponses et je préfère les orienter vers le service social de l'ASBL, où les assistantes sociales compétentes peuvent répondre concrètement à leurs questions et éventuellement leur trouver une solution. Plusieurs fois durant l'année scolaire, des séances d'information sont organisées au sein des cours, par une AS et pendant lesquelles ils peuvent poser toutes les questions. Il est vrai que s'il existe des procédures concrètes, en les écoutant, il y a plutôt de l'incohérence et de l'ambiguïté dans la réponse à leur situation. Ils ont souvent l'impression que l'autorité se renvoie la balle et se retrouvent après des années dans un cercle vicieux d'attentes...de quoi? »

« Au niveau politique et plus précisément dans l'apprentissage du français langue étrangère, l'Etat devrait s'investir et éventuellement rendre cet apprentissage obligatoire à différents niveaux de connaissances dans le cadre de la régularisation. L'Etat devrait en fixer le cadre de fonctionnement, les programmes et les méthodes (syllabus) ce qui n'existe pas. Tout ce travail étant pris en charge par des ASBL et la demande de cours est croissante. Ce point de vue est certainement un vœu pieux, tenant compte des graves problèmes de notre actuel enseignement national. »

« pour pouvoir l'aider il faut que la personne le souhaite et qu'elle saisisse l'opportunité de se faire aider. Pas n'importe quelle aide, il faut une aide appropriée tenant compte de la culture et des valeurs morales, coutumières et religieuses de certains pays. L'efficacité d'une aide s'obtient aussi par le respect qu'on a envers la personne aidée. La politique d'asile doit inspirer n peu plus de climat d'écoute, de confiance, d'accueil véritable au lieu de soumettre les personnes aux questionnaires inadaptés qui ne correspondent pas souvent aux critères culturels des personnes interrogées. »

CHAPITRE 2. LE CADRE SCOLAIRE ET LA RESILIENCE DE L'ENFANT PRIMO-ARRIVANT

B.I. Conflits de valeurs à l'école et résilience

Le vécu familial

Certains parents africains, nous ont confié ne pas comprendre qu'ici la punition physique ne fasse pas partie de l'éducation. C'est pour eux la condition même d'une éducation réussie. D'autres, plutôt originaire de l'Afrique Centrale, ont confié qu'ils étaient soulagés que l'enseignant ne frappe pas sur leurs enfants comme cela se fait au pays.

« Je me souviens d'une conversation dans une autre école avec un papa qui m'expliquait que je devais frapper son enfant et donc j'essayais de lui expliquer que l'enfant pouvait très bien me respecter et m'obéir sans pour autant me donner des coups. Et c'est chouette parce qu'on pouvait en discuter. Et il me disait « pourquoi mon fils, il ne doit pas porter l'eau, il n'a rien d'autre à faire que de venir à l'école, et il ne travaille pas mieux à l'école ? » Alors que l'enfant qui était un peu perdu et le papa ne comprenait pas pourquoi il ne savait pas se débrouiller mieux à l'école ».

Le vécu de l'enfant

La plupart des personnes primo-arrivantes qui s'intègrent à une nouvelle culture éprouvent un choc culturel. L'enfant aussi vit ce choc. L'enfant vit ce changement dans la confusion, il a du mal à s'habituer et à intégrer de nouvelles choses.

« Il y a des enfants qui ont besoin d'un temps d'adaptation parce qu'ils ont été chamboulés, qu'ils vivent mal le changement, parfois on ne sait pas très bien ce qu'ils ont vécu, dans des pays de guerre... Il y en a qui ont besoin d'une semaine d'adaptation, d'autres d'un mois. Donc ces enfants là il ne faut pas les bombarder de français avec des exigences... Non il faut leur laisser le temps. Il y en a qui arrivent et qui sont arrivés ici séparés, mal avertis qu'on allait vivre en Belgique, il y en a qui ont au contraire été préparés par la famille et on voit qu'ils ont été préparés à cela et qu'ils n'ont pas été perturbés, qui ont été accueillis ici par la famille ; Souvent ils arrivent déjà avec leur matériel. »

Souvent, il ne comprend pas le changement, le sens d'autant de frustrations, la raison pour laquelle il est éloigné de ses grands-parents, de ses amis. L'enfant ressent les tensions et les frustrations de ses parents mais il ne sait pas l'expliquer ni l'exprimer.

« J'avais un enfant irakien qui était tout à fait en rébellion par rapport à la scolarité et par rapport à la migration de ses parents, et qui était en rupture tant familiale que scolaire et en révolte parce qu'il avait dû quitter la ferme de ses grands-parents, des amis, qu'il devait faire tous ces apprentissages... alors en discutant avec l'enfant je me suis rendu compte qu'il y avait toute une série de non-dits dans les familles »

« J'ai une famille la petite est arrivée, elle a 12 ans. Elle n'a jamais été à l'école, elle vivait chez la grand-mère à Kinshasa. Le papa a fait venir cette petite fille et il annonce à sa femme qu'il a eu cette petite fille avec une autre femme il y a 13 ans. La fille ici refuse tout, fait des fugues, accepte son père mais refuse la dame qui n'est pas sa mère. Mais elle ne sait pas ce que sa mère est devenue. Et le papa me dit « sa mère est morte, mais il ne fait pas le dire à l'enfant ». Mais vous voyez c'est du n'importe quoi ! »

Il le fait dans son propre langage, avec son corps, c'est ainsi que peuvent apparaître des problèmes de comportement, des problèmes dits « psychosomatiques » mais qui sont en fait des réactions normales du corps au stress de l'acculturation (maux de tête, maux de ventre, fatigue, vomissements, troubles du langage, manque de concentration, troubles du sommeil, énurésie, tristesse, anxiété, agitation). Ces symptômes liés à la migration apparaissent chez tous ceux qui ont quitté leur pays d'origine, d'une manière ou d'une autre, et avec des intensités et combinaisons différentes (Riyadh Al-Baldawi, 2002). Dans notre échantillon, c'est près de la

moitié des enfants primo-arrivants qui présentent ces symptômes. Ce sont des manifestations qui peuvent être reconnues comme une réaction naturelle à la perte et au changement inhérents au processus de migration.

B.1.1. Quelle réponse de l'enseignant face au choc culturel de l'enfant ?

Développer le sentiment de sécurité chez les enfants : la sécurité, c'est un préalable. Si on se réfère à la pyramide des besoins de Maslow, après les besoins vitaux, on a la sécurité physique et psychologique. Si l'enfant ne se sent pas en sécurité, l'enfant n'est pas disponible. Son énergie est mobilisée sur un mode défensif pour se protéger contre des agressions réelles ou potentielles.

« En fait ce que je remarque c'est que quand ils arrivent ici, ils ont besoin pour que tout ça soit plus ou moins clair pour eux, qu'il y ait une structure claire et nette : ils arrivent le matin à l'école, je leur explique bien comment ça fonctionne le matin chez qui il va, chez moi ou chez son instituteur... déjà ça les aide à se recentrer un peu, à se retrouver : s'ils n'ont pas leur matériel ce n'est pas grave je l'ai, qu'ils ne soient pas paniqués de ne pas être corrects, de ne pas être en ordre. C'est surtout une structure, quelque chose de très rigide qu'on leur donne, et on voit déjà après une semaine qu'ils ont le sourire aux lèvres parce qu'ils se disent : « ah voilà maintenant c'est ma classe... »

Une recherche auprès des adolescents haïtiens (Chrispin, 1998) de 1^{ère} et de 2^{ème} génération aux Etat-Unis, a montré qu'une orientation, d'acculturation biculturelle, prédisait une plus forte résilience scolaire ; tandis que c'est l'influence parentale qui prédisait le mieux la résilience « émotive » (dépression et anxiété moindre). L'effort d'acculturation et le biculturalisme se sont avérés fonctionner comme des facteurs de vulnérabilité pour la résilience dite « émotive ». Cependant, l'effort d'acculturation prédisait une résilience émotive plus forte parmi la 1^{ère} génération que parmi des immigrés de la deuxième génération. Les jeunes filles étaient plus vulnérables.

L'école tient une place très importante dans l'environnement de l'enfant primo-arrivant et forcément dans celle de sa famille. Elle intervient autant comme structure sociale que comme structure culturelle sans qu'il soit possible de dissocier une fonction de l'autre. L'enfant est amené à comparer le style de vie de sa famille, les mœurs propres à sa culture avec ceux du pays d'accueil. Il peut alors naître des troubles de l'identité liés aux ruptures et aux changements, et aux difficultés d'identification à des modèles occidentaux. L'enfant est soumis à des identifications paradoxales entre les parents et les éducateurs ou les enseignants qui font souvent preuve de fortes pressions assimilatrices.

A travers le discours de la société d'accueil, notamment celui de l'école, l'enfant et l'adolescent se « découvrent étrangers », appartenant à un groupe souvent dévalorisé, « chargé » de stéréotypes défavorables. L'école primaire est le lieu où ils rencontrent le plus de taquineries ou de commentaires négatifs basés sur leur couleur. Beaucoup d'enfants ne savent pas qui ils sont jusqu'au moment où un petit belge leur renvoie leur couleur « tu es noir »... et ils rentrent à la maison poser la question à leurs parents « je suis noir ? »... Un petit italien ou espagnol, à la longue il est belge, mais un enfant noir ou marocain portera sa couleur toute sa vie et se doit donc d'assumer son identité bi-culturelle. Or bien souvent l'école ne se sent pas le devoir de l'aider en ce sens.

Les associations ethniques peuvent jouer ce rôle ; nous avons rencontré des associations congolaises, burundaises et rwandaises qui proposent, à la demande des parents, des cours de langue maternelle.

« Les parents, parce qu'ils projettent à un moment donné de ne plus rentrer en Afrique, ne parlent plus la langue maternelle à leur enfant. Et puis un jour ils se retrouvent dans une situation qui réveille leur désir de

transmettre cela à leurs enfants. Ainsi dans un mariage rwandais en France réunissant des cousins et amis rwandais venant de Hollande, Allemagne et Belgique, les parents se rendirent compte qu'eux-mêmes savaient communiquer tandis que leurs enfants, pourtant cousins, n'avaient aucune langue commune... »

Un jour deux petits enfants rwandais sont revenus chez leurs parents leur dire : *« nous voulons apprendre le kinyarwanda ! »*. Les parents étaient interloqués ! *« oui, continuent-ils, nous aimerions parler entre nous dans une langue que les autres ne comprennent pas ! »*.

Une situation aussi rapportée est celle de la grand-mère qui vient du pays et qui ne sait communiquer avec ses petits enfants que par l'intermédiaire des parents qui jouent le rôle de traducteurs... Situations qui rend les parents conscients qu'il ne leur faut pas évacuer la langue maternelle si facilement.

Ce qui est important c'est que les enfants sachent que leurs parents ont une autre langue qu'eux, d'autres coutumes, d'autres vêtements et que cette culture a autant de valeur que celle de la société d'accueil. Pour éviter ces conflits d'identité, le professeur peut demander à l'enfant de **préparer un travail sur son pays d'origine et le présenter à sa classe** ; il permet ainsi à l'enfant d'être reconnu dans son identité et aux parents de participer avec l'enfant à l'élaboration de ce qui est leur culture commune. C'est la condition même pour permettre à l'enfant une intégration réussie. Sinon, la pression de la société d'accueil à travers l'école pousse l'enfant à une acculturation de type assimilatrice en le poussant à nier la culture de ses parents. C'est d'ailleurs la raison de la perte d'autorité parentale. Les attitudes multiculturelles de l'école prédisent une meilleure adaptation des enfants et des jeunes, ainsi que moins de violence. L'intégration des primo-arrivants dans notre système éducatif, dans des classes ordinaires, pourrait donc aussi être l'occasion d'un enrichissement mutuel, d'une réflexion sur les diverses cultures.

Les conflits de valeurs vécus par les enseignants

Le choc culturel peut aussi exister chez les enseignants face à la diversité des cultures et des religions en présence dans leur école. Par exemple, ils rapportent ne pas savoir comment réagir à des affirmations comme « mon enfant est possédé par un démon ».

En comparant les représentations qu'ont la majorité des enseignants des parents primo-arrivants par rapport à celles qu'ont des professionnels de l'alphabétisation à propos de cette même population, on s'aperçoit que les premiers s'appuient en général (il y a bien sûr des exceptions pour ceux qui font la démarche d'aller à la rencontre des familles) sur des stéréotypes. Ainsi pour citer une professeur *« Les difficultés rencontrées avec les familles primo-arrivantes sont le divorce des parents, les cultures différentes, le poids de l'intégrisme imbécile, la nécessité d'imposer la culture de l'ouverture et forcément de la mondialisation sans perte de ses racines : demander à un ami de la famille qui sert de traducteur et fait passer des messages clairs et précis. »*

Un certain désinvestissement parental dans le suivi scolaire est mentionné par les professeurs. Dans le cas de réfugiés, c'est souvent parce que sa famille est trop sous l'emprise de traumatismes et/ou des difficultés de la migration, qu'ils s'en remettent entièrement à l'école. La plupart des enfants de notre échantillon vont dans une école de devoir. Certains pères plus érudits disent prendre en charge eux-mêmes le suivi scolaire à la maison. Les parents, surtout lorsqu'ils sont intellectuels, se sentent ainsi privés de la possibilité de participer eux-mêmes au suivi scolaire de leurs enfants.

« J'habitais juste à côté de son école, mais j'ai décidé de ne pas le changer d'école même si j'ai changé d'adresse. Ici il est assez seul et quand il aime il travaille. En classe il est content de voir ses amis alors il a envie de jouer car il a ce manque de la relation avec son frère. Il dérange un peu mais il n'est pas violent. Il veut jouer après avoir fini son travail. Je l'aide après l'école, je lui demande ce qu'ils ont fait et je répète avec lui, je lui donne les mêmes exercices. »

Mais la bientraitance ne peut être envisagée sans que soit réactivée la juste place des parents trop souvent stigmatisés et démissionnés. Car des parents plus respectés, mieux reconnus et soutenus dans leurs compétences et leurs responsabilités seront à leur tour plus respectueux et protecteurs pour leurs enfants qui, nourris de cette image parentale positive, s'inscriront, eux aussi dans une parentalité cohérente et propice aux bons traitements.

Une mère était étonnée d'entendre son enfant lui dire : « *mon professeur m'a dit que si nos parents nous font faire des exercices à la maison il faut refuser car elle donne tout ce qu'il faut à l'école* ». Ainsi se sent-elle privée de sa capacité de s'occuper de son enfant et de suivre ses devoirs... et frustrée ! Les parents africains se retrouvent dans la situation où ils ne peuvent imposer l'identité culturelle à leurs enfants comme ils le faisaient chez eux.

Au dire des enseignants on observerait aussi une défaillance de l'autorité parentale. Si elle existe réellement, ils n'en sont pas tout à fait responsables.

« Les attentes des parents c'est que les enfants aient une scolarité la plus performante possible, donc ils attendent énormément de la scolarité des enfants, et ça ils se rendent compte des difficultés des enfants. Mais ils ne savent pas s'investir parce qu'en général ils sont illettrés. C'est pour ça qu'ils attendent énormément de l'école. Ils sont obligés d'aller suivre des cours pour obtenir la régularisation, et donc ils essaient d'aller dans une école mais il y en a beaucoup qui abandonnent. Déjà trouver une place c'est difficile. Il faut dire que moi j'ai des mamans qui sont en dépression, elles ne voient personne, elles sont entre leurs 4 murs. Elles sortent, c'est pas ça, le seul endroit où elles ont une certaine reconnaissance c'est l'école parce qu'elles sont accueillies par les enseignants. Et elles retrouvent d'autres mamans d'autres nationalités. Elles se retrouvent entre mamans de la même ethnie ici ou alors dans les lieux de culte. Ça les aide sans les aider car ils ont toujours la nostalgie du pays »

Certains auteurs soulignent combien il est important pour les professionnels scolaires de redonner devant l'enfant l'autorité aux parents, spécialement parce que leur culture apparaît à l'enfant comme étant la culture dominée alors que celle des professionnels ou de l'école apparaît comme la culture dominante (Eva Hemon, 1995). Certaines écoles favorisent un lien très fort avec les familles, d'autres ne voient les parents que lors de la remise des bulletins. Il est évident que dans le premier cas, on observe beaucoup plus de capacités de résilience scolaire chez ces enfants primo-arrivants. L'ambiance de l'école a un effet certain sur l'enfant.

B.I.2. Développer le sentiment d'identité : l'identité, c'est l'individu par rapport à lui-même, mieux se connaître. Il faut se connaître avant de se reconnaître. Se connaître, c'est le concept de soi. On ne peut avoir d'estime de soi si on ne se connaît pas. Le concept d'identité, le concept de soi, c'est un sous ensemble d'estime de soi. Des personnes qui ont une faible estime d'eux-mêmes ne connaissent peut-être pas leurs compétences, leurs forces.

B.I.3. Développer le sentiment d'appartenance : c'est l'estime de soi sociale, quelle valeur je me donne dans un groupe.

B.I.4. Développer le sentiment de compétence : ça se divise en deux niveaux : compétences académiques et compétences sociales.

B.II. La prise en charge spécifique des élèves primo-arrivants

B.II.1. Les difficultés mentionnées par les directions d'école

Les problématiques familiales, culturelles et les conséquences sur le vécu à l'école

« Elles ont des idées préconçues, ces mamans chrétiennes sont très superstitieuses. Pour vous donner une idée, j'ai des enfants syriens garçons qui jusqu'à 7 ans ont des cheveux longs et qu'on habille de manière féminine. Parce que ce sont des mamans qui n'ont eu que des filles et chaque fois qu'elles ont été enceintes de garçons elles faisaient des fausses couches et donc une fois qu'elles ont eu un garçon qu'on a bien protégé, on lui a laissé pousser les cheveux et on le traite comme une fille comme ça quand l'ange passe au dessus, dans le ciel, il ne voit pas que c'est un garçon donc il passe au dessus, mais quand il a 7 ans on lui coupe les cheveux et donc là l'enfant est sauvé. Elles expliquent tout ça et vous vous dites « oui ». Et moi j'ai des enfants traumatisés, parce que les autres enfants lui disent « elle » et lui il se dit « elle », il confond, il ne sait plus, il sait qu'il est un garçon sans le savoir. C'est très embêtant, j'ai un enfant de 4^{ème} primaire qui a dû doubler parce que le gosse d'abord il a des comportements féminins, il est très doux. Mais quand on dit cela aux parents ils ne comprennent pas parce que pour eux il faut surtout qu'il reste vivant. »

« J'ai un cas, un papa africain qui a 4 enfants et il vient de recueillir un enfant d'un ami pour lui rendre service car il avait un enfant hors mariage que sa femme ne voulait pas et donc c'est son ami qui prend l'enfant. Un prêté pour un rendu. Et l'enfant il est là, nourri soigné, mais il n'est pas entouré d'affection. Qu'est ce qu'on fait avec ça ? Dans la culture africaine c'est comme ça. Pour que l'enfant ne soit pas à la rue il est recueilli par un autre. Donc vous comprenez tout le travail. »

B.II.1.a. La mobilité incessante des primo-arrivants

Une difficulté mentionnée est la gestion difficile de l'arrivée incessante pendant l'année de nouveaux élèves. De plus, la population scolaire est très changeante. Dans certaines écoles c'est un quart de la population scolaire qui change chaque année et est remplacée par une grosse majorité de primo-arrivants. Les déménagements peuvent aussi expliquer un départ d'élève. Mais certaines écoles nous disent qu'ils représentent l'école la moins bien cotée et que dès que c'est possible, les parents cherchent à mettre leur enfant ailleurs. Certaines écoles nous disent aussi recevoir les élèves qui ne sont pas acceptés ailleurs.

Les parents encore pas vraiment installés dans un endroit qui leur convient, déménagent souvent. Certains parents, grâce à l'encouragement du directeur, ne changent pas l'enfant d'école si le déménagement se fait à une distance estimée faisable. Pour garder la population d'enfants primo-arrivants plus stable et par là faciliter leur adaptation, il serait bon que les directions favorisent un climat de relation positive avec les parents afin de les convaincre à garder quelques années l'enfant dans un même milieu avec les mêmes références d'attachement. C'est important que pour les enfants il y ait une cohérence afin de mettre en confiance les parents et de leur donner des occasions pour s'exprimer et entendre certaines choses aussi.

B.II.1.b. Les problèmes administratifs et économiques des familles

Souvent la relation parents-enseignant se fait au travers de papiers, du journal, du bulletin. Il serait bon de prendre en compte les quelques parents primo-arrivants analphabètes ou ne comprenant pas le français dans les relations scolaires (complexité des dossiers d'inscription, demande de courriers manuscrits, bulletins..).

Un autre problème mentionné par les directions est le coût des frais scolaires, trop élevé pour certains parents primo-arrivants en situation économique plus que précaire. Beaucoup de parents se plaignent du coût que représente l'école, que ce soit pour les garderies ou pour les repas, les documents scolaires, les sorties ... Certains parents préfèrent garder leurs enfants à la maison

lors de sorties parce qu'ils n'ont pas les moyens de les payer. Ils ont besoin de nombreux papiers prouvant les frais scolaires pour être remboursé du CPAS. Or cela n'est pas toujours pris au sérieux par les enseignants. Les directions d'écoles sont très souvent obligées d'établir un lien direct avec le CPAS, tellement le nombre de familles qui en bénéficient est élevé, et pour se faire rembourser de tel ou tel frais que le parent n'a pas payé, cela est plus rapide de passer directement par le CPAS. Certaines écoles trouvent des solutions qui conservent cependant la dignité aux parents ne voulant pas non plus apparaître comme incapables de payer, et demandant eux-mêmes de pouvoir échelonner les coûts. Une directrice a proposé à un père de venir faire un petit travail dans l'école en échange.

« Le papa est déjà venu ici, je lui ai donné du matériel en début d'année. Quand son petit garçon et sa petite fille sont arrivés ils n'avaient vraiment rien et le professeur a pu se débrouiller pour dépanner et j'ai regardé pour un plumier, un crayon... pour dépanner et le papa est venu dire que c'était une aide à ce moment là mais que dès qu'il pourrait il essaierait de rendre.

Et alors avec la titulaire pour la sortie cinéma, d'abord papa avait dit que pour les 5 euros ce n'était pas possible, et là elle a trouvé un arrangement avec lui pour payer un euro par semaine. Il y a d'autres choses établies dans l'école c'est qu'on veut laisser la dignité à la personne qui est en face aussi, par exemple pour un autre papa je lui propose de venir faire un petit travail dans l'école. Et on garde l'idée d'une participation quelle qu'elle soit. Pour des enfants dont les parents ne savent pas on lui dit « fais ton calcul et montre moi ce que tu es capable de donner »

Un autre problème souvent mentionné est la demande des familles concernant les problèmes administratifs et les avocats :

« En plus de l'immigration et de toutes sortes de choses, il y a le fait ne pas comprendre les lois belges... moi j'ai aussi le juriste qui est venu et qui a passé toute la soirée à expliquer aux parents ce qu'il fait faire, ce qu'il ne faut pas faire. Ils se font arnaquer, vous ne pouvez pas vous imaginer, comment ils se font arnaquer par les avocats !! Ils leur prennent tant d'argent ! »

J'ai encore une maman toute à l'heure qui me dit « faites moi une lettre pour mon avocat » Mais je leur dit « ça ne sert à rien » ; elle n'est ici que depuis deux et demi, qu'est ce qu'elle est en train de s'imaginer ? Elle n'a aucune chance, je le sais puisque le juriste me le dit. Mais l'avocat leur dit qu'en payant ça s'arrangera. »

« Le SIRÉAS, ce sont tous des avocats gratuits. Mais seulement on leur dit là les choses comme elles sont. Et ça ils ne veulent pas admettre ; ils ont dur à comprendre. Mais les avocats qu'ils paient disent » si si c'est bon, 3 ans c'est bon, vous avez des enfants qui vont à l'école » ce n'est pas vrai ça. Et quelque part oui, quand ils ont des enfants en Belgique et qui sont depuis 3 ans à l'école ils peuvent faire une première demande, mais pas n'importe comment. Tous les avocats ont les bonnes informations mais c'est de l'argent facile. On leur donne cette information. Ils croient que c'est parce qu'ils vont payer et très cher, ce sera un bon avocat et que ça va passer. Comme chez eux, c'est de la magouille. Mais ce n'est pas comme ça. Et on travaille tout ça. »

B.II.1.c.L'ambiance des quartiers

Les parents comme les enfants ont besoin de se sentir reconnus et acceptés. Mais souvent le quartier qu'ils habitent leur est hostile. Il y a beaucoup à dire sur les relations établies entre les personnes issues des différentes vagues d'immigration, pas toujours empruntées de tolérance réciproque. La cohabitation entre primo-migrants de différentes ethnies n'est pas du tout évidente et cela peut se traduire par des propos racistes à l'école. Certaines écoles sont arrivées à casser ce cercle vicieux par de nombreuses rencontres avec les parents.

« Les turcs musulmans persécutent les kurdes qui eux trouvent plus petit qu'eux et persécutent les turcs chrétiens (araméens), cela dans leur pays mais ici aussi le conflit existe, sauf à l'intérieur de l'école ; pendant le café des mamans elles se parlent toutes, mais dès qu'elles sortent elles ne se regardent plus. Quand on leur a demandé pourquoi elles ont dit que si il y a quelqu'un d'autre dans la rue qui les voit parler ou sourire à une kurde alors qu'elles sont chrétiennes, ça se dit dans la communauté et alors elles peuvent être mal jugées. Les mamans turques au début avaient peur des enfants congolais et alors les enfants turcs ne pouvaient pas s'asseoir près d'un enfant congolais, ni jouer avec eux. Ce n'est pas la couleur de la peau. Mais tout ça venu de

la peur parce qu'elles ne connaissaient pas, elles n'avaient jamais vu de noirs, parce qu'ils ont une grosse voix quand ils parlent certains, parce qu'ils ont des yeux plus ronds, parce qu'ils sont noirs ! Maintenant c'est gommé, on en a parlé et tout est dans l'ordre . »

Un problème mentionné par les directions est que les illégaux sont souvent victimes de harcèlement, de vol par des bandes de jeunes installés là auparavant. Certains adolescents primo-arrivants disent vouloir retourner dans leur pays de l'Est parce que la cohabitation avec les jeunes de la rue est empreinte d'une violence quotidienne. Lorsqu'on constate aussi que la plupart des logements où vivent ces familles réfugiées ou primo-arrivantes appartiennent à des propriétaires de ces mêmes vagues de migration précédentes, on peut constater que désormais ceux qui étaient considérés comme défavorisés il y a quelques années sont devenus les maîtres dans certains quartiers. Comment casser ce cercle vicieux de dominations et de racismes, qui se répète dans le temps ? Certaines associations pour primo-arrivants comme le Local Steunpunt à Schaerbeek, veulent reconstruire ces liens en établissant des liens entre les différentes associations ethniques pour restaurer la réconciliation des cultures et des couches sociales. C'est seulement en favorisant le respect mutuel qu'on favorisera des quartiers et des communautés résilientes capables de donner une place à chacun.

B.II.1.d.Le rôle des médiatrices scolaires

Certaines écoles, grâce à la discrimination positive, ont engagé une médiatrice scolaire pour gérer les relations de toutes les familles avec l'école, des enseignants avec l'enfant. Le problème mentionné comme récurrent est celui de l'autorité des parents sur les enfants.

Les médiatrices rapportent que les enfants sont très différents suivant le contexte où ils se trouvent ; si à l'école l'enfant est très facile, c'est l'inverse à la maison et vice versa.

« Via l'heure des mamans on essaie de faire passer des messages. On a déjà invité une psychologue turque qui avait fait une animation sur « comment poser les limites » et là elle avait mis une cassette qui parlait d'une maman d'un enfant qui était insupportable envers son entourage parce qu'on avait pas posé les limites à temps. C'est très difficile de dire c'est lié à quoi, ça dépend d'une famille à l'autre. On ne peut pas dire « les turcs sont comme ça, les marocains sont comme ça ». Je n'ai pas eu jusque maintenant le problème chez des polonais, mais dans une famille bulgare. Le problème qu'il y a chez les enfants c'est qu'à l'école ils sont différents, et à la maison ils sont différents. J'entend l'institutrice qui me dit : « avec moi ça va très bien » et j'entends la maman qui me dit « je n'arrive pas à gérer la situation, je n'arrive pas à le cadrer ». Donc l'enfant s'adapte à la personne et il sait très bien vivre entre les deux milieux. »

Bien souvent le rôle de la médiatrice est de redonner l'autorité aux parents devant l'enfant. *« J'ai fait le travail avec l'institutrice et devant la mère j'ai dit à l'enfant : « à la maison c'est maman qui est le chef » . Mais si la mère répond d'office « oui mais de toute façon c'est elle qui décide tout. » Déjà si elle nous contrarie devant l'enfant alors tout est cassé et ça ne sert à rien. Donc il nous faut d'abord voir la mère et se mettre d'accord avec elle avant. Il y a des mamans aussi qui remettent toute l'autorité à l'école et qui disent : « si tu fais cela je vais le dire à ton professeur » Mais ce n'est pas uniquement lié à ces milieux là qu'il faut redonner l'autorité aux parents et l'estime dont ils ont besoin pour avoir cette autorité. »*

B.II.1.e.Les difficultés face aux circulaires et aux lois

L'enfant primo-arrivant et l'administration scolaire

Lorsqu'ils n'ont pas de classes passerelles, les directions qui ont plus de 30 primo-arrivants, mélangés avec les autres élèves dans les différentes classes, observent beaucoup de problèmes d'apprentissage, d'autant plus que énormément d'enfants primo-arrivants n'ont jamais été scolarisés dans leurs pays d'origine. Le côté administratif qui entoure le comptage des enfants primo-arrivants est la partie la plus pesante pour les directions. Certaines directions renoncent à déclarer les quelques enfants primo-arrivants qu'ils ont, parce que les années précédentes, cela leur a pris tellement d'énergie pour pas grand-chose, bien souvent le vérificateur en a éliminé la

moitié. Les directions se plaignent que le vérificateur applique la circulaire à la lettre, sans approche nuancée et humaine. La circulaire demande entre autre de prouver que l'enfant est sur le territoire depuis moins de 1 an par :

- une date ou un cachet repris sur le passeport
- tout autre document officiel ou preuve écrite pouvant justifier de manière certaine la date d'entrée en Belgique.

Or bien souvent de nombreux enfants venus des pays de l'Est ont un visa schengen avec date d'entrée en Allemagne ou ailleurs dans l'espace européen, mais pas en Belgique. Ces cachets là ne sont pas acceptés. Cela réduit parfois de moitié les enfants reconnus et comptabilisés par l'école. De plus cette exigence des papiers est une source d'angoisse pour certains illégaux :

« On doit demander des papiers administratifs aux parents : carte d'identité, carte SIS... Alors il y en a qui viennent et disent : « madame moi pas carte SIS moi irrégulier » alors maintenant on leur demande une annexe qui prouvent qu'ils sont réfugiés en demande de régularisation. Ils nous expliquent : « oui on a fait la demande.. ils en parlent parce qu'ils craignent un peu qu'on leur demande s'ils ont des papiers officiels... Mais on leur dit ne vous inquiétez pas, l'enfant reste à l'école, il ne risque rien, il a le droit d'aller à l'école. »

Un enfant en séjour illégal devra fréquenter l'école durant au moins 3 mois avant d'être comptabilisé. S'il arrive début septembre, et qu'il a une preuve d'entrée en Belgique antérieure à un an, il comptera lors du comptage de janvier.

Lorsque les enfants comptent comme primo-arrivants, l'école a droit a un capital période de 1.5 au lieu de 1. En ce sens lors du comptage des élèves, cela permettrait aux directions d'avoir plus d'encadrement. Certains directeurs estiment qu'à partir du moment où un enfant est en Belgique, il a droit à aller à l'école et ils se battent pour obtenir les papiers corrects pour les faire compter.

Malheureusement, bien souvent, ces enfants ne peuvent être comptabilisés et les démarches sont parfois si longues et sans résultats, que les directions décident de laisser tomber les bras et de les accueillir, même si au yeux de l'Etat , ils n'existent pas.

Au niveau du service de promotion de la santé à l'école, une grande difficulté à ce niveau est que les directions d'école pensent parfois devoir envoyer à la visite médicale uniquement les enfants primo-arrivants reconnus par le vérificateur. Or pour la santé scolaire et la santé publique en général, il est important que tous les enfants primo-arrivants viennent à la visite médicale. Une des raisons entre autre est le dépistage de la tuberculose.

Un autre détail de cette circulaire stipule que un enfant non scolarisé en Belgique qui vient s'inscrire après le 30 septembre, doit obtenir une dérogation pour inscription tardive à la direction générale de l'enseignement en communauté française. Or plus de la moitié, si pas les trois quarts des élèves primo-arrivants dans les écoles arrivent après le 30 septembre, puisqu'ils arrivent durant toute l'année.

Un autre détail est qu'un enfant qui est absent pour un motif dont les circonstances exceptionnelles n'ont pas été établies, n'est pas comptabilisé. Un directeur nous a montré que le vérificateur avait éliminé 6 enfants qui avaient été absents pour plus de 5 jours et qui étaient allés régulariser leur situation au pays. Normalement un enfant ayant une telle absence devrait être dénoncé au procureur du roi qui envoie alors un agent au domicile. Lorsque la famille est illégale, cela peut conduire à leur expulsion. Les directions d'école ne veulent pas jouer ce rôle de dénonciateur d'enfants illégaux. Ils ne veulent pas avoir ce rapport-là avec ces enfants déjà tirillés de tout côté. Leur rôle est avant tout d'assurer la scolarité de ces enfants. On ne peut les mettre dans une telle situation de collaboration avec la police. Les parents n'auraient alors plus du tout confiance et refuseraient de mettre leur enfant à l'école.

Les classes passerelles créées en 2001 en Belgique

Lors du décret du 14 juin 2001 de la Communauté française en Belgique, l'école belge se trouve devant une nouvelle obligation de mettre en place et d'organiser des classes-passerelles décrites comme une : «structure d'enseignement visant à assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale de l'élève primo-arrivant, dans l'enseignement fondamental ou secondaire».

Légalement, est considéré comme primo-arrivant, tout enfant entre deux ans et demi et dix-huit ans, arrivé sur le territoire depuis moins d'un an et correspondant à une liste précise regroupant les P.V.D. et les pays en transition.

Il est fait un appel à candidature chaque année et chaque école qui postule doit fournir son projet, l'expérience dans le domaine de cet accueil, les collaborations avec d'autres écoles, l'accessibilité de l'école pour les élèves primo-arrivants, une évaluation qualitative et quantitative de l'action menée l'année précédente si l'école a déjà reçu une classe passerelle l'année précédente. C'est ainsi que chaque année le ministère retient certains établissements et en élimine d'autres. Certaines écoles se plaignent d'avoir vu retirer leur classe passerelle alors que la prof ALE a plus de 30 élèves primo-arrivants qui n'ont alors que quelques heures par semaine de français.

Chaque établissement accepté reçoit 30 heures supplémentaires ainsi qu'un quota d'heures par élève. *Le principe est que chaque école va organiser librement l'accueil dans le cadre des classes passerelles.* Certains établissements organisent l'accueil dans des groupes de primo-arrivants alors que d'autres les intègrent dans une classe « normale » la plupart du temps et ne les regroupent que de temps en temps en groupes de primo-arrivants. Certaines écoles l'organisent en deux mi-temps : les 1ères à 3èmes primaires le matin en classe passerelle et l'après-midi dans leur classe d'âge, et l'inverse pour les 3-6 ème primaires.

Au bout de 6 mois une évaluation est effectuée par le « conseil d'intégration » et peut donner lieu au maintien dans ce type de classe pour une autre période de 6 mois, au maximum. En aucun cas un élève ne peut rester plus d'un an dans une classe passerelle. Après la classe passerelle les élèves doivent être intégrés dans une classe, quel qu'en soit le niveau, à l'exception de la dernière année d'un cycle. Le principe est que le temps d'accueil doit être le plus court possible afin d'intégrer le plus vite possible des classes normales. Les enseignants de classe passerelle disent qu'en effet, suivant les enfants, le passage dans une classe normale se fait plus ou moins vite. En général, les enfants latino-américains par exemple rejoignent très vite leur classe d'âge. Ils font un essai dans leur classe d'âge et peuvent revenir s'ils ne se sentent pas prêts et que l'année n'est pas encore passée.

« Chez moi ils ne sont pas mis dans leur classe d'âge. On a droit à une classe passerelle, on s'en est fabriqué deux avec le reliquat, avec des périodes de de la D+, on s'est fabriqué une classe et je vais vous dire pourquoi : parce que j'ai des enfant dont l'âge varie entre 6 ans et 12 ans. La façon d'aborder n'est pas la même. Ils restent toute l'année dans leur classe passerelle. Ils restent 6 ou 8 ou 12 mois dans la classe passerelle et ça dépend des enfants, de leur scolarité, de leur histoire. Les équatoriens ils vont beaucoup plus vite dans leur classe d'âge. C'est au cas par cas. Par contre le cours de gym est toujours avec la classe d'âge. Le cycle 6-8 par exemple ont des activités avec leur classe d'âge (classes vertes, gym, ateliers...). Une enfant iranienne de 12 ans m'a demandé : » moi j'aimerais bien aller avec les autres de la classe de 6^{ème}. On a dit : » ok ça va aucun problème tu peux y aller. » Et elle a été deux jours et elle est revenue et elle a dit : » je ne comprend pas, ça va un peu trop vite », elle était en Iran et à 8 ans elle a été pendant 3 ans en Jordanie où elle n'a pas été à l'école. Et donc maintenant elle a 13 ans mais ses mathis c'est un niveau début 3^{ème} primaire. On lui conseille d'aller en classe d'accueil en secondaire pour l'année prochaine. Son prof essaie de rattraper un niveau. Les parents ne savent pas payer des cours de rattrapage car ils ont 32 000 francs et les loyers coûtent de plus en plus cher. »

Sur l'année 2001-2002 consacrée à la réflexion, près de 2000 primo-arrivants correspondants aux critères ont été accueillis. Depuis l'ouverture des centres de réfugiés, leur nombre n'a fait qu'augmenter. La sélection des primo-arrivants s'est faite en fonction de projets et compétences des centres d'accueil. En région de langue Française, un des critères de création de ces écoles a été la proximité d'un centre de réfugiés. Une classe passerelle ne peut être créée qu'à partir de 12 élèves. Nous pensons que dans les grandes villes qui accueillent un nombre important d'élèves primo-arrivants, il est important de mettre en place beaucoup plus de classes passerelles qu'il n'en existe jusqu'à présent.

B.II.1.g. Formation des enseignants de classe passerelle

En 2001, les enseignants se sont vu confier un enseignement du français langue seconde pour la première fois sans préparation ni formation au préalable en la matière. Il s'agit de classes s'adressant à un public très hétérogène sur le plan des connaissances antérieures, de la scolarisation et du niveau initial des connaissances en français.

Aujourd'hui, les enseignants de classe passerelle suivent une formation.

Les enseignants de classe passerelle rencontrent des difficultés à plusieurs niveaux : ils n'ont bien souvent pas de matériel pédagogique adapté à ce public. En France, il existe de nombreux sites Internet qui donnent accès à une aide de ce type.⁵⁸

Un autre problème mentionné est la définition restreinte du terme « primo-arrivants » qui exclut plusieurs élèves non francophones des modalités d'enseignement du français. De nombreux enfants turcs par exemple ont la nationalité belge mais ne parlent pas le français.

Un an maximum en classe passerelle, ça pose problème lorsqu'on accueille des enfants plus âgés venant de Chine, du Vietnam ou de l'Iran, c'est-à-dire quand l'alphabet est tout à fait différent. Pour un enfant de 12 ans, quand il y a déjà toute une série de choses qui sont mises en place chez l'enfant dans son pays d'origine et qu'il faut retravailler tout au niveau du français ce n'est pas évident. Du point de vue oral, ils se font comprendre mais pour le niveau en lecture, ce n'est pas suffisant pour passer en secondaire.

Mais il est certain que les classes passerelles ont un effet bénéfique sur les enfants qui en bénéficient. Cependant, ils sont encore très peu à en bénéficier ! Par exemple, dans les 6 écoles de Schaerbeek concernées par l'étude, sur les 159 enfants primo-arrivants, seuls 32 bénéficiaient d'une classe passerelle.

La création de classes passerelles a eu pour avantage de donner la possibilité à des professeurs de devenir en quelque sorte des tuteurs de résilience pour les enfants primo-arrivants.

Le fait qu'il y ait une classe passerelle dans une école amène un public différent. Souvent lorsque les autres écoles ont des demandes d'enfants non scolarisés, ils les envoient dans la classe passerelle. Pour cela des professionnels de terrain sont formels pour encourager un temps d'adaptation des enfants à la société d'accueil et à l'école via les classes passerelles :

*« La classe passerelle est quelque chose de formidable pour eux. On se **donne plus de temps pour ces enfants que pour les autres.** »* Ils arrivent à s'adapter. En ce qui concerne les enfants non scolarisés au départ, ils ont ainsi le temps de d'abord se familiariser aux structures, d'apprendre que l'école est un rythme, un lieu de socialisation. C'est donc plus que l'enjeu uniquement scolaire, c'est aussi se familiariser au niveau de la dynamique de groupe, de la culture belge, de la langue, de la connaissance du pays d'accueil. En classe passerelle l'apprentissage se fait par petits groupes. Là on ressent que l'enseignant se donne plus de temps avant d'envisager une solution de réorientation. *« Si des enfants non scolarisés n'ont pas de classe passerelle (et cela arrive !), c'est la catastrophe pour eux. »* L'apprentissage est trop

abstrait dans une classe normale. On parle plus vite de réorientation que dans des écoles où on se donne un an avant de décider quoi que ce soit.

B.II.1.h. Le cours d'adaptation à la langue de l'enseignement

Pour permettre aux enfants de nationalité étrangère ne connaissant pas suffisamment le français de bénéficier de cours spécifiques, un dispositif a été créé qui permet aux écoles qui accueillent ces élèves et n'ont pas de classe passerelle d'avoir un complément d'encadrement. Pour en bénéficier il faut être apatride, de nationalité étrangère ou adopté. Ce cours qui ne concerne en réalité que les enfants du primaire ne peut être organisé dans une école que s'il compte au moins 10 élèves pouvant en bénéficier. Or bien souvent des enfants de nationalité belge, comme de petits enfants turcs ou marocains, ne parlent pas le français à leur arrivée à l'école. Leur prise en charge pose un problème pour les enseignants en maternelle. Par exemple de petits néerlandophones qui viendraient dans l'enseignement francophone n'auraient pas droit à ce cours pare qu'ils sont belges.

Certaines organisations estiment que des heures de cours ALE sont inadaptées à l'apprentissage d'une langue. Un professeur nous a rapporté venir dans chaque école deux fois 45 minutes par semaines, mais le temps d'arriver, de réunir tout le monde, de commencer le cours, il ne restait plus en réalité qu'une demi-heure. Et cela était bien peu pour s'investir dans une activité où elle ne voyait pas vraiment d'effet à long terme. Il n'est aucunement demandé aux professeurs ALE d'avoir une formation en « français –langue étrangère » et elles se sentent un peu dépassées par la tâche, ne pouvant bénéficier de l'expérience des profs de classe passerelle. Elles commencent tout à zéro avec leurs propres idées. Il serait sans doute bon de les mettre en contact avec ces derniers.

Cependant, il est signalé que même ce petit temps en ALE est perçu comme bénéfique par les enfants qui en bénéficient. C'est le seul moment où ils peuvent se retrouver dans un espace où ils ne se sentent pas noyés. Ça reste une référence pour eux : le travail y est très concret, très participatif, très sécurisant ; on voit que les profs ALE ont un autre regard sur l'enfant, et avec son prof ALE l'enfant n'a pas du tout la même manière de se positionner qu'avec son professeur classique.

B.II.1.i. Souplesse des modalités d'accueil

Dans des écoles sans classe passerelle, en concertation avec les enseignants, les PMS et les parents, certaines solutions peuvent cependant être trouvées pour permettre à un enfant de ne pas être noyé et orienté trop vite, comme c'est le cas à Saint Gilles, lorsque les professeurs acceptent de remettre en question leur fonctionnement habituel, de proposer des solutions qui demandent beaucoup de souplesse et de communication avec la famille pour bien leur expliquer le dispositif mis en place : *« Par exemple un enfant avec un parcours très chaotique car il avait changé souvent d'école, il n'arrivait avec aucun apprentissage dans l'école après deux ans en Belgique. On s'est vu beaucoup avec les directeurs PMS à son sujet... Tout le travail a été le lien avec la maman ; Il a été scolarisé dans une même classe de 2^{ème}-3^{ème} (classe double). Ainsi il a récupéré et peut suivre certains apprentissages de 3^{ème}. Alors qu'au départ ce qui a avait été dit de cet enfant c'est qu'il était pour l'enseignement spécial. »*

Nous voulons signaler que les directions après un certain temps se lassent et se découragent face à l'ampleur des problèmes et le poids qu'on leur donne à porter. Ils ressentent souvent que l'on attend d'eux de réparer les blessures sociales que l'Etat n'a pas su prendre en charge ou a généré. Plusieurs directions (3 sur 6) ont quitté leur poste après quelques années car ils ont ressenti un découragement face aux choix de société qui ne permettent pas à ces populations d'avancer. Il faut être conscient que, dans le monde que nous connaissons aujourd'hui et avec l'accroissement des inégalités nord-sud, le nombre de primo-arrivants ne diminuera pas. Nous pensons qu'il est

urgent d'encourager les directions d'écoles de ces quartiers à dépasser l'ensemble des paradoxes qui entourent l'accueil de toutes ces populations.

B.II.2. Les difficultés scolaires des enfants primo-arrivants

Les enseignants rapportent que les enfants primo-arrivants ont la caractéristique de vouloir apprendre, ils ont une grande motivation et une grande capacité de mémorisation, celle-ci étant très stimulée dans le système scolaire du pays d'origine. Certains enfants primo-arrivants apprennent très vite tandis que d'autres présentent des difficultés scolaires. Bien souvent ces enfants ont un vécu plus difficile derrière eux.

Au début, il leur faut un temps d'adaptation. Le climat de confiance est essentiel à instaurer parce que beaucoup de ces enfants doivent retrouver la confiance en l'adulte.

Le contexte scolaire est le cadre privilégié de révélation des difficultés de l'enfant primo-arrivant qui se développe dans un milieu familial étranger à celui de la culture d'accueil. Les enseignants rapportent que la barrière de la langue est aussi une barrière à l'aspect relationnel et à l'attachement, du moins au début. Les enfants ne confient leur histoire que plus tard, lorsqu'ils connaissent la langue. Lorsqu'il n'y a pas de classe passerelle, les enseignants font appel à un élève de la même origine pour traduire à l'élève primo-arrivant les consignes et les demandes du professeur.

Parfois les enfants n'ont jamais été à l'école et cela est d'autant plus difficile pour eux de s'adapter : *« Il y en a qui arrivent de leur pays et qui n'ont jamais été scolarisés avant : des enfants même de 10 –11 ans qui ne savent pas tenir un crayon... et ne savent pas écrire. Apprendre à venir à l'école, à s'asseoir toute une matinée sur une table et alors à travailler. Il y en a pour qui couper , coller c'est déjà toute une découverte de l'école... »* Souvent c'est lié à la guerre dans le pays d'origine, mais il peut arriver, notamment dans les pays de l'Est, que ce soit pour d'autres raisons : *« Il y a une maman de tchèque qui disait : « La scolarité est obligatoire dans mon pays mais on doit avoir notre matériel et on ne sait pas payer donc on ne va pas à l'école. En plus les professeurs battent les enfants donc on ne va pas à l'école. Et donc quand on arrive en Belgique ils sont un peu effrayés parce qu'ils n'ont pas appris la discipline du travail. Et les parents doivent les inscrire car ici la scolarité est obligatoire car si la police voit les enfants traîner dans les rues on les conduit à l'école la plus proche. Donc ça c'est la protection de l'enfance, les parents peuvent être dans l'illégalité, des irréguliers. »*

L'enfant primo-arrivant non francophone parachuté dans une classe normale peut présenter souvent comme premiers symptômes des difficultés scolaires, attribués souvent à des troubles linguistiques, mais aussi au choc culturel ou à une situation familiale difficile.

« J'ai un enfant en 2^{ème} année qui ne démarre pas, rien. Pourtant on l'a testé, il a vraiment toutes les capacités pour réussir, et il est infernal, il tape sur sa mère enceinte. Après la discussion la maman en Turquie ne savait pas avoir d'enfants et faisait des fausses couches et arrivée ici elle sait en avoir et c'est son 4^{ème} enfant. Donc il y a toutes des choses derrière. Le premier enfant c'est l'enfant roi, le papa suit dans la même lignée . »

La langue française dépourvue de son contenu intérieur sert à l'adaptation sociale d'abord, tandis qu'à la maison il continue d'utiliser sa langue maternelle. Une exception se présente pour les enfants originaires d'Afrique centrale à qui les parents préfèrent parler le français. Très vite, ils ne connaissent déjà presque plus leur propre langue maternelle.

De plus, pour ajouter à la complexité linguistique, les élèves primo-arrivants à Bruxelles doivent, au moins à partir de 8 ans, apprendre non une mais deux nouvelles langues... Certains enfants sont changés sans arrêt d'école, et parfois passent et repassent du système francophone au système néerlandophone.

Il est vrai que les cours sont parfois vécus comme mal adaptés à la demande, qui est celle en partie irréaliste, de tenter quelque chose tout de suite. On ne se donne pas suffisamment de temps avec ces enfants lorsqu'il n'existe pas de classe passerelle.

Mais la situation est plus difficile encore pour les enfants traumatisés par la guerre : ils peuvent sembler perdus dans de grands moments de silence et de nostalgie quand les souvenirs des violences subies reviennent. Les enseignants rapportent souvent des absences mentales et un défaut d'attention. Les enfants réfugiés qui bien souvent ne sont plus des enfants car ils ont affronté bien des épreuves doivent ainsi migrer dans la culture de l'autre en niant leur passé. Pour eux, l'apprentissage du français est soumis aux processus psychologiques de l'exil qui peuvent entraver les mécanismes cognitifs, quand par exemple de jeunes adolescents développent une telle nostalgie de leur pays que leur esprit ne peut pas être mobilisé pour étudier. Un mélange de peur, d'angoisse, de culpabilité par rapport à une assimilation non souhaitée par les parents peut aussi entraver le processus d'acquisition de la langue étrangère de l'enfant. Les enseignants rapportent que les parents réfugiés sont plus attachés à leur culture que d'autres. Trop de pressions à l'acculturation peuvent entraîner un rejet de l'apprentissage du français en suscitant la peur de perdre sa propre langue. En somme, dans certaines familles réfugiées, c'est en développant un tel vécu de quasi persécution, que les parents se défendent, refusant de ne plus se laisser pénétrer par l'étrangeté de la langue de l'autre, qu'ils ressentent comme une dépossession d'une part d'eux-mêmes. Les enfants ont alors beaucoup plus de difficultés à apprendre la langue. Pour d'autres primo-migrants, la résistance à l'apprentissage du français est liée à la présence nombreuse dans le quartier de personnes parlant leur langue maternelle.

A cause d'une structure d'accueil insuffisante, nombre d'élèves ayant des capacités d'entreprendre plus tard des études supérieures, risquent d'être relégués dans des classes « professionnelles » parce que pendant un certain laps de temps ils ne savent pas suivre dans une structure normale. Des parents primo-arrivants demandent d'un ton suppliant de laisser une chance à leurs enfants. L'avenir scolaire de leurs enfants est souvent la seule lueur d'espoir dans le tunnel qu'ils sont obligés de traverser. Or il suffit parfois de laisser l'enfant redoubler sa classe pour que l'année suivante il s'en sorte très bien. Souvent le rôle d'un professeur attentif ou plus souple fait l'effet d'un miracle auprès de l'enfant ... Le problème est que l'école peut être centrée non pas sur les enfants et ce qu'ils peuvent apporter mais sur un contenu et un programme à transmettre. Il est très étonnant de constater que certains enseignants sous-estiment l'effet de leur personne et surestiment la transmission de leurs connaissances. D'autres rapportent que l'attachement se fait naturellement mais prend beaucoup de temps, et que cela est très difficile pour un enfant qui n'est pas dans une classe passerelle. Ce sont alors des liens d'attachement non sécurisants qui se tissent et les enfants peuvent perdre pied facilement.

B.III. Le vécu des adolescents primo-arrivants

Le choc culturel est encore plus difficile à vivre pour les adolescents parce que c'est la période de recherche de sens et de construction de la maturité. En effet pour les sociétés dont ils proviennent, les adolescents primo-arrivants vivent une période brève qu'il fallait encadrer, afin que l'indétermination qui la caractérise, se transforme en une certitude de la place qu'ils vont occuper et du rôle qu'ils vont jouer dans la société des adultes. Par contre, dans la société moderne en perpétuel devenir où ils atterrissent, l'adolescence est un miroir dans lequel les adultes se reconnaissent et qu'ils ne peuvent donc pas aider à clore. Le contraste est immense avec ce qu'ils ont connu. La majorité des enfants nouvellement arrivés en Belgique a grandi dans un environnement où l'obéissance à l'autorité fait partie des valeurs de base. Ils vont par exemple se lever spontanément à l'arrivée du professeur, comme cela se faisait dans leur pays, attitude qui n'existe plus chez nous.

Les jeunes primo-arrivants, ainsi que leurs parents avouent être choqués par les relations qui existent ici entre enfants, adolescents et adultes, entre élèves et enseignants. L'association courante que l'on établit entre élèves issus de l'immigration et élèves « difficiles », sous entendu agressifs et démotivés, n'est pas pertinente pour les enfants et adolescents primo-arrivants. Ils se distinguent aussi par leur très forte croyance en l'efficacité de l'école. Mais malgré cette très forte croyance, beaucoup se retrouvent après quelques années dans les classes et les filières les plus dévalorisées.

Des adolescents réfugiés de guerre sont encore plus confrontés à ce rôle lorsqu'ils ont perdu leurs parents lors de la guerre. Certains ne savent pas si leurs parents sont encore vivants. Les adolescents qui arrivent seuls en Belgique vivent une situation particulièrement traumatisante. Ils n'ont pas d'enveloppe protectrice familiale pour faire face au choc culturel. La nécessité de trouver des adultes capables de jouer ce rôle pour eux est vitale pour leur santé mentale.

L'adolescent primo-migrant qui se sent déjà marginal, veut rechercher des modèles identificatoires en dehors de sa famille ou de son groupe culturel d'appartenance. Comme ils sont plus matures, ils perçoivent une dévalorisation de leurs parents, et cela signifie pour eux la dévalorisation de la culture d'origine. La marginalisation dont ils sont l'objet réveille chez eux des sentiments d'insécurité, d'infériorité, de dévalorisation. L'insécurité est aussi liée aux liens de domination qui s'établissent entre différentes vagues de migration.

Pour leurs parents, l'école et le quartier peuvent aussi être le symbole de contact avec la société d'accueil, avec toutes ses impuretés que sont la promiscuité sexuelle et la drogue, où les familles autochtones sont perçues comme le paradis du laisser-faire, où le divorce et les nouvelles unions répondent aux humeurs du moment. L'adolescent risque donc de briser l'espoir des parents en se frottant d'un peu trop près à la société d'accueil qui peut leur kidnapper littéralement leur progéniture. La panique conduit inexorablement à un plus grand resserrement de l'autorité et l'inévitable choc se produit. Tousignant (1995) montre que de toutes les dimensions de la dynamique familiale, c'est le contrôle excessif des parents qui explique davantage les épisodes de psychopathologie chez les adolescents, encore plus que la négligence, la violence ou un degré de discordance élevé au sein de la famille. Le contrôle exagéré implique des mesures qui entravent sérieusement le développement et la socialisation de l'adolescent, spécialement chez les filles.

Parmi les primo-arrivants, ce sont ceux qui arrivent à l'adolescence, qui rencontrent le plus d'obstacles lors de leur intégration scolaire et sociale, pour plusieurs raisons (Schiff, 2000) :

- l'introduction à une langue nouvelle d'autant plus difficile à vivre que cela se fait à un âge plus avancé
- toutes les démarches administratives qui entourent l'arrivée en Belgique
- le choc culturel qu'ils vivent et la confrontation à des valeurs non traditionnelles
- relations conflictuelles qui s'établissent entre jeunes et adultes ou entre jeunes eux-mêmes, de cultures différentes dans l'environnement social souvent très défavorisé.

Dans le système scolaire, les élèves sont perçus comme s'ils étaient muets et invisibles, comme des élèves qui auraient tout à recommencer à partir de rien. Et pourtant il ne faudrait pas oublier qu'ils parlent une autre langue et qu'ils auraient connu une autre histoire et que cet atout est à valoriser aussi dans notre monde multiculturel.

Une fois sortis du cocon protecteur de la classe passerelle, pour intégrer les classes normales, ils font face à un paradoxe : un décalage important entre leur progression en français et les notes faibles obtenues, car ils sont davantage évalués en fonction de leur écart à une norme préétablie. Lorsque la faiblesse des résultats est due, non pas à une absence de travail ou à une scolarité antérieure défailante, mais à l'apprentissage d'une langue nouvelle, cela peut provoquer chez eux un profond sentiment de découragement, voire d'injustice. Le problème de la prise en compte de l'effort et de la progression et non seulement de la performance est particulièrement aigu pour les primo-arrivants ; et cela concerne autant les adolescents que les enfants, surtout ceux que les parents changent de système scolaire (du système scolaire néerlandophone au francophone et vice-versa). Or il arrive souvent que les enseignants ne soient pas informés de la situation particulière des élèves primo-arrivants qui ont quitté la classe passerelle. Moins ils connaissent leurs parcours antérieurs, plus ils ont tendance à interpréter leurs difficultés scolaires en termes d'obstacles culturels, sociaux ou intellectuels. La conséquence est que très souvent il y a orientation vers le système professionnel. Or il ne faut pourtant pas confondre ce qui relève de la méconnaissance de la langue et ce qui relève d'un faible potentiel scolaire.

Pour bien intégrer ces jeunes, il faut les connaître. Il faut donc évaluer, dès leur arrivée, leur niveau scolaire, les compétences acquises, les savoir-faire d'expérience.⁵⁹

Pour comprendre certains comportements ou pouvoir adapter sa façon d'enseigner, il serait dès lors très utile que l'enseignant sache, par exemple, que tel adolescent a connu un système scolaire où les cours ne se donnaient pas l'après-midi ou que tel autre a vu mourir son père sous ses yeux. Il ne serait pas inutile que ce même enseignant procède, pour ce faire, à une remise en question par rapport à ses propres valeurs, idéologies et normes.

Il est aussi fondamental qu'un jeune primo-arrivant ayant une expérience professionnelle puisse bénéficier d'une validation des acquis professionnels lorsque cela est possible, ce qui donnera plus de sens à l'enseignement intensif du français et le fera entrer ultérieurement sur le marché du travail avec une qualification reconnue. Intégrer pleinement, c'est ne pas laisser le jeune sans qualification reconnue.

Une étude menée par le département d'études romanes de l'UCL (Maravelaki, 2000) évaluant les compétences, par des tests de langue (lecture, écriture) a montré une grande variété de niveaux atteints à la fin de l'année scolaire des adolescents primo-arrivants au sortir de la classe passerelle à Bruxelles, variété qui dépend de plusieurs facteurs sociolinguistiques et éducatifs. Les deux plus importants résultats montrent que les performances des élèves dépendent de :

- la durée de leur passage en classe-passerelle (ceux qui ont été inscrit depuis dix mois ou plus avaient les meilleurs résultats);
- la scolarité des parents et surtout celle de la mère.

De ces résultats l'étude tire comme conclusion

⁵⁹ En France, un site Internet permettant de comprendre les systèmes scolaires de différents pays d'origine permet de se faire une idée du niveau atteint. <http://www.cndp.fr/vei/> et <http://www.etab.ac-caen.fr/centre-ph-lucas/casnav/evaluation.htm>

- que si pour la plupart des élèves la durée maximum de 12 mois est suffisante pour s'intégrer à la vie scolaire, il y en a qui ont besoin de plus de 12 mois pour rattraper leur retard; notamment les élèves sous scolarisés ou/et ceux dont les parents sont eux-mêmes sous scolarisés

- que tous les élèves, et en particulier ceux provenant des milieux défavorisés, ont besoin d'un enseignement intensif au niveau de la compréhension en lecture/ et processus d'écriture, afin de s'intégrer dans les classes du secondaire.

B.IV. L'enfant réfugié de guerre

B.IV.1.Symptômes post traumatiques et réactions familiales

Les traumas de guerre apparaissent souvent parallèlement chez les parents et leurs enfants même si ces événements se sont passés plusieurs années auparavant et même si les jeunes n'ont pas vécu les événements qui ont pu leur être racontés par les parents. Les enfants de réfugiés qui ont vécu des traumatismes de guerre ont un risque élevé de ce qu'on appelle les « troubles post-traumatiques ». L'on assiste souvent à des troubles du comportement relationnel : repli régressif avec mutisme, inhibition intellectuelle ou au contraire opposition, agressivité.

Comme nous l'avons dit auparavant, le rôle de la famille est reconnu depuis longtemps comme un facteur important dans l'adaptation des enfants lors des événements catastrophiques. L'importance de l'attitude des parents comme moyen de faire écran au traumatisme de la guerre chez l'enfant a été montrée par une étude menée par la psychologue péruvienne Ana Gisela Silva Pânez citée par S. Vanistendael (2000). En enquêtant auprès des familles contraintes à l'exil dans la guerre civile au Pérou, elle a constaté que les enfants résilients appartenaient surtout aux familles qui cherchaient à tirer profit des nouvelles conditions de vie consécutives à leur migration forcée. Par exemple elles utilisaient pleinement les possibilités de formation pour leurs enfants. Elle constate aussi que les enfants moins résilients étaient issus de familles qui construisaient une dynamique à partir de l'injustice subie. Ces familles se montraient très méfiantes à l'égard de personnes extérieures au noyau familial, ce qui limitait leurs contacts, et elles se sentaient toujours menacées, même dans leur nouveau lieu de séjour.

Des facteurs environnementaux entrent aussi en compte tels la détresse parentale, l'histoire psychologique des parents et le climat émotionnel de la maison qui peuvent être directement reliés au sentiment de détresse de l'enfant. Ces parents réfugiés pris par leurs propres souffrances ont moins de possibilités de procurer à l'enfant l'attachement et le sens nécessaire à sa résilience. Les traits dépressifs des parents, des mères en particulier, participent aux difficultés scolaires des enfants.

Mais en général, les parents sous-estiment la pathologie de leurs enfants et leur symptomatologie. Le déni des parents par peur de perturber les enfants induit parfois une minimisation de la détresse des enfants qui ont subi les mêmes événements, les parents peuvent devenir hyper-protecteurs de par leurs propres craintes de séparation et de rappel des traumas.

Ce non-dit est immanquablement transmis aux enfants qui eux vont développer des symptômes pouvant se traduire par des inhibitions de la parole ou des troubles de langage. L'enfant peut alors développer des inhibitions de l'intellect par peur de comprendre des choses qui risquent d'atteindre l'intégrité de son origine telle qu'elle leur a toujours été révélée par leurs parents.

B.IV.2.Réponses de l'école face aux enfants réfugiés

Il est essentiel qu'une fois dans son pays d'accueil, l'enfant réfugié de guerre puisse exprimer ses traumatismes et se soulager de ses souffrances.

L'enfant peut à cause des violences subies, avoir un comportement agressif en classe, ou au contraire devenir la victime des autres et adopter un rôle de bouc émissaire. Les troubles de l'attention, l'hyperactivité, la méfiance que l'enfant a pu développer avec des adultes, au point qu'il ira jusqu'à éviter d'entrer en relation avec son enseignant, sont quelques uns des phénomènes pouvant compromettre son intégration scolaire et sociale. Le tout est de savoir comment l'école répond à ces comportements inhabituels et pour le moins déstabilisants. De quel tact a-t-on besoin pour entrer dans une famille poly traumatisée, pour proposer une solution ? On peut parfois faire pire que bien en agissant trop vite.

Il est essentiel de réagir en sachant que les signes psychologiques et comportements de ces enfants ne sont que des réactions normales à des situations sociales anormales (Perren Kingler, 2000) et que la solidarité et la non *stigmatisation* permettra la résilience.

B.IV.3. La gestion de la violence en général et les conséquences pour l'enfant réfugié

Dans certaines écoles il semble y avoir plus de violence que dans d'autres. Une directrice nous confiait : « *Dans mon école il n'y a plus aucune violence. On l'a enrayée par le dialogue. Chaque fois qu'il y a un conflit, on parle avec les parents* »

Comme les enfants réfugiés ont souvent une difficulté face à la violence, soit qu'ils en deviennent victimes en adoptant le rôle de bouc émissaire, soit qu'ils deviennent eux-mêmes agressifs, et d'autre part, comme les parents réfugiés sont dans une situation familiale fragile, la façon dont on va gérer la violence pourra entraîner un mode défensif des parents et une augmentation du problème.

Mis à part la situation de réfugié, la violence est une situation que chaque école est amenée à affronter. Une recherche au Canada⁶⁰ a mis en lumière que lors de l'apparition d'un comportement de violence, il importe d'intervenir précocement afin de contrer la situation problème et que la collaboration entre les parents et l'école constitue un facteur de protection fondamental qui enraie rapidement le problème. Ils se sont posés la question de savoir quels sont les obstacles et les facteurs favorables à la collaboration entre l'école et les parents de jeunes enfants ayant des comportements violents. Les résultats de leur recherche qualitative auprès de parents révèlent que la majorité des parents interrogés considèrent que la communication, soit les échanges réguliers d'informations entre les deux milieux, aide à développer un sentiment d'emprise sur la situation. Toutefois, les parents considèrent avoir peu de pouvoir sur les décisions déjà prises par l'école concernant leur enfant. Or, l'intervention familiale, axée sur l'empowerment psychologique, vise l'exercice de ce pouvoir décisionnel. Lorsque les parents en sont privés, ils éprouvent un sentiment d'impuissance. Ils utilisent alors des stratégies de résistance (retrait, conformité, utilisation de tiers parti, etc.) ou d'opposition (affrontements individuel ou collectif, etc.).

Il apparaît que ce n'est pas la pauvreté en elle-même qui rend plus probable le comportement violent, mais bien le stress, le sentiment de frustration ou la menace pour l'image de soi qu'elle peut entraîner.

Les personnes se sentant personnellement désavantagées sont plus susceptibles de connaître des symptômes de stress ou des symptômes dépressifs, alors que celles faisant l'expérience d'un désavantage au niveau collectif auront plus tendance à participer à des mouvements collectifs visant à rétablir l'équité.

⁶⁰ Maryse Paquin, *Les enjeux du partenariat famille-école-communauté et réseaux sociaux dans les recherches et les interventions auprès des populations vulnérables—73^{ème} congrès de l'ACFAS* in : <http://www.acfas.ca/acfas73/C2131.HTM>

Il apparaît que ni l'origine ethnique, ni l'origine socioéconomique ne sont associées à l'adoption de croyances favorables à l'usage de la violence physique et ne constituent pas des facteurs de risque en elles-mêmes.⁶¹ Par contre la discrimination perçue au niveau individuel est associée à l'adoption de ces croyances et ceci est valable pour les jeunes d'origine belge et immigrée. Les jeunes issus des classes socioéconomiques les plus basses sont, indépendamment de leur propre origine ethnique, plus enclins à reconnaître l'existence d'une discrimination à l'égard des personnes immigrées. Cela par la perception d'un destin commun de personnes reléguées aux niveaux inférieurs de l'échelle sociale.

On observe que l'intégration scolaire est inversement associée à la fois à la discrimination perçue en dehors de l'école et à l'adoption de croyances favorables à la violence physique. Plus précisément les opportunités de contacts positifs avec les enseignants paraissent avoir un effet protecteur contre la perception de discrimination et l'adoption de croyances agressives. Les recherches suggèrent que le comportement social des professionnels de l'éducation et des enseignants en particulier, pourrait jouer un rôle dans la perception de discrimination des élèves. En veillant à se montrer équitable, en manifestant des comportements de soutien social et scolaire, en adoptant des pratiques qui véhiculent des attentes positives vis-à-vis de tous les élèves, les enseignants semblent pouvoir aider les jeunes à se sentir intégrés dans la société. Ils peuvent ainsi avoir un rôle préventif dans le cycle d'exclusion et de confirmation des stéréotypes négatifs habituellement entretenus à l'égard des membres de minorités ethniques.

B.IV.4. La résilience nous invite à revisiter nos pratiques

La résilience est davantage le résultat d'observations qu'une approche conceptuelle et scientifique pure. L'éthique a sa place dans cette réflexion sur la résilience. Il n'y a pas de résilience sans éthique. Être professeur, directeur, éducateur, tuteur de résilience est donc une démarche profondément éthique.

- Chercher à ne pas nuire par des effets pervers inattendus de nos pratiques devenues habituelles. Pour cela il est bon d'ouvrir les yeux sur les effets secondaires de nos actions.
- Au lieu de faire un diagnostic des problèmes, elle cherche à voir les besoins et surtout les ressources des personnes et des groupes, parfois enfouies et cachées derrière des comportements difficiles.
- Vouloir le bien de l'enfant et de sa famille, et par empathie comprendre le pourquoi de leurs dires et leurs comportements. L'enfant a besoin de sentir la présence d'un tiers qui ne pathologise pas, qui comprend que ces comportements sont les effets d'une angoisse qui vient d'ailleurs...
- Face à des comportements difficiles d'un enfant, refuser d'étiqueter, stigmatiser, déprécier, ou au contraire idéaliser, surestimer les enfants, en leur fixant des objectifs, des buts qu'ils ne sont pas en état d'atteindre, les mettant ainsi dans une situation d'échec dont nous les tenons ensuite responsables Ainsi lui donner le temps de se reconstruire en mettant des objectifs scolaires à sa portée.
- Permettre de transmettre de l'avenir à quelqu'un qui en manque ou qui y renonce. On passe alors du regard qui fige et qui emprisonne, au regard qui laisse sa place à l'avènement d'une autre façon d'être.
- Au lieu de renvoyer facilement à des « spécialistes » extérieurs, elle propose de construire le plus possible à partir de l'environnement proche, de la communauté. Plutôt que d'intervenir extérieurement au risque de le stigmatiser encore davantage, l'école est un lieu essentiel où l'enfant réfugié peut intégrer et dépasser son vécu traumatique.

⁶¹ Galand B., Dupont E., L'impact de la discrimination perçue et de l'intégration scolaire sur l'adoption de croyances favorables à l'usage de la violence physique. In : Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 2002, N°55, pp.64-70

L'école est un cadre réel, connu par l'enfant et reconnu par les parents. Pour cela l'enseignant doit avoir de bonnes connaissances du vécu traumatique, des instruments spécifiques d'intervention et l'aide de spécialistes pour le conseiller dans cette tâche.

Ce changement de comportement n'est pas évident, car les professionnels de tous champs sont formés à faire l'inverse : diagnostiquer le déficit puis apporter une solution de l'extérieur.

Dans cette optique, le rôle des professionnels est d'être à la fois des découvreurs de compétences, des promoteurs de résilience. Ils vont montrer aux primo-arrivants, enfants, adolescents et familles, que ceux-ci ont des capacités, des ressources, de la valeur à nos yeux, que nous les acceptons et les respectons dans ce pays où ils ont demandé d'être accueillis.

Nous nous sommes approchés de la réalité concrète du terrain de l'école, en proposant dans chaque domaine d'intervention des pratiques qui ne sont pas à copier, mais qui peuvent inspirer une démarche à d'autres intervenants.

B.V. La recherche de sens et d'attachement pour construire sa résilience

Plusieurs études soulignent le rôle critique joué par l'environnement social dans l'adaptation à l'adversité. On réfère notamment à l'importance des adultes significatifs ou « tuteurs de résilience » dans l'entourage qui peuvent influencer le développement de l'enfant lorsque ses parents sont dans un état d'incapacité ou non disponibles (Eldebour, 1993).

Si pendant un temps, leurs parents ne sont pas capables de les protéger parce qu'ils ont eux-mêmes besoin d'aide, il est bon d'intervenir à la fois en favorisant la résilience des parents et des enfants. Car en favorisant l'une, on favorise l'autre. Des enfants qui ne trouvent pas dans leur famille suffisamment de cette enveloppe affective dont ils ont besoin, savent en général se tourner vers d'autres adultes soutenant. Ils sont capables de chercher même les petits signes minimaux de chaleur humaine et de gentillesse pour s'y accrocher comme à une bouée ; ils sont aussi capables d'imagination hors du commun pour établir des liens à partir de leur environnement.

B.V.1. Le rôle des enseignants tuteurs de résilience

L'enfant réfugié ou primo-arrivant choisit suite à l'attente de ses parents, l'école comme point de départ de sa résilience et la construction de son avenir. L'école devient source de sens et les enfants, même s'ils ont des difficultés, sont souvent très motivés. L'école est une source primordiale de soutien pour l'enfant exposé à des événements ou à un milieu de vie à risque. Le milieu scolaire constitue la deuxième source de sécurité en dehors du foyer, et parfois même la seule. Les membres du personnel, tels que les professeurs, le directeur d'école ou même le conducteur d'autobus scolaire, représentent des modèles adultes avec des qualités positives. Beaucoup d'enfants réfugiés retrouvent le sourire après quelques semaines d'école. Certaines écoles s'impliquent énormément dans le vécu des enfants et des familles et sont véritablement des ressources de résilience pour celles-ci :

« Par pleins de petits gestes et d'attentions, je vois les enseignantes qui téléphonent aux mamans, qui rencontrent les parents. La valeur la toute première dans l'école c'est vraiment « les relations humaines » et tout le monde y croit et tout le monde dépense de l'énergie et cela dépasse même l'école et traverse le quartier de la « fraternité ». ça nous permet de faire des merveilles et c'est un travail de très longue haleine qui a commencé il y a des années et qui continue à grandir. Et quand il y a une maman dont l'enfant n'est plus dans l'école qui revient donner un coup de main, ou dire bonjour, donner des nouvelles, demander de l'aide pour tout autre chose. Exemple une maman qui a reçu un PV en néerlandais et qui ne sait pas ce que c'est, elle sait très bien que la prof de gym est bilingue et elle vient demander de traduire... La fonction d'enseignant ici dépasse largement l'enseignement et les enseignants acceptent : « on s'occupe des familles » et je ne pense pas que ça prenne plus de temps de dire bonjour le matin, de permettre d'adapter son temps : « tu ne sais pas venir à ce moment là, eh bien tu viens à un autre moment », c'est une façon de voir les choses. J'ai l'impression que comme la machine a

démarré depuis des années, les enseignants sont pris dedans et je n'ai jamais vu un enseignant dire « il faut encore voir le sparents » par contre : » oh je n'ai pas encore vu les parents ». . . Les institutrices ne demandent que cela, que les parents viennent vers eux. C'est une petite école, et ici j'ai l'impression que c'est une famille » dit la médiatrice. Les institutrices s'investissent énormément pour les primo arrivants, elles font plus qu'elles ne doivent. Elle aident les mamans pour les allocations familiales. Les institutrices maternelles sont allées au cinéma avec les mamans et médiatrices et une maman nous a dit qu'elle est depuis 15 ans ici et elle n'a jamais été au cinéma. Elle était ravie. »

« Ce que je me rend compte c'est que dans toutes les écoles on n'a pas la participation du 100% , mais au lieu de se leurrer sur la non participation d'une partie, nous on se réjouit du morceau qui participe et on se réjouit. Et je pense que c'est pour plein de choses la dynamique de l'école. Ce côté positif et de la faire grandir. C'est le côté fraternel de l'école et on se soutient quand on perd courage »

« Et tous ces enfants sont illégaux et donc il n'y pas toutes les infrastructures. Le nombre de fois où j'ai vu les portes se refermer ou alors que j'ai entendu « attendez , ils sont illégaux, on va les renvoyer chez eux, » Moi j'ai des enfants qui ont été au centre fermé, qui sont venus au 5 –6 septembre et qui du jour au lendemain sont renvoyés à Stenoekerzeel au centre fermé, que j'ai été visiter avec l'institutrice. J'ai fait des interpellations auprès du ministre et auprès de toute une série de gens, et ils sont ressortis avec la pression. La police n'est jamais venue ici. Elle les prend le Week-end. J'ai été traumatisée en allant au centre. Cette pauvre maman pleurait dans mes bras, elle transpirait et commençait une fièvre. Je lui dis « j'ai une aspirine, je vais vous donner une aspirine », mais pas question elle ne pouvait pas accepter l'aspirine, parce qu'elle allait être fouillée en sortant et que j'aurais pu lui donner de la drogue ou n'importe quoi. Moi j'ai un enfant qui est arrivé ici l'an dernier, lui il était à Zaventem tout seul à 12 ans, il me dit : » moi madame j'ai vu des gens qui essayaient de se suicider devant moi à Zaventem » avant que sa maman ne puisse le récupérer. Il n'avait personne vers qui se tourner. »

Plusieurs recherches (Gakuba, 2002), montrent comment l'école est un lieu auquel les enfants réfugiés accordent beaucoup d'importance et qu'ils utilisent comme cadre de résilience. Cela ne concerne pas que les primo-arrivants ou les réfugiés, mais tout enfant traumatisé. Certains enfants disent à quel point un enseignant a modifié la trajectoire de leur existence par une simple attitude ou une phrase, anodine pour l'adulte mais bouleversante pour eux. Les enseignants, en revanche, n'ont en général pas conscience de ce pouvoir. Les professeurs interrogés sur la réussite scolaire de leurs élèves ne s'attribuent presque jamais le mérite du succès. Or les enseignants qui croient en la résilience ont un effet de résilience supérieur à ceux qui n'y croient pas. Même quand ils n'ont pas travaillé le concept, le simple fait d'en être convaincu dit Cyrulnik (2003) construit une représentation intime qui s'exprime par des indices que l'enfant perçoit comme des informations massives, évidentes pour lui. Mais cela ne peut constituer une recette comportementale puisque pour faire un tuteur de résilience, il faut une constellation de pressions.

Les travaux de Bernard (1999)⁶² mettent l'accent sur le rôle de l'enseignante dans la gestion harmonieuse de sa classe. L'auteur se base sur les résultats des études démontrant que le climat de groupe a une influence déterminante sur la résilience. L'élève doit pouvoir exprimer librement ses opinions, avoir l'occasion d'aider et de travailler avec les autres pairs, développer sous l'influence de l'enseignante le sens des responsabilités et le respect des autres. Sans sous-estimer le rôle central de la réussite scolaire pour l'élève en processus de résilience, il est de plus en plus évident que les attentes de la société au regard de la mission socio-éducative que pourrait assumer l'école doit passer par le renforcement et la valorisation du rôle de l'enseignant et le support institutionnel qui lui serait offert.

⁶² Benard, B. (1999)., cité par Marcel Trudel, Guadalupe Puentes-Neuman, Jean Gabin Ntebutse dans : « Les conceptions contemporaines de l'enfant à risque, et la valeur heuristique du construit de résilience en éducation » in : <http://www.csse.ca/CJE/Articles/FullText/CJE27-2-3/CJE27-2-3-trudel.pdf>

Selon J. Lecomte (2004) les qualités des enseignants qui ont pu aider des enfants à s'en sortir sont l'art de valoriser les réussites plutôt que de punir les erreurs, et de mettre en valeur les aptitudes et centres d'intérêts de l'enfant pour le faire progresser. Plusieurs anciens élèves soulignent que tel instituteur ou institutrice a été en quelque sorte un second père ou une seconde mère. L'impact et le regard positif de l'enseignant sur l'enfant « à priori condamné » sont parfois tel qu'ils suscitent non seulement une reconstruction, mais aussi une vocation d'instituteur.

Certains enseignants préfèrent nier l'affectivité dans leur relation éducative parce qu'ils ont peur des débordements de cette affectivité. Mais même si cette peur est compréhensible, elle peut avoir des effets destructeurs en ce sens que le déni de la part affective dans l'acte d'apprendre et dans l'obéissance aux règles, peut fermer la porte à la résilience. L'enfant qui ne reçoit pas dans sa famille de retour positif sur ses activités scolaires a besoin de trouver une personne qui l'encourage, le félicite pour ses réussites. Et la personne la plus à même de lui fournir cela est bien évidemment son instituteur. Tout ceci suppose que le professeur soit souple. Il donne de son temps, c'est à dire qu'il accepte de déborder parfois de 10 minutes sur son horaire. Comme il sera remarqué dans le chapitre sur les classe passerelle, c'est lorsqu'on se donne plus de temps avant de décider de l'orientation d'un enfant primo-arrivant que celui-ci remonte la pente.

Les professionnels qui essaient de porter tel enfant ont aussi besoin de se décharger des nombreuses émotions que cela peut susciter. On peut en effet être envahi par des émotions ingérables lorsqu'on entend le vécu extrêmement éprouvant de ces familles. Parfois nous ne sommes pas toujours prêts à écouter de tels récits. La façon dont on écoute de telles histoires est cependant vitale et certains réfugiés nous ont confié préférer se taire lorsqu'ils sentent qu'ils ne seront pas compris et soutenus, ou même qu'ils ne seront pas crus.

Beaucoup de professionnels, parce qu'ils sont non soutenus dans leur rôle, et cela dépasse le cadre du professeur, s'empêchent d'entrer profondément en relation avec l'enfant et la famille. Cette bonne distance sert d'abord au professionnel qui a bien sûr besoin de protéger sa vie privée, de ne pas être envahi de débordements émotionnels. Mais la famille ne considère pas l'acte professionnel de la même façon, plutôt comme relevant de la sphère du don. Ce dont elle a besoin c'est de sentir au-delà de l'aspect professionnel, qu'il y a un lien interpersonnel lui permettant d'être reconnu en tant qu'individu. Ainsi cette maman qui croyait que la médiatrice qui venait la visiter deviendrait « son amie », elle qui se sent si seule et qui ne peut se confier à personne ; et qui devient doublement déçue parce qu'elle se rend compte que toutes les confidences faites à cette personne n'ont servi qu'à stigmatiser davantage son fils et non pas à établir un lien d'attachement.

Souvent les professeurs ne savent pas s'ils doivent demander à l'enfant ce qu'il a vécu, de peur d'aller trop loin et de ne savoir gérer leurs propres émotions et celles de l'enfant. De peur aussi de réveiller chez l'enfant des souvenirs douloureux.

« Tout doucement je pose quelques questions et parfois je n'en pose pas parce que je sais par exemple qu'une petite fille sa maman est restée là-bas et elle est chez l'oncle, eh bien j'ai peur de lui faire mal aussi en lui parlant de sa maman. Et c'est revenir dans un passé et je n'ose pas aller trop loin dans ces questions. »

Jacques Lecomte (2004) dit que **l'on peut susciter la parole de l'enfant sans l'imposer** : il a la liberté de parler ou de se taire. Souvent c'est dans des situations où l'enfant ne ressent aucune obligation de parler qu'il livre des confidences. On peut utiliser des **stratégies de contournement** pour faciliter l'expression de la parole de l'enfant blessé. Le principe est d'inviter l'enfant à s'exprimer sur des situations difficiles qui surviennent à d'autres êtres auxquels il peut s'identifier, pour l'amener progressivement à parler de lui-même.

Le fait de pouvoir encourager l'enfant à utiliser son imagination pour jouer, y compris « jouer les situations traumatisantes » qu'il a vécues, ont un impact sur sa capacité de faire face ; On peut

permettre cette expression aussi à travers l'art, le dessin, la musique, les contes. L'enfant doit pouvoir « se dire », pouvoir exprimer son vécu.

A ce sujet, nous voulons signaler le travail fait dans ce sens par l'équipe universitaire UNSOL de Liège

Parfois les enfants s'expriment eux-mêmes spontanément sur leur souffrance en faisant un parallèle avec un animal. C'est le cas d'un enfant de notre étude. Le directeur de l'école avait fait part du fait qu'il s'était caché en dessous de son banc, terrorisé, au moment de l'exercice avec l'alarme incendie. L'enfant qui à la maison est toujours solitaire, nous a confié « *Moi j'aime bien les animaux, ils sont très gentils, j'aime bien les mouches, les vers de terre, les dauphins ... tu vois le ver de terre, il ne fait pas de mal à personne, il est gentil, il ne faut pas le tuer, non ? pourquoi on tue les vers de terre ?* » Ensuite à la question sur l'alarme incendie et le pourquoi, cet enfant répondait que s'il s'était caché en dessous de son banc c'est parce qu'il avait peur de la police, que celle-ci allait le renvoyer dans son pays et qu'on allait le tuer comme on a tué son petit frère. Ainsi cet enfant exprimait-il par l'innocence du ver de terre, sa propre innocence et son incompréhension que la police ne le protège pas, que la mort soit si facilement donnée à des innocents...

La possibilité de ressentir la restauration d'un ordre moral dans le nouveau pays est donc aussi cruciale pour l'enfant qui a vécu tant de déstructuration dans son pays et a perdu confiance dans les adultes. Chez quelques enfants réfugiés de guerre de notre étude, cette peur de la police révèle que la confiance et la sécurité n'est pas acquise tant que les papiers sont en attente ou refusés. Cela montre aussi que le fait de ne pas protéger un enfant qui se sent en danger de mort équivaut dans sa tête à être de connivence avec ceux qui veulent le tuer.

L'attachement à des animaux est mentionné dans des recherches comme facteur de résilience chez des enfants qui ont vécu des traumatismes, entre autre des enfants maltraités. C'est une forme de zoothérapie qui ne demande pas d'avoir un dauphin à sa portée ! Une petite souris, un chat, un lapin, ... autant de possibilités d'attachement qui aident l'enfant traumatisé à établir des liens facilitant la résilience. Nous pensons que cette technique simple pourrait être utilisée dans les classes comme ressource non onéreuse pour aider les enfants réfugiés de guerre. Cette capacité de chercher un sens à ce qu'il vit donne à l'enfant d'être actif dans son désir de sortir de la souffrance dans laquelle il se trouve, plutôt que de la nier. Cette compréhension diminue chez lui le sentiment d'isolement, puisqu'il cherche compagnie et attachement auprès des animaux qui sont peut-être les seuls à la comprendre puisqu'ils vivent la même chose que lui et contribue à développer son empathie pour ses propres proches. On entend souvent les auteurs de la résilience (Cyrułnik, 2003), citer des adultes ayant vécu des traumatismes lorsqu'ils étaient enfants expliquer qu'ils conceptualisaient leurs souffrances en les comparant à celle d'autres personnes qui avaient souffert plus qu'eux. Une manière aussi pour ces enfants de ne pas se sentir victime incapable de s'en sortir, et d'avoir de la compassion pour d'autres êtres, spécialement pour leurs parents.

Permettre à l'enfant de vaincre sa propre agressivité qui si elle n'est pas extériorisée est alors retournée contre lui, car dans tous les non-dits qui entourent ce vécu de violence, l'enfant peut se culpabiliser. Un enfant de cet âge là en général a tendance à prendre sur lui toute la responsabilité de ce qui lui arrive. La notion de pardon comme alternative à ce cercle vicieux de violence est une force puissante de restitution de l'ordre personnel et commun. Parler à l'enfant du pardon est essentiel pour couper sa propre culpabilité et restaurer la confiance dans le futur.

Parce que nous avons peur d'écouter et de ne pas savoir gérer, la première idée qui vient est de s'en remettre à des professionnels de santé mentale. Mais il y a des raisons de penser que certaines interventions intempestives en ce sens, ayant le label spécifique de « psychothérapie ou

psychiatrie » peuvent aliéner la plupart des personnes qu'elles sont sensées aider ; les gens au lieu de se sentir aidés à sortir d'une réaction tout-à-fait normale résultant de situations tout à fait anormales, on leur laisse penser qu'ils sont eux anormaux, déviants.

Pour beaucoup de parents venant de l'Afrique et de l'Orient, la psychothérapie est vue comme une « cause de scandale », stigmatisant l'enfant et par là même la famille. Or bien souvent, les personnes entourant l'enfant directement sont capables de l'aider mais ne le savent pas nécessairement. On ne peut nier que dans certains cas une psychothérapie pense être bénéfique et certaines associations font spécifiquement des suivis d'enfants réfugiés de guerre⁶³. Il y a des parents qui vont accepter d'aller voir un psychologue, d'autres pas. Cependant dans beaucoup de cas, une relation plus approfondie avec la famille, une résolution des conflits de valeurs, une aide des parents suffira à rendre à l'enfant, petit à petit, une meilleure santé mentale. La directrice qui a organisé des séances d'ethnopsychiatrie dans son école confie « *On ne dit jamais que ce sont des psychologues . On fait bien la part des choses. Ils acceptent d'être aidés. C'est quelque chose organisé avec la psychologue du PMS, avec les centres, avec le CIRFE pour l'interprétariat parce qu'on veut que ce soit fait avec des personnes d'origine du pays qui parlent le français, et ce n'est même pas eux qui font la traduction c'est encore quelqu'un d'autre pour vraiment être sûr que ce soit objectif.* »

B.V.2.Les ressources limitées et la priorité des interventions

Certains PMS nous disent que la problématique des enfants réfugiés de guerre n'est qu'une de leurs problématiques à régler et qu'elle n'est pas suffisamment représentative que pour les préoccuper ... Il est bon de faire un tri dans l'ensemble des problématiques, mais éviter de tomber dans la dichotomie entre donner priorité à celles qui affectent un grand nombre d'enfants et celle de travailler avec les enfants les plus fragilisés. De la même façon éviter de se polariser sur ceux qui sont les plus atteints plutôt que ceux qui ont vécu les mêmes circonstances mais qui semblent aller bien, par exemple des enfants qui viennent de pays en guerre, mais dont les parents n'ont pas été persécutés. Si on veut réellement prévenir à long terme la destruction psychique et le cercle vicieux de la violence et de la transmission des traumatismes, pour au contraire favoriser la résilience de ces enfants, il est important de tenir compte de tous les enfants. Aux politiciens et administrateurs , proposons des stratégies imaginatives et créatrices, pouvant influencer les décisions politiques, et ne demandant pas trop d'investissement, et qui aident à la prise en charge de ces enfants-là dans le cadre scolaire. Proposons un modèle de transmission intergénérationnelle de résilience et d'espoir : « Comment implanter un programme scolaire qui met en place les facteurs protecteurs favorisant la résilience et la meilleure adaptation scolaire possible de ces enfants ? »

B.V.3.Des exemples de prise en charge spécifique d'élèves primo-arrivants

Nous remarquons que les directions d'école se plaignent du manque de ressources pour faire face à des problèmes grandissant concernant la prise en charge de ces enfants primo-arrivants.

Ces écoles se retrouvent avec un nombre élevé d'enfants qui ne parlent pas le français ou sont peu scolarisés. Ils n'ont pas l'encadrement nécessaire à la bonne adaptation de ces enfants. Lorsqu'en plus des enfants réfugiés ont des comportements difficiles à gérer, ils se sentent noyés. Avant d'envoyer l'enfant traumatisé vers une structure qui le « dénormalisera » encore plus, voyons ce que l'on peut faire au niveau de l'école même, qui est comme nous l'avons dit plus haut le lieu de socialisation structurant, sécurisant, auquel les parents confient leur enfant.

Nous voudrions présenter ici deux expériences mises en place par des directions d'écoles de Bruxelles pour répondre à ces problèmes.

⁶³ Association EXIL , Avenue Brugmann 43 - 1060 Bruxelles +32 2 534 5330

Une expérience a été tentée par 4 directeurs d'école du réseau libre de Saint Gilles qui voulaient s'unir pour trouver ensemble une solution à ce problème. Il ont engagé depuis 4 ans, une psychologue dans le cadre de la discrimination positive pour s'occuper exclusivement des enfants primo-arrivants. Au début la demande était de trouver une psychologue capable de prendre en charge les problèmes psychologiques de ces enfants primo-arrivants. Son travail était alors plus axé sur le lien entre l'enfant, la famille et l'école. Lorsqu'elle rencontre les parents, elle leur explique les demandes des enseignants et de l'école, mais c'est toujours dans un dialogue et un respect mutuel et un encouragement de leurs propres compétences et ressources parentales. L'atout qui permet à cette psychologue de devenir tuteur de résilience pour les enfants primo-arrivants, c'est qu'elle est là depuis 4 ans et exclusivement engagée pour eux. Cette fidélité est importante selon elle pour les enfants qui la connaissent depuis leur plus jeune âge.

Aujourd'hui c'est toute une réflexion sur ce que l'école peut proposer qui s'est mis en place. Elle travaille avec les enfants et les familles, mais surtout avec les PMS et les enseignants, chacun ayant soin de collaborer tout en restant dans son rôle spécifique. Le PMS s'occupe des questions d'apprentissage, d'orientation, de réflexion, tandis qu'elle prend en charge les enfants primo-arrivants et leurs familles. Une réunion a été mise en place avec le PMS tous les 15 jours. Le PMS et elle proposent une réunion à l'enseignant pour voir qui fait quoi par rapport à l'enfant. Des personnes extérieures qui travaillent avec des primo-arrivants sont invitées pour nourrir la réflexion de tous. En quelque sorte c'est aussi un rôle de médiatrice qu'elle adopte, avec en moins l'atout de la langue et avec en plus le bagage de psychologue, qui permet aux professionnels de l'école de prendre eux-mêmes du recul et d'établir une réflexion sur leur pratiques. Elle a très rarement dû envoyer des enfants vers des associations de santé mentale et dans le cas où ça a été fait c'était en collaboration avec EXIL qui a une compétence particulière pour les enfants réfugiés de guerre.

Lors d'une rencontre organisée en janvier dans le cadre de la recherche action avec les directions d'écoles de Schaerbeek et les PMS et PSE correspondants, elle a pu partager son expérience. Il a été perçu parmi les intervenants du PMS que « son profil » venait leur enlever leur rôle de PMS au sein de l'école. En réalité, si le PMS pouvait avoir le temps et l'énergie d'approfondir ce rôle de prise en charge spécifique des primo-arrivants et réfugiés de guerre, ce serait en effet une bonne solution. Il est peut-être nécessaire de se poser la question de l'engagement par les PMS d'une personne supplémentaire ne s'occupant qu'exclusivement de cette population pour quelques écoles, et qui ait comme profil d'abord la fois connaître plusieurs langues et d'avoir une formation de psychologue. Mais un tuteur de résilience doit pouvoir avoir les qualités requises. Il ne suffit pas de connaître la langue des personnes, il faut avoir un minimum de savoir-être et d'empathie.

Les enseignants sont très demandeurs d'un recadrage et il nous semble que le plus de l'expérience de Saint Gilles, correspond à cet aspect-là d'une possibilité de mettre en place au cas par cas, des solutions souples pour des enfants primo-arrivants qui n'ont pas la chance d'avoir une classe passerelle. Cela demande des concertations multiples avec les enseignants, les parents, les PMS.

En fin de compte une personne de référence pour les enfants est nécessaire dans la durée pour avoir ce rôle de tuteur de résilience, et l'institution à laquelle elle appartient aura un impact sur son inscription dans les écoles, vis-à-vis des parents ou de l'école, du PMS. En quelque sorte la liberté d'action est coupée d'un côté ou de l'autre suivant le lieu où l'on se trouve.

C'est le rôle de l'Etat de donner la possibilité de mettre en place des classes passerelles et sans doute aussi de donner des subsides pour que des initiatives comme celle qui a été prise à Saint Gilles soient possibles dans toutes les écoles qui sont concernées par un nombre élevé de primo arrivants.

Autre expérience à Bruxelles : l'école du sacré cœur et de saint Josse

Une directrice d'école de Bruxelles Ville, face à l'ampleur des problèmes que les familles lui présentaient, avait au début fait le lien avec l'association EXIL. Elle y conduisait elle-même en voiture ces familles mais très vite cela s'est avéré ingérable. Alors elle a réussi à obtenir des subsides pour faire organiser dans son école même, une séance par semaine d'ethnopsychiatrie familiale, avec des parents et enfants qui présentent des difficultés dues à la migration et aux traumatismes. *« Avant que les parents ne disent « mon enfant est possédé par un djinn » c'est ça qui est dur. Parce qu'au départ ils se taisent. Et on voit qu'il y a un vécu et c'est là que ces personnes aident à sortir le vécu. Quand moi je vois les résultats qu'on en obtient. Il y a des mamans qui ont pleuré et qui ont dit : « je suis contente d'avoir pu dire cela » Il y a des familles qui sortent soulagées. Dans leur pays il y a les marabouts et tout ça. Moi j'ai déjà été voir avec la psychologue et la famille ivoirienne un marabout ici à Bruxelles dans une maison toute noire, à 10 heures du soir. On a expliqué le problème de l'enfant battu par un oncle ; et l'enfant est toujours battu et il a changé d'école. Comme la sœur de la maman ne savait pas avoir d'enfants, elle a donné son fils à sa sœur, et ce garçon était battu par le beau père. La mère ne veut pas le récupérer parce qu'elle l'a donné à sa soeur. On a constaté, ils disent « non il tombe toujours tout seul » . Maintenant j'ai la grande sœur de 15 ans qui porte plainte contre l'oncle. Mais nous on a été jusque chez le marabout. Tous les africains croient en la sorcellerie, les musulmans croient aux djinns. Comment on fait accepter cela aux enseignants ? Comment on travaille tout ça, ça nous dépasse, c'est culturel. L'ethnopsychiatrie peut alors faire du bien vous comprenez ? »*

Elle se refuse cependant à laisser croire à l'Etat que c'est désormais l'école qui prendra soin de réparer.

« Pour l'instant tous les 15 jours il y a une séance d'ethnopsychiatrie. J'ai fait des demandes de subventions mais on m'a averti que chaque année cela ira en diminuant. J'ai fait appel au centre d'ici et d'ailleurs, mais qui est full aussi parce qu'il y a des tas d'immigrés qui font appel à ce centre et qui ont d'énormes problèmes mais la Belgique ne fait rien. Donc mon interpellation ira au ministère de la santé, un peu tout azimut pour dire voilà : l'immigration vous y travaillez et qu'est ce qu'on fait pour accueillir ces gens ? Il faut que ça bouge ! Ce n'est pas à l'école à commencer à soigner les familles et les enfants. C'est la société qui doit mettre sur pied des tas de cellules pour les accueillir , pour voir comment travailler avec eux toute cette fracture, tout ce choc psychologique. Mais en attendant moi je fais appel au centre « d'ici et d'ailleurs » pour écrire quelque chose, montrer d'où l'enfant vient , qu'est ce qu'on a pu mettre en place et où il est arrivé. Si il y a des écrits comme ça on peut dire « eh bien voilà, ça marche ou ça marche pas, mais si ça marche, il faut investir là dedans plutôt que de dépenser des sous pour des choses qui ne fonctionnent pas. »

B.V.4.La prise en charge plus globale des familles primo-arrivantes par quartier

Dans la perspective du modèle éco systémique de la résilience, il est bon d'élargir encore l'action sur les cercles concentriques plus éloignés afin de renforcer la résilience familiale en renforçant la résilience communautaire. A ce sujet, renforcer la résilience communautaire au sein de l'école même, a un effet sur les enseignants et par conséquent sur les familles.

En plus d'entreprendre de mettre en place ces ressources, il est important de soutenir aussi celles qui existent chez ces familles et dans leur entourage immédiat. Un parent qui arrive à surmonter les traumatismes vécus grâce à ses propres ressources et celles de sa communauté peut à nouveau donner une enveloppe affective protectrice à ses enfants.

Encourager les ressources existantes, c'est encourager les ressources communautaires et ethniques. Il est courant que pour une traduction ce soit via des associations ethniques que l'on

ait une solution peu onéreuse. Ces associations pourraient aussi servir de rôle de médiateur dans certains cas. Ils ont les compétences multiculturelles pour aider les familles à dépasser les conflits de valeurs.

Encourager les ressources communautaires, cela signifie aussi les mettre en lien avec les associations adéquates d'aide pour l'enfant (écoles de devoir, sport, santé, aide administrative). C'est pour cette raison que lors de la recherche nous avons fait une brochure reprenant les associations de Schaerbeek par quartier, en se basant sur l'outil internet existant⁶⁴, de façon à permettre à des directions d'écoles de distribuer aux parents primo-migrants qui le souhaitent l'ensemble des associations de leur microquartier. C'est une demande constante des professionnels : savoir envoyer les familles là où il faut suivant leurs demandes et leurs besoins.

Bien souvent les directions d'école se trouvent faire un travail social ou psychologique que personne ne fait, car elles se retrouvent sans le vouloir nécessairement, les seules personnes de référence en qui les familles peuvent faire confiance. Il arrive souvent que les directions aident les parents pour des traductions de papiers ou des conseils. Une directrice avait organisé une rencontre des parents primo-arrivants avec un avocat, pour leur expliquer les possibilités en matière d'obtention des papiers, car elle s'était rendu compte que de nombreux avocats leur faisaient miroiter des solutions illusoire quand il n'y en avait pas, en continuant ainsi de les exploiter financièrement. Certains avocats feraient traîner des dossiers en changeant l'une ou l'autre donnée, de façon à garder le client plus longtemps. Par contre on entend aussi des familles se donner le mot pour tel ou tel bon avocat qui se démène pour les réfugiés.

Si nous voulons faire des parents des partenaires de l'école, il faut, pour les primo-arrivants, leur donner les moyens d'accomplir pleinement leur rôle en leur apprenant le français, le fonctionnement social, le fonctionnement de notre système éducatif. Si l'on veut que l'école prenne sens pour les jeunes et leurs familles, l'intégration ne doit pas se diviser. Pour réussir l'accueil des primo-arrivants, l'école doit s'appuyer sur une démarche intégrative des autres institutions, et notamment les communes, les services du CPAS et les services de logement... Nous ne devons pas donner l'image d'une société où tous les services publics, institutions locales, ne fonctionneraient pas sur les mêmes valeurs. L'articulation entre les conditions d'accueil, la prise en charge sociale et la scolarisation, est indispensable pour construire la réussite des primo-arrivants.

Ce n'est qu'en augmentant la résilience communautaire d'un quartier qu'on augmente la résilience des familles qui y vivent. Pour les familles primo-migrantes qui ont tendance à vivre isolées de tout, une personne de référence devient nécessaire pendant la période d'adaptation, tout spécialement pour les familles les plus exposées, comme c'est le cas des familles monoparentales, les familles dont la représentation ethnique en Belgique est très faible, ou celles qui, pour des raisons politiques liées à leur pays d'origine, ne préfèrent pas côtoyer des personnes de leur pays (ex : Togo). Nous remarquons aussi que celles qui cumulent un ou l'ensemble de ces facteurs avec des facteurs économiques défavorables et des méconnaissances de la langue, sont les plus isolées et les plus vulnérables.

En France il existe des plates formes d'accueil pour primo-arrivants. Leur rôle correspond plus à celui d'une référence pour les familles en ce qui concerne les démarches administratives. Nous pensons qu'en ce sens, en complémentarité avec ce qui peut être mis en place au niveau des écoles pour les enfants, il serait important que les communes mettent en place des personnes de référence par quartier, qui connaîtraient suffisamment bien les familles que pour aider à établir les liens avec l'école, les maisons médicales, les associations ethniques, les avocats, les CPAS.

⁶⁴ www.cartesocialeschaerbeek.be

Le CPAS a déjà cette façon de fonctionner, mais les professionnels du CPAS n'ont bien souvent pas la possibilité d'établir des liens permettant aux familles de les choisir comme tuteurs de résilience. Le lien des familles avec les CPAS est un lien de dépendance et non de réciprocité qui ne permet pas la mise en place d'une relation d'attachement. Parallèlement à ce qui a été discuté au sujet des PMS, une possibilité serait d'engager dans l'institution du CPAS, un référent pour les primo-arrivants.

CONCLUSION

Pour terminer ce long parcours sur la résilience de l'enfant et l'adolescent primo-arrivants, et celle de leurs familles, nous voulons insister sur ce que peuvent apporter à notre pays chacune de ces personnes primo-arrivantes. C'est une des caractéristiques d'une démarche résiliente arrivée à sa maturité que celle d'être capable de donner à son tour. Le recours aux compétences et au savoir de familles migrantes arrivées plus anciennement et ayant pu surpasser leurs problèmes s'est révélé des plus bénéfiques. L'association « convivial »⁶⁵ qui accueille des réfugiés, fonctionne à 75% avec des forces vives qui ont eux-mêmes bénéficié de leur aide quelques années auparavant. Ces personnes témoignent vouloir donner ce qu'elles ont reçu ! Leur permettre de donner ce dont ils sont capables, quand ils ont sans cesse été dépendants est le fondement de la démarche à réaliser si on veut faciliter la résilience de ces familles. Pour être capables de donner, ils doivent ressentir chez nous la considération, le respect et l'attachement qui augmentera leur estime de soi et leurs propres ressources.

⁶⁵ www.convivial.be

Bibliographie

Barudy J., L'utilisation de l'approche systémique lors de thérapies avec des familles de réfugiés politiques. In *thérapie familiale*, Genève, 1989, vol10, N°1, pp.15-31

Benard, B. (1999)., cité par Marcel Trudel, Guadalupe Puentes-Neuman, Jean Gabin Ntebutse dans : « Les conceptions contemporaines de l'enfant à risque, et la valeur heuristique du construit de résilience en éducation » in : <http://www.csse.ca/CJE/Articles/FullText/CJE27-2-3/CJE27-2-3-trudel.pdf>

Bertrand D., La problématique psychologique des réfugiés mineurs isolés originaires du Sud-Est Asiatique. 2000, *MIGRATIONS SANTE*, 102,103, pp. 23-58

Bullrich S., Schwartz A. (1992) : "*Immigration et maladie mentale : un équilibre fragile*" *Thérapie Familiale*. 13(2). pp. 127 - 141.

Chimienti Milena, Denise Efionayi, Stefano Losa, Caractéristiques épidémiologiques des étrangers en Suisse, Discussion Paper 8 / mars 2001, Forum suisse pour l'étude des migrations, in : www.unine.ch/fsm/publicat/dp/008.pdf

Chrispin M. C., 1998, "Resilient Adaptation of Church-Affiliated Young Haitian Immigrants: A Search for Protective Resources." Ed.D. Thesis, Columbia University Teachers College

Craig Steven titus, Résilience et Vertus Chrétiennes, l'apport des sciences psychosociales pour le renouvellement de la théologie de la force de st thomas d'Aquin et des vertus qui lui sont associées 2004, http://www.unifr.ch/tmf/article.php3?id_article=89

Cyrulnik Boris -- *Un merveilleux malheur*, Éditions Odile Jacob, 1999:

Cyrulnik Boris, in : « Le monde de l'éducation », mai 2001 , N° 292.
<http://www.lemonde.fr/mde/ete2001/cyrulnik.html>

Delage M., Aide à la résilience familiale dans les situations traumatiques, in « *Thérapie familiale* », Genève, Vol 23, N°3, pp.269-287

Eldebour, S. (1993). Ecological Intergrated Model of Children of War : Individual and Social Psychology. *Child Abuse and Neglect*, 17, pp 805-819

Engle et al, Child development: vulnerability and resilience, *Social science medecine*, vol. 43, no. 5, 1996

Ehrensaft, E. et Tousignant, M. L'expérience des traumatismes individuels et collectifs La résilience par la reconstruction du sens. Les Éditions de la Fondation pour l'Enfance, Paris, France (2000)..

Fonagy et al, The theory and practice of resilience, *J. child psychiatry*, vol. 35, no. 2, 1994

Garbarino, J.; Dubrow, N.; Kostelny, K.; Pardo, C. (1992). *Children in Danger : Coping with the Consequences of Community Violence*. Josey-Bass Inc. Publishers, San Francisco, CA, xiv, 262 pp.

Gakuba T-O , L'école : facteur de résilience des jeunes rwandais réfugiés en France et en Suisse. Université de Genève- Suisse, 2002.

Galand B. , Dupont E. , L'impact de la discrimination perçue et de l'intégration scolaire sur l'adoption de croyances favorables à l'usage de la violence physique. In : Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 2002, N°55, pp.64-70

Garmezy, N. (1993) Vulnerability and resilience. Dans : Studing Lives Through Time: Personality and Development. Ed. D.C. Funder et al., American Psychological Association.

Gillot L., « le maternage déraciné » in : « *Enfant D'abord* », novembre 1992.

Hémon Eva , L'enfant de migrants, interprète entre deux foyers. In : *Thérapie familiale*, Genève, 1995, Vol 16, N°2, p202

Lambek, M. (1996). The past imperfect : Remembering as moral practice. Dans P. Anzte et M. Lambek (Eds.), *Tense Past : Cultural Essays in Trauma and Memory*, pp 235-254.

Laberge Hélène, la résilience morale, *L'Agora*, vol 7, no 1, 1999.

http://agora.qc.ca/reftext.nsf/Documents/Resilience--la_resilience_morale_par_Helene_Laberge

Lecomte J., « Guérir de son enfance », Odile Jacob, Paris,2004

Manciaux Michel, Société , santé, résilience et Foi, in :

<http://www.cef.fr/catho/endit/sante/santemanciaux.PDF>

Maravelaki A. , La construction des compétences en français : le cas des classes passerelles au secondaire en Belgique francophone. UCL, 2000.

McCubbin, H., M. McCubbin, A. Thompson, S. Han et C. Allen (1997). Families under stress: What makes them resilient. *Journal of Family and Consumer Sciences*, 89(3), 2-11.

Minassian M., Santé et petite enfance au sein de la population immigrée turque –in : *Le Furet*, 1997, N° 24, p. 35

MOKHLES R., Séparation et monoparentalité en immigration: des difficultés et des solutions particulières, 2002, *OSMOSES*, 22, pp. 23-26

Moro M-R., C. J. Delpy, *A la rencontre d'une démarche thérapeutique.* in «*Le Furet*», 2002, N°38, pp.32-34

Paquin Maryse, Les enjeux du partenariat famille-école-communauté et réseaux sociaux dans les recherches et les interventions auprès des populations vulnérables—73 ème congrès de l'ACFAS in : <http://www.acfas.ca/acfas73/C2131.HTM>

Perren Kingler , Interventions psychosociales auprès de l'enfant réfugié de guerre, in : « Violences à l'école : fatalité ou défi ? », De Boeck & Larcier, Bruxelles, pp.261-277, 2000.

Pergament (1997) *The psychology of Religion and Coping*

Richardson, G. et S. Hawks (1995). A practical approach for enhancing resiliency within families. *Family Perspective*. 29 (3). 235-250.

Riyadh Al-Baldawi, Migration related stress and psychosomatic consequences. In: International congress Series 1241 (2002), 271-278

Schiff C. , les élèves nouveaux arrivants : obstacles linguistiques et motivation scolaire. In : *VEI Enjeux*, hors série N°3

Schiff C., Les jeunes primo-migrants : Un rapport à la société distinct de celui des minorités ethniques. In : *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n° 131, décembre 2002

Serrano J.A, La thérapie familiale avec les familles de migrants, in *Thérapie familiale* , Genève, 1989, Vol 10, N°4, pp.311-321

Silva Pânez. A.G., Psychische Widerstandsfähigkeit von Kindern, die politisch motivierter Gewalt ausgesetzt waren. Université de Zurich, 1997, p.180-181

Smeralda Ruspoli, « Phénomènes d'acculturation dans les pratiques de maternage- Quels enjeux dans la relation famille- institution ? », in : *Le Furet*, 1997, N°24, pp. 28-31

Stork Hélène, « Aspects socioculturels des techniques de maternage » in *Migrations Santé* N°60, 1989.

Tousignant M., Ehrensaft E., L'écologie humaine et sociale de la résilience, 66^{ème} congrès de l'ACFAS, Canada, 1998. <http://perso.wanadoo.fr/resscom/ACTU/semin-div/24-11-00tousignant.htm>

Tousignant M. , Réactions au changement : stratégies d'insertion des migrants en terre d'accueil, *Migrations Santé* , 1995, N° 81-82, pp. 71-85

Tomkiewicz Stanislaw, l'émergence du concept, in : « Résiliences en question », *Le furet*, revue de la petite enfance et de l'intégration., N° 38, 2002, pp.20-26

Vatz Laaroussi M., Immigrer : une affaire de famille ,1999, *Agenda Interculturel*, 178, pp. 22-26

Vanistendael, S., Lecomte J., Le bonheur est toujours possible. Construire la résilience. (2000)

Vanistendael S. , La résilience ou le réalisme de l'espérance. (cahiers du BICE, 1996)

Vanistendael S., Résilience et spiritualité. Le réalisme de la foi. (cahiers du BICE, 2000)

Werner, E. E., and Smith, R. S. (1982). *Vulnerable but invincible: A longitudinal study of resilient children and youth.* New York: McGraw-Hill.

Werner, E. Bierman, J. & French, F. (1971). *The Children of Kauai : A Longitudinal Study from the Prenatal Period to Age Ten.* Honolulu : University Press of Hawaii

Annexes :

ANNEXE 1. GUIDE d'ENTRETIEN DES FAMILLES

HISTOIRE DE L'ENFANT primo-arrivant ET DE SA FAMILLE

Adresse								
Pays d'origine:	Nom :	Age	Lieu et date de naissance	Date arrivée Belgique	Nbre années au pays origine	Nbre années en Belgique	/	Langues parlées
Religion familiale:	Prénoms							
Père								
Mère								
Enfants < 3ans								
Enfant <12 ans								

FACTEURS PREMIGRATOIRES

1. La situation familiale et l'état civil avant la migration ? Aviez-vous des enfants ? De quel âge ?

2. La situation scolaire et professionnelle avant la migration ?

Est-ce que vous travailliez, étudiez ?

Depuis combien de temps ?

Quelles ont été vos études ?

3. La situation socio-économique de la famille dans le pays d'origine ?

Quels étaient vos revenus (vous et l'éventuel conjoint) ?

Était-ce satisfaisant ?

Y a-t-il eu des problèmes d'ordre financier (perte fréquente d'emploi / faillite / destruction de domicile (à la suite d'un incendie, de la guerre, ...)) ?

FACTEURS PERIODE TRANSITOIRE

4. Raisons de la migration : Qu'est-ce qui vous a poussé à quitter votre pays ?

- réunification familiale
- raisons économiques
- raisons politiques (guerre, etc...)
- persécution ethnique ou religieuse ou autre
- raisons professionnelles
- raisons de santé
- autre :

5. Passé politique du pays d'origine : (pour les réfugiés)

Au pays d'origine, dans le cas où vous avez dû quitter le pays pour raisons politiques, l'enfant a-t-il vécu un traumatisme lié à la guerre ?

A-t-il vu de père l'un des siens assassiné ou persécuté ?

A-t-il été traumatisé par des attaques ou des déflagrations ?

Comment chacun des membres de la famille le vivent-ils ?

6. La migration a-t-elle été planifiée, volontaire ou involontaire ?

Tous les membres de la famille le vivent-ils de la même façon ?

Vous pensiez partir pour combien de temps (émigration définitive, temporaire, pendulaire) ?

7. Pourquoi avez-vous choisi la Belgique ?

8. Conditions de la migration

Dans quelles conditions s'est effectué votre voyage entre votre pays d'origine et la Belgique ?

Avez-vous bénéficié d'une aide quelconque (argent, contact, personnes) pour pouvoir partir ? Avez-vous utilisé une filière d'immigration ? Laquelle ? Pourquoi ?

Par où êtes-vous passé ? Y avait-il des intermédiaires sur le chemin ? Quels rôles ont-ils joués ?

Est-ce que vous êtes partis seul ou avec d'autres personnes ?

Y a-t-il en Belgique des personnes de votre famille ou des amis proches que vous connaissiez en arrivant ?

Lorsque vous êtes venus en Belgique, un des parents est-il d'abord arrivé seul pour préparer la venue de la famille ?

8. Existence d'un projet de migration ? mythe du retour ?

Que pensiez-vous, avant de partir, de l'émigration et de l'immigration ? Quels étaient vos projets quand vous êtes parti pour la Belgique ?

Avez-vous pu réaliser ces projets ? Qu'est-ce qui vous a aidé (empêché) dans la (non) réalisation de vos projets ?

Avant de partir, comment voyiez-vous la Belgique ? Pourquoi ? Comment cette vision s'est-elle formée (médias, bouche à oreille, etc.) ?

Pensez vous souvent à votre pays d'origine ? Que pensent vos parents là-bas de votre migration⁶⁶ ? Aujourd'hui comment restez-vous en lien avec votre famille d'origine ? vos frères et sœurs ?

Qu'avez-vous comme projet aujourd'hui pour votre famille ? Que pensez vous de votre avenir ici en Belgique?⁶⁷

Quelles sont les raisons les plus importantes qui vous font rester en Belgique ? Quels sont les côtés les plus désagréables de votre séjour en Belgique ? Pourquoi pensez vous que vous avez rencontré ces problèmes ?

Depuis la migration, comment réagissent les membres de la famille aux différents problèmes rencontrés ?⁶⁸

.....

Qu'est-ce qui a été mis en place pour s'adapter ? Qu'est-ce qui a freiné le processus d'adaptation ?

Qu'est-ce qui l'a facilité ? Qu'est-ce qui pourrait être fait pour l'améliorer ?

ICI ON PASSE EN REVUE PLUS PROFONDEMENT LA NATURE DES PROBLEMES RENCONTRES ET CE QUI A ETE FAIT.

FACTEURS POST MIGRATOIRES

10. Situation administrative et légale de la famille

Lorsque vous êtes arrivés en Belgique était-ce en situation légale (visa touristique ou visa d'étudiant) ou en situation de clandestinité ?

⁶⁶ système de loyautés familiales ? mérites de la migration ? image donnée aux parents restés au pays d'origine ?

⁶⁷ Attitudes générales des parents envers la vie (pessimiste ou optimiste / critique ou négatives, confiantes ou méfiantes.....) – Vécu du temps : futur incertain et obstrué ? existence de projets ? passé hypertrophié ? Nostalgie, idéalisation du pays d'origine ?

⁶⁸ s'isole t-on les uns des autres ou se rapproche t-on (plus grande solidarité) Y a-t-il un sentiment d'appartenance familiale, une identité propre ? Y a-t-il d'abord un repli sur la famille pour survivre ?

Avez-vous fait des démarches pour régulariser votre situation ? Quel type de papier avez-vous essayé d'obtenir ? Aujourd'hui où en est votre situation administrative ? Comment est-ce que vous en êtes arrivé à survivre dans la clandestinité ?

Aviez-vous des contacts avec quelqu'un en Belgique ? De quoi vivez-vous ?

Pour les demandeurs de régularisation

Pourquoi avez-vous introduit une demande de régularisation ?

Qui vous a incité à introduire une demande de régularisation ?

Comment avez-vous su qu'une telle possibilité existait ?

Est-ce que vous avez déjà remarqué des changements dans votre depuis que vous possédez l'accusé de réception ?

Si vous êtes régularisé, quels sont vos projets ?

Si vous n'êtes pas régularisé, qu'allez-vous faire ?

Pour ceux qui n'ont pas demandé la régularisation

Pourquoi avez-vous pas introduit une demande de régularisation ?

Comment voyez-vous votre futur en Belgique ?

Est-ce que vous allez continuer à vivre en tant que sans-papiers en Belgique ?

Est-ce que vous envisagez de retourner dans votre pays d'origine ?

Que pensez-vous du fait qu'il n'y ait plus de possibilités de régularisation prévues ?

11. Situation économique en Belgique

Travail

Est-ce que vous travaillez ou avez-vous travaillé en Belgique ?

Etait-il facile de trouver du travail ?

Avez-vous toujours eu du travail ?

Etait-il facile de trouver un employeur qui voulait bien vous engager ? Avez-vous déjà été licencié ?

Pourquoi ? Est-ce que votre employeur a déjà embauché quelqu'un en séjour illégal pour vous remplacer ?

Avez-vous pensé à retourner dans votre pays d'origine quand vous n'aviez pas de travail ?

Aide sociale : CPAS

Est-ce que vous avez reçu ou recevez l'appui du CPAS ? Comment faites-vous pour vivre sans l'appui du CPAS

Est-ce que cette situation (plus d'aide du CPAS) vous a fait envisager la possibilité de retourner dans votre pays d'origine ? Pourquoi ?

Que pensez-vous du fait que vous ne receviez plus d'aide du CPAS depuis que vous êtes en séjour illégal ?

De quels types de revenus disposez-vous maintenant ? Qu'en pensez-vous ?

12. Problèmes sociaux atteignant la famille

Est-ce que vous avez déjà été contrôlé par la police ?

Avez-vous déjà reçu un ordre de quitter le territoire (OQT) ?

Comment cela s'est-il passé ? Avez-vous déjà été arrêté et détenu par la police (du fait que êtes sans-papiers) ?

Que s'est-il passé ?

Avez-vous changé quelque chose dans votre manière de vivre depuis ce moment ? Qu'en pensez-vous ?

Qu'avez-vous fait ? Avez-vous changé certaines choses dans votre vie ici ? Qu'en pensez-vous ?

Avez-vous envisagé de retourner dans votre pays d'origine ?

Avez-vous déjà été expulsé ?

Qu'avez-vous alors fait à ce moment et après ?

Avez-vous pensé à retourner volontairement dans votre pays d'origine ?

Connaissez-vous l'OIM (Organisation Internationale pour les Migration) ?

13. Cohésion familiale et liens affectifs

Etes- vous marié ? Ici, en Belgique ?

Si votre conjoint (e) vit toujours dans votre pays d'origine, est-ce que vous souhaitez aller le (la) rejoindre ou souhaitez-vous qu'il (elle) vous rejoigne ici ?

Est-ce que vous vous êtes marié en Belgique ? Comment cela s'est-il passé ?

Est-ce que votre partenaire séjournait légalement en Belgique au moment du mariage ? Comment cela s'est-il passé ?

Observation de l'entente dans le couple.

Y a-t-il un membre de la famille travaillant fréquemment et longtemps à l'extérieur de la ville où la famille réside (à l'étranger, en région éloignée, travail itinérant, comme routier par exemple) ?.....

Contact avec les parents

Quels sont les temps et les activités que chaque parent accorde à la vie familiale et aux enfants ?

La mère travaille t'elle ?si oui à temps partiel /ou complet ? Horaires flexibles /ou non ?

Rôles familiaux de la mère : traditionnel/ moderne

Contacts avec d'autres membres de la famille :

- Y a-t-il d'autres parents de la famille élargie au domicile ?.....
- Y a-t-il un contact fréquent et régulier avec d'autres parents (ou amis proches) et dans quelles circonstances ?.....

14. Liens sociaux des membres de la famille
--

Enfants de moins de 3 ans :GARDERIE ET ÉCOLE
MATERNELLE

L'enfant a-t-il fréquenté une garderie ou une école maternelle ?

Pendant combien de temps et combien de fois par semaine ?

L'enfant a-t-il fréquenté une gardienne à domicile (parent / personne étrangère) ? ou une garde en milieu familial ?

Quelle était la participation des parents à la garderie ou à l'école de leur enfant ?

Enfants et adolescents : ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Qu'attendez-vous de l'avenir de votre enfant ?

Ressentez-vous que vous lui donnez ce que vous aimeriez lui donner ?.....

Avez-vous eu des problèmes pour inscrire vos enfants à l'école ?

Avaient-ils un diplôme avant de venir ?Que pensez-vous du fait que vos enfants peuvent, avec ou sans problèmes, aller à l'école ?

Pourquoi voulez-vous que vos enfants grandissent ici ou là-bas ?

Vous sentez vous reconnus dans vos compétences parentales par les enseignants et par la direction ?

Comprenez vous les comptes-rendus scolaires qui vous parviennent ?

L'enfant a-t-il présenté une difficulté d'apprentissage à l'école ?

Y a-t-il un frère ou une sœur ayant présenté une difficulté d'apprentissage à l'école ?

Aimeriez vous être plus impliqués dans l'école ?

Vos enfants vont-ils à une école de devoirs ?

Parlez vous de l'école avec votre enfant ?

Rencontrez-vous des problèmes particuliers avec l'école. ?

EDUCATION DES ADOLESCENTS

Après l'école que font vos grands enfants ? Rencontrent-ils des amis ?

Comment vivent-ils le changement de culture ? Parlent-ils souvent de leur pays d'origine ?

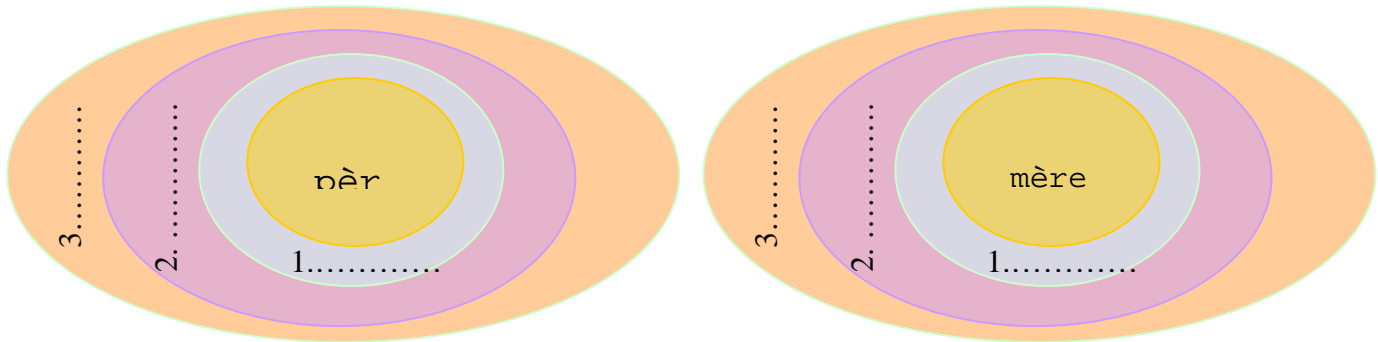
Y a-t-il des conflits avec vous pour des thèmes particuliers ? Comment réagissez vous ?

Comment considérez vous le rôle de l'école dans leur éducation ?

Pouvez vous parler de ce que vous ressentez avec leurs enseignants ?

PARENTS ET LIENS SOCIAUX

Avez-vous des amis ou amies / des parents très proches de vous ?.....
 Veuillez indiquer dans ces cercles les personnes les plus proches de vous par importance ⁶⁹:



		genre ⁷⁰	Relation ⁷¹	Fréquence de contact durant l'année dernière	Types d'interaction ⁷²	Résidence actuelle	Ethnie ⁷³
Père	1.						
	2.						
	3.						
Mère	1.						
	2.						
	3.						

15. Communauté ethnique - acculturation

Quel est l'implication de chacun⁷⁴

	dans la communauté ethnique?	Dans les associations de quartier ?	l'école ?	autres ?	Vécu de racisme ?
Père					
Mère					
Enfants < 3ans					
Enfant <12 ans					
Adolescents					

Si vous deviez vous définir aujourd'hui quelle identité est la votre ?

Quel est l'environnement et le milieu culturel que vous préférez

- | | Ethnique | belge | les deux cultures |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> pour une relation d'amitié | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> pour votre travail | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> pour votre médecin | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> pour vos loisirs | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> pour l'école de vos enfants | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> pour les amis de vos enfants | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Y a-t-il dans votre quartier ou dans votre ville une communauté importante de personnes de votre ethnie ou bien êtes vous vraiment minoritaires ?

⁶⁹ ceci est inspiré de l'article : « Migration and acculturation among samoans, some sources of stress and support , Joel M. Hanna in : *Social Science and Medicine* N°10, pp. 1325-1336 (1998)

⁷⁰ combien d'hommes et de femmes sont nommés par chaque membre de la famille

⁷¹ amis / collègues de travail/liens de famille (**parent direct**: époux(se), parents, enfants, frères ou sœurs) **parents plus éloignés** (grands-parents/oncles et tantes et cousins) / **famille étendue** (tous liens par mariage)

⁷² relations d'argent/ de ressource matérielle/ de conseil/ d'aide pour une maladie/ d'aide pour obligations sociales/ d'aide émotionnelle / support tangible (on observe combien de demandes de conseils ou d'aide matérielle sont nommées pour considérer la demande de la famille)

⁷³ même ethnie / belge/ biculturel/ autre ethnie

⁷⁴ un point est donné pour chaque association supplémentaire dans laquelle le membre est impliqué (église, club, école, sport.....)

Participez-vous à des rencontres régulières avec des personnes de votre région ou pays d'origine ? Dans quelles circonstances et combien de fois par mois ?

Cela vous aide-t-il à mieux vivre en Belgique ? Faites-vous appel à eux pour des problèmes particuliers ?

Les enfants ont-ils aussi l'occasion de garder contact avec leur culture d'origine ?

Est-ce important pour vous qu'ils gardent leur langue d'origine⁷⁵ ? Comment vivent-ils la rencontre d'une autre culture ?

Et vous parents comment la vivez-vous ? Qu'est-ce qui est le plus difficile à vivre pour vous dans la culture belge ?

Qu'est-ce que vous appréciez dans la culture belge

Quelle est la relation que vous avez avec vos collègues de travail ?⁷⁶

avec vos voisins ?

Vivez-vous un problème de racisme ?.....

pour quelles raisons pensez-vous que vous rencontrez ce racisme ?

Est-ce dû à votre ethnie particulière ou au simple fait que vous êtes étranger/ à votre façon différente de vous comporter ou autre raison ?.....

Et votre enfant le vit-il aussi à l'école ?.....

Avez-vous rencontré des belges ouverts à votre culture et qui vous ont aidé à surmonter des problèmes ? qui étaient-ils (associations / amis / église....) ?

16. Liens avec les associations d'aide sociale et juridique

Quelles sont les démarches que vous avez faites par rapport aux institutions ?

Avez-vous eu des contacts avec les institutions (Office des étrangers, etc.) ?

Avez-vous eu des contacts avec des intermédiaires de la même origine que vous ?

Avez-vous ou avez-vous eu des contacts avec des ONG ou des associations ? Quelles étaient vos demandes ?

Est-ce qu'elles ont pu vous aider ?

Rencontrez-vous des problèmes avec les associations ? lesquels ?

Avez-vous suivi un cours de langue française ou néerlandaise ?

Avez-vous suivi des cours en Belgique? Où (école privée, ONG, école publique) ?

Avez-vous eu des problèmes pour vous inscrire ? Avez-vous reçu un diplôme

Y a-t-il des cours que vous aimeriez suivre mais que vous ne pouvez pas du fait de votre situation (sans-papier) ?

Qu'en pensez-vous ?

Par rapport à l'assistance juridique

Avez-vous déjà fait appel à un avocat ? Pourquoi ? Savez-vous ce qu'est un avocat pro deo ?

Est-ce que votre avocat était pro deo ou non ? En plus des frais de l'avocat, avez-vous payé d'autres frais ?

Avez-vous déjà été aidé par un service social ou juridique ? Avez-vous peur d'aller vers un avocat ou un service social ou juridique ?

(Pour ceux qui ont eu gratuitement un avocat) Auriez-vous fait la même chose si vous aviez dû payer un avocat ?

⁷⁵ importance de la cté culturelle d'appartenance / vision plutôt individualiste ou collective/ stratégies d'insertion de type ctaire / de compétition / de valeurs / de

⁷⁶ Valeurs véhiculées par les parents sur le plan du travail et social/.....pour leur enfant....

ANNEXE II :

1. Représentations de professionnels de l’alphabétisation d’une part et de professeurs d’autre part au sujet d’adultes primo-arrivants :
 - aux professeurs nous avons demandé de remplir cette grille au sujet des parents de leurs enfants primo-arrivants
 - aux professionnels au sujet des primo-arrivants venant au cours régulièrement pendant un an.

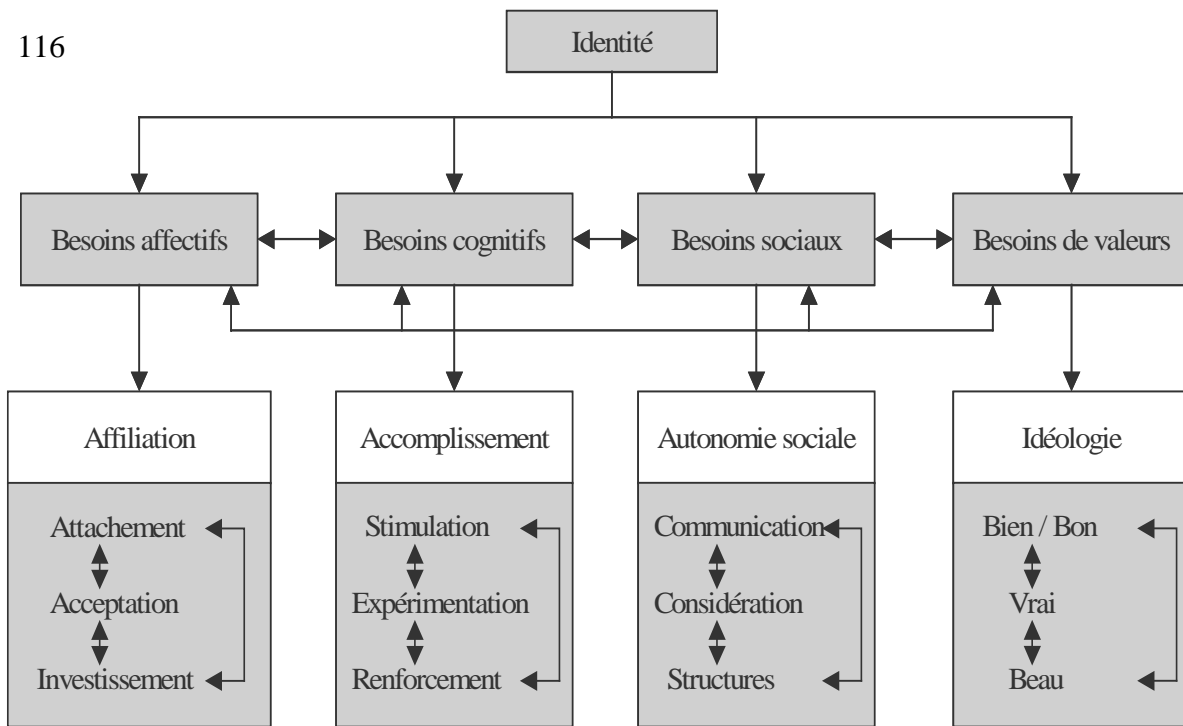
Les résultats sont très différents au niveau des représentations

La méthode a été mise en place par l’université de Mons

Le paradigme des douze besoins

Ce paradigme, proposé par Pourtois et Desmet (1999)⁷⁷, est une nomenclature composée de douze besoins répartis selon quatre axes : les axes affectifs (correspondant au je singulier), cognitif (correspondant au moi rationnel), social (correspondant au soi social et collectif) et idéologique (correspondant aux valeurs culturelles et éducatives). La notion centrale est celle de *l’identité*. Le paradigme présenté est un système cherchant à expliquer, à l’aide de douze dimensions (de douze besoins), comment l’individu construit son identité au cours de sa

⁷⁷ Pourtois Jean-Pierre, Desmet Huguette. (1999). L’éducation postmoderne. Presses Universitaires de France (2^{ème} édition – 1^{ère} édition : 1997).



socialisation et de sa personnalisation, dans son rapport dialectique de développement et de crise.

Le développement de l'identité est tout à la fois une quête de liens (axe affectif : affiliation), de sens (axe cognitif : réalisation de soi), de pouvoir (axe social : autonomie sociale) et de valeurs (axe des valeurs : idéologie).

Le paradigme des douze besoins peut se représenter selon le schéma suivant :

Besoins affectifs ou la quête de liens

Les besoins du domaine affectif s'inscrivent dans le besoin d'affiliation qui renvoie à la dimension de continuité transgénérationnelle, d'histoire familiale et sociale. Il est impossible de grandir et de se développer sans être attaché, accepté ou investi par son milieu. Les notions d'attachement, d'acceptation et d'investissement constituent les trois pôles essentiels de ce domaine.

Attachement

L'attachement a été étudié par un grand nombre de chercheurs d'inspirations variées : psychanalytique, éthologique et psychosociologique. Ces approches théoriques sont relativement contradictoires. La théorie psychanalytique propose la thèse de l'étayage : l'attachement s'appuie, s'étaie sur la fonction vitale d'alimentation.

Par contre, pour Bowlby (1969), influencé par l'éthologie, le comportement d'attachement reposerait sur le même phénomène que celui de l'empreinte : le lien d'attachement, *inné*, se tisserait progressivement durant les premiers mois de la vie sans dériver de la satisfaction des besoins alimentaires. Toujours selon cet auteur, une absence d'attachement à une personne au cours de la période critique de son développement (trois premières années) serait à l'origine d'une incapacité irréversible à établir des relations affectives harmonieuses avec les autres.

Pour d'autres auteurs, dont Montagner (1988), la perte d'attachement à la période critique constitue certes un risque important pour l'équilibre affectif, mais elle ne serait pas un événement irréversible: il serait possible de "réveiller" un enfant dont l'attachement initial a échoué. Par ailleurs, Montagner (1988) et Ainsworth (1986), entre autres, relèvent le fait qu'on peut s'attacher à une autre personne qu'à sa mère et qu'il est tout à fait possible d'avoir des attachements multiples. Les liens d'attachement se développent notamment grâce à l'odorat, aux contacts physiques, au regard, aux interactions auditives. Soulignons ici que l'état affectif des mères est un prédicteur puissant de la qualité de l'attachement mère-enfant.

Acceptation

Les regards positifs et bienveillants de l'environnement, sans qu'ils enclenchent nécessairement de véritables et profonds liens d'attachement, créent néanmoins un véritable espace affectif, émotionnel et sécurisant. Les messages de tendresse de l'entourage donnent à l'enfant son espace. Celui-ci pourra se différencier d'autrui dans la mesure où il a un lieu où se développer dans la confiance et la continuité. Il pourra s'identifier aux modèles familiaux si les transactions parents-

enfants sont empreintes d'acceptation. Si des difficultés se présentent dans les processus de différenciation et d'identification, l'enfant aura de la peine à s'inscrire dans l'histoire familiale et, ensuite, dans l'histoire sociale. Là se situe la source de l'inadaptation dont le vol, la fugue, la pauvreté du lien d'amour sont l'expression.

Les travaux de E. Erikson (1976) et de D.W. Winnicott (1978) sont extrêmement importants pour analyser cette problématique. L'enfant ne peut acquérir un sens de la réalité s'il ne reçoit pas une dose suffisante d'affection et de soins. La schizophrénie infantile est, selon E. Erikson, la preuve de ce qui peut arriver si un rapport de confiance (d'acceptation) n'est pas assuré entre l'enfant et son entourage. Soulignons encore que si trop peu d'acceptation est nuisible, trop l'est aussi : une fusion exagérée décourage l'exploration autonome et la prise en charge des problèmes. Il s'agit donc impérativement de rechercher la dynamique optimale entre cohésion et différenciation.

Investissement

L'investissement s'inscrit dans le contexte du projet éducatif qui correspond à l'ensemble des représentations que les éducateurs se font de l'avenir de l'enfant. Celui-ci est investi de l'amour que les parents portent à un enfant imaginaire, un enfant idéal auquel ils identifient leur propre enfant. Parallèlement existe un autre processus : l'identification de l'enfant à ses parents. Ce double processus inscrit l'enfant dans l'histoire familiale et lui donne une impulsion qui conditionnera toute sa trajectoire ultérieure. Par ailleurs, le projet éducatif est aussi un projet social qui véhicule les habitus, les normes, les valeurs de la classe d'appartenance et qui se traduit par la mise en place de stratégies d'ascension ou de régression sociales. Ainsi, le projet parental est un phénomène complexe qui met en jeu à la fois des composantes psychologiques et sociologiques. Précisons encore qu'il est traversé par une série de contradictions parce que les éducateurs développent deux logiques envers l'enfant, l'une poussant à la reproduction ("sois comme nous"), l'autre à la différenciation ("sois différent de nous"). En outre, le projet personnel et le projet des adultes ne sont pas nécessairement en harmonie. L'enfant est donc fréquemment le lieu et l'objet de multiples tensions. L'important sera de l'aider à rechercher une solution intégrative des éléments contradictoires qui le traversent.

Besoins cognitifs ou la quête de sens

Le besoin d'accomplissement traduit l'importance du domaine cognitif dans le développement de tout sujet. Pouvoir agir sur son environnement, le comprendre, le maîtriser apparaît indispensable à l'homme. Le besoin de curiosité de l'enfant est considérable. Il s'agit de répondre à ce besoin par des comportements de stimulation, d'incitation à l'expérimentation et de renforcement.

Stimulation

La stimulation constitue une part importante des conditions de l'acte d'apprendre chez l'enfant. Si le "besoin de grandir" existe chez tout enfant, il ne suffit cependant pas d'attendre: il s'agit, pour l'éducateur, de rencontrer et d'alimenter ce besoin. Il faut inciter l'enfant à agir! De nombreux travaux de psychologues cognitifs ont bien mis en évidence l'importance de la stimulation dans les premières années de la vie.

Pour Bruner (1983), il importe de concevoir le développement humain comme un processus d'assistance, de collaboration entre l'enfant et l'adulte, celui-ci agissant comme "médiateur". Le travail du médiateur consiste à permettre l'analyse des effets de l'acte en rapport avec l'intention initiale et à faciliter des conditions de réalisation. Il aide l'enfant à donner du sens à son action et crée des liens avec les savoir-faire antérieurs. De plus, il favorise la conscientisation et suscite l'explication par le sujet des stratégies qu'il utilise.

B. Aumont et P.M. Mesnier (1992) envisagent une conception plus large de la médiation et propose le concept d'accompagnateur-organisateur". Celui-ci, placé à côté de l'apprenant- et non entre lui et le savoir comme dans la médiation - a pour tâche d'organiser sa démarche vers le savoir, ce qui favorise son autonomie.

Expérimentation

Au courant "rationaliste" de Descartes qui affirmait la primauté de la raison sur l'expérience s'est opposé, au 17ème siècle, un courant "empirique" (Bacon, Locke) qui fournit de nombreux arguments en faveur du besoin d'expérimenter et de découvrir.

Mais c'est au 20ème siècle que naquit un réel courant en faveur d'une pédagogie active qui trouva ses bases dans la tradition empirique et dans la psychologie génétique en plein essor. Ainsi, pour Dewey, l'expérience éducative consiste à essayer et éprouver. Pour Claparède, le procédé des essais et des erreurs est la base de l'acte intelligent. Montessori, quant à elle, insiste sur la création pour l'enfant d'un milieu favorable à son besoin d'expérimenter. Pour Decroly,

l'expérience est suscitée par l'intérêt et doit s'effectuer sur des objets concrets du monde réel. Freinet défend une méthode naturelle d'apprentissage dont le moteur est l'expérience tâtonnante. Citons encore Rogers pour qui l'apprentissage doit être expérientiel, signifiant et non dirigé.

Comme on le voit, de nombreux grands pédagogues ont fait de l'expérience le fondement de leur conception éducative. Nous pensons que la stimulation chez l'enfant de ce type de comportement est important dans la mesure où, comme l'indique le courant éthologique, il s'agit de manifestations d'action sur le milieu en vue de le modifier, ce qui permet la libération de l'emprise de l'environnement.

Renforcement

Le renforcement est un concept largement répandu. E.L. Thorndike a, le premier, formulé la liaison stimulus-réponse et la loi du renforcement de cette connexion par la récompense ; il a énoncé la loi de l'effet : une conduite s'élabore ou se maintient ou, au contraire, s'élimine selon la nature récompensante ou punitive de ses conséquences. Les behavioristes définissent le renforcement comme étant tout événement qui, survenant à la suite d'une réponse, en augmente la probabilité d'émission.

Aussi, le renforcement est-il une notion à prendre largement en compte dans l'éducation d'un enfant. Par exemple, si on sait que toute accentuation d'une réponse a pour effet de favoriser sa fixation et que, au contraire, la non-accentuation semble favoriser l'élimination des conduites ou leur non-apprentissage, il apparaît plus opportun d'accentuer les bonnes réponses et d'éviter de renforcer (contrairement à ce qu'on fait d'habitude) les conduites dont on souhaite la disparition. Il est important aussi que l'enfant soit informé de la qualité de sa prestation car cette information va donner un sens à ce qu'il fait ou dit. Elle va améliorer la prise de conscience de sa conduite et elle va ensuite l'aider à corriger ses erreurs et à fixer les conduites attendues. Il apparaît aujourd'hui bien établi que la connaissance du résultat à chaque étape d'une tâche effectuée favorise les progrès ultérieurs de l'apprentissage. Il s'agit donc, pour l'éducateur, d'exploiter cette influence motivante que l'information exerce sur l'activité de l'enfant.

Besoins sociaux ou la quête de pouvoir

Tout individu qui se construit présente un autre besoin essentiel : c'est celui d'autonomie sociale. La socialisation passe par la nécessité pour le sujet de se différencier de son groupe d'origine et de "s'individuer". Ce processus implique de répondre aux besoins de communication, de

considération et nécessite l'existence de structures qui doivent être suffisamment flexibles pour susciter le sentiment d'appartenance au milieu d'origine mais aussi pour encourager l'ouverture du jeune vers le monde extérieur.

Communication

L'activité communicative est d'une extrême importance dans le développement social de tout individu. Elle est particulièrement précoce aussi : elle est très présente durant les premiers mois de la vie car l'enfant est déjà très intégré dans un milieu auquel il va réagir. Les processus d'interactions sociales de l'enfant avec son entourage vont susciter l'apprentissage du langage qui, lui-même, va venir enrichir les interactions sociales. Ainsi se mettent en place des situations significatives et dynamiques qui suscitent le développement social et langagier de l'enfant. Les adultes, d'ailleurs, modifient leur langage en s'adressant à l'enfant, ce qui a pour effet de faciliter son apprentissage. Par ailleurs, on constate aussi que l'enfant adapte son langage à celui de sa mère. Les deux processus apparaissent indissociables et alternatifs : la causalité s'exerce dans les deux sens.

Si l'acte de communication est essentiel dans le développement social du tout jeune enfant, il reste d'une extrême importance durant toute la vie d'un individu. Ainsi, de nombreux auteurs insistent sur le fait que plus l'enfant grandit, plus le dialogue devient nécessaire. A 12-13 ans, par exemple, les échanges parents-enfants sont fondamentaux car c'est l'âge où l'on devient capable d'émettre des hypothèses, de penser dans l'abstrait, de faire des déductions. L'adolescent doit donc trouver auprès d'adultes capables d'écoute et de compréhension à son égard, un espace de discussion, de réflexion, d'expression de son monde vécu afin de faire face à son anxiété et de soutenir ses espoirs et ses aspirations. Mettre une parole sur les événements permet souvent de se distancier d'eux et facilite de la sorte leur dédramatisation.

Considération

La considération renvoie à l'idée d'égards, d'estime que l'on a vis-à-vis d'une personne. Pour vivre en société, tout être humain a besoin d'être reconnu en tant que personne, avec des mérites, des compétences spécifiques et une certaine dignité. Pour exister en tant qu'être social, il importe que l'on représente une valeur dans la société, que l'on dispose d'un certain prestige.

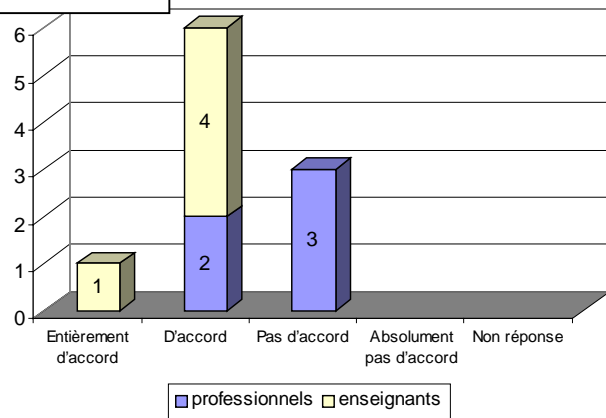
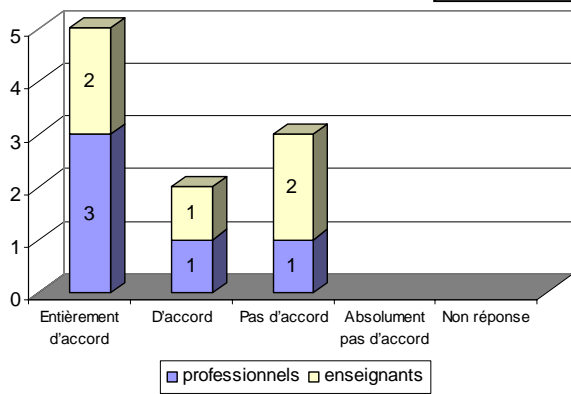
F. Fukuyama (1992, p. 17) affirme que ce désir de reconnaissance constitue une partie intégrante de la personnalité humaine. J. Habermas (1987) parle à ce propos d'agir dramaturgique" qui est

relatif à l'impression renvoyée par le sujet sur la scène publique. Ce regard de l'autre va créer notre auto-représentation, c'est-à-dire l'image, l'estime que l'on a de soi-même ou, en d'autres termes, l'attachement de l'individu envers lui-même. Rogers, quant à lui, insiste fortement sur l'importance d'éprouver de la considération pour l'enfant, pour ses sentiments et ses opinions, pour sa personne. Dans le même ordre d'idées. P. Meirieu (1987) affirme que c'est la reconnaissance active de l'adulte à l'égard de l'enfant, reconnaissance porteuse d'exigences, qui le fait grandir. Car il est clair que l'estime de soi n'est pas étrangère aux attentes du sujet et à la perception qu'il a des attentes de ceux qui l'entourent. Les recherches-actions que nous avons menées en milieu défavorisé montrent bien qu'un travail de restauration narcissique chez les personnes permet de changer leurs projets, leurs motivations, leurs désirs d'apprendre, la conception de leur rôle, voire leur statut. Nous retrouvons là très prégnant l'effet oedipien de la prédiction.

→ les personnes récemment immigrées ou primo-arrivantes	Entièrement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Absolument pas d'accord
sont surtout préoccupées par leur présent				
font preuve de curiosité, d'intérêt envers la culture du pays d'accueil				
se regroupent souvent entre elles				
respectent souvent les autres				
peuvent être responsabilisées				
font parfois preuve d'initiative				
communiquent facilement avec leur entourage				
ont des loisirs créatifs pendant leurs temps libres				
sont insuffisamment soutenues dans leur intégration				
sont mal considérées par la population				
ont peur de l'avenir				
se disent facilement victimes de racisme en cas de conflit				
peuvent toujours compter sur quelqu'un				
sont mal comprises par la population (style de vie, habitudes...)				
éprouvent peu de satisfaction dans leurs activités quotidiennes				
ont une bonne image d'elles-mêmes				
→ les personnes récemment immigrées	Entièrement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Absolument pas d'accord
souffrent à cause du déracinement				
sont rarement agressives				
confient peu leurs problèmes personnels				
rejettent les valeurs du pays d'accueil				
ont des projets de vie en Belgique				
ont des difficultés à trouver une place dans le pays d'accueil				
agissent de façon différente de nous				
profitent du système				
jouent souvent avec les lois, les règlements				
ont la même notion du « Bien » que nous				
font souvent l'objet de critiques par la population				
sont intéressés par beaucoup de choses				
ont des difficultés à intégrer la culture du pays d'accueil à leur culture d'origine				
ont le sentiment de ne pas être écoutées				

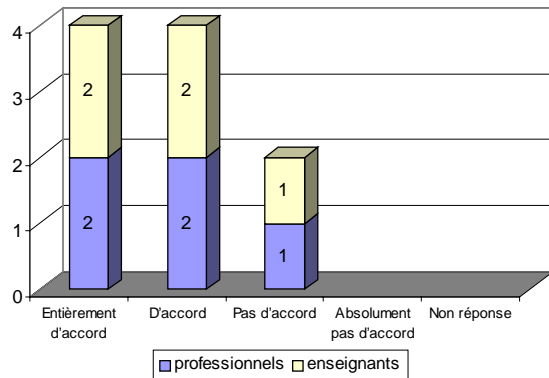
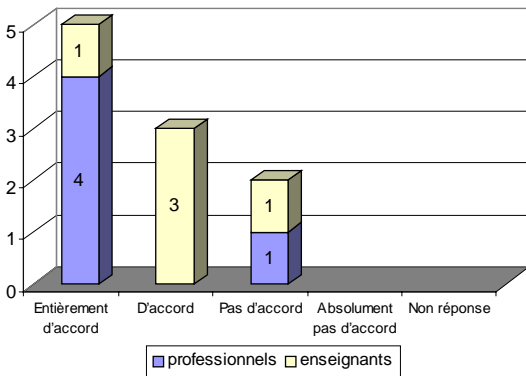
ont des loisirs peu variés				
sont trop sévèrement traitées dans les Centres d'accueil pour réfugiés				
→ les personnes récemment immigrées	Entièrement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Absolument pas d'accord
ont des valeurs en commun avec nous				
ont le sentiment qu'elles réussiront leur vie ici				
sont souvent appréciées dans leur voisinage				
sont des personnes de confiance				
ont un sentiment d'impuissance				
ont un rythme de vie différent de nous (heure des repas, du coucher...)				
apprennent facilement la langue du pays d'accueil				
sont des demandeurs à outrance				

Besoins affectifs d'attachement



Les primo-arrivants se regroupent souvent entre eux
D'accord : 70%

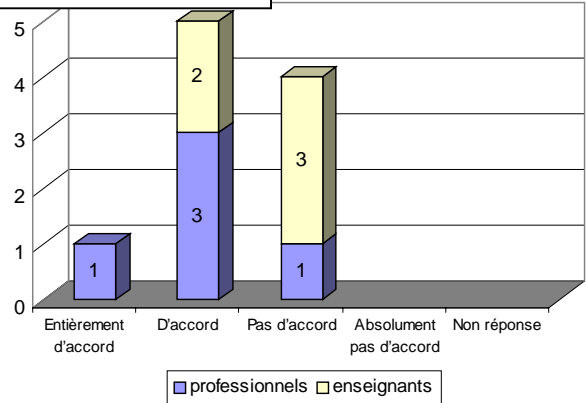
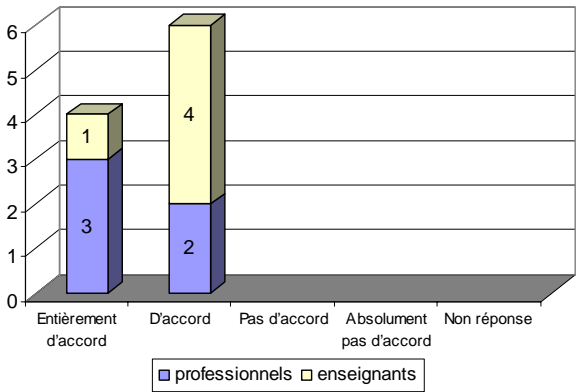
Les primo-arrivants peuvent toujours compter sur quelqu'un
D'accord : 70%



Les primo-arrivants souffrent à cause du déracinement - D'accord : 80%

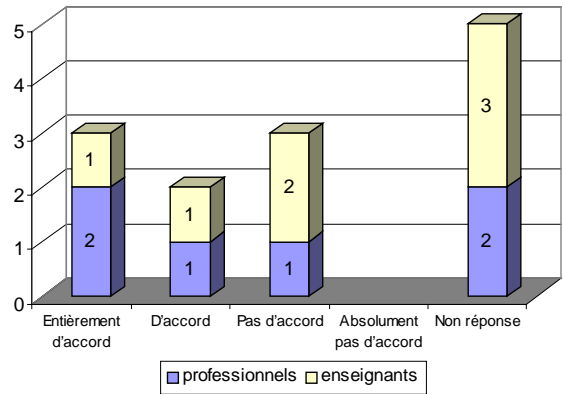
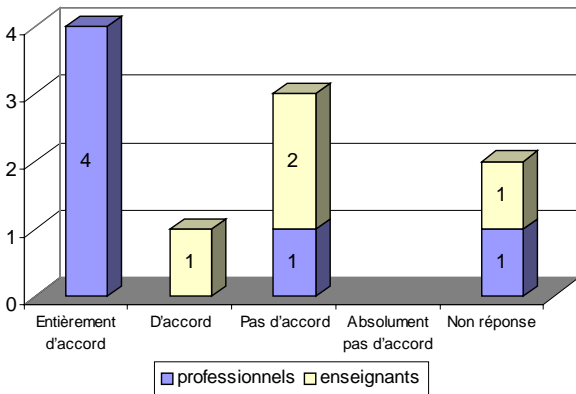
Les primo-arrivants ont des difficultés à intégrer la culture du pays d'accueil à leur culture d'origine- D'accord : 80%

Besoins affectifs d'acceptation



Les Primo-arrivants peuvent être responsabilisés

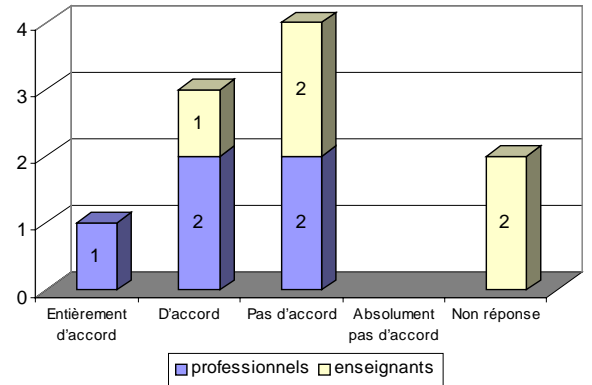
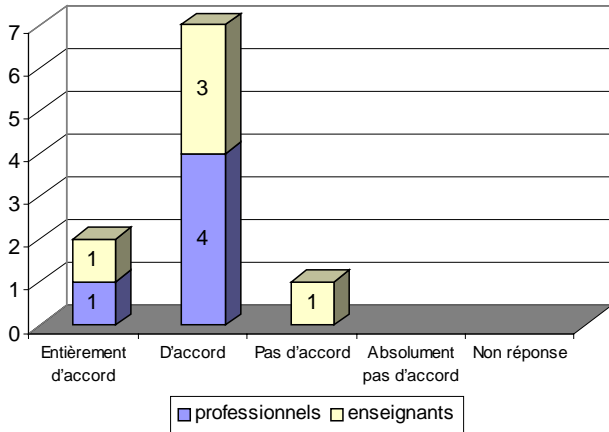
Les primo-arrivants sont mal comprises par la population (style de vie, habitudes...)- D'accord : 60%



Les primo-arrivants ont des difficultés à trouver une place dans le pays d'accueil - D'accord : 50%

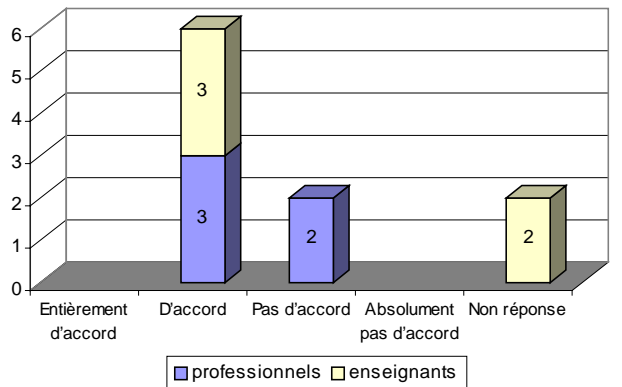
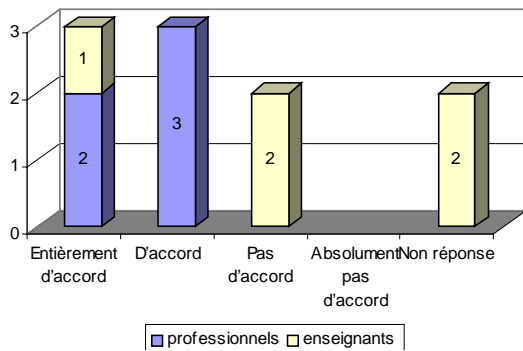
Les primo-arrivants sont des personnes de confiance D'accord : 50 %

Besoins affectifs d'investissement



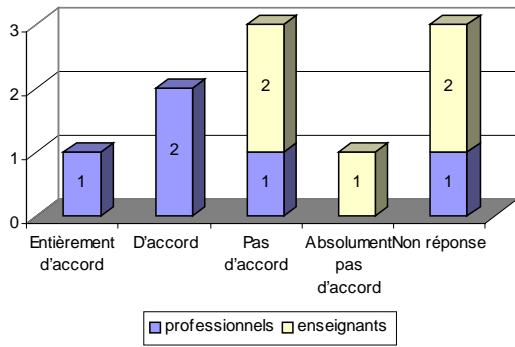
Les primo-arrivants sont surtout préoccupées par leur présent - D'accord : 90%

Les primo-arrivants ont peur de l'avenir-D'accord : 40%

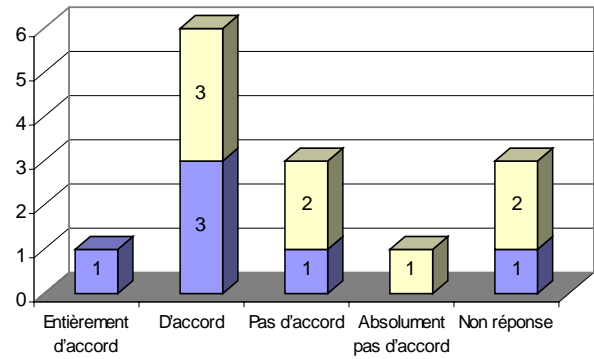


Les primo-arrivants ont des projets de vie en Belgique D'accord : 60%

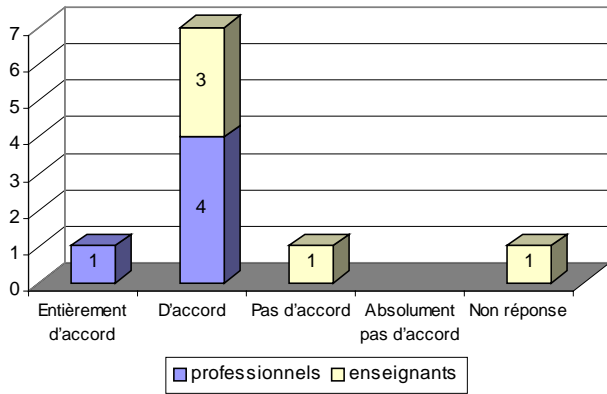
Les primo-arrivants ont le sentiment qu'elles réussiront leur vie ici - D'accord : 60%



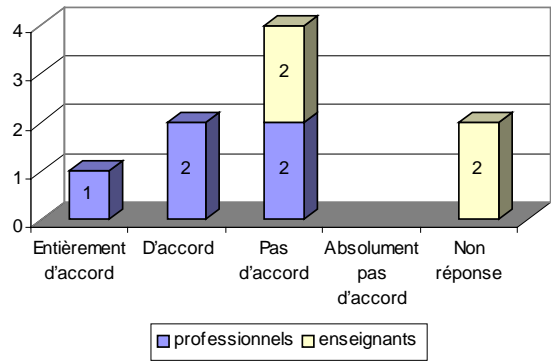
Les primo-arrivants communiquent facilement avec leur entourage - D'accord : 30%



Les primo-arrivants confient peu leurs problèmes personnels- d'accord : 70%

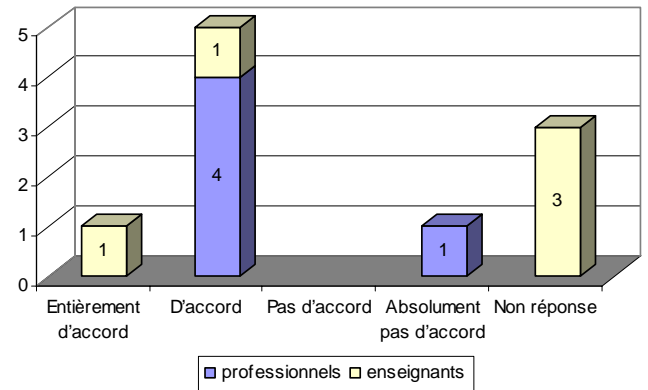
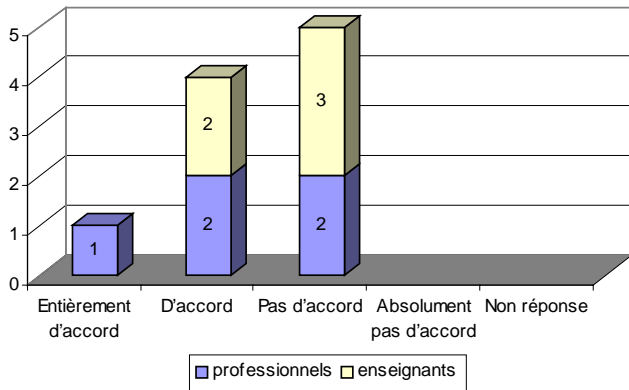


Les primo-arrivants ont le sentiment de ne pas être écoutés- D'accord : 80%



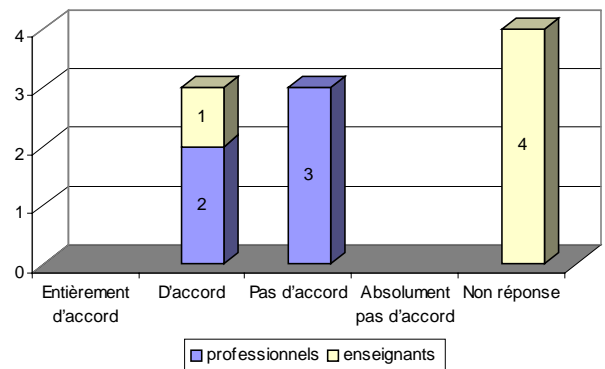
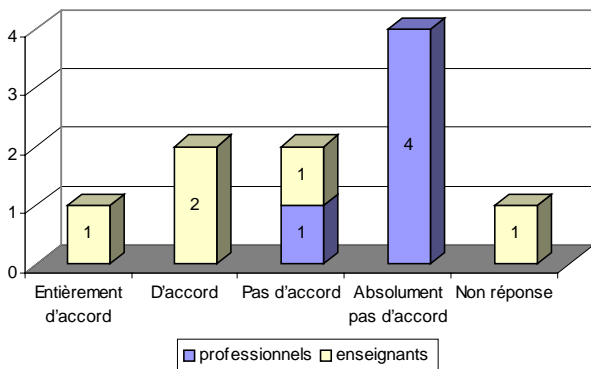
Les primo-arrivants apprennent facilement la langue du pays d'accueil - D'accord : 80%

Besoins sociaux de considération



Les primo-arrivants sont mal considérées par la population. D'accord : 50%

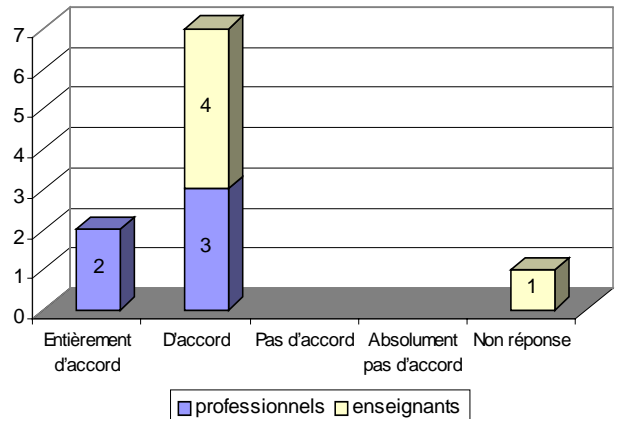
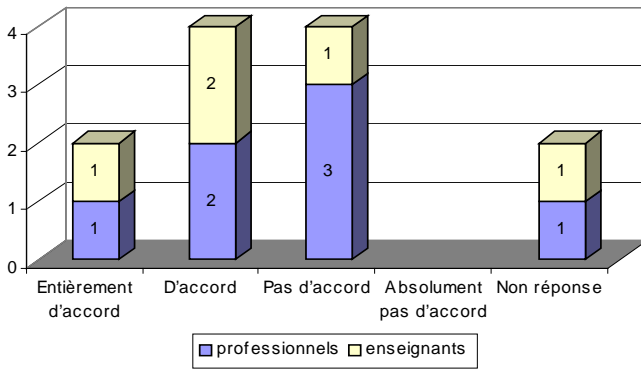
Les primo-arrivants ont une bonne image d'elles-mêmes D'accord : 60%



Les primo-arrivants profitent du système. D'accord : 30%

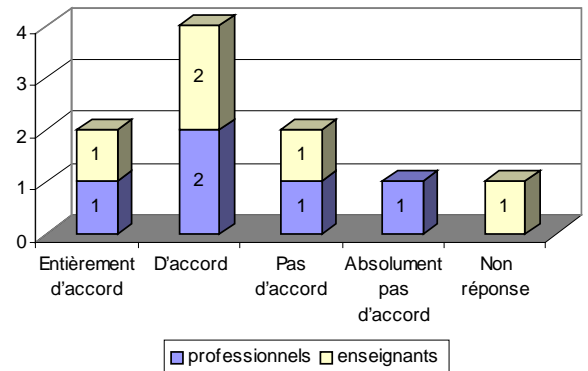
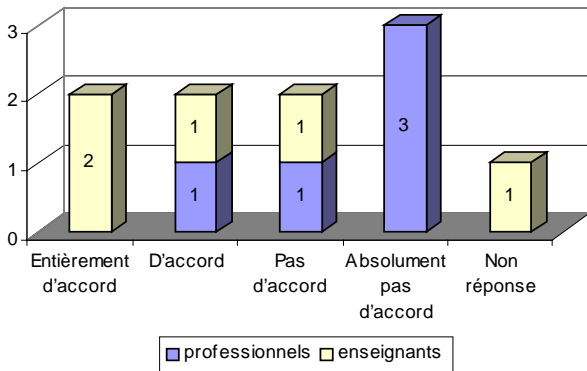
Les primo-arrivants sont souvent appréciées dans leur voisinage . D'accord : 30%

Besoins sociaux de structure



Les primo-arrivants respectent souvent les autres. D'accord : 60%

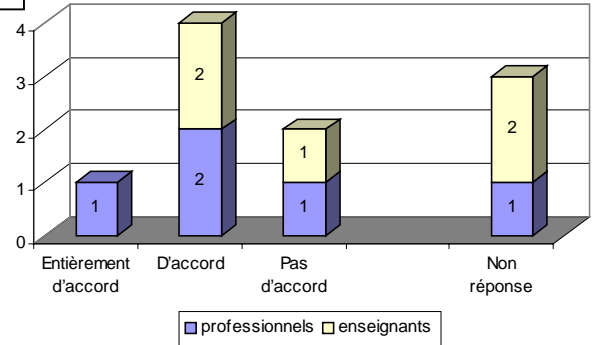
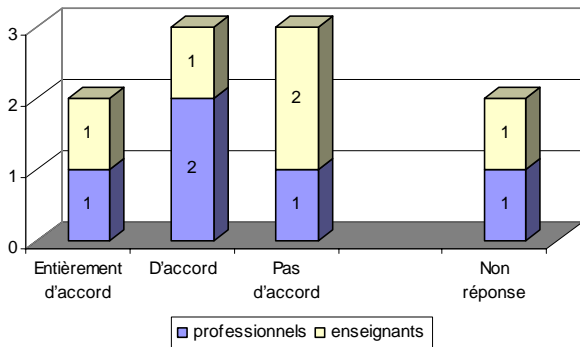
Les primo-arrivants sont rarement agressives. D'accord : 90%



Les primo-arrivants jouent souvent avec les lois, les règlements. D'accord : 40%

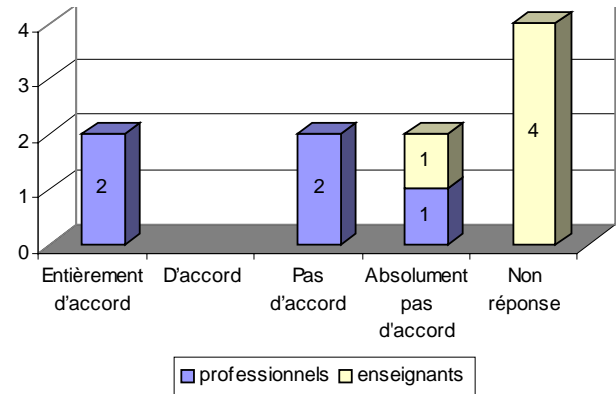
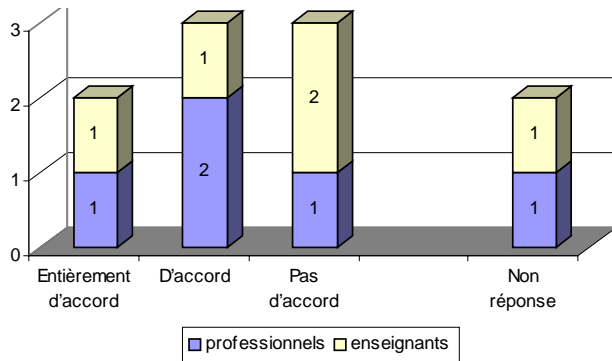
Les primo-arrivants ont un rythme de vie différent de nous (heure des repas, du coucher...) D'accord : 60%

Besoins cognitifs de renforcement



Les primo-arrivants sont insuffisamment soutenus dans leur intégration- D'accord : 50%

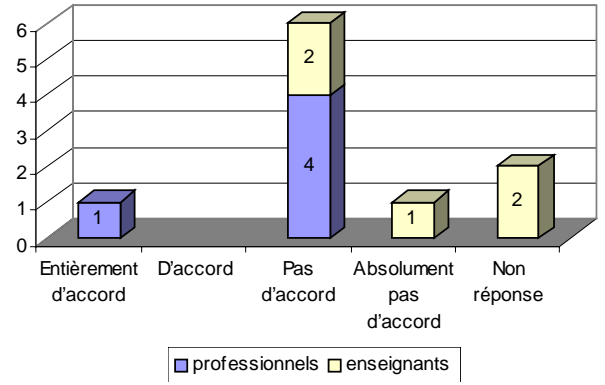
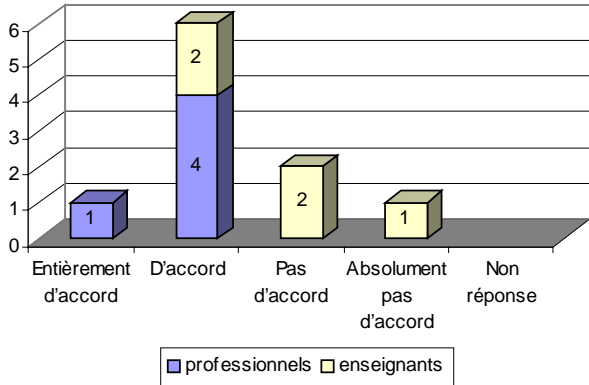
Les primo-arrivants éprouvent peu de satisfaction dans leurs activités quotidiennes D'accord : 50%



Les primo-arrivants font souvent l'objet de critiques par la population - D'accord : 50%

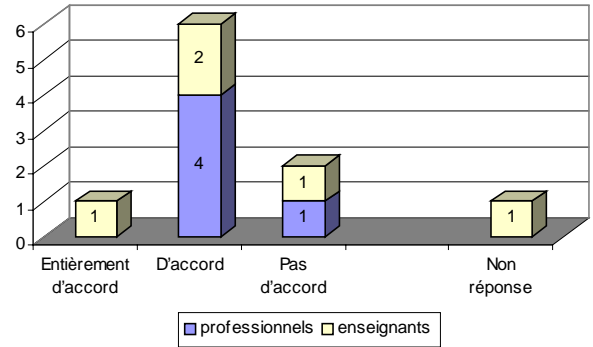
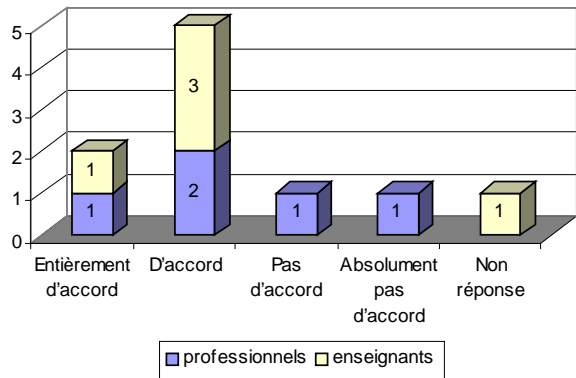
Les primo-arrivants sont trop sévèrement traités dans les Centres d'accueil pour réfugiés D'accord : 20%

Besoins cognitifs d'expérimentation



Les primo-arrivants sont curieux, intéressés par la culture du pays d'accueil - D'accord : 70%

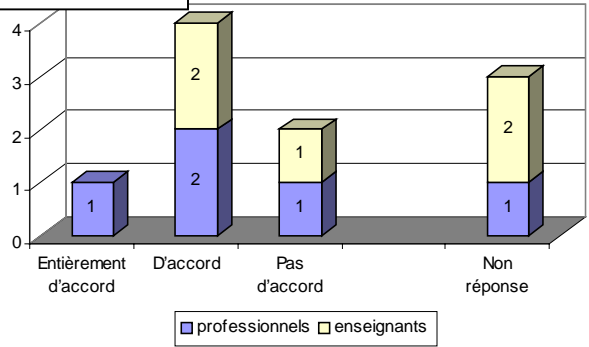
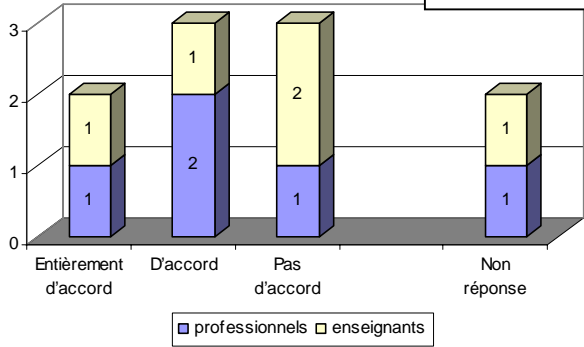
Les primo-arrivants ont des loisirs créatifs pendant leurs temps libres - D'accord : 10%



Les primo-arrivants agissent différemment de nous - D'accord : 70%

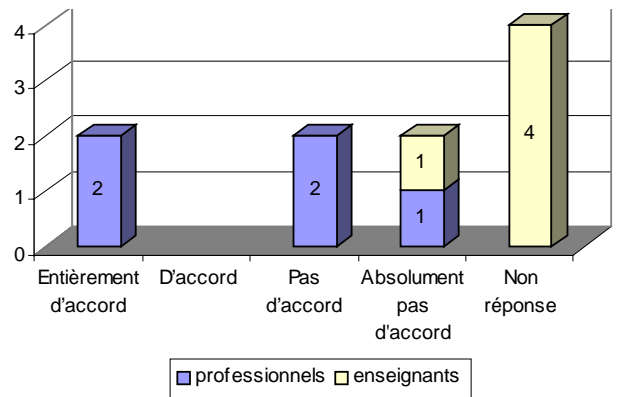
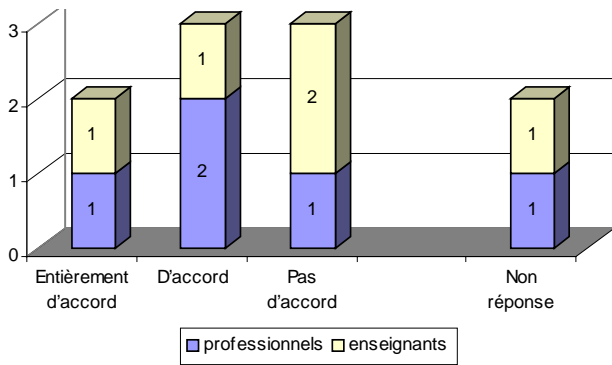
Les primo-arrivants ont un sentiment d'impuissance - D'accord : 70%

Besoins cognitifs de renforcement



Les primo-arrivants sont insuffisamment soutenus dans leur intégration- D'accord : 50%

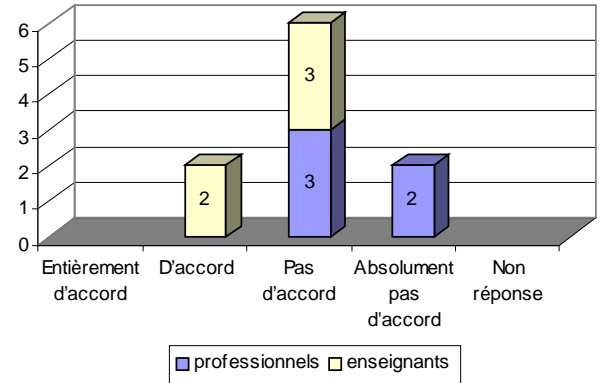
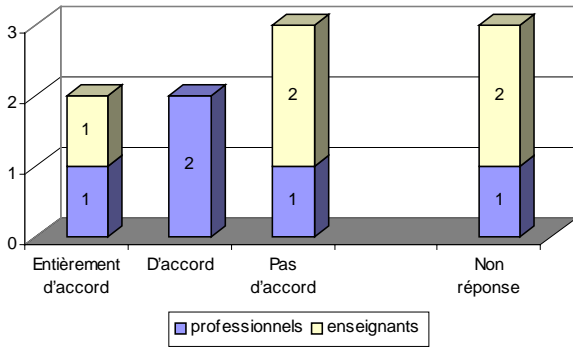
Les primo-arrivants éprouvent peu de satisfaction dans leurs activités quotidiennes D'accord :



Les primo-arrivants font souvent l'objet de critiques par la population - D'accord :

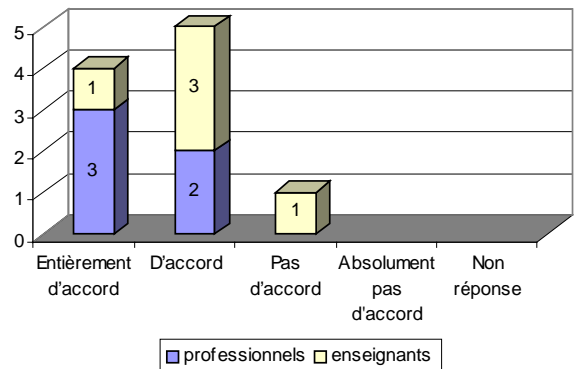
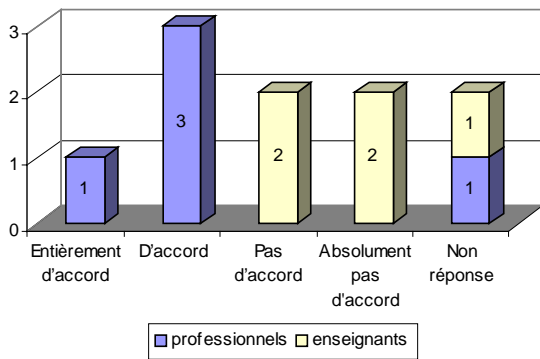
Les primo-arrivants sont trop sévèrement traitées dans les Centres d'accueil pour réfugiés D'accord :

Besoins de valeurs



Les primo-arrivants se disent facilement victimes de racisme en cas de conflit- D'accord : 40%

Les primo-arrivants rejettent les valeurs du pays d'accueil D'accord : 20%



Les primo-arrivants ont la même notion du « Bien » que nous - D'accord : 40%

Les primo-arrivants ont des valeurs en commun avec nous - D'accord : 90%

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
CADRE CONTEXTUEL DE LA RECHERCHE-ACTION	3
CADRE IDEOLOGIQUE DE LA RECHERCHE	4
LA RESILIENCE : CADRE THEORIQUE	6
I. La résilience	6
I.a. L'acceptation fondamentale	7
I.b. La capacité à découvrir un sens	7
I.c. Notre vision de la résilience	8
II. L'environnement qui permet la résilience	9
II.a. Facteurs de risque et facteurs de protection	10
CHAPITRE I : LA RESILIENCE ET LA MIGRATION	12
A.1. L'état d'équilibre avant les traumatismes	13
A.1.1. le niveau d'éducation, la situation économique et l'âge de la Migration	13
A.1.2. l'état d'équilibre sociétal avant les traumatismes	14
A.1.2.1. la communauté et la société résiliente	14
A.1.2.1.a. la résilience de base d'une société	15
A.1.2.1.b. la résilience relationnelle d'une société	16
A.1.2.1.c. la résilience morale d'une société	17
A.1.3. l'état d'équilibre familial avant les traumatismes	19
A.1.3.1. la notion de résilience après un traumatisme	20
A.1.3.2. facteurs de risque et de protection de la résilience familiale	20
A.1.3.3. un exemple pris de notre échantillon	21
A.2. Les traumatismes vécus dans leur pays et celui de la migration	24
A.2.1. la raison de la migration : existence ou non d'un projet migratoire	24
A.2.1.1. le mythe du retour et projet migratoire	24
A.2.1.2. le cas des ex-étudiants africains	24
A.2.1.3. les migrants dits « économiques »	25
A.2.1.4. loyauté familiale et délégation	25
A.2.1.5. la famille D et la construction d'une résilience familiale pour une migration économique	26
A.2.1.6. la distinction entre le réfugié et le migrant économique au niveau des traumatismes	28
A.2.1.7. traumatismes vécus par les familles de l'échantillon	30
A.2.2. les conditions de la migration	33
A.2.3. le pourquoi du choix de la Belgique	34
A.2.4. l'accueil réservé en Belgique	35
A.3. La phase d'adaptation et d'acculturation de la famille primo-arrivante	37
A.3.1. les facteurs de risque et de protection concernant les besoins physiques de base	38
A.3.1.1. la qualité du logement	38

A.3.1.2. la possibilité de subvenir à ses besoins	39
A.3.1.2.a. la déclassification professionnelle du père	39
A.3.1.2.b. le CPAS	41
A.3.1.3. un besoin de base, une bonne santé	42
A.3.1.3.a. les problèmes de santé et ceux dus à l'acculturation	42
A.3.1.3.b. maternité et santé des femmes primo-arrivantes	43
A.3.1.3.b1. circonstances migratoires et vulnérabilité en période périnatale	43
A.3.1.3.b2. accès aux services de santé des femmes primo-arrivantes	44
A.3.1.3.c. quels sont les enjeux pour les services de protection maternelle et infantile ?	45
A.3.2. Les facteurs de risque et de protection concernant les besoins d'attachement	46
A.3.2.1. attachement et résilience familiale	46
A.3.2.2. les séparations inévitables qui fragilisent l'attachement	47
A.3.2.3. naissance d'un enfant en Belgique après la migration	49
A.3.2.4. monoparentalité et attachement	49
A.3.2.5. la langue et l'attachement	50
A.3.2.6. vécu du couple après la migration et attachement	50
A.3.2.7. impact de la déclassification professionnelle sur l'attachement	50
A.3.2.8. attachement et importance de la présence d'une communauté culturelle d'appartenance	52
A.3.3. Sens de la migration, acculturation et résilience familiale	53
A.3.3.1. le processus d'acculturation : la santé mentale est fragilisée	53
A.3.3.2. types d'acculturation des familles	57
A.3.3.3. stratégies d'acculturation des familles	58
A.3.3.4. les valeurs culturelles, le sens de la migration et l'éducation parentale	60
A.3.3.5. langue maternelle et perte de culture des enfants primo-arrivants	61
A.3.3.6. les ressources culturelles, religieuses et les revendications politiques	62
A.3.3.6.a. les associations ethniques et le sens de la migration	62
A.3.3.6.b. le cas particulier des réfugiés	63
A.3.3.6.c. la foi source de résilience grâce à l'attachement et le sens qu'elle procure	63
A.3.3.6.d. étude de cas : Monsieur H du Rwanda : la résilience par la foi et le pardon	65
A.3.3.7. les revendications politiques : nécessité d'un ordre moral mondial : la complicité de l'occident dans les dictatures et guerres	67
A.3.3.8. l'obtention ou non des papiers	68
A.3.3.9. illustration de résilience et de non résilience familiale	70
A.3.3.10a. le rôle du pays d'accueil	73
A.3.3.10b. professionnels/primo-arrivants : quels liens possibles pour permettre la résilience ?	75

CHAPITRE 2 : LE CADRE SCOLAIRE ET LA RESILIENCE DE L'ENFANT PRIMO-ARRIVANT

B.1. Conflits de valeurs à l'école et résilience	79
B.1.1. développer le sentiment de sécurité chez les enfants	80
B.1.2. développer le sentiment d'identité	82
B.1.3. développer le sentiment d'appartenance	82
B.1.4. développer le sentiment de compétence	82
B.II. La prise en charge spécifique des élèves primo-arrivants	83
B.II.1. les difficultés mentionnées par les directions d'école	83
B.II.1.a. la mobilité incessante des primo-arrivants	83
B.II.1.b. les problèmes administratifs et économiques des familles	83
B.II.1.c. l'ambiance des quartiers	84
B.II.1.d. le rôle des médiatrices scolaires	85
B.II.1.e. les difficultés face aux circulaires et aux lois	85
B.II.1.f. les classes passerelles créées en 2001 en Belgique	87
B.II.1.g. formation des enseignants de classes passerelles	88
B.II.1.h. le cours d'adaptation à la langue de l'enseignement	89
B.II.1.i. souplesse des modalités d'accueil	89
B.II.2. les difficultés scolaires des enfants primo-arrivants	90
B.III. Le vécu des adolescents primo-arrivants	92
B.IV. L'enfant réfugié de guerre	94
B.IV.1. symptômes post-traumatiques et réactions familiales	94
B.IV.2. réponses de l'école face aux enfants réfugiés	94
B.IV.3. la gestion de la violence en général et les conséquences pour l'enfant réfugié	95
B.IV.4. la résilience nous invite à revisiter nos pratiques	96
B.V. La recherche de sens et d'attachement pour construire la résilience	97
B.V.1. le rôle des enseignants tuteurs de résilience	97
B.V.2. les ressources limitées et la priorité des interventions	101
B.V.3. des exemples de prise en charge spécifique d'élèves primo- arrivants	101
B.V.4. la prise en charge plus globale des familles primo-arrivantes par quartier	103
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	106
ANNEXES	109
Annexes I	109
Annexes II	115

